TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 243 — 26 PAGES — JEUDI 5 JANVIER 1978

Des centrales nucléaires françaises pour la Chine ?

LIRE PAGE 26

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 50 ris; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS

PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23 Paris

Télex Paris

Tél. : 246-72-23

M. Carter s'entretient avec M. Giscard d'Estaing après avoir rencontré M. Sadate à Assouan

« Il faut qu'Israël se retire des territoires occupés en 1967 »

A AFFIRMÉ LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

● Une heure après son arrivée à Paris, ce mercredi 4 janvier, M. Jimmy Carter, accompagné du président de la République, devait déposer à 16 h. 10 une gerbe sur la tombe du soldat inconnu. Les deux chefs d'Etat auront ensuite un tête-à-tête avant que le président des Etats-Unis prononce un discours, à 20 h. 20, au Palais des congrès sous l'égide de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Jeudi, MM. Carter et Giscard d'Estaing se rendront en Normandie sur les plages de débarquement de 1944. Ils auront un second tête-à-tête dans le train du retour vers Paris. Le chef de la Maison blanche quittera Paris vendredi matin pour se rendre à Bruxelles.

L'audience accordée à M. Mitterrand par M. Carter est officiellement confirmée : elle aura lieu vendredi à 8 h. 55. Avec un entretien avec M. Van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E. (jeudi matin), ce sont pour le moment les seuls rendez-vous pris par le président des Etats-Unis en dehors de son programme officiel. L'ambassade américaine a indiqué que M. Carter espérait rencontrer d'autres personnalités françaises au dîner de Versailles jeudi. Quant à M. Chirac, maire de Paris, il a fait savoir que, M. Carter ne venant pas à l'Hôtel de Ville, il s'abstiendra de paraître aux cérémonies officielles.

● A ASSOUAN, ce mercredi matin, le président des Etats-Unis a eu un entretien de cinquante minutes avec le président Sadate. Le chef de l'Etat égyptien a ensuite déclaré que leurs vues étaient « identiques », et qu'ils étaient convenus de « certaines initiatives ». M. Carter a dit de son côté qu'Israël devait se retirer des territoires occupés en 1967 (ce qui, dans la formulation anglaise employée par M. Carter, ne permet pas de savoir s'il s'agit de tous les territoires occupés), et reconnaître « les droits légitimes » des Palestiniens.

● A RYAD, mardi, M. Carter n'a pas réussi à faire approuver par les Saoudiens, chefs de file des Arabes modérés, les tractations entre l'Egypte et Israël ni à leur faire partager ses vues sur les mérites du plan Begin.

● M. Boumediène, quant à lui, a entamé un voyage d'information au Proche-Orient. Le président algérien est arrivé mardi à Bagdad.

Du bon usage des voyages

Dans le salon d'honneur de l'aérodrome d'Orly, les Etats-Unis et la France se rencontrent ce mercredi à mi-chemin de leurs incertitudes. Car si les deux pays ont en commun deux siècles et deux ans de souvenirs, alternativement glorieux et moroses, si leur sort est lié pour le meilleur et pour le pire, leur avenir immédiat apparaît également incertain. Washington, un an après son inauguration, s'interroge encore sur M. Carter. Nouvel apôtre de la paix et de la vertu, ou provincial mal à l'aise dans des fonctions trop complexes pour ses bonnes intentions ? Quant à M. Giscard d'Estaing, à trois mois d'élections qui peuvent le mettre en face d'une Assemblée ingouvernable, il en est réduit pour l'instant à puiser en lui-même l'autorité de sa lourde charge.

Il y a cependant, de par la géographie et l'histoire, différence d'échelle entre les deux hommes d'Etat. Le président de la République française se rend parfois à l'étranger et y reçoit les égards qui lui sont dus. Sa visite achevée, il rentre à l'Elysée. Le président des Etats-Unis, si ...ice soit-il, se doit de suivre ... voie de ses prédécesseurs ...ès-guerre. Ses déplacements ... limitent pas à des échanges ...es et de bons procédés bi...aux. Il sillonne les cieux et ...ne terre pour prendre le ...s de la planète. Le choix de ...escales est toujours significatif, mais ce ne sont jamais que étapes d'une trajectoire. Même dirigeants soviétiques n'ont pas encore déployé cette dimension de leur pouvoir. Sans doute les murs du Kremlin ne s'y prêtent-ils pas, tandis que la Maison Blanche n'est pas seulement la résidence du 1600 Pennsylvania Avenue : légalement et moralement, elle suit le président partout où il se trouve.

Cette mobilité mesure toute la distance inviolable, incompressible, qui, depuis les beaux jours de Rochambeau et de Pulaski, s'est allongée entre les Etats-Unis et l'Europe — en même temps que se rétrécissait la durée du parcours. ... conscience d'une convergence ...térêts, dans le cadre atlantique ...bien au-delà, tend à croître en ...ortion inverse de la communauté des esprits qu'elle rassem... Il est probable que Wash... et Lafayette, pourtant ...es et de tempéraments différents, étaient plus proches l'un ...utre que peuvent l'être ...d'hui MM. Carter et Giscard d'Estaing.

...n aimerait que les hommes ...tat ne s'entretiennent pas uniquement d'affaires d'Etat, qu'ils songent davantage — ne fût-ce qu'un tout petit peu — aux millions d'individus qui sont dans leur sillage ou leur mouvance, qu'ils se rendent compte que leurs congratulations réciproques n'intéresseront que les chancelleries et la presse tant qu'ils n'auront pas réfléchi aux moyens d'établir un « concert des nations » entre les populations qui, pour voyager de plus en plus, ne se comprennent pas nécessairement mieux qu'il y a cent ans.

C'est à quoi devrait convier cette amitié franco-américaine, si souvent « exaltée » entre puissants et initiés, mais qui n'a encore trouvé ni l'aire de son épanouissement ni les instruments de son approfondissement. Les « échanges culturels » sont excellents en soi, mais qui peut ignorer qu'ils tournent en rond et, surtout, que les Etats-Unis — et principalement le Congrès — ne leur accordent qu'une attention minime ? De récentes initiatives privées s'essayent à en élargir l'horizon, mais que sont-elles par rapport à ce qu'il faudrait accomplir ?

Omaha-Beach — un prodige au service de la liberté. — Versailles, il serait peut-être en ruine sans ... sauvetage financier de ses admirateurs américains. Autant ... haltes nobles et sentimentales. ...ais il faudrait maintenant se tourner vers l'avenir.

Relance de l'activité ou relance de la crise ?

par PAUL FABRA

Parce que l'activité économique y a encore plus de « tonus » qu'ailleurs, la politique économique des Etats-Unis est proposée en exemple aux autres nations industrialisées, notamment par les experts de l'O.C.D.E. Le président Carter ne manquera pas de se prévaloir de ce témoignage pour écarter les critiques suscitées par la chute du dollar. Le maintien d'un « bon » taux de croissance aux Etats-Unis n'est-il pas indispensable pour empêcher le monde de retomber dans une récession aux effets peut-être plus dévastateurs que celle de 1975 ? C'est sur cette idée que sont fondées les prévisions du jour.

Mais il faut savoir que les prévisions économiques ont changé de nature. Naguère, elles s'exerçaient à l'intérieur d'un système imparfait mais réglé tout de même par des mécanismes connus. On pouvait prévoir son fonctionnement, compte tenu de l'inévitable marge d'erreur. Aujourd'hui s'ajoute à l'incertitude que comporte nécessairement l'avenir un autre facteur de fragilité d'importance grandissante : les indispensables points de repères s'estompent peu à peu à cause du dérèglement du système.

(Lire la suite page 22.)

NOUVELLE ET FORTE CHUTE DU DOLLAR

La chute du dollar s'est accentuée sur tous les marchés. Mercredi matin, il ne valait plus à Paris que 4,6156 F, tandis qu'à Francfort et à Zurich il atteignait des records absolus de baisse. Simultanément, le cours de l'or fait un nouveau bon en avant. Il était à Londres à plus de 172 dollars l'once. (Lire page 26)

L'escale de Ryad ne semble pas avoir été fructueuse

De notre envoyé spécial

Ryad. — M. Carter a-t-il reçu à Ryad des dirigeants saoudiens le message « froid et raide » qu'il tenait en réserve pour M. Desai à New-Delhi ? Du côté américain, on dément énergiquement, bien entendu, que les entretiens de Ryad aient été un échec. Le moins qu'on puisse dire pourtant est que l'optimisme un peu forcé affiché par les responsables de la diplomatie américaine quelques heures avant la rencontre ne paraît guère justifié.

L'accueil réservé au président à l'aéroport avait été royal mais bref. En une phrase fort aimable, il est vrai, le roi Khaled avait expédié son allocution de bienvenue : « *Je vous salue comme un grand ami et vous remercie des efforts que vous déployez pour trouver une solution juste et durable au problème du Proche-Orient.* »

Le premier entretien que M. Carter eut ensuite avec le roi ne dura qu'une demi-heure au lieu de l'heure prévue. Après le banquet officiel, le président eut encore une conversation d'un peu plus d'une heure avec le prince Fahd, vice-premier ministre et homme fort du régime, suivie par une réunion d'un quart d'heure élargie aux ministres des affaires étrangères et aux conseillers. Mais la partie américaine avait laissé prévoir une déclaration commune qui dut finalement être d'abord ajournée, puis annulée.

Hâtivement, M. Carter la remplaça par un communiqué unilatéral indiquant que, après « *un examen détaillé de l'évolution diplomatique depuis la visite de M. Sadate à Jérusalem* », il avait « *fait valoir les possibilités qui se présentent de poursuivre la marche vers un règlement d'ensemble* ». De même, le président a « *réaffirmé la détermination du gouvernement américain de faire avancer le processus de paix* ». Les conversations ont aussi porté sur les problèmes du pétrole (M. Carter s'est dit « *encouragé par la décision responsable* » prise par l'OPEP en ce qui concerne les prix).

Il semble, en fait, que les responsables américains aient abordé cette avant-dernière partie de leur voyage — la plus difficile — avec un temps de retard. Annonçant, samedi dernier, la rencontre prévue pour ce mercredi avec le président Sadate à Assouan, M. Brzezinski, conseiller du président, avait affirmé que l'objectif visé était d'introduire les Arabes modérés dans la négociation en cours. Or on n'en est plus, comme il y a une dizaine de jours encore, à espérer une participation jordanienne, voire syrienne, aux conversations du Caire ou de Jérusalem, mais plutôt à faire en sorte que ces conversations, menées entre la seule Egypte et Israël, soient maintenues à flot. A ce propos, on a visiblement sous-estimé dans l'entourage de M. Carter l'hostilité pourtant clairement exprimée par les Arabes modérés au plan Begin, de même que la déception éprouvée dans le même camp après la déclaration du président américain sur ledit plan.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Jamais deux sans trois

Avant d'accueillir le président Carter à Paris, on a dû vérifier la compétence des interprètes et le bon fonctionnement des microphones. La loi des séries doit cependant hanter l'esprit des cabinets de part et d'autre.

Jamais deux sans trois, dit-on, et en ce cas, il est permis de se demander quelle gaffe pourrait marquer le passage du président américain dans notre pays.

Il en est une qui vient à l'esprit quand on considère l'état de la circulation dans la capitale. Avec un peu d'habileté dans le maniement des barrages pour travaux, des sens interdits et des voies express, il ne serait pas du tout invraisemblable que le cortège officiel se trompe de chemin et se rende à l'Hôtel de Ville au lieu d'aller à l'Elysée.

ROBERT ESCARPIT.

Le Chili « normalisé »

Six millions d'électeurs chiliens ont été appelés à se rendre aux urnes mercredi 4 janvier pour participer au référendum organisé par le général Pinochet. Ils devaient répondre par « oui » ou par « non » à une double question. Soutiennent-ils « le chef de l'Etat dans sa défense de la dignité du Chili » *et réaffirment-ils* « la légitimité du gouvernement face à l'agression internationale sans retenue aux Nations unies ? »

Prenant publiquement la parole pour la première fois depuis quatre ans, M. Eduardo Frei, ancien chef d'Etat et dirigeant de la démocratie chrétienne, a condamné le référendum pour des raisons juridiques (le Monde *du 4 janvier*). *Plusieurs personnalités de l'ex-Unité populaire, en particulier M. Carlos Altamirano, leader du parti socialiste, ont, de leur côté, qualifié la consultation de « mascarade ».*

Le général Gustavo Leigh, commandant en chef de l'aviation et membre de la junte, a en revanche démenti, mardi, que les membres des forces aériennes aient été incités à ne pas participer au référendum. Il a admis avoir formulé des « observations sur le fond ». La marine de guerre a publié un communiqué identique.

I. — L'homme au service de l'économie

De notre envoyé spécial THIERRY MALINIAK

Santiago. — Où est donc la répression ? Les touristes occidentaux qui débarquent à Santiago en ce début d'été austral s'étonnent. Quoi de plus tranquille que la capitale chilienne assoupie sous le soleil ? En quelle autre capitale latino-américaine trouverait-on aussi peu de policiers dans les rues ? Santiago donne bien l'image d'une ville normalisée.

Certes, les organes d'information évoquent toujours le problème des droits de l'homme. Les quotidiens, favorables au gouvernement, s'indignent de la condamnation du Chili par l'Assemblée générale des Nations unies. Les revues d'opposition (il en reste à Santiago) profitent de l'occasion pour revenir sur le thème. Mais c'est là un débat par procuration, par ONU interposée. Curieusement, le sujet semble davantage attirer l'attention de l'étranger que des Chiliens. Pour ceux-ci il est passé à l'arrière-plan par rapport aux problèmes plus quotidiens posés par la situation sociale.

« *Les droits sociaux, les droits du travail, ce sont pour nous les droits de l'homme de tous les jours,* affirme un avocat spécialiste des questions syndicales. *Il s'agit, à long terme, pour le gouvernement militaire, d'un problème plus délicat que la torture ou la répression individuelle, d'ailleurs en régression. Car il touche au modèle économique mis en œuvre par la junte et à ses conséquences sociales. Il est intrinsèquement lié au régime.* » Le gouvernement, d'ailleurs, a conscience que le vent a tourné, et que c'est sur le front social qu'il pourrait avoir une rude tâche. « *Maintenant, toute l'artillerie va vers la situation économique et sociale* », reconnaissait il y a peu le président Pinochet en présence de dirigeants syndicalistes.

(Lire la suite page 4.)

UNE « SOMME » DE ROBERT FOSSAERT

Marx désensablé

La danse macabre des « nouveaux philosophes » autour de Marx n'a pas découragé un chercheur comme Robert Fossaert. L'entreprise qu'il a commencé de conduire et qui ne verra son terme que dans plusieurs années appartient autant au domaine du chartiste qu'à celui du philosophe, de l'économiste et du sociologue.

Sous le titre *la Société*, c'est une véritable « somme » qu'il nous propose. Huit tomes dont les deux premiers seulement viennent d'être publiés : « Une théorie générale » et « Les structures économiques ». Ils seront suivis de livres sur « Les appareils », « Les classes », « Les Etats », « Les structures idéologiques », « Les systèmes mondiaux » et « Sociétés et Socialisme ».

« *Tant qu'à vouloir transformer la société, autant savoir de quoi l'on parle.* » C'est de cette idée toute simple qu'est parti notre auteur. Construire le socialisme. Fort bien. Mais il reste à inventer. Curieusement, pour ce faire, Fossaert se retourne vers Marx. Comme si, décidément, la force d'aimantation du « prophète barbu » était irrésistible.

En fait, la démarche est un peu plus compliquée que cela. Après Ernest Mandel, Balibar, après Althusser surtout — pour ne parler que de l'après-guerre, — Robert Fossaert plante le soc de sa charrue dans la terre du *Capital* et des autres écrits de Marx. Et il creuse son sillon à une profondeur inaccoutumée.

Ainsi juge-t-il insoutenable la formule de « socialisme scientifique » (qui est d'ailleurs d'Engels). Une politique, « *par définition,* écrit-il, *doit toujours traiter des problèmes que la vie sociale fait surgir, que ces problèmes aient déjà reçu — ou non — quelque éclairage scientifique. Figer cette liaison mobile en une prétendue politique scientifique n'enrichit aucunement la politique et stérilise la science* ».

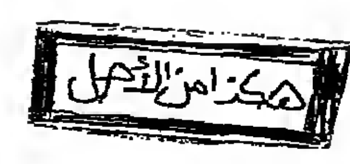
PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 2.)

Le 1er anniversaire du Centre Georges-Pompidou

Le Centre Georges-Pompidou fêtera le 1er février son premier anniversaire. Au rythme de vingt mille visiteurs par jour, il aura accueilli en douze mois six millions de personnes. Nous présentons dans « le Monde des arts et des spectacles » un premier bilan de son activité. (Lire p. 10 et 11.)

Mme Rosalind Carter visite ce mercredi après-midi le Centre en compagnie de Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing. Elle sera accueillie à 16 h. 30 par M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement.



idées

LES GRILLES DU TEMPS

ENTRETIEN AVEC BERNARD-HENRI LÉVY

II. — « Marx n'est pas mort pour les Russes, les Chinois, les Cambodgiens »

Après avoir, dans la première partie de cet entretien traité du « malaise d'époque », (« le Monde » du 4 janvier), Bernard-Henri Lévy, auteur de « la Barbarie à visage humain », parle ici du « destin de l'intelligence ».

« Quand tant de gens annoncent la mort de Marx, vous semblez croire à l'avenir d'un certain marxisme. Pourriez-vous vous expliquer à ce sujet ?

— C'est une question un peu compliquée, à quoi je répondrai deux choses. La première : que Marx n'est bien entendu pas mort et que je n'ai, pour ma part, jamais rien prétendu de semblable. Pas mort pour les Chinois, les Russes, les Cambodgiens. Pas mort pour cette moitié de l'humanité qui, peu ou prou, vit sous sa loi. Pas mort non plus pour l'autre moitié où, comme en France et en Italie, il alimente les nouvelles idéologies dominantes. Bon. Cela, c'est clair. Il suffit de regarder et d'écouter autour de soi.

» Mais la seconde : que ce Marx bien vivant, ce n'est pas celui qu'on croit et dont disputent les intellectuels. Ce n'est pas le Marx du *Capital*, rigoureux et scientifique. Mais c'est une vulgate, diffuse dans le corps social. C'est une pensée à l'état gazeux, toute tramée d'incohérences. C'est un corps démembré qui survit à ses amputations (dictature du prolétariat en France) comme à ses greffes (théocratie en Italie). Non pas donc le discours spécifique et dogmatique que nous lisons dans les traités. Mais un ensemble de principes flous qui constituent, *grosso modo*, la forme moderne du machiavélisme, la version remise à jour de l'ordre et de la police.

» Pratiquement, cela veut dire que mon « antimarxisme » n'a rien à voir avec celui des érudits et des notaires de droite ; que je me fiche de savoir si oui ou non le Goulag est contenu dans les *Grundrisse* (1). Le marxisme qui m'intéresse est beaucoup plus analphabète — c'est cette nouvelle prose du monde que parlent, parfois à leur insu, les Jourdains ventriloques qui peuplent les Etats modernes.

» Si j'insiste là-dessus, c'est que c'est peut-être l'origine de la plupart des malentendus qui faussent le débat depuis six mois. On dit toujours : les nouveaux philosophes dénoncent le stalinisme et le marxisme. Or, pour ma part, je dis : je ne dénonce ni le « stalinisme » ni le « marxisme ». Je ne dénonce pas le « stalinisme », car c'est un mot forgé par Trotski, Khrouchtchev et d'autres, pour escamoter, dans le mirage d'une « déviation », le bien réel problème de l'existence de *fascismes rouges*. Je ne dénonce pas le « marxisme-léninisme », c'est c'est un mot forgé par Staline, Jdanov et leurs oublieux disciples, pour escamoter, derrière le rideau d'une académique scientificité, le bien réel problème des formes modernes de la dictature.

» Au risque de provoquer : le « stalinisme » n'existe pas, c'est un concept marxiste ; le « marxisme » n'existe pas, c'est un concept stalinien ; ce qui existe, en revanche, sous ces deux noms d'emprunt, c'est une figure bien connue, mais remise au goût du jour et à quoi il est urgent, plus que jamais, de résister : la figure du politique et de ses conceptions du monde.

Saint-Just plutôt que le « Capital »

— Depuis quelques années, les intellectuels, au sens large, reprochent à la technocratie au pouvoir de n'avoir aucune valeur en dehors de la technique ou de l'économie. Or, rappellent-ils, l'homme ne vit pas seulement de pain. Cependant, pour le plus grand nombre, le pain suffit désormais. Les valeurs, les idéologies dépérissent sans soubresauts dramatiques. En revanche, malgré ou à cause des fermetures d'usines, les mots « croissance », « production » « développement » gardent apparemment toute leur puissance, toute leur magie.

N'est-ce pas humiliant pour vous et pour les nouveaux philosophes ?

— Oublions un instant, voulez-vous, les philosophes anciens ou nouveaux. Il y a longtemps qu'ils ne sont plus le sel de la Terre. Longtemps aussi que l'histoire a renoncé à veiller à leur gloire ou à leur humiliation.

» Quant au fond de la question, je pense personnellement l'inverse. Non pas : la technocratie est un régime sans valeurs, sans pitié sans croyances. Mais : rien n'est plus pieux qu'un technocrate ; nul régime n'est plus acharné à faire croire que la technocratie ; jamais l'Occident ne s'est tant nourri de mythes et de valeurs que depuis l'avènement des managers et des bureaucrates.

» Prenez par exemple cette fameuse « Administration » sans âme et impersonnelle que se plaisent à décrire tant de Kafkas au petit pied : d'où tient-elle son pouvoir sinon d'un stock de croyances dont Pierre Legendre a montré qu'elles viennent du plus profond de notre tradition, c'est-à-dire des textes canoniques de l'ancien droit pontifical. Prenez l'exemple de la publicité, fin mot du « management » : d'où tire-t-elle, elle aussi, son efficacité sinon des divines images qu'elle met subrepticement en œuvre et autour desquelles vient se sublimer toute une obscure libido, une sarabande infernale de pulsions ? L'exemple encore de la « croissance », de sa « magie », comme vous dites : comment ne pas voir que cette magie n'embrase les cœurs que parce qu'elle retrouve et laïcise tout le stock de valeurs qui supportait l'idée de Providence ?

» De sorte que je ne pense pas que nous vivions la fin des idéologies, mais que nos sociétés au contraire croulent sous l'idéologie, qu'à défaut d'Etat total y règne un discours total. Je ne pense pas non plus que le « pain » suffise aux égarés du temps présent, car le pain que nous mangeons est pétri dans le rêve, le fantasme, la mythologie. Des mythologies immanentes bien sûr, menue monnaie du Dieu mort, icônes et idoles de sa majesté détrônée, mais des mythologies tout de même qui font, avec le marxisme, la religion du siècle. Tout cela est dans Saint-Just, véritable fondateur de l'Etat moderne, et dont je recommande la lecture au moins autant que celle, un peu lassante, du *Capital*.

— L'économie, la technique ne résorbent-elles pas pour la première fois et très largement la tragédie de l'histoire, du moins dans nos sociétés occidentales, où la bombe atomique interdit la guerre étrangère, où le dépérissement des espérances révolutionnaires rend les révolutions irréelles ? N'allons-nous pas, vraiment, vers une société de pain et de jeux ?

— Non, décidément, je ne le pense pas ! Ce qui est vrai, c'est que nous allons vers un monde où la liberté sera comme une vieille rengaine chantée au son d'orchestres de bagnards. C'est que, entre l'Est et l'Ouest, le choix ne nous est laissé qu'entre le pain dans l'esclavage et la liberté dans la misère. Mais je ne vois pas que le tragique soit par là « résorbé » ; il devient l'ultime et morbide pâture de ces immenses troupeaux d'hommes qu'encadrent les Etats modernes. Je ne vois pas non plus que nous allions ainsi « vers une société de pain et de jeux » : la vérité du siècle c'est encore et toujours la guerre, les massacres de masses, le génocide légitimé.

» Si j'avais à définir la tragédie contemporaine, je citerais ce commandement qui semble bien être celui du temps : mourez, mourez encore, la mort absolue est la fin, l'objectif présent, de l'humanité. Et si je voulais caractériser, par exemple, l'actuelle flambée de terrorisme en Europe, je dirais que les terroristes d'aujourd'hui sont les premiers à avoir grandi à l'ombre d'Hiroshima, à l'âge d'Etats surpuissants tenant entre leurs mains les outils d'un suicide collectif et planétaire. Mais ça, c'est encore une autre histoire...

Entre la servitude et l'allégeance

— Le dixième anniversaire de mai 68 arrivera d'ici quelques mois. Toute l'effervescence, tous les mouvements contestataires surgis au cours de ces folles semaines, sont retombés ou à peu près. Leur explosion fut-elle le premier mouvement de révolte contre la tyrannie moderne des ordinateurs ou des cadres, ou le dernier soubresaut de la liberté expirante ?

— Les deux probablement, mais autre chose encore qui me semble plus décisif : la première révolte anticommuniste de masse dans un pays d'Europe occidentale. Le P.C. et la C.G.T. sont perçus sous un jour neuf : partie intégrante de l'appareil d'Etat. Leurs chefs et leurs idéologues sont, à tort ou à raison, perçus comme les tenants, les hérauts d'une nouvelle droite. Toute une génération s'avise que c'est là que se fomente et se perpétue le moderne idéal de l'Etat. Résultat : la gauche, dans son ensemble, sort traumatisée de l'événement, dont elle ne récupère que le pire, la gangue et la phraséologie marxistes. Une nouvelle extrême gauche naît, qui rompt pour la première fois le jeu des allégeances honteuses et des mimétismes pervers : en Italie Bologne, en France l'écologie.

— Vous souhaitez l'avènement d'intellectuels non plus conducteurs des masses ou conseillers du prince, mais artistes et moralistes. Dans une société de diplômes et de salariat, de tels hommes peuvent-ils simplement apparaître sans devenir les Spartacus de l'intelligence hors de tout confort et de toute sécurité ? En d'autres termes, l'intelligence peut-elle jamais être autre chose que servante ou révoltée ?

— Personnellement, je trouve surtout insupportable que les intellectuels d'aujourd'hui vivent dans un monde où l'on sommerait Hamlet d'exhiber sa fiche de paie et Antigone de renoncer à son héritage. Je trouve insupportable, de la même manière, que les intellectuels en soient réduits, pour décliner leur identité, à montrer leur bulletin de vote et, en fait, à s'aligner. Il y a là le double symptôme, matériel et moral, d'une entreprise de soumission, de normalisation des intelligences.

» Que l'on n'aille pas s'étonner, après cela, que la majorité des intellectuels en France, à quelques rares et illustres exceptions près, se soient ralliés à la bannière du programme commun. Que l'on ne s'étonne pas non plus qu'en Italie le statut d'un intellectuel de gauche anticommuniste soit pratiquement intenable et qu'il faille, pour survivre et travailler, en passer par les défilés d'une révérence au parti. De sorte que je crois, comme vous, que le choix est toujours entre la servitude et l'allégeance. Mais, sur l'issue de ce choix, je suis relativement pessimiste.

— Le mot « imposture » revient sous votre plume avec une fréquence et une vivacité particulières. L'époque vous semble-t-elle particulièrement riche en impostures heureuses et en imposteurs triomphants ?

— Oui, mais ce n'est pas nouveau. Le temps des désillusions va presque toujours de pair avec le retour des sophistiqués. Quand les idéaux sont morts, c'est sur leurs sépultures que choisissent de venir danser les chantres du semblant. Toujours sur les autels désertés que se tiennent les messes jubilatoires des gais savants et joyeux lurons. Il m'arrive d'imaginer que nous sommes à Athènes, au quatrième siècle avant Jésus-Christ. Que tous ces discours allègres qui surgissent d'un peu partout, ce sont ceux des sophistes grecs dont le fantôme revient nous hanter. Et si j'en parle avec la « vivacité » que vous dites, c'est que l'histoire nous enseigne que, quand le chœur des bouffons tient la place publique, c'est que les trente tyrans ne sont pas loin...

— Vos propos ressemblent souvent à ceux d'un homme abstrait, sans enracinement historique national précis. Vous paraissez agir, penser en ressortissant d'une Internationale des clercs comme d'autres appartiennent à l'Internationale de l'électronique ou du cacao. On voit bien à quel temps vous appartenez, moins nettement à quel espace. Pour vous, la France, l'Europe sont-elles des ères historiques déjà closes ou des corps toujours vivants ?

— Très franchement, la France et l'Europe ont toujours été pour moi des êtres de raison, des noms un peu exotiques, corps sans âmes ou âmes sans corps, ères historiques closes avant que je les eusse vraiment ouvertes. Cela tient probablement à quelques détails de ma biographie dont je préfère vous faire grâce. Mais aussi à des raisons plus générales qui touchent, elles, à l'époque.

» Vous me dites : « *On voit bien à quel temps vous appartenez, moins nettement à quel espace.* » Je crois qu'en fait ça veut dire : le temps existe, qui est la forme *a priori* de notre sensibilité, la demeure d'élection où désormais nous séjournons ; l'espace, lui, n'existe plus, d'où nous nous sommes expatriés et qui n'est plus que nostalgie. Ou encore : quand une civilisation fait du progrès sa religion et que cette religion nous gorge de technique, la géographie disparaît, elle meurt d'une indigestion d'histoire. Nous vivons dans l'atopie d'une terre ravagée et dévastée dont le moindre fragment devient chantier d'exploitation, dont le moindre lieu concret devient simple matière du grand œuvre progressiste.

» Le capitalisme c'est, comme chacun sait, la folle rotation d'objets indifférents, de marchandises équivalentes, réduites à leur pur signifiant : c'est aussi de la même manière, la morne rotation de lieux interchangeables, de lieux qui ne sont plus que des places, arasées et identifiées. Alors, là-dedans, comment s'y *retrouver* ? Larbaud et Morand aujourd'hui iraient aux Etats-Unis faire des conférences dans les universités. Byron et Mme de Staël, inventeurs du voyage, feraient du tourisme intellectuel...

— Vous écrivez dans un français compact avec un désir manifeste de force et d'élégance. En un mot, vous croyez au style. Quel rôle lui assignez-vous dans une époque où la laideur, la confusion du langage triomphent si souvent ?

— Je suis probablement moins sensible que vous à cette laideur et à cette confusion. Je trouve que nous avons un certain nombre de grands écrivains. Et de philosophes aussi qui écrivent dans une langue superbe. C[...] dit, en ce qui me concerne, [...] crois que mon rapport à la [...]gue me tient lieu de géogra[phie], justement. Je crois que la l[angue] française est à la fois ma chère maladie et ma seule [...] possible. L'asile et l'antre [par] excellence. L'armure et l'[...] par excellence. Un des lieux [en] tout cas, où je me tienne e[n ce] monde.

» Alors, oui, bien sûr, c'est [im]portant la langue, c'est import[ant] le « style ». Non point com[me] ornement du discours, supplément et enflure du geste. Mais comme propédeutique du cœur et pédagogie de l'entendement. Il a fallu *aussi* un style pour rendre *sensible* cet « Archipel » que chacun *savait* sans le croire depuis vingt ou trente ans. Il faut un style pour montrer les monstres qui rôdent dans l'in[-]conscient historique d'une époque. Un style, enfin, pour résister [à] l'empire dans les têtes de [la] raison politique. L'exigence éthi[que] que doit toujours se doubler d'un pari sur l'esthétique. »

FIN

Propos recueillis par
GILBERT COMTE.

(1) En français *Principes de la critique de l'économie politique*, œuvre posthume de Marx. (N.D.L.R.)

Marx désensablé

(Suite de la première page.)

De même, dans un « avertissement pour ceux qui n'aiment pas Marx », Robert Fossaert ne se fait pas faute de reconnaître que la science de l'auteur du *Capital* est datée puisqu'il est mort en 1883, qu'il sombre trop souvent dans l' « *économisme* » ou l' « *impérialisme* de l'infrastructure », que sa théorie de l'Etat est lacunaire, sa conception de l'idéologie « *confuse et relapse* », qu'il ne voit pas distinctement la révolution démographique mondiale qui accompagne la révolution industrielle.

Il ne s'agit donc pas pour Fossaert de s'enfermer dans Marx et moins encore dans l'un des marxismes, orthodoxes ou non : « *Il s'agit de prendre élan chez Marx, de bien comprendre ce qu'il nous a appris de la société et d'apprendre, grâce à lui, à le comprendre mieux encore* ». Car Marx a fondé la « science des sociétés » et « proposé un *premier système général de concepts pour théoriser* ce *domaine, c'est-à-dire pour en organiser la représentation... Il a existé et il existe des* marxismes, *c'est-à-dire des lectures de Marx... Marx est sans cesse à exproprier pour cause d'utilité publique... C'est un bien* mis *hors commerce. Il est dans le domaine public* ».

La « montagne magique »

A la suprême critique — celle d'André Glucksmann, — Marx, père du stalinisme, donc du goulag, Robert Fossaert répond : « *Il faut disposer d'une théorie sociale qui rende repérable de très loin la tendance au goulag. Si, comme je le soutiendrai, Marx peut* nous *aider de façon décisive à élaborer* une *telle théorie sociale, il faut voir en lui non le père du goulag, mais d'une des meilleures protections contre son retour.* »

Une fois le terrain ainsi déblayé et plantés les garde-fous nécessaires, Robert Fossaert attaque cette « montagne magique » de la société. Avec un petit tremblement dans la démarche. Sinon pourquoi l'auteur aurait-il choisi pour illustrer la couverture du premier tome, la reproduction d'un tableau sur la tour de Babel ? Pourquoi aurait-il substitué aux chapitres traditionnels sur l'explication de sa démarche et son aboutissement avant démonstration des « fiches » (vingt-sept au total) ?

La volonté d'ascèse affichée par Robert Fossaert est confondante. Sans doute affecté par toute la littérature — qu'elle soit « de bois » ou de mode — qui a coulé sur l'effigie de Marx, notre auteur a pris le parti de la sémantique la plus rigoureuse. Il n'avance que ne soient définis les concepts centraux qui serviront de piliers à sa théorie, puis à la démonstration de celle-ci, et élaborée une typologie présentée souvent, pour les besoins d'une intellection plus mordante, sous forme de tableaux. Il demande même pratiquement à son lecteur d'apprendre une sorte de partition d'une vingtaine de sigles (AE : appareil d'Etat ; SC : société civile ; VE : valeur d'échange ; VU : valeur d'usage, etc.).

Axiomes, définitions, catégories, nous sommes beaucoup plus près de Spinoza que de Bernard-Henri Lévy. Seule concession : des épigraphes nombreuses pour faire respirer, où Raymond Queneau n'a pas la plus mauvaise part.

L'étendue et la densité de cette recherche empêchent que l'on puisse ici tenter de canaliser les propos de Robert Fossaert. Sa méthode d'approche est celle-ci : comme les sciences de la nature ont dû « naturaliser l'homme », c'est-à-dire ignorer tout ce qui dans l'activité humaine semble étranger au domaine commun des *lois naturelles*, de même les sciences de la société doivent considérer que leur domaine *commun* est celui des relations sociales. Tout ce qui se passe *entre* les hommes est de leur ressort. Rien de ce qui se passe en l'homme ne doit leur importer. N'est-ce pas là trop de « puritanisme », et Fossaert du même coup n'endossera-t-il pas le reproche qu'il *fait* à Marx, dans sa *théorie* de la société : il ne sait finalement que faire de l'homme...

Ah ! L'homme est décidément bien embarrassant ! Foucault suggère qu'« il est mort ». M. Moles et Mme Rehmer consacrent leur *Théorie des actes* (Casterman) à l'idée même d'*action* considérée comme un phénomène *isolable*, indépendant de celui qui le fait et de ses buts, et si Fossaert pouvait ne compter qu'avec des « agents » économiques ou sociaux, son entreprise serait certes plus facile. Mais comment imaginer que ce qui se passe *en* l'homme n'interfère *pas* sur *ce* qui se *passe entre* les hommes et que, par un phénomène de *feed-back*, ce qui se passe *entre* les hommes ne réagit pas sur ce qui se passe *en* l'homme, créant ainsi des *réseaux*, un « système » où Marx et Freud sont « impliqués » ?

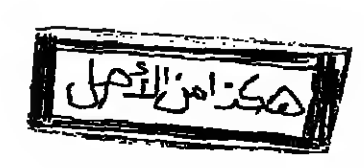
Ces points d'interrogation posés, il reste à cheminer de « fiche » en « fiche », comme dans un « jardin à la française » où tout s'ordonne suivant une implacable *géométrie* : les « modes de production » (notre auteur en énumère quinze), les classes sociales, l'appareil d'Etat, *le* pouvoir d'Etat, les types d'Et[at] [...]torze selon Fossaert) : le [...] civile, c'est-à-dire l'ensemb[le des] pouvoirs organisés dans la so[ciété] considéré par opposition avec l'[...] les formations politiques, les rapp[orts] entre propriété et pouvoir, l'idéolo[gie] et ses appareils (Eglise, éco[le], presse, arts, sciences, assistanc[e], partis, syndicats, associations) ; l[e] système mondial, *etc.*, pour finir su[r] le socialisme comme Etat et société.

Comment Robert Fossaert mettra de la chair autour de ce squelette, on s'en rendra compte en lisant son deuxième volume « Les structures économiques », et surtout son chapitre sur « La France comme FE » (c'est-à-dire comme formation économique). Selon lui, sans novation politique, au sortir de la crise, la tendance la plus importante sera la poussée redoublée d'internationalisation du capital. L'Etat deviendra « *régisseur d'un canton du marché mondial* ». Mais si le « *recentrage* » ne peut être conçu comme un retour au protectionnisme, les échanges extérieurs ne peuvent demeurer totalement livrés aux aléas du marché. « *Le conflit se concrétise aujourd'hui en France par cette alternative :* nationalisations ou *internationalisation.* »

On voit que Robert Fossaert sait descendre quand il le faut de l'empyrée des idées. N'a-t-il pas annoncé la couleur dès la première phrase : « *Je dédie* ce *livre* à *tous ceux qui veulent construire le socialisme* ». Et, comme le cadavre de Marx bouge encore, au lieu de le piétiner comme il est de bon ton maintenant, il s'en sert comme d'un tremplin. Extraordinaire destin du *Capital* !

PIERRE DROUIN.

★ Edit. du Seuil. Tome I, 176 p., 45 F ; tome II, 528 p., 95 F.



Le Monde

diplomatie

LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Il faut qu'Israël se retire des territoires occupés

déclare M. Carter à Assouan

Assouan (U.P.I.). — Après un entretien de cinquante minutes avec le président Carter à l'aérodrome d'Assouan, le président Sadate a déclaré : *« Je suis très heureux de dire que nos vues sont identiques et que nous avons convenu de certaines initiatives afin de maintenir le mouvement (« momentum ») vers la paix. Nous allons vers la paix, une paix véritable, une paix permanente, dans cette région. »*

M. Carter a déclaré à son tour que les Etats-Unis entendent *« jouer un rôle actif »* dans la recherche de la paix. Il a ajouté : *« Nous sommes convaincus que certains principes fondamentaux doivent être observés avant de pouvoir établir la paix. D'abord, la paix totale doit être fondée sur des relations normales entre les parties qui en conviennent. Ensuite, il faut qu'Israël se retire des territoires occupés en 1967* (1). »

» Troisièmement, le problème palestinien doit être résolu sous tous ses aspects. Les parties doivent reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien et permettre aux Palestiniens de participer à la détermination de leur avenir.

» Il faut toujours une certaine souplesse pour assurer le succès d'une négociation. »

M. Carter avait été accueilli à 7 h. 55, heure de Paris, venant de Ryad, par le président Sadate. Le président égyptien avait embrassé Mme Carter, et le président américain Mme Sadate.

Le chancelier Schmidt, qui se trouve en vacances dans la région a participé aux dernières minutes de l'entretien des deux présidents.

(1) M. Carter a employé la formule en anglais de la résolution 242, adoptée après la guerre de six jours par le Conseil de sécurité des Nations unies, « *from territories occupied in 1967* », sans article, ce qui, à la lettre, ne permet pas de savoir s'il s'agit de tous ou partie des territoires occupés.

L'ESCALE DE RYAD NE SEMBLE PAS AVOIR ÉTÉ FRUCTUEUSE

(Suite de la première page.)

Sans doute M. Carter n'a-t-il pas dit qu'il était hostile à la création d'un Etat palestinien, comme on l'a souvent rapporté. Il s'est borné à assurer qu'une autre solution (une entité liée à la Jordanie) avait sa « *préférence* ». De même, il n'a pas donné son aval au plan Begin : il le considère comme « *un grand pas en avant* » et une « *base réaliste de négociation* ». Il n'en reste pas moins que ses propos ont été considérés à juste titre comme un encouragement donné à M. Begin de s'en tenir à son plan au moment précis où les Arabes n'en voulaient plus. Cette attitude était d'autant moins compréhensible que certaines dispositions non publiques de ce plan se sont révélées à l'examen nettement moins conciliante vis-à-vis des Arabes que ce que M. Begin en donnait à penser dans sa description générale.

Dans ces conditions, l'attitude saoudienne, telle qu'on pouvait la reconstituer à partir d'indications puisées à bonne source avant la rencontre, était plutôt négative : *« Il n'est pas question pour nous,* disait-on en substance, *de renoncer au choix stratégique fait par l'Arabie Saoudite en faveur de l'amitié avec les Etats-Unis et le camp occidental ni, bien entendu, avec l'Egypte. Mais il faut bien admettre que l'initiative lancée par le voyage du président Sadate à Jérusalem, initiative devant laquelle nous étions sceptiques au départ, se solde par un échec. M. Carter a contribué à cet échec en disant trop de bien d'un plan israélien inacceptable. Pour notre part, nous prendrons encore plus de distances à l'égard du processus engagé. »*

Il n'est pas exclu que les explications de M. Carter, données, précise-t-on du côté américain, « *dans une atmosphère chaleureuse et de compréhension* », aient amélioré le climat. Mais rien ne justifiait l'optimisme d'un « *haut responsable* » américain qui, parlant, selon l'usage, dans l'avion qui conduisait le président à Ryad, avait cru pouvoir affirmer : *« Il apparaît que les dirigeants saoudiens sont en train de se rapprocher de notre position sur la question palestinienne »* Or les positions des deux pays — et c'est le cas également pour l'Egypte — restent opposées sur deux points fondamentaux : l'autodétermination des populations de Cisjordanie et de Gaza qui, selon Ryad, doivent avoir le droit éventuellement de former leur propre Etat ; en second lieu, l'évacuation par les troupes israéliennes de ces deux régions.

Les Américains interrogés ne nient pas la difficulté, mais ils font valoir qu'on peut, en jouant sur les délais et les formules, parvenir à l'autodétermination sans avoir à prononcer le mot. Ou encore faire en sorte que la présence militaire israélienne dans ces régions soit réduite avec le temps au point de devenir symbolique.

Un éditorial paru dans le journal saoudien de langue anglaise résume bien le scepticisme grandissant des hôtes du président. Après avoir indiqué que les dirigeants du pays cesseront de se plaindre de la chute du dollar et de l'inflation en Occident s'ils obtiennent satisfaction sur le problème palestinien, l'auteur invite M. Carter « *à ne pas répéter l'erreur de M. Kissinger, qui sortait de conversations dans les capitales arabes convaincu qu'il avait obtenu ce qu'il était venu chercher pour découvrir par la suite que les choses étaient restées en l'état* ». Il conclut : « *M. Carter accélérera grandement le processus de paix s'il se concentre sur l'élaboration de garanties sérieuses avec les parties concernées au lieu d'essayer de convaincre les Arabes que les Palestiniens n'ont pas besoin d'un Etat ou n'ont pas qualité pour en gouverner un.* »

MICHEL TATU.

L'Égypte compte plus que jamais sur les États-Unis

De notre correspondant

Le Caire. — « *Les Américains vont avoir un regain d'influence en Egypte* », disait-on dans les cercles diplomatiques du Caire, dès qu'il fut connu que la rencontre Sadate-Begin d'Ismaïlia n'avait abouti à aucun résultat concret. Quelques jours auparavant, les mêmes milieux, ainsi que les dirigeants égyptiens, soulignaient que, en prenant seul l'initiative d'aller à Jérusalem et d'engager directement le dialogue avec Israël, le raïs « *avait manifesté avec éclat son indépendance à l'égard des Etats-Unis, comme il l'avait fait dans le passé à l'égard de l'Union soviétique* ». C'en est fini du rôle d'intermédiaire joué par Washington au Proche-Orient depuis 1973, entendait-on alors.

L'espoir de pression sur Israël

Aujourd'hui, au Caire, les Américains font de nouveau, et plus que jamais, figure de maîtres du jeu et même, à certains égards, de sauveurs. En allant à Jérusalem, le président Sadate espérait que son geste extraordinaire désarmerait le gouvernement israélien, et que celui-ci déciderait, pour obtenir la paix et l'intégration de son pays dans la région, d'évacuer la plus grande partie des territoires occupés en 1967, et notamment la Cisjordanie. Sur ce dernier point, le raïs s'étant, au contraire, heurté à un mur d'airain, il est logique qu'il se retourne maintenant vers les Américains, « *commanditaires de l'Etat juif* ».

En même temps, et c'est peut-être aussi *une sorte de compensation* qu'il se donne, le chef de l'Etat égyptien critique directement, pour la première fois depuis trois ans, la politique d'un président américain, en l'occurrence la récente prise de position de M. Carter contre la création sur la rive occidentale du Jourdain d'un Etat palestinien indépendant. C'est pourtant au sujet de l'éventuelle entité palestinienne que le président Sadate pourrait se résigner à des « concessions », par exemple en admettant que ce foyer n'ait pas vocation à l'indépendance avant de nombreuses années ou en acceptant que, *même constitué en « Etat »*, il n'ait pas, principalement en matière de défense, toutes les prérogatives de la souveraineté internationale.

En échange, l'Egypte attendrait de « *sérieuses pressions* » sur Israël. De quelle nature devraient-elles être ? Au Caire, la réponse est presque invariable : « *Menaces de réduction des fournitures d'armement.* » Néanmoins, ceux-là mêmes qui soutiennent de nouveau, depuis la fin du « sommet » *décevant* d'Ismaïlia, *que* sans pressions américaines l'Etat hébreu n'évacuera jamais les territoires occupés avouent savoir que tant les groupes de pression israélites américains que le Congrès n'accepteront jamais que les Etats-Unis réduisent leur aide militaire à Israël. Cependant, l'Egypte ne peut se résigner à admettre que la plus grande puissance mondiale ne soit pas en mesure d'amener à résipiscence l'un des plus petits pays du globe.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

● *Six personnes appartenant à une « organisation communiste »* de la région industrielle de Hélouan ont été arrêtées, croit savoir mardi 3 janvier au Caire l'hebdomadaire du centre (parti majoritaire) *Misr*. Les personnes arrêtées auraient imprimé et distribué des tracts hostiles aux initiatives du président Sadate. — (*A.F.P.*)

● ERRATUM. — Dans l'article de notre correspondant au Caire, intitulé « Eloge du bakchich » (*le Monde* du 28 décembre 1977), il convient de rectifier un chiffre : le gouvernement égyptien a l'intention de porter à 130 francs, et non pas à 100 francs, qui est le plancher actuel, le salaire mensuel minimum.

POINT DE VUE

CHER MONSIEUR CARTER

par CLAUDE BOURDET

COMME beaucoup d'intellectuels et de journalistes français, j'ai eu des sentiments mitigés au moment de l'élection de M. Carter à la présidence.

Il donnait l'impression d'avoir beaucoup de bonne volonté, et de vouloir changer profondément le style de la politique américaine. Toutefois, il faisait preuve d'une certaine démagogie, il jouait un peu trop à l'homme neuf, alors qu'il était un politicien de carrière comme les autres. De plus, il avait, et a encore, d'étroites liaisons avec la Commission trilatérale fondée par David Rockefeller, président de la Chase Manhattan, il a été soigneusement *coopté* par la Trilatérale et préparé à son rôle de président « sans lien avec le passé », et nombre de ses collaborateurs importants ont été pris dans cette institution. Tout cela ne laissait pas d'être un peu inquiétant.

Mais, dans l'ensemble, ses premières initiatives ont paru rassurantes, et parfois utiles, même si elles ont été souvent plus apparentes que profondes. Sa prudence sur le nucléaire civil est louable, même si elle ne lui attira pas la faveur des amateurs de plutonium. Sa campagne pour les droits civils a eu, au début, quelques résultats positifs en Amérique du Sud, même si l'énergie dont il paraissait vouloir faire preuve dans ce domaine s'est vite dissipée. En Union soviétique aussi, son action n'a probablement pas été inutile, d'autant plus qu'en faisant espérer au Kremlin quelques progrès réels dans le domaine du désarmement il compensait sur un autre plan ce que ses initiatives sur les droits pouvaient avoir de gênant pour l'U.R.S.S. Toutefois, le missile de croisière et la bombe à neutrons risquent de gâcher ce délicat équilibre.

Mais peut-être vaut-il mieux ne plus parler de tout cela : il est apparemment devenu très vite plus « réaliste ». La caution qu'il vient d'apporter à Téhéran au régime du chah, dominé par les tortionnaires de la Savak, au moment précis où vingt-huit hautes personnalités iraniennes ont justement dénoncé ses atrocités, représente évidemment une conclusion définitive de sa campagne pour les droits de l'homme. Comment oserait-il dorénavant parler de la répression, qu'elle s'exerce dans les pays de l'Est ou ailleurs ? Mais, après tout, mon but n'est pas de lui adresser des exhortations morales. D'autres avant lui, et notre gouvernement lui-même, avaient fait le même choix en ce qui concerne l'Iran et bien d'autres tortionnaires. On avait cru M. Carter différent, voilà tout.

Ce que je voudrais dire concerne la politique, et particulièrement l'image politique du président dans le monde. Il vaudrait mieux qu'il se taise plus souvent, et que ses collaborateurs fassent de même. Après tout, des hommes d'Etat silencieux, cela s'est vu. Ou alors il faudrait, si c'est possible, chercher à ne pas se contredire trop fréquemment, par exemple sur le Proche-Orient. Ce qu'on a le plus reproché à Henry Kissinger, c'étaient les langages contradictoires qu'il tenait à ses interlocuteurs divers. Encore faisait-il cela en secret, et ne pouvait-on le prendre en flagrant délit. M. Carter fait la même chose — mais publiquement.

De Gaulle aussi changeait de position, avec un grand cynisme. Mais il le faisait au bout de longs mois et parfois d'années : quand une certaine politique échouait, il en choisissait froidement une autre. Mais aussi longtemps qu'il pensait réussir, il se tenait à ce qu'il avait choisi. On a toutefois, avec M. Carter, l'impression qu'il n'est pas cynique, mais seulement inconséquent. Ne vaudrait-il pas mieux, pour le moment, faire un peu retraite ? L'Amérique est un grand pays plein de problèmes, et il pourrait s'en occuper activement. Cesser de prendre des décisions dans des domaines qui ne le concernent pas. Cesser par exemple de définir le genre de régime qui convient aux Palestiniens : cela les regarde, eux, pas les Américains. Et M. Carter sait bien que, dans le passé, son pays s'est mal tiré de ce genre d'ingérence. Roosevelt a voulu imposer aux Français Darlan, puis Giraud. Un siècle d'interventions constantes des Etats-Unis en Amérique du Sud ont-elles récolté autre chose que l'hostilité de peuples entiers ?

Pour jouer ce rôle de gendarme mondial et de donneur de leçons tous azimuts, il faut avoir une vision, un plan, être capable d'une certaine continuité. Peut-être nous trompons-nous ici sur les façons de faire de M. Carter, mais nous avons l'impression, hélas ! que ces qualités, ces préoccupations lui font terriblement défaut.

M. CARTER RECEVRA M. MITTERRAND MAIS NE SE RENDRA PAS A L'INVITATION DU MAIRE DE PARIS

Le président des Etats-Unis a confirmé que, en dépit de son emploi du temps très serré, il recevra M. Mitterrand, vendredi à 8 h. 55, à la résidence de l'ambassadeur américain, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

En revanche, M. Carter n'envisage pas de se rendre à l'Hôtel de Ville de Paris, comme il est de tradition pour les chefs d'Etat étrangers en visite officielle en France. M. Chirac a manifesté auprès de l'ambassadeur des Etats-Unis son « *étonnement* », et regretté que M. Carter n'ait pas envisagé de « *saluer la population parisienne à travers ses élus* » (*le Monde* du 4 janvier). Le maire de Paris a également fait savoir qu'il s'abstiendrait de paraître aux cérémonies officielles, si la tradition d'hospitalité de la capitale était bafouée.

De son côté, un porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis a indiqué, mardi 3 janvier : « *Nous continuons d'espérer, comme nous l'avons fait, que le président Carter et M. Chirac pourront se rencontrer à l'une ou à plusieurs des manifestations prévues pendant la visite en France du président des Etats-Unis, par exemple à l'occasion du dîner du 5 janvier à Versailles.* » Selon l'entourage du maire de Paris, une telle offre n'est pas de nature à satisfaire M. Chirac, qui souhaite que la tradition soit respectée.

Quant à M. Jean Lecanuet, il nous a indiqué que, n'ayant sollicité aucune audience, il serait amené à rencontrer le président américain à l'occasion des cérémonies officielles.

OMAHA BEACH

Le président Carter se rend jeudi 5 décembre à Omaha Beach (la plage Omaha) était un des deux objectifs côtiers du débarquement anglo-américain du 6 juin 1944. Il s'étend sur 6 kilomètres entre Vierville et Colleville-sur-Mer (Calvados), au nord-ouest de Bayeux, et de part et d'autre des deux localités. L'autre objectif assigné aux forces américaines, Utah Beach, se situait devant Sainte-Marie-du-Mont (Manche), au nord de Carentan. Les forces britanniques débarquaient à l'est, sur les plages Golf, Juno et Sword.

Le débarquement à Omaha Beach faillit être un désastre. Trente-deux des soixante-quatre chars amphibies coulèrent avant d'atteindre le rivage. Malgré un bombardement aérien et naval allié extrêmement violent, l'artillerie allemande du mur de l'Atlantique avait subi peu de pertes. Lorsque les chalands de débarquement atteignirent le voisinage de la côte, ils furent pris sous un feu intense. Les pertes furent lourdes et le désordre tel que certaines unités abordèrent la côte à 3 kilomètres du point prévu.

Les vagues d'assaut successives poussées vers la plage s'y entassaient sous le feu sans pouvoir déboucher vers l'intérieur. Ce ne fut qu'au bout de longues heures que fut percée la défense allemande. Ces quelques heures coûtèrent environ deux mille cinq cents morts, blessés et disparus. Le mur de l'Atlantique avait été également enfoncé — avec moins de difficultés — à Utah Beach et sur les plages assignées aux Anglais, auxquels s'était jointe la petite unité de commandos de marins français du commandant Kieffer. La route de Bayeux était ouverte. Ce serait la première ville française libérée.

Omaha Beach est devenue un lieu de pèlerinage pour les anciens combattants américains en Europe et leur famille, ainsi que pour de très nombreux touristes. Le cimetière militaire renferme près de dix mille tombes. Un musée du débarquement retrace les opérations du 6 juin 1944.

M. CHEVÈNEMENT (P.S.) : une connivence avec la majorité actuelle.

M. Jean-Pierre Chevènement, membre du bureau exécutif du P.S., a estimé, mardi 3 janvier à Dijon, que « *la venue du président Carter à Paris, à deux mois des élections législatives, illustre une connivence avec la majorité actuelle, connivence que M. Giscard d'Estaing ne cherche pas le moins du monde à dissimuler* ».

Evoquant la récente interview de M. Giscard d'Estaing à la télévision américaine (*le Monde* du 3 janvier), le leader du CERES a déclaré : « *La quête du soutien américain par le président de la République française, au nom de l'anti-communisme, n'est guère décente. Ce type de mendicité psychologique nous ramène à un passé dont les Français ne veulent plus. (...) Le président Carter est venu à Paris s'assurer de la docilité de la politique française à l'égard de la politique américaine.* »

Pour le député de Belfort, « *le professeur Barre est le meilleur élève que les Américains puissent trouver pour gérer une crise qui favorise les spéculations et les grandes migrations à l'étranger du capital français.* »

« *Il est vrai,* a-t-il conclu, *que M. Barre et M. Carter ont fait leurs classes ensemble, à la commission trilatérale ; cela crée bien des liens.* »

M. Boumediène se rend à Bagdad et à Damas pour organiser le camp des adversaires de la politique égyptienne

Entamant un voyage d'information au *Proche-Orient*, le président algérien, M. Houari Boumediène, est arrivé mardi 3 janvier à Bagdad où il a été reçu par le président Hassan El Bakr et les membres du gouvernement. Le chef de l'Etat algérien qui est accompagné de M. Bouteflika, ministre des affaires étrangères, de M. Taleb Ibrahimi, ministre conseiller du chef de l'Etat, de M. Benyahia, ministre des finances et de M. Draia, ministre des transports, se rendre ensuite à Damas, puis probablement dans d'autres capitales arabes, notamment Ryad et Aden.

L'initiative de M. Boumediène, sur laquelle les milieux officiels algériens n'ont rien révélé, pourrait avoir pour objet de préparer un nouveau « *sommet du front de refus* » semblable à celui qui s'était tenu à Tripoli, en décembre dernier. Selon notre correspondant à Alger, M. Boumediène est persuadé que le monde arabe, *divisé par la démarche du président égyptien*, peut désormais retrouver sa cohésion et surmonter « *l'esprit de capitulation qui a prévalu un moment* » que le chef du gouvernement israélien ayant fait preuve sur tous les sujets « *d'une intransigeance messianique* ».

● *A Homs*, près de trois cent mille Syriens ont manifesté, mardi, contre la politique égyptienne aux cris de « *A bas le traître Sadate !* », « *Non à l'abandon !* », « *Sadate, jouet du complot israélo-américain !* » Des « *marches populaires* » avaient eu lieu récemment à Damas, à Alep et à Hama.

Arrestations en Cisjordanie

● *A Jérusalem*, un communiqué militaire, publié mardi, indique que cinq cellules d'« *extrémistes palestiniens* » ont été récemment démantelées en Cisjordanie et que trente et une personnes, « *ayant commis des attentats terroristes et des actes de sabotage* », ont été arrêtées par les forces de sécurité israéliennes. A Naplouse, un groupe de notables a adressé une requête au gouvernement militaire pour la mise en liberté de détenus de la ville, particulièrement les malades et ceux qui ont déjà purgé dix ans de prison. Ce texte demande aussi soit l'élargissement, soit le jugement immédiat des détenus administratifs.

● *A Beyrouth*, un mouvement palestinien inconnu jusqu'à présent, l'« Organisation du 19 novembre » (date du voyage de M. Sadate à Jérusalem), a revendiqué l'assassinat de M. El Jaabari, haut fonctionnaire cisjordanien et proche parent de l'ancien maire pro-jordanien de Hébron, tué au cours d'une partie de chasse (*le Monde* du 4 janvier). Selon le communiqué de l'« Organisation du 19 novembre », la victime, qui faisait partie de la délégation palestinienne qui s'était rendue au Caire sous la conduite de M. Bourhan Jaabari, fils de l'ancien maire de Hébron, pour féliciter le président Sadate de son initiative de paix, figurait sur « *la liste des agents stipendiés établie par la révolution palestinienne et a été exécuté en application de sa condamnation à la peine capitale* ». — (*A.F.P., U.P.I., A.P.*)

AMÉRIQUES

Le Chili « normalisé »

(Suite de la première page.)

A l'aube de 1978, plus de quatre ans après le brusque changement de cap imposé à l'économie chilienne, l'heure est venue de faire les comptes. Personne ne nie les résultats enregistrés dans la lutte contre l'hyper-inflation et le déficit de la balance commerciale qui, affirment les actuels responsables de l'économie, avaient laissé le pays à bout de souffle. Mais la brutalité des remèdes appliqués a-t-elle été payante ? Le système se montre-t-il aussi apte à améliorer la situation sociale que les indices économiques ? Le débat sur ce sujet a déjà commencé à Santiago. Il conditionne l'avenir du régime.

L'économie reste plus que jamais aux mains des théoriciens de l'école de Chicago (1). M. Arnold Harberger, qui dirige la faculté d'économie de Chicago, vient de faire sa quatrième visite au Chili. Il y a prodigué conseils et critiques. Ses adeptes locaux, en faisant le bilan de leur gestion, citent d'abord des chiffres. L'inflation, qui était encore de 340 % en 1975, a été réduite à 65 % environ en 1977. La hausse mensuelle de l'indice des prix, en novembre 1977, a été la plus faible enregistrée depuis le coup d'Etat de 1973 : 2,2 %.

En 1975, le déficit de la balance des paiements n'était déjà plus que de 290 millions de dollars. L'année suivante, après avoir payé la totalité du service de la dette et accumulé 420 millions de dollars de réserves en devises, la balance des paiements présentait un solde positif de 460 millions de dollars.

Les économistes chiliens adeptes de l'école de Chicago évoquent, non seulement des chiffres, mais aussi des théories, notamment celle des « avantages compensés », justification majeure de la libération totale du commerce extérieur. Le Chili, affirment-ils, doit cesser de protéger artificiellement son industrie derrière des barrières douanières. L'économie doit au contraire se reorienter vers l'exportation et les secteurs dans lesquels le pays bénéficie d'« *avantages comparés* » au niveau international. Les *Chicago boys* entendent implanter un modèle de développement fondé sur le libre-échange absolu. Les exemples en vogue aujourd'hui à Santiago sont Taiwan et la Corée du Sud.

On vient d'accélérer encore le processus. Le ministre des finances, M. Sergio de Castro, qui semble devenu le maître à penser de l'économie chilienne depuis le départ de M. Jorge Cauas, nommé ambassadeur à Washington, a annoncé, en décembre, un nouveau train de mesures : le montant des droits de douane devra être réduit, dans un délai de dix-huit mois, à un niveau uniforme de 10 % (il oscille aujourd'hui entre 10 et 35 %). Afin de diminuer les effets négatifs de cette décision sur l'industrie nationale, celle-ci se voit gratifiée de quelques mesures compensatoires : une série de mini-dévaluations successives, une diminution des prestations sociales et des impôts sur la consommation d'énergie.

Un darwinisme industriel

Les industriels chiliens, selon l'expression de l'un d'eux, ont surtout retenu du système des « *avantages comparés* » ses « *désavantages incomparables* ». La brutale libération des importations a laissé certains secteurs nationaux totalement sans défense face à la concurrence étrangère, notamment dans le secteur des textiles et de l'électroménager, importants pourvoyeurs d'emplois. Comment un pays, sous-développé de surcroît, peut-il prétendre appliquer le libre-échange absolu face à des partenaires qui recourent au protectionnisme lorsque bon leur semble ? C'est ce que se demandent les victimes de la libre concurrence. Le système risque de favoriser le dumping : les industriels du textile, par exemple, affirment que le pays es. envahi par les surplus vendus traditionnellement en fin d'année à bas prix sur les marchés internationaux.

Piranas et crocodiles

Les théoriciens de Chicago conservent leur sérénité : il s'agit d'une période de transition ; l'industrie nationale se réadaptera progressivement, en fonction du critère de l'efficacité. En attendant, ce « darwinisme industriel », qui ne laisse survivre que les plus forts, se traduit par une concentration économique accrue, au profit des quelques groupes mieux à même de résister à une telle épreuve de choc. Affublés de surnoms évocateurs, tels les « piranhos » ou les « crocodiles », ils délaissent de plus en plus l'investissement au profit de l'opération financière, voire de la spéculation pure et simple.

Non sans raison : face à un marché intérieur déprimé, devant les aléas de la concurrence étrangère, l'investissement s'apparente quelque peu à un jeu de hasard. Le prêt, en revanche, représente un placement sûr, et à court terme : les taux d'intérêt mensuels, à Santiago, oscillent aujourd'hui autour de 7,5 %, affolant les industriels. Même en tenant compte d'une inflation actuellement réduite à 2,5 % par mois, le prêteur ne reste-t-il pas assuré d'un confortable intérêt équivalent à 60 % par an ? Les hauts taux d'intérêt découragent l'investissement. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, si, du scandale des *financieras* (« sociétés financières ») en faillite à l'écroulement de la Banque Osorno y Union, les chroniques économiques de ces derniers mois, au Chili, sont parsemées de nouvelles d'effondrements ?

Le faible niveau de l'investissement et de l'épargne, dans un marché intérieur déprimé, oblige le gouvernement à recourir à l'endettement extérieur, afin d'assurer un taux de croissance estimé, pour cette année, à environ 6 %. Les responsables de l'économie affirment que le pays a les reins solides et qu'il peut s'autoriser un certain niveau d'endettement, qui permettra, d'ailleurs, en augmentant la quantité de liquidités disponibles sur le marché, de faire baisser les taux d'intérêt.

Le service de la dette représente, pour l'année 1978, environ 42 % du montant des exportations. C'est un pourcentage inquiétant. Le rétablissement de la balance des paiements est dû, en partie, au flux de devises provenant des prêts étrangers. Les tendances de 1977 sont moins favorables : le déficit de la balance commerciale pourrait atteindre 160 millions de dollars selon les milieux officiels, 250 millions de dollars, selon d'autres sources. La balance des paiements elle-même risque d'être déficitaire, de 50 à 60 millions de dollars. Durant les dix premiers mois de l'année, les importations ont cru à un rythme de 43 %, les exportations de 5 %.

Les responsables de l'économie invoquent la baisse brutale du prix du cuivre, qui, il est vrai, a affecté durement le Chili. Pour les neuf premiers mois de 1977, les rentrées en devises, assurées par les exportations de cuivre, ont baissé de 7 % par rapport à la même période de 1976. Mais le pays continuera à dépendre, longtemps encore, du prix du cuivre, même si les exportations traditionnelles sont en augmentation.

Ceux qui sont quotidiennement touchés ne paraissent guère avoir droit au chapitre. Le président Pinochet reçoit de temps à autre les dirigeants syndicaux ; il n'est pas sûr qu'il tienne beaucoup compte de leurs récriminations. Elles sont pourtant nombreuses. Le droit aux négociations collectives est toujours « suspendu », et les augmentations de rémunérations, décidées périodiquement par le gouvernement, ne suivent qu'imparfaitement les hausses anarchiques du coût de la vie. Les prix, en revanche, ont été libérés de tout contrôle.

Selon une récente étude de la revue *Mensaje*, la baisse du pouvoir d'achat des bas salaires est, depuis 1972, de 50 % environ. Une amélioration est cependant perceptible depuis deux ans, et il est vrai que le montant atteint en 1972 excédait les possibilités réelles de l'économie chilienne. Il n'en reste pas moins que le niveau actuel reste inférieur de quelque 10 % à celui de 1970, considéré comme la dernière année de référence valable.

Les chiffres rendent-ils vraiment compte des problèmes concrets ? Le salaire mensuel minimum est aujourd'hui de 60 dollars, dans une capitale où le coût de la vie est comparable à celui des pays d'Europe occidentale. Et que dire des 200 000 personnes qui survivent grâce au minimum, créé en 1975 par le PEM (le Programme d'emploi minimum, créé en 1975 par le gouvernement), avec 30 dollars par mois ?

Un goulot d'étranglement

Il n'est sans doute pas commode de convaincre l'industriel chilien, en difficulté face à la concurrence étrangère, et qui licencie ses ouvriers, que la solution de son problème réside dans un emploi intensif de main-d'œuvre. L'argument est à double tranchant. Il signifie que l'industrie chilienne ne peut aspirer à la compétitivité internationale qu'en maintenant réduits ses coûts salariaux, qui représentent son principal « *avantage comparé* », donc en comprimant les salaires, ou la main-d'œuvre, ce qui est le contraire de l'objectif officiellement recherché.

N'est-ce pas là, d'ailleurs, le talon d'Achille des théories, intellectuellement séduisantes, des stratèges de l'économie chilienne ? La thèse des « *avantages comparés* » incite, par nature, à réduire la redistribution des fruits du développement : toute augmentation substantielle des coûts salariaux ne remet-elle pas en question, précisément, un développement fondé sur la compétitivité internationale ? C'est un goulet d'étranglement qui limite les possibilités de redistribution des revenus, et qui déforme la structure de la demande. Le caractère régressif de la demande provoque à son tour, la régression de l'offre. Celle-ci fuit de plus en plus un marché intérieur déprimé pour se lancer à la conquête de marchés extérieurs : pour les gagner, il faut renoncer à la croissance du marché intérieur. C'est le cercle vicieux dans lequel risque de s'empêtrer le Chili.

Vision pessimiste ? Aucune étude approfondie n'est actuellement disponible, à Santiago, sur le problème de la concentration du revenu. Selon un bulletin, non public, du *Vicariat de la Solidarité* (qui dépend de l'Archevêché), la part des salariés dans le revenu national serait tombée de 61,7 % en 1971 à 44,4 % en 1977.

Les maîtres de l'économie chilienne affirment leurs bonnes intentions dans le domaine social : la part des ministères « sociaux » (éducation, santé, etc.) n'est-elle pas proportionnellement en augmentation dans le budget de l'Etat : de 38 % en 1974, elle est passée à 51,8 % en 1977. Dans un contexte général de retour à la privatisation, la diminution du rôle de l'Etat comme producteur doit d'ailleurs provoquer une augmentation de la part du budget consacré à des activités « sociales », donc non productives ? Pour l'essentiel, cette augmentation est due à l'« assistance sociale ». La hausse brutale du nombre de sans-emploi, motivant notamment la création du PEM, a fait croître le nombre de personnes dépendant de l'assistance sociale. « *En d'autres termes*, nous disait un économiste, *les subsides distribués à ce titre représentent une compensation partielle pour les suppressions d'emploi que la stratégie économique actuelle a indirectement provoquées.* »

L'économie chilienne, qui avait apparemment récupéré ses forces, reste-t-elle donc socialement malade ? « *Imaginez*, disait un industriel de Santiago, *un malade atteint d'une grave affection. Son médecin lui prescrit, comme remèdes successifs, une cure de soleil à Miami, un repos en sanatorium en Suisse, et un séjour à Tahiti. Le patient, dont les ressources financières sont limitées, devra adapter ce traitement de luxe, qui peut être théoriquement le meilleur, aux possibilités de son portefeuille. Revenons au Chili. En termes politiques, cela signifie que toute stratégie de redressement économique fût-elle scientifiquement attrayante, doit être adaptée aux possibilités, politiques et sociales du pays. Ce qui implique qu'il y ait, au-dessus des économistes, un homme d'Etat pour juger et nuancer leurs théories. C'est, sans doute, ce qui nous manque le plus tragiquement, aujourd'hui, au Chili.* »

THIERRY MALINIAK.

(1) L'« école de Chicago » tire son nom du groupe d'économistes formés à l'université de Chicago (Illinois) par M. Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976. Chef de file de l'école monétariste moderne, M. Friedman est favorable à un libéralisme absolu dans les échanges commerciaux internationaux. Ses idées ont exercé une grande influence sur les économistes de la junte chilienne.

Prochain article :

LA CONTRE-RÉVOLUTION PERMANENTE

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● L'ASSASSINAT DE M. ANDRE GASPAROUX, directeur technique de la filiale de Peugeot en Argentine, le 16 décembre dernier, à Buenos-Aires (*le Monde* daté 18-19 décembre), a été revendiqué par un commando nommé Alberto Camps, du parti Montonero, dans un document envoyé de Liverpool (Grande-Bretagne) au siège de l'Agence France-Presse, à Paris.

A Paris, une responsable du mouvement péroniste Montonero nous indique que le document reçu par l'A.F.P. était, selon son organisation, un faux fabriqué par des éléments proches du gouvernement argentin ou par ce gouvernement lui-même pour « intoxiquer » l'opinion publique française et détourner l'attention des deux religieuses enlevées les 8 et 10 décembre derniers à Buenos-Aires.

Bangladesh

● M. JAMES CALLAGHAN est arrivé mercredi 4 janvier à Dacca, première étape d'un voyage qui le conduira également en Inde et au Pakistan. Il passera trois jours au Bangladesh.

C'est la première visite officielle d'un premier ministre britannique dans la région.

Dans les trois pays, les principaux sujets de conversation seront les relations économiques et l'immigration asiatique en Grande-Bretagne. — *(Reuter.)*

Bénin

● M. JEAN MEADMORE, ambassadeur de France à Cotonou, vient d'être rappelé en consultation à Paris à la suite de la décision des autorités de ne pas l'inviter à la cérémonie de présentation des vœux au chef de l'Etat. Ce geste semble lié à l'affaire du raid contre l'aéroport de la capitale béninoise, le 18 janvier 1977 Paris a toujours nié avoir eu la moindre part à cette affaire. — *(A.F.P.)*

Congo

● LE PROCES DES AUTEURS, non encore jugés, de l'assassinat de l'ancien président Ngouabi, tué le 18 mars 1977, s'est ouvert, mardi 3 janvier à Brazzaville, devant une cour révolutionnaire. Une quarantaine d'accusés, en majorité hauts fonctionnaires et officiers, doivent comparaître au procès, dont les audiences sont publiques et radio-télévisées. Une cour martiale, constituée immédiatement après le meurtre du chef de l'Etat, avait condamné à mort M. Massamba-Debat, ancien chef de l'Etat, qui fut fusillé le 24 mars 1977. — *(Reuter.)*

Espagne

● LE REGIME DE PRE-AUTONOMIE DU PAYS BASQUE, décrété par le gouvernement espagnol et approuvé lundi, à l'unanimité, par la commission d'urgence des Cortès, « *ouvre la voie à une pacification de notre région* », estime M. Jesus Maria de Leizaola, président du gouvernement basque en exil. « *Mon opinion est tout à fait favorable*, a déclaré M. Leizaola dans une interview publiée le mardi 3 janvier par le quotidien *El Pais*. *Il s'agit d'un pas important vers l'octroi définitif de l'autonomie, et nous l'avons franchi grâce à la collaboration de tous les Basques, y compris des Navarrais.* » M. Jesus Maria de Leizaola, âgé de quatre-vingt-deux ans et réfugié en France depuis 1937 n'envisage pas « *pour le moment* », de rentrer dans son pays. — *(A.F.P.)*

Guatemala

● L'ARMEE DE GUERILLA DES PAUVRES, organisation clandestine de gauche, a revendiqué, mardi 3 janvier, dans un communiqué, l'enlèvement, le 3 décembre dernier, de M. Roberto Herrera Ibarguen, ancien ministre des affaires étrangères, un des hommes les plus riches et les plus influents du pays (*le Monde* du 3 janvier). — *(Reuter.)*

Guinée

● PLUSIEURS DELEGATIONS de l'Union révolutionnaire des femmes de Guinée (U.R.F.G.) vont se rendre en Côte-d'Ivoire et au Sénégal pour « *rétablir et renforcer* » l'amitié et la coopération entre la Guinée et ces deux pays, a annoncé, mardi 3 janvier, Radio-Conakry. Cette décision fait suite à l'appel (*le Monde* du 4 janvier) lancé dans ce sens le 1er janvier par le président Sekou Touré. — *(A.F.P.)*

Kenya

● L'ECRIVAIN KENYAN NGUGI WA THIONGO, l'un des plus réputés d'Afrique noire, a été arrêté au cours du dernier week-end, a-t-on appris mardi 3 janvier à Nairobi. Il serait interrogé au sujet de sa dernière pièce de théâtre que les autorités ont interdite après quelques représentations. L'écrivain dirige le département de littérature de l'université de Nairobi. — *(A.P.)*

Mexique

● LA TENSION SUSCITEE par les résultats des élections municipales du 4 décembre s'aggrave dans les Etats de Tamaulipas et d'Oaxaca. De violentes manifestations, qui se sont déroulées dans la ville de Juchitan (Oaxaca), auraient fait deux morts. Par ailleurs, les manifestants continuent d'occuper les mairies de neuf localités contrôlées par des militants du parti authentique de la révolution mexicaine (P.A.R.M.) et du parti populaire socialiste (P.P.S.), qui accusent le parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir) d'avoir truqué les résultats du scrutin. — *(A.F.P.)*

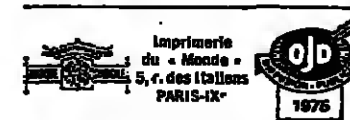
Pakistan

● LE SECRETAIRE GENERAL D'AMNESTY INTERNATIONAL, M. Martin Ennels, a déclaré mardi 3 janvier à Karachi que son organisation « *ne pouvait reconnaître à l'ancien premier ministre pakistanais, M. Buttho, le statut de prisonnier politique ni le défendre auprès des autorités judiciaires de son pays* ».

M. Martin Ennels a expliqué à la presse que M. Buttho devait en effet répondre de « crimes » devant les tribunaux pakistanais et que dans ce cas Amnesty ne pouvait même pas envoyer un observateur à son procès. — *(A.F.P.)*



Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.





EUROPE

Grande-Bretagne

SELON LES MINUTES DU GOUVERNEMENT ATTLEE

L'U.R.S.S. avait en 1947 proposé une alliance militaire à Londres

De notre correspondant

Londres. — Les minutes des discussions du cabinet Attlee de 1947, portées à la connaissance du public samedi 31 décembre, en vertu de la règle qui impose un délai de trente ans avant la publication de ces documents, confirment le rôle décisif joué alors par Ernest Bevin au sein du gouvernement.

Ainsi, au conseil de cabinet du 3 février 1947, le secrétaire au Foreign Office fit prévaloir son point de vue au sujet d'une éventuelle alliance militaire anglo-soviétique. La discussion porta essentiellement sur les remarques et allusions faites le 10 janvier précédent par Staline au chef de l'état-major impérial, le maréchal Montgommery, et dans un message officiel du Kremlin concernant l'extension du traité anglo-soviétique.

Le compte rendu de la discussion du cabinet, consigné dans les minutes du conseil (les interventions sont résumées, mais les noms de leurs auteurs ne sont pas révélés), fait ressortir l'incertitude des membres du gouvernement sur les raisons des approches diplomatiques soviétiques. Staline, craignant un conflit avec les Etats-Unis en Extrême-Orient, voulait-il conjurer la menace d'une attaque sur le front occidental, ou bien sa démarche procédait-elle de la peur d'une nouvelle agression allemande ?

Certains ministres recommandèrent qu'il soit bien précisé aux Soviétiques que les obligations de la Grande-Bretagne envers les Nations unies ne créaient pas d'obstacles à la conclusion d'une alliance qui entrait normalement dans le cadre d'un arrangement régional (article 52 de la charte de l'ONU). D'autres firent valoir qu'une alliance anglo-soviétique risquerait d'affecter les accords avec les Etats-Unis sur l'échange d'informations militaires.

Certains dirent que le Foreign Office devrait reprendre et élargir les suggestions soviétiques pour envisager un pacte auquel les Etats-Unis, la France et « *plusieurs autres petites nations européennes* » seraient invités à participer. M. Bevin se déclara d'accord sur le principe d'un traité quadripartite, *mais contre* la participation de « *petits pays* ». L'argument majeur du secrétaire au *Foreign Office était* que la Grande-Bretagne ne pouvait jouer le rôle d'avant-poste dans un éventuel conflit entre les deux Super-Grands, et surtout il insiste sur la nécessité de ne rien faire qui pourrait indisposer les Etats-Unis ou les amener à se retirer de l'Europe.

A sa demande, le cabinet décida de confirmer aux Soviétiques l'accord du gouvernement britannique pour une mise à jour du traité anglo-soviétique, de les prier de préciser leurs propositions, *mais, en attendant*, de ne pas faire mention de la possibilité d'une alliance militaire. Ultérieurement, au conseil de cabinet du 22 avril 1947, le gouvernement britannique précisa qu'il n'envisageait pas de modifier les clauses militaires du traité anglo-soviétique, répondant ainsi négativement à Moscou, qui demandait que l'obligation d'assistance militaire entre les deux pays en cas d'attaque de l'Allemagne soit valable dans le cas d'une attaque venant d'un pays associé à l'Allemagne.

En revanche, Ernest Bevin se déclara d'accord avec ceux qui recommandaient de tenter d'améliorer les relations économiques avec le gouvernement de Moscou. M. Harold Wilson, alors jeune sous-secrétaire d'Etat, fut envoyé deux fois en mission à Moscou, mais sans résultat.

Les irrédentismes juif et arabe

Les minutes du cabinet confirment également qu'Ernest Bevin, contre l'avis d'un certain nombre de ses collègues, estimait que l'Occident n'avait pas à se gêner pour critiquer la politique intérieure des gouvernements soviétique et yougoslave et pour condamner leurs atteintes aux droits de l'homme. Bevin déclarait alors : « *Nous devons avoir la même attitude contre le totalitarisme dans toutes ses manifestations, particulièrement la suppression des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Notre croyance dans les droits de l'homme et les libertés de la démocratie occidentale est, et doit être, la base de toute notre politique.* »

Au sujet de la Palestine, Ernest Bevin déclara au cabinet que le rapport de la majorité de la commission spéciale des Nations unies recommandant le partage du pays était « *si manifestement injuste pour les Arabes qu'il est difficile de voir comment on peut le concilier avec nos consciences* ». Il considérait qu'un gouvernement juif serait forcément *entraîné* par les partis *ultra*-nationalistes, et à cause de l'augmentation de la population, à élargir ses frontières.

« *L'irrédentisme juif se développera probablement dans un certain temps, mais l'irrédentisme arabe est sûr dès le début. L'existence d'un Etat juif pourrait devenir un élément* constant *d'instabilité au Proche-Orient.* »

Le cabinet décida de faire connaître son intention d'abandonner le mandat et de se retirer de Palestine le 1er août 1948, espérant que l'annonce de cette date obligerait les *antagonistes à accepter des* compromis.

A propos de l'Espagne, les documents officiels établissent que le *gouvernement Attlee envisageait*, en 1947, son blocus commercial afin de provoquer la chute de Franco. Bevin se prononça contre cette suggestion, *soulignant* qu'un *système* de sanctions économiques efficaces contre l'Espagne était impossible sans la coopération de la majorité des Etats, à commencer par les *Etats-Unis* et l'Argentine qui, de toute évidence, n'étaient pas favorables à un blocus. Dans ces conditions, il y avait peu de chances pour que l'Espagne s'effondre. Il fallait craindre des conséquences *très* déplaisantes, des représailles espagnoles.

Ces documents ne contiennent pas, selon le *Times*, les minutes d'une *réunion* « historique » du cabinet au cours de laquelle un petit groupe restreint de ministres décida, dans le plus grand secret, de faire construire la bombe atomique britannique. La publication de ces minutes est soumise, en effet, à un embargo de cinquante ans (par crainte que *certaines révélations* ne puissent *contrevenir à l'accord* anglo-américain sur la diffusion des informations nucléaires).

Néanmoins, l'essentiel de la discussion, d'après le *Times*, est résumé dans un document publié en 1974, concernant le développement de la force de frappe britannique. Citant le professeur Margaret Gowing, auteur du livre *Indépendance et Dissuasion*, le *Times* indique que M. Bevin joua, là *encore*, un rôle *déterminant*. « *Nous* ne *pouvons nous permettre d'accepter un monopole américain dans ce nouveau domaine* », aurait-il dit. Le cabinet prit alors la décision de faire construire la bombe, mais Attlee se garda d'en informer tous les ministres. La plupart d'entre eux ne furent mis au courant que dix-huit mois plus tard, par une déclaration du ministre de la défense aux Communes.

HENRI PIERRE.

Espagne

UN LIVRE EXPLOSIF DE GEORGES SEMPRUN

L'ancien dirigeant communiste dénonce les « méthodes staliniennes » du P.C.E. et de M. Carrillo

De notre correspondant

Madrid. — Le livre que Jorge Semprun vient de publier à Barcelone, *Autobiographie de Federico Sanchez*, et qui raconte son *expérience à la direction du parti* communiste espagnol, est en train de secouer durement les milieux proches de M. Santiago Carrillo. L'ouvrage contient en *effet des* accusations graves contre le secrétaire général du P.C.E., qualifié tour à tour de « *fanfaron* », de « *sectaire* », de « *haineux* » et d'« *irresponsable* » : il présente pratiquement comme des staliniens la plupart des autres dirigeants du parti, en raison de leurs anciennes méthodes et de leur incapacité à reconnaître et analyser en profondeur les erreurs du passé ; autrement dit, il suscite *de sérieux doutes sur la sincérité* et la crédibilité de l'eurocommunisme espagnol.

Aux attaques lancées par celui qui fut l'un de ses plus proches collaborateurs, M. Carrillo a répondu par l'esquive. Au cours d'une récente réunion avec la presse, il a, en effet, déclaré qu'il *n'avait pas l'intention de lire* un livre « *sans intérêt* ». Lorsque l'hebdomadaire *Cambio 16* a tenté de recueillir la réaction d'autres dirigeants du P.C.E., il s'est heurté au même mur de silence : personne n'avait lu le livre, et personne ne le lirait. Si Semprun souhaitait provoquer un débat public au sein du parti, il n'y a pas réussi, du moins pas encore. A vrai dire, en habitué du sérail, il ne *se* faisait guère d'illusions à *ce sujet*.

Ecrivain, scénariste renommé, fils d'un ambassadeur de la République, petit-fils d'un président du conseil de la monarchie, Jorge Semprun a été pendant plus de dix ans Federico Sanchez, membre du comité exécutif du P.C.E., chargé du travail clandestin en Espagne dans les milieux universitaires et intellectuels, militant familier des faux passeports et des identités d'emprunt, compagnon de l'intérieur de Julian Grimau, de Simon Sanchez Montero et de tant d'autres...

Son témoignage est donc particulièrement précieux. Il *connaît* en effet quelques-uns des secrets du parti, a participé à l'élaboration de sa ligne politique pendant les années noires du franquisme, et quand il a été exclu, en 1964, avec M. Fernando Claudin, alors numéro deux de l'organisation, c'est pour avoir défendu les positions qui sont aujourd'hui celles de l'eurocommunisme.

Résumons les arguments et les accusations du livre. En 1964, Fernando Claudin et Federico Sanchez sont convaincus que les analyses du P.C.E. sur la réalité espagnole sont erronées. Elles ont conduit celui-ci à sous-estimer la capacité de résistance et d'évolution du franquisme et à surestimer, à l'inverse, les possibilités de révolte de la population. Elles l'ont amené à adopter une stratégie aventureuse et à sacrifier de nombreux militants pour organiser une grève nationale pacifique qui n'a jamais pu être réalisée. Le langage du P.C.E. se ressent alors de sa vision subjective du franquisme : il parle de luttes sociales, de mobilisations populaires, de processus révolutionnaire. Bien qu'il ait été démenti plusieurs fois par les faits, M. Carrillo maintiendra jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la mort de Franco, sa stratégie de la rupture.

L'exclusion du Catalan Comorera

Seuls contre la majorité du comité exécutif, MM. Claudin et Sanchez soutiennent au contraire que la bourgeoisie franquiste est capable de modifier ses formes de domination et de consentir à des réformes aboutissant de façon graduelle, pacifique, à un régime « plus ou moins démocratique ». Etant donné le fonctionnement interne du P.C.E. et la personnalité de M. Carrillo, la rupture est alors inévitable. Or un parti vraiment déstalinisé, dit Semprun, ne se serait pas servi de l'exclusion pour mettre fin aux divergences internes : il aurait gardé les deux contradicteurs, sans leur demander de renoncer à leurs idées. Mais ce qui est surtout reproché à M. Carrillo, c'est d'avoir glorifié son subjectivisme de l'époque et de s'être emparé par la suite des thèses des deux exclus pour se présenter comme un champion de l'hétérodoxie anti-soviétique et un théoricien accompli du pluralisme démocratique. « *Procédé typiquement stalinien* », dit l'auteur.

Quelques procédés de l'époque stalinienne du P.C.E. sont d'ailleurs rappelés : les enquêtes de caractère policier ordonnées par M. Carrillo sur les cadres du parti qui avaient survécu aux camps nazis ; l'épuration de certains responsables pendant la campagne anti-titiste de 1948, par exemple du dirigeant catalan Joan Comorera, ou bien de Jesus Monzon, jugé *comme* « *traître* titiste » pour des faits remontant à cinq ans en arrière. Alors que M. Carrillo affirme qu'après la dissolution du Komintern, en 1943, le P.C.E. a élaboré sa ligne politique de façon indépendante, Semprun démontre le contraire : « *C'est Staline*, dit-il, *qui, en 1948, a recommandé la tactique de l'infiltration dans les syndicats phalangistes, lorsque la Pasionaria et M. Carrillo sont venus lui demander conseil après l'échec des guérillas et des syndicats clandestins. En outre, M. Carrillo a préconisé jusqu'en 1964 l'union autour de Moscou, et défendu la nécessité de la police politique et des camps pendant la construction du « socialisme » en U.R.S.S.* »

De tels rappels discréditent-ils *pour* autant les positions adoptées par le P.C.E. depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie ? Et Semprun-Sanchez lui-même n'a-t-il pas été stalinien, n'a-t-il pas fait preuve, lui aussi, de « subjectivisme », et n'a-t-il pas cru longtemps à la possibilité de la grève nationale pacifique ? Il le reconnaît. Mais s'il juge le P.C.E. actuel peu capable de contribuer à une transformation authentique de la société, c'est parce qu'il s'agit d'un parti « *sans mémoire* », qui refuse de critiquer le passé, et qu'il est plus prompt à dénoncer le dogmatisme et le sectarisme chez les autres que chez lui. Et aussi parce que ses dirigeants actuels n'ont toujours pas remis en cause la structure même de l'organisation, « son lien avec les masses », parce qu'ils continuent de la considérer comme une fin en soi.

Dans son dernier numéro, *Cambio 16* a interrogé plusieurs des acteurs ou des témoins cités par l'ouvrage. M. Lopez Raimundo, président du parti socialiste unifié de Catalogne (communiste), le seul fidèle de M. Carrillo qui ait accepté de répondre, a fait une déclaration bien intéressante. En 1964, dit M. Lopez Raimundo, une certaine dose de subjectivisme était nécessaire, car on ne pouvait pas « décourager les militants » en leur disant que Franco « *était encore là pour longtemps* ». M. Francesco Vicens, directeur de la fondation Miro de Barcelone, exclu du PSUC pour s'être solidarisé avec MM. Claudin et Semprun, donne sa version de la rupture de 1964 : « *Carrillo avait l'appui des anciens du comité exécutif*, dit-il, *mais il avait peur que Claudin et Sanchez n'entraînent derrière eux la majorité des militants de l'intérieur.* »

La tactique utilisée dans les années 50 et 60, et qui consistait pour le P.C.E. à s'infiltrer dans les autres organisations de gauche, est-elle toujours utilisée *aujourd'hui ? M. Fernando* Claudin croit que non, mais M. Carlos Zayas, député du P.S.O.E., qui avait dévoilé en son temps le noyautage d'un syndicat étudiant socialiste par le P.C.E., estime que celui-ci continue d'avoir des « sous-marins » dans d'autres organisations. « *Le livre de Semprun*, ajoute-t-il, *est la meilleure démystification possible de la prétendue efficacité du P.C.E.* et *une preuve de son irrationalité antiscientifique.* »

Dans son livre, Jorge Semprun accuse M. Carrillo d'avoir sacrifié de nombreux militants à sa politique personnelle et même d'être indirectement responsable de l'exécution, en 1963 de Julian Grimau. M. Fernando Claudin apporte une précision sur un cas, celui d'un cadre du parti soupçonné de travailler pour la police, et assassiné « *sur ordre de la direction* ». A propos du livre, il juge que la dénonciation du stalinisme reste d'une « *palpitante actualité* ». Et s'il estime positive l'évolution du P.C.E., il relève néanmoins *dans son* idéologie et son fonctionnement interne des « *résidus de type stalinien* ».

CHARLES VANHECKE.

Union soviétique

UN JEUNE BRITANNIQUE ARRÊTÉ EN AOUT VA ÊTRE EXPULSÉ

Moscou (A.F.P.). — M. André Klimtchouk, citoyen britannique âgé de vingt-deux ans, détenu depuis le 1er août, va être expulsé d'U.R.S.S. le jeudi 5 janvier, annonce l'agence Tass. Il avait été arrêté en Ukraine occidentale et accusé de « préparation d'activités antisoviétiques ». Selon Tass, il aurait « plaidé coupable et passé des aveux complets ». Cette décision « magnanime » a été prise après les « appels réitérés de la Grande-Bretagne » et le « repentir sincère de Klimtchouk, qui a adressé une lettre personnelle au gouvernement de l'U.R.S.S. ».

D'autre part, M. Vladimir Klébanov, l'ouvrier soviétique interné le 19 décembre dans un hôpital psychiatrique pour avoir dénoncé les conditions de travail dans les mines, a été remis en liberté le 28 décembre, a annoncé M. Alexandre Podrabinek, *membre du comité d'étude* contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques en U.R.S.S.

Enfin, le peintre Oskar Rabine, l'un *des principaux* animateurs des groupes de peintres non conformistes soviétiques, ainsi que sa femme Valentina Kropivnitskaya et leur fils Alexandre, tous deux également peintres, ont quitté mardi soir 3 décembre Moscou pour Paris par le train.

Allemagne fédérale

Le correspondant du « Spiegel » à Berlin-Est se voit retirer son accréditation

De notre correspondant

Bonn. — Le nouveau correspondant du *Spiegel* à Berlin-Est, M. Karl-Heinz Vater, qui devait prendre ses *fonctions* le 9 janvier, s'est vu retirer l'accréditation que les autorités de la R.D.A. lui avaient accordée il y a plus de deux mois. Le prédécesseur de M. Vater ayant déjà quitté son poste, il était impossible de l'expulser. La décision prise à l'encontre du magazine de Hambourg *a été connue mardi* 3 janvier après la réunion hebdomadaire du bureau politique du SED.

A Bonn, le gouvernement a réagi de façon très vive. Son porte-parole a déclaré que l'attitude de la R.D.A. dans cette affaire était « *injustifiée et dommageable* ». Le problème devait être évoqué ce mercredi *matin*, au cours d'un entretien entre M. Michaël Kohl, le représentant permanent à Bonn de la *République démocratique*, et M. Wischnewski, ministre d'Etat.

Le *Spiegel* se défend d'avoir publié un document dont l'authenticité pourrait être mise en doute. Son rédacteurs en chef, M. Erich Böhme, affirme que le manifeste attribué à un groupe oppositionnel au sein du parti est-allemand, émanerait *bien* de moyens et de hauts fonctionnaires du SED. Selon M. Böhme, les auteurs tenaient à ce que leur texte soit rendu public.

Les spéculations les plus diverses continuent de se donner libre cours. Une première prise de position officielle émane de M. Egon Franke, le ministre des affaires interallemandes. Selon lui, les indications du *Spiegel* seraient pour le moins exagérées. « *Je ne crois pas*, dit-il, *à l'existence dans la R.D.A. d'une opposition organisée qui aurait pris assez d'importance pour exercer une influence notable.* »

Si cette affaire ne peut qu'envenimer les rapports entre les deux Etats allemands, on relève néanmoins à Bonn que, *en dehors* de leur violence verbale, les autorités de la R.D.A. n'ont pas recours jusqu'ici à des mesures extrêmes. *Le nouveau correspondant du Spiegel* se voit certes fermer les portes de la R.D.A., mais le bureau du magazine à Berlin-Est n'a pas été fermé. Pour l'instant, il ne paraît pas non plus qu'il faille s'attendre à l'expulsion d'autres correspondants occidentaux bien que certains d'entre eux aient été personnellement accusés dans la presse est-allemande de collaborer avec les *services* d'espionnage de Bonn.

Les dirigeants de la République fédérale entretiennent encore l'espoir que les polémiques présentes illustrent un refroidissement passager des rapports entre Bonn et Berlin-Est, mais n'annoncent pas une rupture sérieuse. Dans cette perspective, l'une des hypothèses formulées prend tout son intérêt. Le Manifeste n'a-t-il pas été confectionné par les services de renseignements de Berlin-Est ?

La politique de M. Honecker se heurte en effet à la résistance de communistes encore plus dogmatiques que lui qui veulent faire apparaître les dangers du libéralisme et freiner tout assouplissement. L'un au moins des correspondants de la télévision ouest-allemande de Berlin-Est paraît convaincu que cette explication machiavélique serait en *fin de compte* la plus vraisemblable. Quant à M. Nollau, l'ancien chef des services de renseignements de la R.F.A., tout en affirmant ne rien savoir sur l'affaire, a indiqué au cours d'une interview télévisée que, dans un tel domaine, « *tout est possible* ». Selon lui, on ne saurait même pas *exclure* une *participation* soviétique à la rédaction du manifeste.

JEAN WETZ.

● L'ANCIEN AVOCAT SIEGFRIED HAAG comparaîtra au début de l'été prochain devant le tribunal de grande instance de Stuttgart. Le parquet fédéral de Karlsruhe a précisé récemment que M. Hag arrêté le 30 novembre 1976 sur l'autoroute Francfort - Kassel, était inculpé de complicité de meurtre dans deux cas, de complicité de prise d'otage et de chantage à l'égard du gouvernement de la R.F.A.

Belgique

Vive tension au sein de la majorité après une déclaration de M. Tindemans sur le pacte communautaire

De notre correspondant

Bruxelles. — Une déclaration du premier ministre à la télévision flamande a provoqué une brusque tension dans la majorité. Le lundi 2 janvier, *M. Tindemans* avait évoqué les travaux de rédaction du pacte d'Egmont (qui doit préciser les bases de la nouvelle Constitution et de la *régionalisation*). Il avait dit qu'il ne fallait pas précipiter les événements, ajoutant même qu'il n'excluait pas la *conclusion* d'un « *mini-Egmont* » et l'application en deux ou trois phases du pacte communautaire.

La déclaration du premier ministre allait à l'encontre de toutes les décisions prises par les partis de la majorité depuis la formation du gouvernement au début de l'été 1977. Les partis avaient adopté le principe d'un accord global et, avant les vacances de Noël, les dirigeants du F.D.F. (le Front des francophones bruxellois) avaient même adressé un véritable ultimatum au gouvernement, menaçant de retirer leurs ministres, si le pacte n'était pas entièrement rédigé pour le 15 février prochain, et si le cabinet ne décidait pas, d'ici là, un certain nombre de mesures économiques et sociales.

« Préparer un mauvais coup »

M. Tindemans avait rejeté cette exigence dans sa déclaration télévisée de lundi : « *Il ne faut pas attacher trop d'importance aux communiqués diffusés par les partis. Le F.D.F. a délégué des gens intelligents au sein du comité de rédaction du pacte. Ils pourront y constater s'il existe une volonté de progresser. Ce sont probablement des gens influents au sein de leur parti.* » Le premier ministre a aussi fait remarquer que la plus importante réforme de l'Etat que la Belgique ait connue depuis sa fondation en 1830 ne s'improvisait pas.

M. Tindemans pense encore qu'il faut d'abord s'occuper des problèmes économiques et sociaux, beaucoup plus urgents.

La déclaration du premier ministre est vivement critiquée par le parti socialiste, qui le soupçonne de « *préparer un mauvais coup* ». Le président de cette formation, M. Cools, a lancé une invitation aux présidents francophones des partis de la majorité afin qu'ils se rencontrent pour se concerter avant la reprise des négociations.

PIERRE DE VOS.

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

M. Boumediène a confirmé à M. Waldheim la mort de cinq jeunes Français disparus en janvier 1976

Dans un communiqué publié le mardi 3 janvier à Alger, le Polisario a annoncé que le train minéralier Nouadhibou-Zouérate avait déraillé le 27 décembre aux environs d'Inal en raison d'un « acte de sabotage accompli par l'opposition mauritanienne au président Ould Daddah ».

Un nouveau contingent des Forces armées royales marocaines est arrivé récemment en Mauritanie et a pris position à Akjouj, important centre d'extraction et de traitement du cuivre à 260 kilomètres au nord-est de Nouakchott. Il porte à six mille hommes l'effectif du contingent marocain venu porter assistance au pays en raison des accords de défense conclus le 13 mai dernier avec Rabat. D'autre part, trois appareils F-5 marocains ont été basés à Nouadhibou. Les autorités mauritaniennes confirment enfin que le train minéralier a bien déraillé, mais elles précisent qu'il s'agit d'un accident, relativement fréquent à cet endroit de la ligne.

● *A PARIS, l'attention continue à se porter sur le sort de cinq jeunes Français disparus dans le Sud marocain au début de 1976.*

Les cinq jeunes Français auraient trouvé la mort au cours d'une embuscade tendue par le Polisario, a-t-on appris mardi après-midi 3 janvier, à l'Elysée, à l'issue du déjeuner offert par M. Giscard d'Estaing à M. Kurt Waldheim.

Le porte-parole de l'Elysée, M. André Arnaud, a indiqué que « *le président de la République a remercié le secrétaire général des Nations unies d'être intervenu, comme il le lui avait demandé, auprès des autorités algériennes, lors de son passage à Alger, le 23 décembre, au sujet du sort des cinq jeunes Français disparus dans le Sud-Marocain le 1er janvier 1976.* »

« *Le chef de l'Etat a pris bonne note*, a poursuivi M. Arnaud, *des indications recueillies par M. Waldheim auprès du président Boumediène et de M. Bouteflika, le ministre algérien des affaires étrangères, et dont il ressort que tous les jeunes gens auraient trouvé la mort au cours d'une embuscade tendue par le Polisario.*

» *Le président de la République a fait part de ces indications aux familles* », a précisé le porte-parole de l'Elysée.

Relevant que « *faute de témoignages directs et vérifiés, ces indications ne permettent pas d'écarter avec certitude d'autres versions recueillies depuis deux ans, le président de la République a demandé au secrétaire général des Nations unies de bien vouloir poursuivre ses efforts, parallèlement à ceux que lui-même et le gouvernement conduisent. Il a souligné la douloureuse situation d'incertitude dans laquelle se trouve les familles* ».

Dans une déclaration à un poste périphérique, M. Blanchot, père d'une des disparues, qui réside à Dole, a estimé que les propos tenus par M. Arnaud « *n'apportaient rien de plus et rien de déterminant* ».

« *En effet*, a-t-il dit, *on ne donne pas de lieu, on ne donne pas de date, on n'apporte aucune preuve. Ce communiqué est très vague. Il dit simplement que ces cinq jeunes gens ont dû tomber dans une embuscade tendue par le Polisario, ce que le Polisario a toujours nié.* »

[Jean et Béatrice Guyot, fils et fille du conseiller politique de l'ambassade de France à Rabat, Colette Blanchot, Nadine et Gilles Pascon, enfants d'un sociologue d'origine française qui a pris la nationalité marocaine, et un jeune Marocain, Fouad El Saïz, avaient disparu le 1er janvier 1976 alors qu'ils s'apprêtaient à regagner Rabat après des vacances passées près de Tarfaya. Selon des témoignages recueillis au Maroc, ils auraient été enlevés par un groupe armé non identifié. Le 14 février 1976, les autorités algériennes avaient annoncé que les jeunes gens avaient péri au cours d'une embuscade tendue par le Polisario contre un convoi militaire marocain dans lequel se trouvait leur véhicule. Celui-ci avait été retrouvé à Mahbès, au Sahara occidental, près de la frontière algérienne, deux semaines après l'entrée des forces marocaines dans cette bourgade précédemment occupée par le Polisario. Le Front, après des déclarations contradictoires et confuses, affirme aujourd'hui que les jeunes gens « ont été molestés et tués par une unité des forces marocaines ».]

Rhodésie

Le premier reportage sur une opération contre les maquisards

Salisbury (*A.P.*). — Chris Reynolds, correspondant militaire du *Rhodesia Herald*, le plus important journal rhodésien (indépendant), a publié, le mardi 3 janvier, un reportage sur trois jours de combats entre l'armée et les guérilleros qu'il vient de vivre, du côté gouvernemental, et au cours desquels vingt-sept insurgés, dont une jeune fille, ont été massacrés.

Un groupe de rebelles, qui s'étaient rendus ou qui avaient été capturés pendant une opération militaire, ont été déshabillés avant d'être conduits en hélicoptère jusqu'au poste de police voisin pour y être interrogés, écrit Reynolds, en compagnie de plusieurs civils noirs accusés d' « *assistance aux terroristes* ».

Le journaliste rapporte que, lors de l'une des trois attaques contre les rebelles, l'un d'eux « *s'était mis une couverture sur les épaules et s'était rendu avec ses enfants en se faisant passer pour une femme du village* ». Un soldat rhodésien, qui se trouvait à une centaine de mètres, l'a abattu alors que les enfants s'enfuyaient.

Reynolds ne fait aucune allusion à d'éventuelles victimes civiles durant cette attaque, apparemment dirigée contre un village où les rebelles avaient trouvé refuge, à l'est de la Rhodésie, non loin de la frontière du Mozambique. L'opération décrite aurait eu lieu pendant la dernière semaine de décembre.

Le journaliste, qui était accompagné d'un caméraman américain, explique que des troupes héliportées ont attaqué le village alors que des parachutistes étaient lâchés alentour pour couper les accès.

Il précise également que, après les combats, les corps et les objets personnels des rebelles tués ont été transportés au poste de police le plus proche. Dans le journal trouvé sur l'un des maquisards était écrit : « *On ne nous a jamais mis au courant de la puissance du feu dont ils disposent, en face.* »

Le lieutenant-colonel Peter Browne, commandant d'une base militaire qui avait été attaquée par les guérilleros le mois dernier, a déclaré au reporter : « *Ce que vous venez de voir durant ces derniers jours montre que ces terroristes sont l'armée la moins professionnelle du monde.* »

Tunisie

L'AGITATION SOCIALE GAGNE L'AGRICULTURE

De notre correspondant

Tunis. — Les menaces de grève dans les mines de phosphates et les chemins de fer à peine estompées (« le Monde » du 31 décembre et des 1er-2 janvier), l'agitation sociale a gagné l'agriculture.

Les six mille ouvriers et employés affiliés à la centrale syndicale U.G.T.T. des services du ministère de l'agriculture de la région de Tunis observent, ce mercredi 4 décembre, une grève de vingt-quatre heures.

Les syndicats demandent entre autres l'intégration des ouvriers agricoles et leur droit à la retraite. A la suite d'une ultime séance de négociation qui s'est déroulée samedi dernier, ils ont accusé le ministre de l'agriculture, M. Hassen Belkhodja, de « se refuser à toute discussion ».

Dans une conférence de presse qu'il a donnée mardi, M. Belkhodja s'est déclaré disposé « à poursuivre le dialogue avec ceux qui défendent sincèrement les intérêts des travailleurs » et a présenté une longue liste des réalisations accomplies depuis 1975 au profit des ouvriers agricoles. Le ministre, qui a souligné les difficultés que rencontre l'agriculture depuis un an en raison des conditions climatiques défavorables, s'est élevé contre « les comportements contradictoires des membres de la Fédération syndicale de l'agriculture (ce que nient énergiquement les intéressés), qui, chaque fois que des revendications sont satisfaites, en formulent d'autres, inscrites en marge de la législation en vigueur ».

M. D.

ASIE

Corée du Sud

UN COMPROMIS A ÉTÉ TROUVÉ DANS L'AFFAIRE PARK TONG-SUN

(De notre correspondant.)

Tokyo. — La Corée du Sud et les Etats-Unis sont parvenus à un accord sur les procédures permettant à M. Park Tong-sun, homme d'affaires sud-coréen soupçonné d'avoir versé des pots-de-vin à des membres du Congrès américain, de témoigner à Washington devant les juridictions chargées de l'affaire.

Après deux mois de négociations, les autorités sud-coréennes ont accepté que M. Park soit interrogé, dans un premier temps, à Séoul — vraisemblablement dès la fin de cette semaine, — puis qu'il se rende aux Etats-Unis pour témoigner. En échange, les Américains se sont engagés à ne pas chercher à savoir si M. Park agissait conformément aux ordres du gouvernement sud-coréen. Cette concession majeure de Washington permettra donc de laisser dans l'ombre une bonne partie de l'affaire, sinon, en définitive, la plus importante : celle de l'activité des services secrets sud-coréens aux Etats-Unis. C'est évidemment ce à quoi tenait le plus le gouvernement de Séoul.

L'accord prévoit que, lorsqu'il sera aux Etats-Unis, M. Park « ne sera pas obligé de comparaître devant la commission du Congrès chargée de l'affaire ou de répondre aux questions des représentants d'une autre institution que le département de la justice ». Enfin, le gouvernement américain s'est engagé à ne pas retenir M. Park si celui-ci désire retourner en Corée aussitôt après son témoignage. Selon le correspondant de l'« Asian Wall Street Journal » à Séoul, les autorités coréennes auraient voulu obtenir de Washington l'engagement de renvoyer M. Park en Corée, « même si ce dernier voulait rester aux Etats-Unis »... Sur ce point, cependant, l'ambassadeur des Etats-Unis à Séoul, qui négocie l'accord, n'a pas donné satisfaction aux Coréens. — Ph. P.

LE CONFLIT ENTRE LE CAMBODGE ET LE VIETNAM

Les combats semblent limités à la région dite du « Bec-de-Canard »

Des informations contradictoires continuent d'être diffusées sur les hostilités entre le Cambodge et le Vietnam. Selon la radio de Phnom-Penh, « l'invasion vietnamienne se poursuit mais s'est heurtée à une contre-attaque des forces khmères dans le Bec-de-Canard » (nom donné à la mince portion du territoire cambodgien s'enfonçant dans le Vietnam en direction de l'ancienne Saigon). Selon l'A.F.P., qui cite une « source diplomatique » de Bangkok, des documents photographiques « pris par des moyens scientifiques perfectionnés à haute altitude » prouvent cependant qu'il y a une pause dans les combats. Selon une source militaire thaïlandaise, les accrochages sur le terrain sont « légers », sauf dans la région du Bec-de-Canard.

L'ambassadeur du Vietnam en France a déclaré, mardi 3 janvier sur Antenne 2, que son gouvernement était « tout à fait étranger » au projet de fédération indochinoise qu'on lui a prêté. L'ambassadeur a dénoncé l' « agression » des dirigeants de Phnom-Penh, mais a dit : « Nous ne considérons pas les Cambodgiens comme des ennemis. »

De notre correspondant

Bangkok. — Le langage — « *solidarité militante* », « *fraternité inaltérable* » — que Hanoï persiste à utiliser est dénoncé comme une hypocrisie supplémentaire par un communiqué en termes très durs diffusé mardi 3 janvier par le ministère cambodgien « *de l'information et de la propagande* ».

« *Le gouvernement vietnamien*, dit ce communiqué, *prétend proposer des pourparlers au Cambodge. Sur quoi veut-il que le Cambodge négocie ? Sur le retrait des forces d'agression vietnamiennes ? (...) Il existe une seule attitude possible face aux agresseurs : les exterminer pour que soit libéré le territoire du Cambodge.* »

Derrière l'outrance des propos, la réalité militaire reste obscure. Phnom-Penh n'a pas été prise, comme l'avaient laissé entendre à Bangkok certaines informations de la presse étrangère citant des « *sources militaires occidentales* ». A l'ambassade des Etats-Unis, ces spéculations sont jugées « *sans fondement* ».

Il n'y a pas eu pour le moment de prise de position officielle à Bangkok ni dans les pays de l'ASEAN. On n'en attend guère. En effet, les relations diplomatiques entre la Thaïlande et le Vietnam viennent à peine d'être « *normalisées* » après une année d'hostilité due pour une large part à l'anticommunisme virulent de l'ancien premier ministre, M. Tanin. Pour consacrer ce rapprochement encore difficile à imaginer il y a trois mois, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Duy Trinh, est attendu à Bangkok la semaine prochaine.

Depuis octobre également, le rapprochement avec Phnom-Penh est dans l'air. La « percée » paraît cependant plus difficile à réaliser du fait de l'existence, ici aussi, d'un contentieux frontalier assez lourd. La frontière commune a été la scène, pendant toute l'année 1977, d'affrontements sanglants systématiquement imputés par les Thaïlandais aux Khmers, et vice versa. Mais les combats n'ont jamais atteint ici les proportions qu'ils revêtent entre Phnom-Penh et Hanoï.

Pékin, pour faire pièce aux Vietnamiens, pousse à une normalisation entre le royaume de Thaïlande et le Kampuchéa démocratique. La Chine et la Thaïlande affichent, depuis le dernier coup d'Etat militaire, les meilleures relations. Du fait de l'appui de Pékin à l'ASEAN et des déchirements de l'ex-Indochine, Bangkok se retrouve soudain dans une position régionale privilégiée. On s'empresse du côté communiste de répondre à ses avances.

La Thaïlande et d'autres pays de l'ASEAN aux prises avec des mouvements de guérilla communistes ne vont certes pas se plaindre de ces développements, qui renforcent leur position sur le plan intérieur et sur le plan régional. Le fait qu'ils ne prennent pas ouvertement parti ne veut pas dire qu'ils dissimulent tous leurs sympathies. A propos du conflit indochinois, le *Bangkok Post* de mercredi fait état d'une circulaire du ministère de l'intérieur donnant l'ordre à tous les gouverneurs de province du royaume d'interdire aux stations de radio locales toute critique de la Chine. — R.-P. P.

LA RADIO DE PHNOM-PENH DIFFUSE UNE LETTRE DU PRINCE SIHANOUK A M. POL POT

Bangkok (*A.F.P.*). — La Voix du Kampuchea a diffusé, mercredi 4 janvier, une lettre de soutien du prince Norodom Sihanouk, adressée au secrétaire du P.C.K. et premier ministre cambodgien, M. Pol Pot, après l' « *agression vietnamienne contre le Cambodge* ».

Dans cette lettre, l'ancien chef de l'Etat cambodgien — qui, pendant cinq ans, anima de Pékin la résistance nationale — écrit : « *Nous avons été impressionnés par le caractère patriotique du P.C.K., des habitants et des troupes révolutionnaires du Cambodge dans la défense héroïque de la souveraineté, de l'intégrité territoriale du pays et de sa dignité.* »

« *Nous souhaitons*, ajoute le prince à l'adresse du premier ministre, *une grande et définitive victoire sur les forces armées du Vietnam agresseur et sur tous les autres ennemis. Nous souhaitons que vous continuiez à conduire le peuple et la nation cambodgienne vers une grande prospérité, la justice et l'indépendance.* »

C'est la seconde intervention publique du prince Sihanouk depuis sa démission de toutes ses fonctions, le 5 avril 1976. Trois messages du prince avaient été diffusés par la Voix du Kampuchea, le 29 septembre 1977, pour « *rendre hommage à l'action du P.C.K. et de son secrétaire Pol Pot* ».

Selon certains diplomates, qui visitèrent Phnom-Penh en 1976, le prince et la princesse Monique vivent comme de simples citoyens dans la capitale. Aux étrangers qui demandent à le voir le ministère des affaires étrangères répond invariablement que « *le prince ne veut voir personne et consacre son temps à la rédaction de ses Mémoires* ».

● *M. Jean Kanapa*, membre du bureau politique du P.C.F., écrit dans *l'Humanité* du mercredi 4 janvier : « *Les communistes, les travailleurs de France, qui ont soutenu avec constance et sans réserve la lutte des peuples du Vietnam et du Cambodge pour leur indépendance nationale, sont particulièrement préoccupés par ce conflit frontalier (...). Le parti communiste français considère que rien n'est plus urgent — comme le propose avec insistance le gouvernement de la République socialiste du Vietnam — que l'ouverture entre les deux partis de négociations.* »

● « *La Voix du Cambodge libre* », organe de réfugiés cambodgiens en France (Boîte postale 31, 95240 Cormeilles-en-Parisis), a diffusé, le mardi 3 janvier, un communiqué où il est dit notamment :

« *L'intervention vietnamienne ne présente pas que des aspects négatifs. Il ne fait aucun doute qu'elle exerce une influence déstabilisatrice sur le régime actuel de Phnom-Penh honni par le peuple khmer tout entier. C'est pourquoi nous ne volerons pas au secours d'un régime de criminels qui a recouru aux massacres les plus sanglants et causé les pires souffrances à notre peuple. Pour défendre notre patrie et participer à sa reconstruction, nous sommes prêts à soutenir un nouveau régime, qui accepterait d'arrêter les massacres pour motif idéologique, de respecter les droits fondamentaux de l'homme, d'ouvrir le pays à des observateurs internationaux et de rétablir les communications normales tant à l'intérieur du Cambodge qu'avec l'étranger.* »

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le dispositif de la majorité se précise

La journée de mardi 3 janvier a apporté des précisions sur la manière dont les formations non gaullistes de la majorité, le premier ministre et le président de la République comptent mener la campagne électorale.

Le chef de l'État a confirmé qu'il interviendrait à la fin du mois de janvier pour recommander ce qu'il considère comme « le bon choix pour la France ». Il réunira ensuite autour de lui tous ceux — personnalités politiques et non politiques — qui ont soutenu son action depuis trois ans et demi. Il leur indiquera « l'esprit » dans lequel devra être abordée la campagne. Ensuite, le président de la République — qui préside ce week-end à Rambouillet à la définition des objectifs d'action du gouvernement — devrait se tenir plus en retrait. Il a en tout cas fait savoir qu'il ne donnerait pas de conférence de presse et ne prévoyait pas de manifestation particulière.

M. Raymond Barre, de son côté, semble décidé à conduire énergiquement la préparation électorale des formations non gaullistes. Il a commencé mardi à rendre de nombreux arbitrages entre centristes giscardiens et radicaux. Les intéressés se défendent de vouloir reconstituer une sorte de front anti-R.P.R. Il n'empêche que leur volonté de ne présenter qu'un seul candidat au côté du candidat gaulliste dans les circonscriptions « à primaires » participe autant de leur volonté de ne pas se laisser distancer par le parti de M. Chirac que de leur souci de résister le mieux possible au P.S. Des sondages réalisés par le ministère de l'intérieur indiqueraient d'ailleurs que si les gaullistes sont en général bien placés pour arriver en tête des primaires, au premier tour, ils sont en revanche moins bien armés que leurs partenaires pour battre les socialistes au second tour. — N.-J. B.

Après le 15 janvier

LE CHEF DE L'ÉTAT RÉUNIRA L'ENSEMBLE DES RESPONSABLES DE LA MAJORITÉ

Au cours de la cérémonie de présentation des vœux de la presse présidentielle, mardi matin 3 janvier, au palais de l'Élysée, M. Giscard d'Estaing a annoncé qu'il réunira après son retour de Côte-d'Ivoire, le 15 janvier, l'ensemble des responsables de la majorité. *« Je me propose,* a-t-il dit, *de réunir l'ensemble des personnalités et des dirigeants des formations qui ont soutenu l'action conduite depuis trois ans et demi, afin de dégager l'esprit dans lequel ils devront aborder les échéances de 1978. »*

M. Giscard d'Estaing a également précisé qu'il entend, à l'occasion du séminaire gouvernemental de Rambouillet, les 6 et 7 janvier, *« s'assurer que les objectifs d'action du gouvernement, qui seront annoncés le 7 janvier à Blois par le premier ministre, sont bien conformes à la ligne qui a été définie à Carpentras ».*

Le président de la République a indiqué d'autre part qu'il prononcerait, *dans une petite localité* de la Côte-d'Or, proche de Beaune, et à l'issue du voyage qu'il doit faire en Bourgogne à la fin du mois de janvier, le discours au cours duquel il indiquera *« le bon choix pour la France ».*

● *L'Institut d'études politiques de Paris* organise, dans le cadre de la formation continue, un cycle de vingt séances, consacré à la vie politique en France et à l'étranger. Placé sous la conduite de M. Alfred Grosser, ce cycle, animé par des spécialistes des sciences politiques, est destiné aux responsables d'entreprises, d'administrations, d'associations et à tous ceux qui, en raison de leurs activités, souhaitent approfondir leurs connaissances sur la vie politique actuelle. Les séances ont lieu les lundis et jeudis, de 18 h 30 à 20 h 30, à partir du 17 janvier 1978.

★ Inscriptions et renseignements : Institut d'études politiques de Paris (formation continue), 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris, tél. 260-39-60.

LE PROJET RÉPUBLICAIN

Il manque quelque chose aux Français

écrit M. Soisson

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, présentera à la presse, jeudi 5 décembre, le « Projet républicain », programme de son parti, publié aux éditions Flammarion (190 pages, 15 F).

Voici les principaux extraits de la préface de ce livre, préface intitulée le Bon Choix pour la France *et signée de M. Jean-Pierre Soisson :*

« Ce n'est pas le moment de s'endormir. La grande mutation dont la « crise » économique est l'annonciatrice constitue un défi pour les nations et les hommes. Il faut nous mobiliser car le combat qui nous attend s'appelle la lutte pour la vie.

» Les Français ont, plus que d'autres, des raisons d'espérer. (...) Tout ne va pas si mal pour eux.

» Pourtant, nous ne sommes pas satisfaits, ni sans doute complètement heureux. A beaucoup il manque quelque chose. Peut-être un rêve. *En tout cas, un projet.*

» Baudelaire voulait inscrire dans la Constitution le « droit de s'en aller ». Rimbaud, lui, s'enfuit loin de Charleville, loin de Paris, jusqu'aux déserts brûlants du Harrar. Aujourd'hui, sans rien demander à la Constitution, les jeunes Français s'en vont. Vers Katmandou. Les drogues. La pétarade des motos. La télévision. Les bagarres du *samedi soir.* L'alcool. L'agitation. De quelle oppression souffrent-ils, qu'ils dénoncent sans la reconnaître ? *Faut-il accuser, comme* Baudelaire ou Rimbaud, la médiocrité d'une vie bourgeoise ? Non, puisque, en cent ans, les mœurs et les mentalités se sont métamorphosées. Tout a changé.

» Mais les libertés dont jouissent les Français, et qu'aucun peuple, peut-être, ne possède aussi largement et avec autant d'intensité, loin d'alléger ce malaise, semblent l'aggraver. C'est que le temps des convictions simples et des conformismes confortables est révolu, livrant au désarroi l'individu *entouré des multiples possibilités* qui l'assaillent sous prétexte de s'offrir à lui.

» Peut-être les jeunes Français sont-ils, comme naguère, des romantiques, écœurés de tout avant d'avoir rien essayé.

» Qui refuse de se boucher les oreilles *et les yeux le sait bien :* nous sommes, comme des astronautes, sur une nouvelle planète. Nous devons l'apprendre. Renoncer aux modèles du passé. Créer notre vérité pour demain.

» L'histoire nous emporterait bien. Ne nous laissons pas faire. Rien n'est plus important pour les Français que de définir dès maintenant le bon choix pour la France. »

Les propositions

Le projet républicain rassemble vingt et une propositions concrètes, qui sont les suivantes :

— A chacun la propriété de son logement ;

— Un métier manuel à l'école ;

— Des contrats de débouchés pour les étudiants ;

— De vraies vacances pour tous les enfants ;

— La réforme du service militaire ;

— Le téléphone gratuit pour les personnes âgées ;

— La retraite à la carte ;

— Un code de défense du consommateur ;

— Une charte nationale de l'écologie ;

— Un fonds national pour le développement du sport ;

— Une garde européenne de la mer pour lutter contre la pollution ;

— Une aide à la création des entreprises ;

— *La participation des travailleurs* à l'organisation de leurs ateliers ;

— Des contrats d'installation pour les jeunes agriculteurs ;

— L'association des cadres à la décision dans l'entreprise ;

— Un statut pour les femmes des commerçants et des artisans ;

— La protection de l'agriculture méridionale ;

— La liberté pour les communes de gérer leurs affaires ;

— Une communauté des peuples libres ;

— Un *programme* de développement pour les départements et territoires d'outre-mer ;

— Les mêmes droits pour les Français de l'étranger.

Les « objectifs d'action » du gouvernement

LE PREMIER MINISTRE A PRÉSIDÉ UNE TROISIÈME RÉUNION DE TRAVAIL

Réunis, mardi soir 3 janvier, à l'hôtel Matignon sous la présidence de M. Raymond Barre, les membres du gouvernement ont tenu une troisième séance de travail consacrée à l'élaboration des « objectifs d'action pour les libertés et la justice » que le premier ministre doit présenter aux Français *le samedi* 7 janvier à Blois, au cours d'une réunion publique organisée à 17 heures, au Parc des Expositions.

Les deux réunions gouvernementales précédentes avaient eu lieu le 15 novembre et le 13 décembre.

Ces « objectifs d'action » seront définitivement arrêtés à l'occasion du séminaire gouvernemental que présidera M. Valéry Giscard d'Estaing à partir du vendredi après-midi 6 janvier, au château de Rambouillet.

● *M. Roger Chinaud, député (P.R.), de la 25e circonscription de Paris,* a accepté de participer à un débat public avec les candidats communiste et socialiste de cette circonscription, MM. Jean Gajer, conseiller de Paris (P.C.), et Claude Estier, secrétaire national du P.S. Ce débat, réclamé par M. Gajer, a déjà été *accepté* par M. Estier, qui a toutefois souhaité que le candidat communiste s'engage au préalable à se désister en sa *faveur s'il arrive* après lui au premier tour des législatives. Le candidat unique de la majorité s'est déclaré surpris de voir M. Estier *« plus préoccupé* de *tactique électorale* que de *problèmes de fond ».*

[Élu dans cette circonscription en 1967, M. Estier avait bénéficié du désistement du candidat communiste, bien que ce dernier l'ait devancé de 3 063 voix au premier tour. Battu en 1968 par M. Vallon (U.D.R.), M. Estier avait obtenu, au premier tour, 684 voix de moins que le candidat communiste. En 1973, il avait devancé M. Gajer (P.C.) de 261 voix, mais avait été battu, au second tour, de 747 voix par M. Chinaud.]

64 arbitrages entre non gaullistes

Les dirigeants centristes, giscardiens et radicaux ont passé une partie de la journée du mardi 3 janvier à l'hôtel Matignon afin de réduire le nombre de leurs candidats dans les circonscriptions où des « primaires » auront lieu au sein de la majorité. L'objectif est de parvenir à ce que les non-gaullistes ne soient représentés que par un seul candidat aux côtés de celui du R.P.R. Au cours de la matinée, la séance de travail a réuni, d'une part, les responsables de la préparation des élections de chacun des partis intéressés, et, d'autre part, MM. Daniel Doustin et Jean-Pierre Rooteix, du cabinet du premier ministre. A cette occasion ont été réglés trente-sept cas présentant peu de difficultés (des réunions préparatoires avaient eu lieu pendant la période des fêtes).

Mardi après-midi, les arbitrages ont été rendus par M. Barre en personne, en présence de MM. Jean Lecanuet, Jean-Pierre Soisson et Jean-Jacques Servan-Schreiber. Vingt-sept cas ont été tranchés. Il a été décidé par exemple, que, dans la neuvième circonscription des Bouches-du-Rhône, le parti radical retirerait la candidature de M. Alain Joissains, qui était en concurrence avec M. Jean Péraud (P.R.). Dans la quatrième circonscription de l'Hérault, c'est M. *André Burgos (P.R.)* qui devra s'effacer devant M. Marcel Roques (C.D.S.). Dans l'Yonne, deuxième circonscription, le C.D.S. et le parti radical laissent le champ libre à Mlle Odette Pagani (P.R.). Dans la Nièvre, face à M. Mitterrand, M. Jean-Michel Basset (C.D.S.) sera le seul non-gaulliste, mais le P.R. obtient le retrait de ses concurrents *centristes et radicaux* dans les deux autres circonscriptions.

En revanche, ont été notamment réservées la cinquième circonscription des Yvelines (Versailles), où pourraient se présenter MM. Damien (C.D.S.) et *Destremau* (P.R.), la deuxième circonscription de Charente-Maritime, où sont candidats MM. Bernard Rideau (P.R.) et Jean Morin (rad.). N'ont pas été non plus soumis au premier ministre les cas considérés *« insolubles »* comme la première circonscription de la Manche, où sont en concurrence MM. Jean-Marie Daillet (C.D.S.) et Jean Patounas (P.R.), ou la quatrième *circonscription du Morbihan,* dont le député sortant, M. Loïc Bouvard (C.D.S.) est concurrencé par M. Ancelin (P.R.).

Une nouvelle réunion est prévue pour vendredi 6 janvier. Une première liste de candidatures sera alors publiée. Mardi en fin d'après-midi, une déclaration a été rendue publique par MM. Soisson, Lecanuet et Servan-Schreiber. On y lit notamment que ces trois dirigeants ont examiné avec le premier ministre *« la situation électorale dans les circonscriptions où des élections primaires auront lieu ».* La déclaration ajoute : *« Afin d'éviter la multiplicité des candidatures et de permettre ainsi un choix clair aux Français, les responsables de ces formations sont convenus de présenter et de soutenir un candidat commun dans la quasi-totalité de ces circonscriptions. »*

Après la fin de la réunion — qui avait lieu dans le pavillon du parc de *l'hôtel Matignon,* — M. Jean-Pierre Soisson a réaffirmé que l'entreprise des giscardiens, des centristes et des radicaux ne vise pas *« à constituer un front commun face à une autre formation de la majorité ».* Le secrétaire général du P.R. a d'ailleurs tenté ensuite de joindre M. Jacques Chirac au téléphone pour lui rendre compte des travaux. Il a pu converser avec M. Jérôme Monod, auquel il a renouvelé ses assurances et même proposé un nouveau « balayage » de l'ensemble des circonscriptions par toutes les formations de la majorité afin de dégager de nouvelles candidatures vraiment uniques. Une *rencontre* entre des représentants du R.P.R. et du P.R. est prévue la semaine prochaine.

M. Jean-Pierre Soisson voudrait être, parmi les dirigeants des partis qui soutiennent le gouvernement, celui qui demeure au centre des relations des uns et des autres et, en particulier, celui qui entretient de bons rapports aussi bien avec M. Chirac qu'avec M. Servan-Schreiber.

Le président du parti radical aurait souhaité que les non-gaullistes traduisent leur accord en *donnant* un « sigle » à leur regroupement. Il proposera même que le mot « front » fût employé. Ses partenaires ont refusé.

Le Centre national des indépendants et paysans a demandé à participer aux prochaines séances de travail en vue des arbitrages.

LA POLÉMIQUE SUR LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Le seul scandale serait qu'on fasse voter quelqu'un dans le sens opposé à ses instructions

déclare M. Edgar Faure

Interrogé, mardi 3 janvier, au micro de France-Inter sur la polémique suscitée par l'usage abusif de la loi du 19 juillet 1977, relative au vote des Français de l'étranger, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a notamment déclaré : *« Je ne vois pas pourquoi les Français vivant à l'étranger seraient pénalisés pour l'exercice du droit de vote. Cette loi n'a pas fait de bruit à l'époque où elle a été votée. L'opposition n'avait pas donné à cette affaire une grande envergure. Il n'y a pas eu de recours au Conseil constitutionnel. Tout le monde avait accepté cette loi comme une chose normale. »*

M. Edgar Faure a souligné que la possibilité *qui a été donnée par* la nouvelle loi aux Français de l'étranger de s'inscrire sur la liste électorale de la ville de leur choix, à condition que celle-ci compte plus de trente mille habitants, est *« une mesure saine »*, car dans les petites villes et les villages, ces inscriptions auraient pu modifier davantage les résultats du scrutin. Il a conclu : *« Je ne vois pas trop comment on peut obliger un Français qui vit à l'étranger à voter pour un parti qui n'est pas celui de son choix. Le seul scandale serait qu'on fasse voter quelqu'un dans le sens opposé à ses instructions. »*

A Marseille, des bulletins sont de la même main

De notre correspondant

Marseille. — On prête à M. Gaston Defferre, député socialiste, maire de Marseille, l'intention de déposer plainte après la découverte d'inscriptions nouvelles prises par des Français résidant à l'étranger, dans les première et deuxième circonscriptions de Marseille. Dans la première circonscription, où M. Bastien Leccia (P.S.) sera opposé à M. Joseph Comiti (R.P.R.), l'inscription porte sur un millier de voix ; dans la deuxième circonscription, dont le député sortant est M. Charles-Emile Loo (P.S.), ce sont neuf cent trente-six inscriptions *qui ont été recensées,* en provenance d'Abidjan (Côte-d'Ivoire), et qui ont été faites par des Français originaires de Bretagne et des Vosges.

« *La plupart de ces bulletins,* nous a précisé M. Loo, *semblaient avoir été remplis de la même main. Certains sont raturés. Je comprendrais que des Français originaires de Marseille ou des Bouches-du-Rhône s'inscrivent dans cette circonscription, mais je trouve anormal qu'il s'agisse de gens étrangers à la région. Je sais de source sûre que ces Français ont suivi les instructions qui leur ont été* données, *le 14 décembre dernier, à la chambre de commerce d'Abidjan, à l'initiative d'une association de Français résidant en Côte-d'Ivoire. »*

Au second tour des élections législatives de 1973, M. Loo ne l'avait emporté que de mille six cents voix sur le député sortant U.D.R., M. Lucas : 33 828 voix contre 32 228.

● *La mission d'enquête sur le rôle des Français établis au Gabon,* dirigée par M. Jacques Viat, inspecteur général des postes diplomatiques et consulaires, a pris fin le 30 décembre. M. Viat remettra ultérieurement son rapport au ministre des affaires étrangères.

LE MAIRE DU PLESSIS-ROBINSON INTERVIENT AUPRÈS DU PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

M. Robert Gély (P.C.), maire du *Plessis-Robinson,* a *écrit,* mardi 3 janvier, au préfet des Hauts-de-Seine pour protester contre l'inscription, qu'il estime frauduleuse, de quarante Français du Brésil sur les listes électorales de Châtenay-Malabry (*le Monde* daté 1er-2 janvier). Il lui demande *« d'user de son pouvoir pour faire respecter le suffrage universel et l'égalité des citoyens devant la loi, pour que dans les Hauts-de-Seine la volonté des électeurs puisse librement s'exprimer ».*

LE MAIRE DE GRENOBLE APPELLE SES CONCITOYENS « A SE RÉVOLTER CONTRE DE TELLES ACTIONS »

(De notre correspondant.)

Grenoble. — *M. Hubert Dubedout* (P.S.), maire de Grenoble, député de l'Isère, s'est élevé, mardi 3 janvier, contre le « racket électoral » organisé dans sa ville. Les services de la mairie ont, en effet, enregistré quatre cent soixante-seize demandes d'inscription sur les listes électorales dans la première et la deuxième circonscription rattachées à la ville de Grenoble. Parmi celles-ci M. Dubedout constate que cent quarante-huit proviennent de Français vivant à Casablanca et souhaitant, pour la plupart, voter dans la première circonscription, dont le député sortant est M. Guy Cabanel (P.R.), en position difficile. *La dernière référence électorale* dans ce secteur date des élections cantonales de 1973. M. Cabanel avait alors été battu par M. Espagnac (P.S.) de trente-cinq voix. Le maire de Grenoble a appelé ses concitoyens *« à se révolter contre des actions contraires à l'esprit du suffrage universel ».*



M. GEORGES SARRE (P.S., Paris) PORTE PLAINTE A SON TOUR

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste du conseil de Paris, candidat aux législatives dans la 9e circonscription de la capitale, a annoncé, mardi matin 3 janvier, au cours d'une conférence de presse, qu'il dépose plainte, à son tour, et se constitue partie civile en dénonçant les conditions dans lesquelles se sont déroulées les inscriptions des Français de l'étranger sur les listes électorales de cette *circonscription. M. Sarre* a rendu public plusieurs documents étayant sa décision de saisir la justice et visant notamment les inscriptions de Français résidant en Autriche.

Le Monde

société

LA RENTRÉE JUDICIAIRE

Nouveau premier président, M. Pierre Bellet plaide pour un rajeunissement des méthodes et des esprits à la Cour de cassation

M. Pierre Bellet a été installé, mardi 3 janvier, dans ses nouvelles fonctions de premier président de la Cour de cassation au cours de l'audience solennelle de rentrée, à laquelle assistaient MM. Raymond Barre, premier ministre ; Alain Peyrefitte, garde des sceaux ; Alain Poher, président du Sénat et M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale.

Dans son allocution, M. Bellet n'a pas nié que la justice était « en difficulté » et qu'elle faisait l'objet de nombreuses critiques, l'opinion se montrant « de plus en plus sévère » à son égard. « C'est le sort peu enviable de toutes les institutions vénérables de l'Etat, a-t-il dit. La justice, comme l'Eglise, ne pouvait pas ne pas être ébranlée par la crise de la civilisation moderne. Cette situation attriste un certain nombre d'entre nous et d'aucuns regrettent le temps où la crainte du juge suffisait à réduire l'opinion au silence. Personnellement, je n'ai aucun regret. (...) » Mais il estime que « l'opinion est injuste avec la justice parce qu'elle attend trop d'elle, d'où ses déceptions ». (...) Il considère que « l'abus des critiques et leur excès est une source de confusion qui fait croire aux justiciables qu'ils sont trahis par leurs juges, ce qui est faux ».

« L'opinion, a-t-il ajouté, espère la paix, la liberté, la fortune de cette institution qui a le tort de porter le nom d'une vertu alors que la justice ne peut donner que ce qu'elle a et elle a peu. Son rôle même est ambigu et contribue à la discréditer, car si elle est gardienne des intérêts particuliers, des libertés par conséquent, elle l'est aussi de l'intérêt général et de l'ordre. Selon que l'on s'attache seulement à la première ou à la seconde de ces fonctions on la trouve trop sévère ou trop laxiste. Et l'on voudrait à tout prix nous contraindre à un choix définitif entre l'un et l'autre point de vue alors que la vérité est comme toujours dans un juste milieu. »

Le nouveau premier président s'est étonné « (...) qu'on ose décider de l'innocence ou de la culpabilité d'un individu au vu d'un compte rendu de quelques lignes alors que le magistrat en possession du dossier hésite encore après plusieurs semaines de réflexion ».

Après avoir évoqué le rôle difficile de « celui qui est appelé à juger en tant que juré par exemple et qui en revient épouvanté par les responsabilités qui ont un temps pesé sur lui », M. Bellet a fait allusion « (...) aux problèmes inquiétants que pose le fonctionnement de la Cour de cassation qui ne seront pas résolus sans une transformation des méthodes et un rajeunissement des esprits et le rôle qu'elle doit jouer pour trouver une formule de conciliation entre l'intérêt général et l'intérêt particulier ».

Il a enfin regretté que « (...) sous la pression des justiciables » une tendance se fasse jour « qui cherche à transformer la Cour suprême en troisième degré de juridiction, et à lui faire rejuger les procès en fait comme en droit ».

Avant le discours du premier président, M. Guy Chavanon, procureur général, avait dressé un bilan de l'activité de la Cour de cassation. Le nombre des affaires soumises aux cinq chambres civiles a augmenté en 1977 de 17 % par rapport à 1976. Les affaires pénales déférées à la chambre criminelle ont elles aussi augmenté : deux cent trente et une de plus qu'en 1976, et quatre cent quatorze de plus qu'en 1975.

Retraçant le fonctionnement de la cour d'appel en 1977, dans son discours de rentrée prononcé devant M. Jean Vassogne, premier président, et M. Paul-André Sadon procureur général, M. André Géraud, président de chambre, s'est montré plutôt optimiste. Le magistrat note une sensible amélioration : raccourcissement des délais en matière pénale grâce notamment au fonctionnement permanent d'une quatrième section de la cour d'assises et, en matière civile, grâce à la nouvelle « chambre des urgences » (système adopté le 5 janvier 1976 par le tribunal de Paris) (le Monde du 6 décembre 1977), à la création de postes de secrétaires-greffiers et d'auxiliaires, à un aménagement des locaux.

M. PEYREFITTE INSTALLE LA COUR D'APPEL DE VERSAILLES

M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, garde des sceaux, a procédé, mardi 3 janvier, à l'installation officielle de la cour d'appel de Versailles, ainsi qu'à l'inauguration des nouveaux locaux du tribunal de grande instance de la ville. La cour d'appel de Versailles, la trentième de France métropolitaine, a été créée au mois de décembre 1975. Son ressort comprend les départements d'Eure-et-Loir, des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines (plus de trois millions sept cent mille habitants au total).

La cour de Versailles est installée dans les bâtiments de l'ancienne « caserne de la Reine », en cours de restauration. Elle sera dotée de onze chambres lorsqu'elle aura reçu pleine compétence. Un décret du 22 décembre 1977 précise que la cour d'appel de Versailles possède désormais « *toutes les attributions dévolues aux cours d'appel, à leurs membres et aux parquets de ces juridictions, à l'exception des attributions en matière commerciale, prud'homale et de pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre* ».

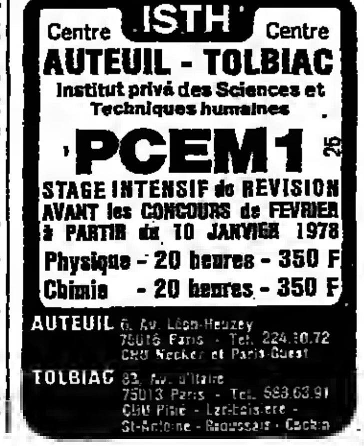
● *Pour la première fois dans les annales de la cour d'appel de Limoges*, aucun discours d'usage n'a marqué, mardi 3 janvier, la rentrée judiciaire dans la capitale du Limousin. Les conseillers ont argué du manque d'effectifs, face à un volume de travail en accroissement constant, pour rompre avec cette tradition. — (Corresp.)

● *La section de Draguignan (Var) du Syndicat de la magistrature* a décidé de ne pas participer à l'audience de rentrée solennelle du tribunal de grande instance de Draguignan, mercredi 4 janvier, pour « *protester contre l'insuffisance des effectifs* » de cette juridiction. Dans un communiqué publié mardi et signé par M. Guy Bellocq, doyen des juges d'instruction à Draguignan, le Syndicat indique que « *la juridiction est amputée de sept magistrats sur dix-huit* » et évoque l'interdiction temporaire d'exercer ses fonctions qui frappe Mlle Guémann, premier substitut du procureur de la République à Draguignan (le Monde du 29 novembre 1977).

L'attentat contre la maison de M. Marchais : quatre arrestations.

La décharge de fusil de chasse tirée dans la nuit de Noël contre le portail de la résidence secondaire de M. Georges Marchais, à Saint-Martin-sur-Oreuse (Yonne) (le Monde du 27 décembre 1977), n'est pas l'œuvre d'une bande fasciste comme le redoutait le secrétaire général du parti communiste. Arrêtés mardi 3 janvier par la police judiciaire de Versailles, les auteurs des coups de feu sont quatre jeunes gens du village voisin de Thorigny-sur-Oreuse, qui avaient un peu trop « arrosé » le réveillon de Noël. MM. Joël Cardot, vingt ans, Régis Martineau, vingt-cinq ans, Claude Richoux, dix-huit ans, et Patrick Hardy, vingt ans, ont été placés en garde à vue au commissariat de Sens et doivent être présentés ce mercredi 4 janvier au parquet de la ville. Une jeune fille de la région qui se trouvait avec le groupe, pendant la nuit de Noël, est actuellement recherchée par la police.

Selon les premières déclarations recueillies par les enquêteurs, le groupe de réveillonneurs faisait grand bruit, au milieu de la nuit, à proximité de la résidence de M. Marchais ; celui-ci est alors sorti de sa maison. Insulté et menacé, le secrétaire général du parti communiste s'est emparé de son fusil de chasse et a tiré une cartouche en l'air pour intimider la bande trop bruyante. « *Nous sommes revenus vers 3 heures du matin le dimanche pour riposter* », ont avoué les jeunes gens. Aucun ne semble s'être rendu compte qu'en tirant dans le portail à 1,40 m du sol et non en l'air, celui qui tenait l'arme risquait de tuer un occupant de la maison. Jeunes travailleurs manuels ruraux, ils ont affirmé aux enquêteurs que ni la personnalité de M. Marchais ni une quelconque vengeance politique n'avaient provoqué leur réaction. — (Corresp.)



LES ÉLECTIONS AU CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET TECHNIQUE

La Fédération de l'éducation nationale perd 2 % des voix au profit de la C.F.D.T.

Le ministère de l'éducation a rendu publics les résultats de l'élection des représentants des personnels au Conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.), dont le premier tour a eu lieu le 13 décembre. Trente et un sièges ont été pourvus à ce scrutin, pour lequel la participation électorale a été assez forte : plus de quatre cent vingt mille personnes ont voté, soit 77 % des inscrits (en légère baisse par rapport au dernier scrutin, celui de 1975). Le deuxième tour, pour les deux sièges en ballottage, aura lieu le 31 janvier.

Le C.E.G.T., organisme consultatif, comprend 66 membres, répartis en vingt-deux collèges électoraux (33 représentants élus des personnels, 4 représentants de l'enseignement privé, 22 membres représentant l'administration et 7 personnes qualifiées). Le conseil donne son avis sur les programmes, les examens, la délivrance des diplômes, la scolarité et sur toutes les questions intéressant les enseignements primaire, secondaire et technique.

Le scrutin du 13 décembre fait apparaître une grande continuité dans l'évolution observée depuis dix ans. Les grands syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) comme le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) et le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) continuent à voir leur audience diminuer. Inversement, les petits syndicats progressent.

La FEN passe de 72 % des voix en 1975 à moins de 70 % aujourd'hui (69,9 %). Le SGEN-C.F.D.T., qui passe de 10,8 % des voix à 12,9 %, confirme sa deuxième place dans la hiérarchie des syndicats de l'éducation nationale. Quant à la C.G.C., à laquelle sont rattachés l'Union syndicale nationale des enseignants de France (USNEF) et le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC), elle passe de 5,6 % en 1975 à 6,6 %.

Le S.N.I., qui obtient cette année 73,5 % des voix dans les sept collèges où il avait des candidats, a perdu près de six points (79,4 %) depuis 1975. La baisse est continue pour ce syndicat depuis les élections de 1966. Un exemple : dans le troisième collège (institutrices des écoles maternelles), le S.N.I. est passé de 99,8 % (1966) à 85,5 % (1971), puis à 84,7 % (1975) et enfin à 76,9 % (1977).

Le SNES passe de 59,3 % en 1975 à 55,7 % aujourd'hui. Il perd un siège au profit du SNALC dans le collège des agrégés, mais ce changement a été rendu possible par ce que le SNES appelle un « *procédé antidémocratique* » : le principe du « *plus fort reste* ». En effet, avec 49,3 % des voix parmi les agrégés, le SNES obtient un siège, à égalité avec le SGEN (21,4 %) et avec le SNALC (18,3 %).

Les résultats

Voici les résultats des élections au conseil de l'enseignement général et technique. Les pourcentages indiqués entre parenthèses sont ceux des dernières élections, qui avaient eu lieu en 1975 :

Premier collège. — Inspecteurs départementaux. Suffrages exprimés : 849 ; SNIDEN (FEN) : 784 ; 92,3 % (100 %). *Deux élus.*

Deuxième collège. — Inspecteurs de l'enseignement technique. Suff. exp. : 208 ; SNIET (FEN) : 208 ; 100 % (87 %). *Un élu.*

Troisième collège. — Instit. écoles maternelles. Suff. expr. : 34 269 ; SNI (FEN) : 26 364 ; 76,9 % (84,7 %). *Un élu.* SGEN (C.F.D.T.) : 3 815 ; 11,1 % (8,9 %) ; autres (quatre listes) : 12 %.

Quatrième collège. — Instituteurs. Suff. exp. : 121 825 ; SNI (FEN) : 96 954 ; 79,5 % (85 %). *Deux élus.* SGEN (C.F.D.T.) : 12 081 ; 9,9 % (8,6 %). USNEF (C.G.C.) : 3,5 %. PNEC (F.O.) : 3,1 %. C.N.G.A. (autonomes) : 2,3 %. SCENRAC (C.F.T.C.) : 1,4 %.

Cinquième collège. — Directeurs d'écoles. Suff. exp. : 37 348. SNI (FEN) : 29 747 ; 79,6 % (85,9 %). *Un élu.* SGEN (C.F.D.T.) : 2 570 ; 6,8 % (6,2 %). USNEF : 2 395 ; 6,4 % (5,1 %). Autres (trois listes) : 7,2 %.

Sixième collège. — Autres instituteurs. Suff. exp. : 6 179. SNI (FEN) : 5 195 ; 84 % (87,1 %). *Un élu.* SGEN (C.F.D.T.) : 672 ; 10,6 % (8,8 %). Autres (deux listes) : 5,2 %.

Septième collège. — Education spécialisée. Suff. exp. : 12 973. SNI (FEN) : 9 959 ; 76,7 % (83,4 %). *Un élu.* SGEN (C.F.D.T.) : 1 824 ; 14 % (11,8 %). Autres (quatre listes) : 9,3 %.

Huitième collège. — Direction des collèges. Suff. exp. : 4 421. S.N.C. (autonome) : 2 443 ; 55,2 % (48,9 %). *Un élu.* SNI (FEN) : 1 850 ; 41,8 % (47,4 %). Autres (quatre listes) : 3 %.

Neuvième collège. — Professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.). Suff. exp. : 51 382. SNI (FEN) : 27 239 ; 53 % (52,4 %). *Un élu.* S.N.C. : 17 869 ; 34,7 % (38,6 %). *Un élu.* SGEN (C.F.D.T.) : 5 030 ; 9,7 % (7,7 %). Autres (cinq listes) : 2,6 %.

Dixième collège. — Direction des lycées d'enseignement professionnel (ex-C.E.T.). Suff. exp. : 1 909. S.N.D.C.E.T.-SNETAA (FEN) : 1 134 ; 59,4 % (60,4 %). *Un élu.* S.N.E.T.P. (C.G.T.) : 278 ; 14,5 % (17,6 %). SGEN (C.F.D.T.) : 179 ; 9,3 % (13,1 %). Autres (quatre listes) : 16,8 %.

Onzième collège. — Professeurs d'enseignement général ou technique théorique des L.E.P. (ex-C.E.T.). Suff. exp. : 15 126. SNETAA (FEN) : 6 723 ; 44,4 % (46 %). S.N.E.T.P. (C.G.T.) : 4 392 ; 29 % (30,2 %). SGEN-C.F.D.T. : 2 451 ; 16,2 % (15,1 %). Autres (quatre listes) : 10,4 %. *Ballottage.*

Douzième collège. — Professeurs techniques des L.E.P. Suff. exp. : 13 423. S.N.E.T.P. (C.G.T.) : 6 142 ; 45,7 % (49,6 %). SNETAA (FEN) : 4 713 ; 35,1 % (36,8 %). SGEN (C.F.D.T.) : 1 090 ; 8,1 % (9,1 %). Autres (quatre listes) : 11,1 %. *Ballottage.*

Treizième collège. — Direction des lycées. Suff. exp. : 6 164. S.N.P.D.E.S. (FEN) : 3 410 ; 55,3 % (63,9 %). *Un élu.* S.N.P.A.L.E.S. : 1 127 ; 18,3 % (14,7 %). SNALC (C.G.C.) : 643 ; 10,4 %. SGEN (C.F.D.T.) : 524 ; 8,5 % (8,8 %). Autres (trois listes) : 7,6 %.

Quatorzième collège. — Professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles. Suff. exp. : 1 792. SNES (FEN) : 987 ; 55 % (53,8 %). *Un élu.* SNALC (C.G.C.) : 438 ; 24,4 % (26,2 %). SGEN (C.F.D.T.) : 195 ; 10,6 % (10,2 %). Autres (deux listes) : 9,8 %.

Quinzième collège. — Professeurs agrégés. Suff. exp. : 13 225. SNES (FEN) : 6 522 ; 49,3 % (53,8 %). *Un élu.* SGEN (C.F.D.T.) : 2 836 ; 21,4 % (21,3 %). *Un élu.* SNALC (C.G.C.) : 2 424 ; 18,3 % (18,2 %). *Un élu.* Autres (trois listes) : 11 %.

Seizième collège. — Professeurs certifiés et assimilés. Suff. exp. : 71 695. SNES (FEN) : 39 648 ; 55,3 % (58,9 %). *Quatre élus.* SGEN (C.F.D.T.) : 14 815 ; 20,3 % (18,9 %). *Un élu.* SNALC (C.G.C.) : 11 479 ; 16 % (16,4 %). *Un élu.* C.N.G.A. (autonomes) : 4,1 %. FNEC (F.O.) : 2,6 %. SCENRAC (C.F.T.C.) : 1,5 %.

Dix-septième collège. — Direction des lycées techniques. Suff. exp. : 945. S.N.P.D.E.S. - SNES (FEN) : 598 ; 63,2 % (70 %). *Un élu.* S.N.P.A.L.E.S. : 175 ; 18,5 %. SNALC : 100 ; 10,5 %. SGEN (C.F.D.T.) : 72 ; 7,8 %.

Dix-huitième collège. — Professeurs de lycées techniques. Suff. exp. : 4 930. SNES (FEN) : 3 238 ; 65,6 % (69,3 %). *Deux élus.* SGEN (C.F.D.T.) : 690 ; 13,9 % (13 %). SNALC (C.G.C.) : 517 ; 10,4 % (12,5 %). Autres (deux listes) : 16,1 %.

Dix-neuvième collège. — Professeurs adjoints de lycées techniques. Suff. exp. : 2 716. SNES (FEN) : 1 885 ; 69,4 % (77,6 %). *Un élu.* SGEN (C.F.D.T.) : 260 ; 8,5 % (14,1 %). SNALC (C.G.C.) : 210 ; 7,7 % (6,1 %). Autres (trois listes) : 13,4 %.

Vingtième collège. — Directeurs et professeurs d'écoles normales. Suff. exp. : 2 110. S.N.D.E.N. - S.N.P.E.N. (FEN) : 1 372 ; 65 % (69,6 %). *Un élu.* SGEN (C.F.D.T.) : 483 ; 22,8 % (18,3 %). Autres (trois listes) : 12,2 %.

Vingt et unième collège. — Directeurs et professeurs d'écoles normales nationales d'apprentissage. Suff. exp. : 209 ; SNES (FEN) : 163 ; 77,9 % (83,5 %). *Un élu.* SNALC (C.G.C.) : 28 ; 13,3 %. SGEN (C.F.D.T.) : 19 ; 8,6 %.

Vingt-deuxième collège. — Orientation scolaire et professionnelle. Suff. exp. : 2 164. SNES (FEN) : 1 448 ; 66,6 % (76,1 %). *Un élu.* SGEN (C.F.D.T.) : 613 ; 28,3 % (18,8 %). SNALC (C.G.C.) : 103 ; 4,6 %.

L'AFFAIRE DU PARIS-ST-GERMAIN

L'ancien secrétaire général du club et R.T.L. réfutent les allégations de M. Daniel Hechter

Après les déclarations de M. Daniel Hechter sur l'affaire du Paris-Saint-Germain (le Monde du 4 janvier), la journée du 3 janvier a surtout été marquée par les réactions des personnalités mises en cause, à l'exception de M. Philippe Lacourtablaise, ancien secrétaire administratif du club. Ainsi, la direction de R.T.L. et M. Alain Rosen, ancien secrétaire général du Paris-Saint-Germain, ont publié des communiqués qui contredisent la version des faits donnée par M. Hechter.

De son côté, le président du Paris-Saint-Germain a été longuement reçu en présence de son avocat, Mᵉ Tahar, par MM. Fernand Sastre, président de la Fédération française de football, et Jean Sadoul, président du Groupement du football professionnel (G.F.P.). M. Sastre estime qu'« à partir du moment où Daniel Hechter avait demandé à un de ses employés de constituer une caisse noire, il devait se renseigner sur la façon dont cette caisse était alimentée. D'après les règlements, il peut être frappé d'un blâme, d'une suspension à temps ou d'une suspension définitive. Cependant, je pense que le comité des « cinq » tiendra compte des services rendus par M. Hechter au football qui avait besoin d'un club à Paris », a conclu M. Sastre. Il semblerait que les représentants de la F.F.F. et du G.F.P. souhaiteraient une suspension temporaire. Un successeur éventuel a même été avancé : ce pourrait être M. Henri Patrelle, ancien président du Paris-Saint-Germain.

Les déclarations de M. Hechter et les mises au point qui ont suivi mettent en évidence le système de défense adopté par le président du Paris-Saint-Germain et par son avocat Mᵉ Tahar. Trois types de fraudes lui sont reprochés : double billetterie, caisse parallèle et paiement de dessous de table.

Malgré les efforts d'assainissement de la gestion du football professionnel, entrepris depuis l'élection de M. Sastre à la présidence de la F.F.F., le paiement de dessous de table et l'existence d'une caisse parallèle existent encore dans un grand nombre de clubs. M. Hechter sait pertinemment qu'il ne peut être gravement sanctionné pour ces deux types de fraude. Aussi en assume-t-il l'entière responsabilité, même s'il tente de les minimiser. Ainsi parle-t-il d'une caisse noire de 200 000 F, alors que deux joueurs de P.S.G. toucheraient chacun plus de 200 000 F de dessous de table par an.

Beaucoup plus grave, apparaît la pratique d'une double billetterie. M. Raymond Gioanni, président de l'A.S. Cannes et membre du comité des cinq qui recevra M. Hechter, vendredi 6 janvier, et qui décidera de la sanction à prendre, a déclaré le 3 janvier : « *Si M. Hechter reconnait qu'il y a eu double billetterie au P.S.G., il sera difficile de ne pas lui retirer sa licence de dirigeant. J'aime bien M. Hechter pour le gros travail qu'il a fait au sein de son club, mais il lui est impossible de dire maintenant que les accusations de double billetterie et de caisse noire étaient faites à son insu.* »

L'important, pour M. Hechter, est donc de se disculper au maximum pour ce qui concerne la double billetterie. Ainsi prétend-il qu'elle s'était effectuée les premiers mois à son insu. D'après lui, M. Lacourtablaise, l'ancien secrétaire administratif, aurait reconnu les faits devant la commission d'enquête désignée par la F.F.F. et par la G.F.P. Il le remercie lui-même de cette attitude, avec des sanglots dans la voix, mais, curieusement, son avocat ne peut pas dire où on peut joindre ce témoin.

Toutefois, ce témoignage ne suffisait pas à disculper le président du Paris Saint-Germain. M. Hechter a, en effet, reconnu avoir eu connaissance de l'existence de la double billetterie en mai 1977. Cependant, il est prouvé que la fraude s'est poursuivie jusqu'en septembre. Pour sa défense, le président du P.S.G. dit alors qu'il aurait ordonné à M. Rosen, son secrétaire général, de faire cesser cette pratique, et que ce dernier aurait continué, toujours à son insu. Or les documents mis à la disposition de la commission d'enquête par M. Rosen et par son avocat, Mᵉ Jean-Philippe Zurfluh, infirment totalement cette version des faits.

Entré officiellement en fonctions le 1ᵉʳ juillet 1977, M. Rosen s'est rapidement aperçu de certaines irrégularités. Le 16 juillet, il aurait demandé à M. Hechter de pouvoir étudier certains éléments comptables en possession de M. Lacourtablaise. Le président du Paris Saint-Germain aurait refusé, tout comme il a alors refusé l'offre de démission de M. Lacourtablaise.

Continuant néanmoins ses investigations, M. Rosen a pu remettre, le 29 août, à M. Hechter un premier rapport faisant apparaître des anomalies. Pour toute réaction, le président de Paris-Saint-Germain a accepté la démission de M. Lacourtablaise. Le [illegible] septembre, M. Rosen a transmis la copie du premier rapport à M. Peschaud, délégué de R.T.L. et vice-président du club. Dans le même temps, il confiait à M. Hechter un deuxième rapport.

Devant l'absence de réaction de ce dernier, le secrétaire général de Paris-Saint-Germain envoyait, le 8 septembre, par lettre recommandée avec accusé de réception, un troisième rapport qui reprenait les deux premiers et faisait le point sur l'importance de la double billetterie et l'absence dans la comptabilité du club des droits de location. A titre d'exemple, la fraude sur la double billetterie à l'occasion du premier match de la saison disputé au Parc des Princes contre Reims, devant à peine vingt-cinq mille spectateurs, s'élève à 41 500 F.

Tous les billets jusqu'au match contre Nice (1ᵉʳ octobre) ayant déjà été commandés par M. Lacourtablaise, M. Rosen a pu remettre à M. Peschaud la double billetterie de la rencontre avec Metz (17 septembre) et a pu demander à l'imprimeur de tenir à la disposition de la justice celle du match contre Nice.

Ces documents ont bien sûr été mis à la disposition de la commission d'enquête avec, entre autres, le témoignage d'un joueur sur la pratique des dessous de table et des preuves que l'existence de la double billetterie remonterait bien avant août 1976, contrairement à ce que prétend M. Hechter. Devant ces nouvelles précisions, ce dernier et son avocat préfèrent « *ne pas poursuivre la polémique tant que M. Hechter n'aura pas été reçu par le comité des cinq* ».

GÉRARD ALBOUY.

UN GRAND DU PRÊT-A-PORTER

Avec Cacharel, Elie Jacobson, Sonia Rykiel et quelques autres moins connus, Daniel Hechter a été l'un des artisans du renouveau du prêt-à-porter français, qui, s'ouvrant à la mode, a acquis depuis quinze ans ses lettres de noblesse et tend à rejoindre et même à dépasser la haute couture dans la création.

Styliste chez Pierre d'Alby, Daniel Hechter crée en 1963 sa propre société, alors spécialisée dans la mode féminine. Depuis cette date, il n'a cessé d'élargir son domaine à la mode enfantine, au sportswear (vêtements de ski notamment) et enfin à la confection masculine.

Aujourd'hui, la société Daniel-Hechter réalise un chiffre d'affaire total (y compris les licences) de plus de 300 millions de francs, dont près de 70 % à l'exportation, et se classe au tout premier rang du prêt-à-porter. Elle ne possède qu'une usine à Vannes (Morbihan) et n'emploie au total que cinq cents salariés environ, l'essentiel de ses vêtements étant fabriqués soit par des entrepreneurs indépendants, soit par des entreprises travaillant sous licence (le groupe MAS pour les costumes pour homme, par exemple). Il réalise ainsi quelque 225 millions de chiffre d'affaires, le reste (près de 100 millions) provenant des licences vendues à l'étranger. Une quinzaine de magasins travaillent également sous sa marque (en franchise) en France et à l'étranger. — V.M.

La version de R.T.L.

Pour la première fois depuis le début de « l'affaire du Paris-Saint-Germain », la direction de Radio-Télé-Luxembourg, associé du club parisien, a donné sa version des faits dans un communiqué publié mardi 3 janvier. Cependant, M. Christian Chavanon, administrateur délégué de R.T.L., avait, à plusieurs reprises, donné son opinion sur cette affaire.

R.T.L., précise le communiqué, n'a appris l'existence probable d'irrégularités dans la gestion que dans la deuxième partie de septembre 1977, « *sans qu'il fût question alors de double billetterie* ». R.T.L. a fait « *opérer un contrôle par l'un de ses collaborateurs spécialisés et en a informé le président Hechter* ». (Lettre du 21 octobre.)

M. Hechter demande à son vice-président, M. Peschaud — représentant la station de radio, — de se charger de l'administration et des finances du club, mais c'est « *par une délibération du 17 octobre que le comité de direction donnait, et alors seulement, à M. Peschaud, des pouvoirs de cogestion. Eu égard au résultat du contrôle, R.T.L., par une démarche du 12 décembre, confirmée par lettre du 15 décembre, a demandé aux présidents de la Fédération et du Groupement de désigner des enquêteurs officiels. Satisfaction a aussitôt été donnée à la demande.*

« *Les déclarations des personnalités les plus qualifiées*, ajoute le communiqué, *y compris le président du club lui-même, confirment l'existence d'irrégularités graves, préjudiciables à Paris-Saint-Germain, étant précisé qu'une accusation contre les personnes nommées ne serait pas admissible, en tout cas avant le dépôt du rapport des enquêteurs. R.T.L., qui n'est pas juridiquement membre du club, estime logique et donc nécessaire qu'au moins en premier lieu celui-ci ou ses dirigeants déposent une plainte et se constituent partie civile contre tous ceux que l'instruction fera connaître. D'autre part, des mesures provisoires vont être prises, d'une façon ou d'une autre, dans les tout prochains jours pour assurer une gestion du club, au-dessus de toute contestation.* »

هكذا من الأصل

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

RÉTROSPECTIVE DU PHOTOGRAPHE ANDRÉ KERTÉSZ

Le mouvement de la vie

ON voudrait parler d'André Kertész sans dire : c'est le plus grand photographe du siècle. Le superlatif a quelque chose d'indigent. On voudrait dire l'émotion très simple que l'on a ressentie devant telle ou telle photo. On voudrait juste retranscrire sa sensation brute. On ne peut qu'avoir un rapport direct à ces photographies, comme Kertész a eu un rapport direct à la vie. Toute son œuvre est un regard dans la vie. Kertész a dit : « Je vois ce qui existe. » Ce n'est pas de la naïveté. Il faut de l'imagination pour voir la réalité.

Ce qui frappe d'abord en regardant ces photos, au-delà de la simplicité, c'est l'éclectisme. Il n'y a pas un style Kertész. Pourtant, Kertész fut un précurseur. Il a pratiquement amorcé toutes les tendances de la photographie moderne. Avant Brassaï, il a photographié la nuit. Ses nus distordus préfigurent les nus de Brandt. Sa photo du nageur sous l'eau prise en 1917 est résolument moderne : Hockney pourrait la faire aujourd'hui. Œuvre charnière dans l'histoire de la photographie : tournant le dos au pictural et au portrait et portant le regard vers les petits gestes qui tissent patiemment la vie. Les photos de Kertész ne s'encombrent pas d'un discours esthétique. Elles ne sont pas froides, même lorsque leur graphisme semble primer. Ces photos, tout le monde, peut-être, aurait pu les prendre : ce sont les photos d'un « amateur » (la série du petit chat qui joue avec un chien dans une corbeille). La seule écriture vraiment personnelle (répétitive) de Kertész est son surplomb sur les choses. Mais si Kertész devait courir après les ponts et les balcons pour être « au-dessus », ce n'était pas seulement pour créer une autre géométrie du regard, c'était surtout pour faire surgir, rendre évident le mouvement de la vie.

Kertész est né en 1899 à Budapest. Ses premières photos sur la Hongrie (1912-1925) sont sans doute les plus belles. Images d'une Europe centrale encore barbare, d'un monde terreux, brutal et laborieux. La colonne des soldats, fusil et barda sur le dos, marche vers le front. Un paysan met la main aux fesses d'une femme. Les hommes se décrottent dans le fleuve. Les porcs et les boucs copulent sur la grève. L'enfant aux pieds nus mendie. Le cheval de labour est tombé, écrasé par la trop lourde attelle. Les travailleurs sont courbés, les vêtements troués, les visages sales. Pourtant, déjà, dans cette rudesse s'infiltre la gentillesse du regard de Kertész : il reste un temps pour le baiser d'une femme aux gants blancs et d'un homme en costume, pour le clin d'œil d'une chèvre qui regarde dans un appareil photo. Les soldats jouent aux cartes dans la tranchée ou rient en s'envoyant du loin. Les enfants pauvres lisent un livre à trois. Un couple regarde le spectacle du cirque par la fente d'une palissade. Certains paysages restent calmes. Et partout zigzague la musique du violoniste ambulant.



Violoniste ambulant 19 juillet 1921.

En 1925, Kertész s'installe à Paris. Il y restera jusqu'en 1936. Ses photos de l'appartement de Mondrian avec le canotier accroché au portemanteau et la tulipe artificielle dans le vase, des lunettes et de la pipe du peintre sont des documents exceptionnels. Ses portraits de Colette, Chagall, Mac Orlan ou Eisenstein également. A Paris, Kertész a poursuivi sa peinture du détail, du geste, de l'attitude. Il s'est promené sur les quais, dans les bals-musettes et les bistrots où les hommes en casquette se chauffent encore autour du poêle, dans les rues où les hommes se rasent encore sur les trottoirs. L'accumulation des détails finit par reconstituer l'époque.

Les photos de Kertész sur New-York (1936-1977) ne représentent pas un vrai témoignage sur la ville. Kertész n'est pas un reporter, il ne va pas vers l'actualité : il photographie le reflet d'un gratte-ciel dans une flaque de neige fondue, le reflet ou l'ombre, la sienne quand il signe un autoportrait. Il photographie « à côté » : un nuage égaré au bord d'un gratte-ciel, une tulipe mélancolique qui s'épanche hors de son vase. Ses « objets » ne sont pas exceptionnels : ce sont des traces, des passages. La vie d'un square prise en un seul coup d'œil ; les enfants qui jouent, une bicyclette qui passe, un homme qui tire un journal d'une poubelle et se met à le lire. Des marques de pas ou de pattes d'oiseaux dans la neige. Des murs. L'ombre d'un corps derrière le verre dépoli d'un balcon à la Martinique, avec la linéarité superbe de la mer.

L'exposition que présente le Centre Georges-Pompidou (dans le Musée d'art moderne, au quatrième étage) est plus qu'une rétrospective : c'est un hommage rendu à Kertész. Pierre de Fenoyl l'avait conçue pour inaugurer la Fondation de la photographie, qui a été renvoyée à Lyon. Pendant deux ans, il a fait des aller et retour Paris-New-York pour trier avec Kertész parmi des milliers de photos. Ils en ont retenu quatre cents et, finalement, ce sont deux cent cinquante photos qui sont présentées à Beaubourg, dont de nombreuses inédites. Le Centre, qui devrait créer prochainement un département pour la photographie, a acquis l'ensemble de ces tirages. Aujourd'hui, Kertész a quatre-vingt-sept ans. Il vit à New-York. Il est revenu à Paris pour le vernissage de l'exposition avec une nouvelle photo sous le bras, jeu subtil entre la réalité et son reflet projetés sur un mur. Il a dédié l'exposition à sa femme, Elizabeth, qu'il venait de perdre. Et, au bas de la dernière photo, pour le visiteur, il a fait peindre ces mots : « Merci. A. K. ». Puis il est allé faire un tour à Chartres : depuis longtemps il rêve de faire un livre sur cette ville.

HERVÉ GUIBERT.

★ Jusqu'au 30 janvier. Catalogue : 25 F.
★ André Kertész, aux Editions Delpire (Histoire de la photographie) : 50 F.

« BARBEROUSSE », DE KUROSAWA

L'art et les bons sentiments

SANS le succès de *Dersou Ouzala*, *Barberousse*, tourné par Akira Kurosawa en 1965, aurait-il été distribué en France ? *L'Idiot* (1951) avait attendu vingt-deux ans une sortie à Paris. Douze ans seulement pour *Barberousse*, c'est, en somme, un progrès ! Célèbre dans le monde entier, le plus grand des cinéastes japonais vivants, le dernier humaniste peut-être, continue d'être mal connu chez nous, où, faute de les avoir découvertes dans l'ordre chronologique, on relie mal ses œuvres les unes aux autres.

Akira Kurosawa avait entrepris *Barberousse* — d'après un roman de Yamamoto Shigoro — en 1963. Le tournage, difficile, dura deux ans, et, malgré le bon accueil du public japonais, Kurosawa sortit de cette aventure très déprimé. Il était son propre producteur ; il connut des ennuis financiers et resta sans tourner jusqu'en 1970. *Dodes'caden*, production indépendante, fut alors, et malheureusement, un échec. Après une tentative de suicide en 1971, Kurosawa, qui vivait dans une sorte de retraite, put aller réaliser *Dersou Ouzala* en Union soviétique. Trois films seulement en douze ans, donc. Il se trouve que ce sont trois films admirables, fondamentaux, les plus maîtrisés de sa carrière. Kurosawa va sur ses soixante-huit ans. On ne voit pas qu'il soit au bout de sa création.

∴

Barberousse se situe dans une période de crise. Crise économique du cinéma japonais, crise personnelle du réalisateur, fatigué de l'effort énorme qu'il devait fournir et peut-être tourmenté par quelques sentiments d'échec. Il avait engagé un budget de superproduction pour ce film de trois heures, où fut reconstituée en studio toute une ville (l'ancien Tokyo). Il avait tourné en 70 mm noir et blanc, et l'argent « ne se voit pas » dans cette œuvre dont les ambitions furent très hautes, mais qui devait se placer sur un marché devenu incertain.

« Je voulais faire quelque chose que mon public voulût absolument voir, quelque chose de magnifique que les gens seraient, en somme, obligés de voir » (1). Ce n'était pas de décors somptueux, d'esthétisme, qu'il parlait. Mais le Japon fit à *Barberousse* un succès de mélodrame. Ce malentendu pesa, sans doute, sur le cinéaste.

Un mélodrame, *Barberousse* ? Oui, si l'on s'en tient à l'argument. Au début du dix-neuvième siècle, dans une société féodale et fermée à l'occidentalisme, un médecin des pauvres, surnommé Barberousse, se penche sur les misères morales de ses malades. Un jeune étudiant en médecine, Yasumoto, a été nommé interne, à son corps défendant, à l'hôpital où exerce Barberousse. Il devait épouser la fille d'un « grand patron » pour devenir médecin de riches. Il se transforme au contact de Barberousse et, ses affaires personnelles arrangées, accepte de rester à ses côtés.

Eh bien, oui, le sujet est « édifiant », comme toujours chez Kurosawa. Et les bons sentiments ne cessent d'affleurer. Mais l'art du cinéaste les transcende. On fait des valeurs humanistes, évangéliques même. Placé au centre d'un univers réaliste (l'hôpital, les quartiers pauvres, les bordels), Barberousse, le militant de la bonté, incarne une force spirituelle qui ouvre, en somme, les yeux de l'étudiant à la vérité de la misère et de la douleur. Initiation, pour Yasumoto, que ces rencontres qu'il fait, à cause de Barberousse, dans et autour de l'hôpital. Le film est une suite d'histoires déchirantes, parfois racontées comme des confessions, des histoires mélodramatiques, oui, mais comme on en trouve chez Hugo, Dickens, Dostoïevski et Gorki, et ce sont ces références universelles qui donnent au film sa résonance. La leçon de Barberousse qu'il transmet, par l'expérience directe à Yasumoto, c'est qu'on ne peut pas soigner les corps sans soigner aussi les âmes, c'est que le mal, la maladie, sont aussi les conséquences de la misère sociale et de l'érosion du malheur sur la vie intérieure des individus. L'ombre vient d'en bas, la lumière vient d'en haut. Quelle force dans cette simplicité ! Quelle illumination et quel espoir dans ce film, qui fut pourtant enfanté dans la peine ! Un plan fixe, dans toute l'étendue du large écran sur une pauvresse prostrée qui raconte ses malheurs au médecin, et nous voilà bouleversés comme à ces pages sublimes des *Misérables* où Hugo plonge dans la tempête sous le crâne de Jean Valjean. Le charpentier qui raconte à son lit de mort son pauvre amour pour la femme qu'il a tuée et enterrée, la fillette arrachée à une maison de prostitution, confinée dans la sauvagerie et l'hébétude, puis qui remonte lentement des abîmes, le « petit rat », gamin chapardeur, et sa famille qui s'empoisonnent pour échapper à trop de misère, voilà que cette douloureuse humanité, accablée sous les épreuves, surgit de ses limbes pour affirmer sa dignité.

∴

Kurosawa n'emploie aucune rhétorique sentimentale. Il rapproche des visages sous des éclairages attentifs ; il expose la violence et la mort à nu, sans effets spectaculaires ; il garde l'œil fixé sur la misère et la douleur ; il fait jouer ses acteurs jusqu'au désespoir et nous les montre comme lavés par la pitié et la fraternité. Et voilà qu'apparaît ce « quelque chose de magnifique » qu'il a voulu : la guérison des âmes engluées dans le malheur, une sorte de communion des humbles réchauffés, rédimés par la générosité. Scène splendide entre toutes : la guérison du « petit rat ». Il va mourir du poison : il faudrait un miracle pour le sauver. Alors, Otoyo, la fillette sauvage qui s'est attachée à lui, se penche à l'intérieur du puits pour crier son nom. C'est une coutume qui permet de retenir l'âme des mourants. Les servantes de l'hôpital, se penchant avec elle, crient avec elle. Et le « petit rat » ne meurt pas. Quand vient le matin, son âme est remontée du puits.

JACQUES SICLIER.

(1) Cité par Michel Mesnil dans *Kurosawa*, Cinéma d'aujourd'hui, Editions Seghers.

★ Voir *les films nouveaux*.

« LA BELLE HÉLÈNE », PAR L'OPÉRA DU RHIN

Le plaisir du pastiche

PARCE que c'est son destin, sinon sa seule raison d'être — la fatalité, dira-t-elle, — Hélène, la Belle Hélène, doit tromper Ménélas. Elle le trompe par ennui, comme Pénélope s'adonnera à la tapisserie, n'ayant rien d'autre à faire de ses longues journées de reine ; elle y pense sans cesse, elle hésite, cède en rêve, mais résiste jusqu'au bout ou presque : pouvait-elle deviner que le grand augure de Vénus, accouru de Cythère et chantant la tyrolienne, c'était Pâris déguisé et bien décidé cette fois à l'enlever ?

L'opéra bouffe d'Offenbach, sur un livret de Meilhac et Halevy, pourrait tout aussi bien s'appeler *Cosi fan tutte* : l'observation de l'éternel féminin dans ses manifestations quotidiennes y tient une place primordiale ; ainsi, lorsque Hélène, à court d'arguments, lance à Ménélas interdit : « *Mais, mon ami, vous me parlez d'une chose qui s'est passée il y a huit jours !* », c'est, en une réplique, toute la mauvaise foi des petites femmes du Second Empire qui, ainsi replacée dans la bouche d'une reine de Sparte, prend valeur d'éternité... C'est cela, dit-on, qui assure la pérennité des chefs-d'œuvre ; *la Belle Hélène* en est un.

A l'Opéra du Rhin, pour les fêtes, on a bien fait les choses. Il y a deux Hélène : Jane Rhodes et Renée Auphan, en alternance ; elles ne jouent pas d'ailleurs la même Hélène, chacune lui fait hommage d'une perversité ou d'une ingénuité particulière. C'est Jane Rhodes qu'on verra à la télévision, le 14 janvier, et qu'on retrouvera dans l'enregistrement (changeant d'emploi, Renée Auphan y sera Oreste) : mais les abonnés de l'Opéra du Rhin vont au spectacle les yeux fermés : ils les rouvrent seulement pour découvrir la distribution du soir sur le programme... Quant aux musiciens de l'Orchestre philharmonique, ils aiment tout autant la baguette d'Alain Lombard et celle de son assistant Claude Schnitzler, également en alternance ; ainsi, tout le monde y trouve son compte en attendant qu'il soit possible de jouer indifféremment *la Veuve joyeuse* et *le Dialogue des Carmélites* sans prévenir personne.

Si la formule a parfois des défaillances, dans le cas présent, à en juger seulement par la seconde distribution (Renée Auphan et Claude Schnitzler), elle se révèle satisfaisante, permettant à l'interprète principale de se reposer d'un rôle que la succession d'airs et de scènes parlées rend particulièrement éprouvant. Ecrit pour Hortense Schneider, le rôle d'Hélène est conçu pour une *mezzo* plus que pour une *soprano* : ce n'était donc pas, *a priori*, un emploi pour Renée Auphan. Pourtant, d'une représentation à l'autre, elle se l'approprie : une Hélène pudique, sans être indifférente aux charmes de Pâris, inquiète d'elle-même, farouche ou sensuelle selon les exigences de l'étiquette ou de son tempérament, parfois en deçà de ses possibilités, et c'est là que le procédé de l'alternance montre des défaillances, car cette appropriation, dont la complicité avec le chef et les musiciens est l'un des éléments importants, ne pourra jamais être complète, et la composition du personnage y perd un peu de sa vérité. De son côté, Claude Schnitzler doit également réaliser une sorte de compromis entre sa propre conception de l'œuvre et celle qu'Alain Lombard a imprimée à la production ; ce n'est pas le moindre de ses mérites que de le faire oublier.

Il serait donc bien compliqué de jouer *la Belle Hélène* ? C'est, malgré le cynisme des représentations des Bouffes-Parisiens (*le Monde* du 14 octobre 1976), qu'il s'agit d'un ouvrage difficile et exigeant.

Le nom de la victime

Considérée comme un art mineur, l'opérette, lorsqu'elle est de cette trempe, est tout le contraire d'un divertissement grossier. Non seulement parce qu'on y parle grec à l'occasion (le vrai et « l'argos ») ou parce qu'il est préférable, pour en apprécier les finesses, de bien connaître les dédales de la mythologie, mais parce que *la Belle Hélène* est, un siècle avant *Staatstheater* de Kagel, la plus magistrale entreprise de sape du grand opéra tel qu'il triomphait au dix-neuvième siècle. On a beaucoup insisté sur la satire sociale et politique présente dans les livrets de Meilhac et Halevy, cependant — et la mise en scène de *la Périchole*, par Jean-Louis Martinoty en décembre 1975 à Strasbourg, reprise actuellement à Lyon, l'a montré — cette critique reste complaisante, affirmant plutôt la tolérance d'un régime qui autorise la caricature... Aussi est-ce davantage dans la partition qu'on trouve la véritable contestation.

On pourrait presque, en face de chaque morceau, écrire le nom de la victime : Glück naturellement, pour la scène de l'oracle, Méhul pour le *Trio patriotique*, Rossini lorsqu'il est question de l'homme à la pomme (*Guillaume Tell ?*), Meyerbeer pour les vocalises gratuites, Halevy pour les cortèges avec leurs paroles rituelles (« faisons silence »), Wagner pour la fanfare, un peu tout le monde pour les valses inopportunes (« ce vil séducteur nous insulte et nous outrage »), l'orchestre dramatique imité tout à coup — violon, trompette, grosse caisse et cymbales — par les chanteurs et qui explose en un formidable « zing-zing-zing-zing-ba-la-boum ! » et, quand on se moque du tonnerre, c'est encore de la plaque de *tôle qui en tient lieu, accessoire obligé* du grand opéra...

A travers tant de pastiches se devine un plaisir évident de l'écriture. Cela va de l'auto-citation (*Orphée aux enfers*), aux sophistications du madrigalisme : une mélodie ascendante pour évoquer la robe montante, une ondulation voluptueuse lorsque Pâris fait allusion, sans les préciser, aux attraits de Vénus. Et puis il y a cette revanche du langage : « *Le roi barbu qui s'avance, bu qui s'avance... Aga-Agamemnon* », sur la musique qui, à l'opéra, prétend asservir impunément le texte du livret.

Virulente et impitoyable, cette charge *systématique pourrait se dessécher très* vite. C'est là que le personnage d'Hélène, avec toute sa féminité, son indécision, le caractère *touchant de son* idéalisme bourgeois (« J'aurais voulu être la femme d'un brave négociant de Mitylène » ou bien : « Nous dînons à sept heures ») prend toute sa valeur ; il doit émouvoir tout de même : la tendresse d'Hélène fait contrepoids à la cruauté de la caricature. C'est là un des secrets de l'œuvre ; l'autre c'est, pour Offenbach, d'avoir fait du mauvais style un style original donc durable, séduisant comme une bonne farce et cohérent dans son ambiguïté.

L'esprit et la lettre

Cette cohérence est si forte, ce côté « bâclé » tellement inimitable — quelques mesures suffisent à désigner l'auteur — que la tâche des interprètes devrait s'en trouver facilitée : s'ils vont trop loin dans la bouffonnerie jusqu'à une certaine vulgarité même, ils restent dans le ton. C'est pourtant là, en réalité, que commencent la difficulté car, lorsqu'on ne veut pas se résoudre à considérer *la Belle Hélène* comme une farce grossière, on risque de rester un peu en deçà. C'est ce qui s'est passé à l'Opéra du Rhin ; on a *cherché d'abord, et ce n'est pas si* fréquent, à faire de la musique : de belles voix, un travail d'orchestre soigné, une mise en scène fidèle à la partition, respectueuse de l'œuvre et qui ne cherche pas à s'y substituer ; le texte parlé aussi a été presque intégralement conservé, mais en faisant bien on n'a peut-être pas encore assez fait et, par instant, on regrette ces spectacles de troisième ordre où tout le monde s'amuse sans arrière-pensée, car c'est tout de même cette fête contagieuse qu'on attend d'un opéra-bouffe.

La mise en scène de Louis Erlo est amusante, avec des trouvailles toujours de bon goût, mais on y cherche ce grain de folie qui saisit parfois le livret (« Les voyageurs pour Cythère, le train va partir », s'écrie brusquement Agamemnon). De leur côté, les chanteurs interprètent la partition un peu trop à la lettre. Or, comme c'est le cas dans *le domaine de la chanson*, c'est l'esprit qui est la lettre et non le texte imprimé qui parfois n'est qu'un canevas ; il faudrait allonger une croche ici, là bousculer les noires, « dire » la mélodie et pas seulement la réciter fidèlement. Pour des chanteurs d'opéra, c'est toute une éducation à refaire...

Vedette, à sa façon, du spectacle, le fantaisiste Jacques Martin, dont on ne connaissait pas encore les possibilités vocales, se révèle très convaincant dans le rôle de Ménélas, obligé qu'il est — ténor d'occasion — de s'imposer tout de même et d'y réussir en donnant aux mots leur pleine valeur, ce qu'oublie parfois Jules Bastin (Agamemnon), prisonnier au contraire d'une véritable voix d'opéra. Pour Remy Corazza (Pâris), le problème se pose avec moins d'acuité, incarnant le jeune premier qui n'existe que par ses qualités de séducteur né ; Michel Trempont, en revanche, réussit une composition assez savoureuse de Calchas, grand augure de Vénus et complice de Pâris à son corps défendant.

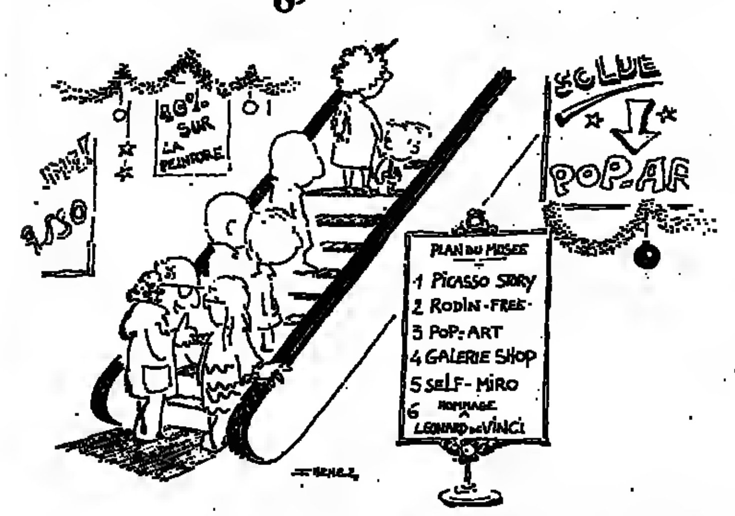
D'une qualité constante, largement au-dessus de la moyenne, cette nouvelle production de l'Opéra du Rhin n'est donc pas absolument exemplaire, mais, ne serait-ce que par la teneur des réserves qu'elle suscite, c'est, pour ceux que cela tente, le point de départ d'une réflexion plus large sur le comique dans le théâtre musical, ses moyens, ses limites ; pour les autres, cela reste un spectacle amusant.

GÉRARD CONDÉ.

(*) Prochaines représentations : les 4, 6 et 7 janvier à Mulhouse, les 13 et 14 à Colmar, le 14 sur FR 3.

Point de vue

Beaubourg, un malédifice ?



SUPPOSONS que le Centre Pompidou ne se tire pas trop mal de son architecture — question d'avis, sinon de goût. Constatons, puisque c'est le cas, que tout a été donné pour que ses fonctions soient remplies de la meilleure façon possible. Accordons enfin que ses intentions sont tout à fait louables et correspondent à l'air du temps.

En ce qui concerne l'édifice, pourtant, on sait qu'il est une extension du vieux projet, nécessaire à Paris, d'une vaste bibliothèque ouverte à tous. Extension démesurée pour l'espace investi : ses possibilités (B.P.I., Musée d'art moderne, C.C.I., IRCAM...) sont amoindries, en fait, par la surface impartie à chacune. Le grand bâtiment, trop étroit par nature, ne correspond guère à ses prétentions de rationalité. Et son fonctionnement, comme bientôt son entretien, s'avèrent un gouffre financier plus profond que toutes les pensées véhiculées en ce lieu.

Ajoutons que les conducteurs du Centre méprisent assez sa forme pour lui avoir adjoint, plusieurs mois durant, diverses constructions de toile qui auraient meublé plus utilement des quartiers dépourvus de « culture ». Quant à l'atelier Brancusi, si l'on excepte ce qu'il contient, c'est, à quelques sophismes près, un faux. Quelle est, dès lors, son utilité en ce lieu, sinon de proclamer, peut-être, le masochisme mental de certains muséologues ? On attend maintenant, semble-t-il, l'autorisation de construire une serre sur le peu d'espace resté vide : un lieu de culture par dérision, sans doute ?

Ainsi flanqué de tentes, de hangars, de gadgets, le Centre Pompidou avoue ou bien son insuffisance, ou bien sa volonté de centralisme culturel. Et c'est bien son paradoxe : être caduc, à peine né. Attirer quand il faudrait rayonner. On prétend, avec lui, donner à chacun les moyens de se cultiver. L'intention est superbe. Mais, par bien des aspects, Beaubourg se refuse à rester ce projet généreux. A la voie étroite de la qualité, il a préféré les avenues de la démagogie. En fait de forum et de lieu de contact, il semble bien qu'on ait affaire aux jeux du cirque. Du pain et des jeux ? Voici déjà des jeux.

***

La voie démagogique, c'est encore celle qui laisse croire que la culture est un fait de nature, un droit civil qui s'acquiert sans volonté de l'acquérir, une curiosité passive. En ce sens, Beaubourg est un pas de plus vers la démission de l'individu, qui se veut toujours plus l'enfant d'un Etat omni-responsable. Voilà un sûr moyen de désarmer toute pensée autonome.

Combien, parmi les visiteurs, en est-il qui ne viennent, dans la plus pure tradition des pèlerinages aux Lieux saints, que pour chercher des indulgences qui rachètent leur désintérêt passé pour la « chose culturelle ». Ils viennent, sans que rien les aide à comprendre le sens de leur démarche, chercher un morceau de culture qui devra leur servir jusqu'à un autre pèlerinage, peut-être l'année prochaine.

A la fois sanctifié et matérialisé, le concept de culture perd alors le peu de sens qu'il possède, celui d'ouverture, pour devenir un bien de consommation distribué par une autorité supérieure ; une connaissance figée, sélectionnée par quelques esprits forts. A une culture dite de classe a donc succédé, dans l'enceinte de Beaubourg, une non-culture de classe. Ou pire : un résidu culturel mitonné par quelques intellectuels qui semblent vouloir protéger autrui de ce dont ils ont profité.

D'où la référence à peu près constante du Centre à la bande dessinée, genre intéressant mais non fondamental, comme si, au lieu de culture, chacun devait s'en retourner vers ce minimum culturel commun ; genre d'autant moins nécessaire ici, qu'il est mieux diffusé au dehors par de solides structures commerciales. Participe encore de ce nouvel engouement, le *Crocrodrome* de Zig et Puce, gadget de luxe qui aura concentré entre les mains de quelques déjà grandes figures de l'art contemporain d'impressionnants moyens ; ou encore l'exposition « Café, Bistrot et Cie » qui, sans une « bulle » d'explication, était inutile, mal construite et « grillait » le sujet. Une fois de plus, il aurait fallu faire confiance aux lumières du catalogue : la culture est *presque* gratuite.

Qu'y a-t-il à espérer de la politique actuelle du Centre ? Construite à la gloire du régime en place, conduite par une équipe dont le dénominateur commun semble être un pâle vernis de gauche, cette grande machine s'essouffle dans les contradictions. Niant, ou reniant, l'opposition quantité/qualité qui reste une des marques de la culture occidentale, le Centre, loin de la dépasser, l'a portée à son paroxisme. Tout concourt, maintenant, à une inflation culturelle qui ne sert personne, sinon les professionnels d'un hermétisme creux. Du concept de culture, il paraît d'ailleurs que l'on est passé à celui d'animation, ce succédané facile et aliénant de l'initiative. Le Centre pense et rit pour vous.

Mais qu'on ne s'alarme pas. L'animation ne parvient guère aux salles du Musée d'art moderne, et meurt dans les rayons classiques de la bibliothèque, dont les clients se suffisent toujours à eux-mêmes. Tout au plus sert-elle les marchands de poulbots, réunis près du temple.

Restent les bonnes intentions du départ : le Centre en est toujours pavé.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

LE PREMIER ANNIVERSAIRE

Travailler dans une grande surface

IL y a quelque chose d'hypocrite dans cette fonctionnalité qui s'affiche en façade, quelque chose qui tend à faire oublier que le Centre Beaubourg, bien que machine de pointe, ne fonctionne pas, jusqu'à nouvel ordre, sans huile de coude et sans matière grise ; que pour fonctionner bien, à plein, il a besoin d'être particulièrement soigné, astiqué, alimenté. A cela s'emploient un millier de personnes des sous-sols au cinquième étage, à tous les échelons, et avec des tâches extrêmement diversifiées : hôtesses, techniciens, régisseurs, animateurs, bibliothécaires, conservateurs... Mille personnes qui sont les premiers usagers de la première « grande surface » culturelle, et se trouvent à la jonction d'une architecture qu'on dit futuriste et du public.

Mille, c'est beaucoup et c'est peu. Le chiffre correspond à peu près aux besoins en personnel évalués au stade de la programmation du Centre quand on comptait sur une affluence moyenne de dix mille visiteurs par jour, et non sur les vingt mille qu'il a jusque-là reçus.

Mille personnes (sans compter le personnel qui dépend d'entreprises privées, de la librairie Flammarion dans le forum, du restaurant, du parking, du nettoyage). L'Opéra fonctionne avec un effectif d'environ mille deux cents personnes ; le Musée d'art moderne de New-York, de cinq cents personnes (le Musée d'art moderne à Beaubourg « tourne » avec une équipe de cent cinquante personnes) ; la bibliothèque Lénine à Moscou, de plus de trois mille personnes (la B.P.I. compte deux cent cinquante personnes). Ces mille personnes paient le prix du succès, font chaque jour l'épreuve d'un complexe culturel neuf, doivent faire face à des conditions de travail difficiles, pour de multiples raisons. L'affluence du public en est une, l'architecture et l' « homme nouveau » qu'elle est censée engendrer en est une autre.

Face à la horde

Il suffit de se promener dans le forum du Centre pour se rendre compte de quelques-unes des difficultés auxquelles se mesure chaque jour une bonne partie du personnel, quand les hôtesses, ceux qui ont la charge de la sécurité, les caissiers, doivent faire face à la marée montante de curieux, à la foule qui se dirige vers l'escalator, se trouve prise dans l'antonnoir du côté des galeries du C.C.I., et, de là en attente forcée, se déverse au milieu des espaces d'exposition. On peut aisément comprendre l'anxiété de tous ceux qui travaillent à ces niveaux-là du Centre, sont là pour accueillir, guider, diriger, mais dont le rôle informatif et éducatif face à la horde se borne finalement à canaliser, surveiller, limiter les dégâts, informer peut-être, mais sur l'endroit où se trouvent les toilettes.

On ne pouvait prévoir l'affluence, ni sans doute qu'il y aurait de tels « points chauds » dans le Centre (forum et B.P.I., pour lesquels le personnel est insuffisant), mais on pouvait sans doute prévoir concrètement les conditions de travail pour ce millier de personnes. Les responsables syndicaux du personnel de Beaubourg (le quart est syndiqué C.G.T., C.F.D.T., F.E.N. pour la bibliothèque, plus quelques autonomes) soulignent que dans la conception architecturale du Centre, on a beaucoup pensé aux problèmes de sécurité, aux mesures contre l'incendie, à la protection des œuvres du musée, à l'accueil et au service public, mais qu'on a tout bonnement oublié de penser aux conditions de travail du personnel, à commencer par sa circulation à l'intérieur du Centre, qui ne s'avère pas chose aisée. Si le personnel a son entrée, rue du Renard, une fois dans la place il doit emprunter les mêmes circuits que le public, autant dire qu'un jour de pointe il n'a pas intérêt à descendre acheter un paquet de cigarettes, le retour à son poste n'étant pas forcément assuré dans des délais convenables. Qu'il le veuille ou non, que cela fasse ou non partie de ses fonctions, le personnel de Beaubourg se frotte quotidiennement au public. Si le décloisonnement intérieur du Centre, si la continuité architecturale doit idéalement favoriser de nouveaux rapports entre les usagers du Centre, personnel et public confondus, dans la pratique quotidienne ces frottements s'avèrent quelque peu difficiles à assumer.

Mille maux

Ceux qui travaillent à Beaubourg essuient les plâtres, et les ratés de la mise en route d'un bâtiment ouvert au public alors qu'il n'était pas encore achevé, et qui, même terminé ou presque, se révèle un espace dur, une machine difficile à habiter. Il y a mille choses, mille détails que le personnel du Centre n'a pas manqué de consigner dans de nombreux cahiers des charges, qui paraissent peut-être insignifiants par rapport au « grand dessein » culturel, mais qui jouent considérablement sur le moral des troupes, qu'elles y aient ou non adhéré massivement : une climatisation capricieuse (28 °C, ici (studio de TV), là, des trombes d'air froid qui vous tombent dessus ; une atmosphère desséchée) hygrométrie à 30 % dans certains endroits, alors qu'elle devrait, en moyenne, osciller entre 40 % et 60 % ; une intensité lumineuse trop forte (les trois quarts du bâtiment sont éclairés artificiellement) ; et, par-dessus tout, le bruit, l'agitation, la circulation partout. Autant d'anomalies qui, selon les endroits, sont plus ou moins source de fatigue, de troubles visuels, de céphalées, de laryngites, de tous les petits maux inventoriés dans les rapports des médecins du travail, et qu'on peut mettre sur le compte du temps de rodage nécessaire de la machine.

Mais il y a aussi des oublis, qui tendent à confirmer le point de vue des syndicats, à savoir qu'on n'a jamais vraiment réfléchi aux conditions de travail du personnel : l'absence d'aires de repos, ou alors des surfaces ridicules qui reproduisent exactement les conditions de travail (mêmes sièges, mêmes couleurs, même environnement), le manque de sanitaire, ou encore l'absence de véritable cantine réservée au personnel. Celui-ci, en effet, peut prendre son repas au self du cinquième étage moyennant des tickets-repas à 6 ou 7,50 F, selon l'échelon, pour un menu évalué à 14 F — cela dit avec un choix de plats chauds excédant souvent les 10 F, et jusqu'à une date très récente aux mêmes heures que le public, donc avec une file d'attente.

Si tous ces problèmes internes peuvent être réglés ou sont en voie de l'être, il en est d'autres qui constituent des points noirs difficiles à résoudre : le travail en sous-sol (qui concerne une centaine de personnes : personnel de la régie, de l'audio-visuel, magasiniers, etc.), à proximité, pour certains postes, d'un parking pollueur, le travail dans les bureaux paysagers, avec ou sans verdure, où cent personnes et plus se retrouvent sous des plafonds à plus de 6 mètres de haut sur un même plateau divisé en cellules par des parois insonorisées à 1,40 mètre du sol, qui n'empêchent pas le bruit de fond des téléphones, des machines à écrire, des conversations, ni le vertige de la circulation grossi par celui que procurent justement des problèmes d'accommodation par rapport aux effets cinétiques des petits trous des parois d'insonorisation. Un exemple, celui de la B.P.I., au deuxième étage, où, sur un espace de 50 × 50 (en mètres) travaillent quotidiennement deux cents personnes, et où le mobilier définitif, notamment ces parois d'insonorisation, n'a pas encore été entièrement livré.

Mouvement perpétuel, distraction perpétuelle, bruit perpétuel... au dire de certains usagers il est impossible de se concentrer et de travailler efficacement plus de deux heures par jour dans ces bureaux qui sont l'exacte parodie de ce qui se passe dans tout le Centre, reflètent l'impossibilité de s'isoler, de se concentrer, de réfléchir. Ce qui n'est pas accordé au public ne l'est pas non plus au personnel de Beaubourg, qui, lui aussi, a affaire à un espace où rien n'arrête vraiment le regard, un espace ouvert, infini, sans plages de repos, où l'on se noie, où l'on se perd, où l'on ne se retrouve pas. Ce n'est pas par hasard si une partie de l'administration vient de déménager pour s'installer hors les murs, dans de la pierre de taille et dans de vraies pièces.

Du rêve à la réalité

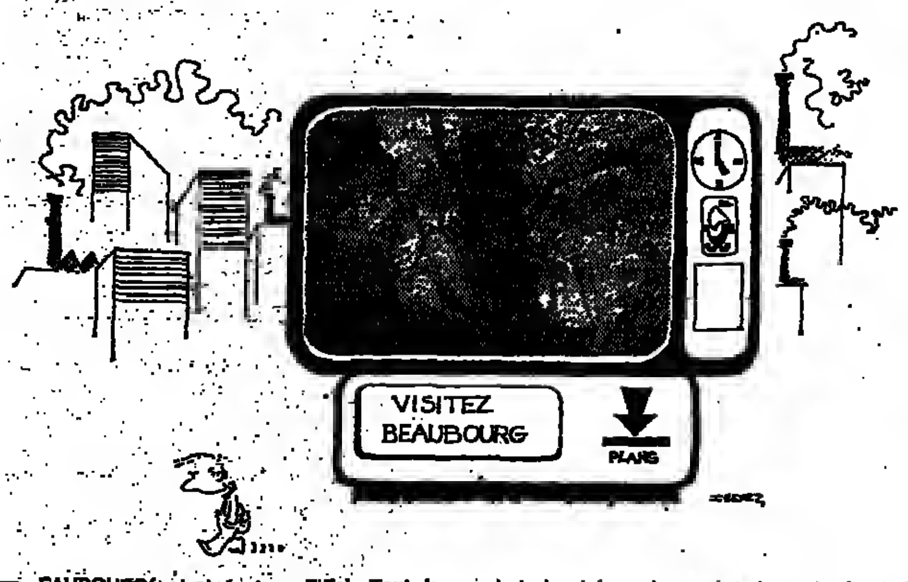
Pour le moment, en tout cas, il semble bien que les termes dans lesquels le Centre a été conçu : ouverture, circulation, continuité, échanges, coordination, interdisciplinarité, produisent sur ceux qui y travaillent des effets inverses, à savoir que chaque département tend plutôt à se protéger, à se refermer sur lui-même, à se ramasser sur son plateau, que de l'un à l'autre on ignore ce qui se passe, et que l'on est encore loin de pouvoir envisager des actions coordonnées. Un malaise règne à Beaubourg, du côté du personnel, un malaise physique, mais aussi un malaise moral, qui peut être analysé comme la conséquence de ce décloisonnement idéal de l'espace architectural, des activités et du personnel. Un personnel qui, lui aussi, a été pensé idéalement, devant se plier à certains principes pour mieux servir le grand projet culturel : *l'unité*, *la mobilité*, *la diversité* des fonctions ; pour éviter la création de chapelles, pour que le Centre ne soit pas une citadelle privilégiée et s'ouvre largement aux personnels extérieurs, étrangers ou agents n'appartenant pas à la fonction publique, et où il n'y aurait pas de monopole sur une mission particulière. Les résultats actuels de cette politique, difficilement acceptable du point de vue syndical, font qu'une forte proportion d'employés du Centre est recrutée par contrat, renouvelable ou non. Ces contractuels bénéficient de certains avantages — des salaires souvent supérieurs à ceux de la fonction publique pour les cadres au moins (lesquels sont peu nombreux dans l'établissement, public rappelons-le, ils ne devraient pas dépasser les 10 %), mais la contrepartie est là : l'instabilité de l'emploi et les menaces de licenciement. Aux contractuels et aux fonctionnaires du Centre, il faudrait ajouter une autre catégorie de personnel, celle-là motivée par les besoins grandissant des services — notamment par rapport à l'affluence du public : les vacataires qui, sans les moindres avantages, assurent des fonctions qui nécessiteraient la création de postes permanents.

En se développant de plus en plus, le Centre a amené de nouvelles personnes, les équipes initiales sont devenues de très gros services qui ont dû se structurer, ont forcément engendré une nouvelle hiérarchie et des luttes de pouvoir inhérent à ce genre d'administration, et la parcellarisation du travail. Sous le poids d'une machine administrative, omniprésente et anonyme, les employés face à une direction multiforme, ne savent pas toujours trop qui fait quoi, qui est responsable de quoi. Autant de facteurs qui jouent sur la qualité de ce qui est présenté à Beaubourg, et sur la destinée du Centre.

GENEVIÈVE BREERETTE.

DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Un musée qui se cherche



BEAUBOURG, c'est la tour Eiffel. Tout le monde y est allé, y va, ira un jour ou l'autre, une fois, deux fois, trois fois, seul, en famille ou en groupe. Au premier abord, on a l'impression d'une circulation strictement verticale. On entre, on s'oriente dans le hall d'accueil, on flâne quelques instants devant la librairie, on regarde le « Crocrodrome », les expositions du C.C.I., puis on prend le mirifique escalator. Un étage, deux étages, trois étages, un petit tour sur les coursives, un arrêt à la cafétéria, et l'on descend et l'on s'en va sans qu'il y ait eu pénétration horizontale, perpendiculaire du côté de la bibliothèque et du musée.

C'est une erreur. La bibliothèque affiche souvent complet et, il y a deux mois déjà, le musée fêtait son millionième visiteur, alors que le palais de Tokyo n'a jamais totalisé plus de trois cent mille entrées annuelles. Un million de visiteurs en moins d'un an, deux mille les jours de semaine, de quinze à vingt mille le dimanche, où l'entrée est gratuite, voilà un beau succès; une victoire contre les esprits chagrins qui prétendaient que le public, épouvanté par l'édifice, n'y mettrait jamais les pieds et que, de toute manière, les Français ne s'intéressaient pas à l'art moderne.

Une victoire, mais peut-être une victoire à la Pyrrhus. Pourquoi ? Les visiteurs du palais de Tokyo étaient d'une certaine manière des habitués, des gens qui, par leur profession, leur culture, leur origine sociale, entretenaient avec les œuvres exposées des rapports de familiarité préalable et de curiosité interne. Et, comme la présentation s'était nettement améliorée au cours des dernières années, on pouvait penser que la situation était satisfaisante et que chacun trouvait là ce qui était conforme et utile à ses désirs.

Mais ce qui est vrai pour trois cent mille personnes ne l'est pas pour un million. Les nouveaux visiteurs de Beaubourg ne sont pas des « habitués », et il est probable que ce sont des gens qui n'ont eu jusque-là que des rapports très vagues, très lointains, sceptiques, un peu effrayés, avec la peinture contemporaine, que même certains d'entre eux ne sont jamais entrés dans un musée d'art moderne. Qu'a-t-on fait pour ce nouveau public ? A première vue, rien.

Lors de l'inauguration du Centre, nous avions formulé quelques réserves portant sur l'accrochage de collections en elles-mêmes d'une qualité et d'une richesse éminentes : parcours labyrinthique, mauvaises scansions, absence de temps forts et d'articulations claires, émiettement des personnalités majeures (Picasso, Matisse, etc.), et dans les dernières salles confusion extrême, aggravée par la médiocrité d'un choix inspiré par le caprice, la mode, la chaleur des convictions amicales, plus que par une analyse objective de la situation.

Les choses étant demeurées ce qu'elles étaient en janvier 1977, nous maintenons nos réserves. Elles n'intéressent que les spécialistes, dira-t-on. Oui, mais ce qui intéresse tout le monde, c'est qu'à l'exception précisément des spécialistes, Beaubourg est un musée auquel on ne comprend rien, « un dédale où la raison perdue ne se retrouve pas ». En dehors de quelques (très rares) textes explicatifs, rien ne semble avoir été prévu pour orienter le public, pour lui donner ce minimum d'informations historiques (ou autres) sans lequel la perception de l'art contemporain relèvera toujours de la catégorie « nuit et brouillard ». Rien de plus significatif à cet égard que d'observer la foule des visiteurs du dimanche : faut-il aller à droite, à gauche ? Qu'est ceci ? Qu'est cela ? On tourne, on traîne, on revient sur ses pas, les enfants s'énervent, c'est l'image même du désarroi, la promenade au Louvre de la noce de l'Assommoir. Ajoutons qu'il est rare de voir un musée, un an après son ouverture, aussi mal tenu et défraîchi.

Amitiés parisiennes

Les expositions ? Il y en a eu deux, l'une et l'autre de super-prestige : « Marcel Duchamp » et « Paris-New-York ». Marcel Duchamp : le choix aurait pu être pire. Mais fallait-il déployer tant de pompe pour ce qui est archi-connu et pourrait bien être « much do about nothing » : beaucoup de bruit pour rien ou, n'exagérons pas, presque rien. Une présentation qui nous a paru fort triste, un catalogue accablant de longueur et d'ennui, quatre-vingt-dix mille visiteurs, c'est-à-dire le chiffre moyen des entrées aux expositions de l'ancien musée.

Paris-New-York : le super-show culturel, un budget énorme (plus d'un demi-milliard de centimes), une première partie excellente, de très beaux tableaux, quelques bonnes salles (Mondrian en particulier), mais après 1917, une confusion à peu près totale, une analyse plus que superficielle de la situation et, pour la période finale, une inexpérience dans les rapprochements et les choix qui auraient prêté à sourire si l'on n'avait été en même temps irrité par l'évidence de certains parti pris. Cent trente mille visiteurs, l'exposition ayant duré plus de trois mois et demi. Quant au catalogue, énorme et scientifiquement sans grand intérêt, on le vendait 250 F et, c'est là vraiment se moquer du monde, il ne fut disponible que quinze jours avant la fermeture de l'exposition. Le rapport de ces trois chiffres (budget, nombre d'entrées, prix du catalogue) ne définit pas une bonne politique culturelle.

On ne protesterait d'ailleurs pas, au moins, si l'exposition avait été meilleure. La mégalomanie, le « vedettariat » sont aujourd'hui le caractère commun de toutes les grandes institutions culturelles, des musées comme des théâtres lyriques. De même qu'un directeur d'opéra veut réunir les voix, les chefs, le plateau les plus prestigieux, de même un conservateur se sent obligé de présenter les tableaux les plus célèbres, les œuvres les plus rares, etc. Encore faut-il que la fin justifie les moyens. Financièrement parlant, l'Opéra de Paris est peut-être le tonneau des Danaïdes, mais nous y avons souvent vu de merveilleux spectacles. Et, pour rester dans le domaine des arts plastiques, l'exposition « Tendances des années 20 », présentée cet été à Berlin a coûté aussi cher que Paris-New-York. Mais c'était une exposition de premier ordre, mais le catalogue était prêt le jour de l'inauguration, mais il coûtait 75 F, mais il en a été vendu soixante-quinze mille exemplaires, mais le nombre des visiteurs a dépassé le demi-million.

Les activités du centre depuis son ouverture ne se sont pas limitées aux deux expositions que nous avons évoquées. Sans parler de celles du C.C.I. (à supposer qu'il y ait quelque chose à en dire), il y a eu quelques manifestations au cabinet des dessins (dont l'excellent ensemble des dessins de Jean Gorin), quelques expositions itinérantes destinées aux « partenaires régionaux », et les expositions qu'accueillent les galeries contemporaines dans le hall d'accueil à droite de l'affreux « Crocrodrome » (on aimerait savoir ce qu'a coûté cette pénible fantaisie).

Les expositions des galeries contemporaines appellent des budgets légers et elles sont gratuites. Il serait méchant de dire que c'est là leur seul mérite, et elles ont présenté récemment des ensembles assez sympathiques, comme celui des peintres américains travaillant à Paris ou des tableaux contemporains de quelques musées de province. Mais, en dehors de celle qui était consacrée aux dessins d'Oldenbourg (et qui d'ailleurs arrivait, toute chaude et toute prête du Stedelijk d'Amsterdam), la plupart de ces manifestations ne sont parvenues ni à plaire ni à instruire et, se contentant de refléter les amitiés et les modes parisiennes dans leur plus éphémère pâleur, elles n'ont pas joué jusqu'à présent ce rôle qu'un minimum d'intelligence aurait pu leur assurer de régulateur et de catalyseur des recherches contemporaines.

Alors, allons nous dire, reprenant une formule célèbre : Beaubourg est mal parti ? Pas tout à fait. Toutes les réserves que nous avons pu faire (et on pourrait en faire bien d'autres) n'empêchent pas l'opération d'être dans son ensemble positive au-delà de ce que les optimistes espéraient. Les circonstances et les personnes peuvent changer, et de toute manière les activités du musée et de ses annexes s'inscrivent sans un projet culturel beaucoup plus vaste, comme le rappelait avec un sympathique enthousiasme Robert Bordaz dans un livre récemment paru, Robert Bordaz qui fut le premier président du Centre et avec Sébastien Loste, son collaborateur des premiers jours et des jours difficiles, l'un des principaux artisans de sa réussite. Rome ne s'est pas faite en un jour et nous dirons seulement pour conclure que Beaubourg est un beau et grand bateau, superbe de structure et d'ouvrages divers, mais qui, un peu trop lourdement chargé et piloté ici et là par des mains incertaines, ne parvient pas tout à fait à prendre la mer.

ANDRÉ FERMIGIER.

★ Robert Bordaz. Le Centre Pompidou. Une nouvelle culture. Ed. Ramsay, 36 F.

La culture sans rites ?

IL y a un peu plus de dix ans, le sociologue Pierre Bourdieu affirmait au terme d'une enquête désormais classique sur « les musées d'art européens et leur public » (l'Amour de l'art, Editions de Minuit, 1966, deuxième édition 1969) *que ces « lieux saints de l'art » ont pour effet principal d'opposer le monde de la consommation esthétique à celui de la vie quotidienne « comme le sacré au profane ». Une barrière infranchissable se dressait ainsi entre les détenteurs d'une culture « dotée de toutes les apparences de la grâce » et les réprouvés que les inégalités sociales ont écartés des voies du salut. « Les musées, ajoutait-il, trahissent dans les moindres détails de leur morphologie et de leur organisation leur fonction véritable qui est de renforcer chez les uns le sentiment de l'appartenance et chez les autres le sentiment de l'exclusion ».*

Ce n'est pas un hasard si les responsables de Beaubourg ont confié précisément à Pierre Bourdieu et à son équipe le soin d'étudier le public du Centre. Car celui-ci a pour ambition première de « désacraliser » la culture, d'ouvrir le sanctuaire, de réduire la distance révérentielle qui protège les membres de la secte. Nul n'ignore plus qu'en France les fidèles se recrutent en majorité dans les classes supérieures et que celles-ci ne transmettent que de mauvais gré les nécessaires rites d'initiation. Il y a deux façons d'accroître le nombre des pratiquants. On peut tenter de gagner des adeptes dans les catégories sociales déjà familiarisées avec les institutions culturelles, et selon des moyens qui ont fait leurs preuves. Mais, comme le confirmait récemment le service des études et de la recherche du ministère de la culture et de l'environnement (bulletin de janvier 1977), « l'augmentation du volume global de la consommation culturelle », au cours des quinze dernières années, « traduit principalement un accroissement de la consommation de ceux qui consommaient déjà, ainsi que l'accession à la consommation de personnes se recrutant dans les mêmes milieux, plutôt que l'accession de nouvelles couches sociales à des pratiques qui leur étaient étrangères ».

On peut aussi s'efforcer de toucher ce public différent que retiennent encore maintes prohibitions invisibles. Tel était le pari du Centre Georges-Pompidou. Grâce au « décloisonnement » des activités, il devait, selon son secrétaire général, M. Claude Mollard (l'Enjeu du Centre Georges-Pompidou, 10/18, 1976), *mettre fin à « l'ère des temples culturels » pour inaugurer celle des « grandes surfaces largement ouvertes au public sans que jamais le souci de la qualité soit abandonné ».*

Un espace sans apparat

Des divers secteurs du Centre, seule la bibliothèque publique d'information semble en passe d'atteindre ses premiers objectifs. Elle est le lieu le plus fréquenté, et la plupart de ses visiteurs disaient en mai leur intention de revenir aussi souvent qu'il serait possible. 69 % d'entre eux affirmaient n'être venus au Centre que pour la bibliothèque. Plus de 60 % n'en étaient pas à leur première visite. Selon le rapport d'activité de la B.P.I. pour 1977, qui se fonde sur cette enquête réalisée après trois mois d'ouverture, la proportion de lycéens et d'étudiants était alors de 50 % environ, mais les « catégories moyennes ou modestes (petits cadres, employés, ouvriers, artisans) » atteignaient un taux proche de 20 %. Les classes supérieures étaient moins représentées qu'au musée ou dans les expositions. Près de 40 % des lecteurs interrogés déclaraient ne pas fréquenter d'autres bibliothèques.

Il est difficile de tirer des conclusions sûres de ces indications fragmentaires et en particulier d'établir des rapprochements sérieux avec des sondages antérieurs, car d'une part les critères de répartition socio-professionnelle ne sont pas toujours unifiés d'une enquête à l'autre, d'autre part la B.P.I. se distingue des autres bibliothèques — qu'elles soient municipales ou universitaires — par sa vocation originale : on n'y vient pas pour emprunter le dernier Goncourt ou les romans d'Henri Troyat ni pour entreprendre des recherches spécialisées, mais plutôt pour consulter sur place (il n'y a pas de prêt) des ouvrages de documentation, par exemple des livres de bricolage ou de décoration. Unique en son genre, la B.P.I. se prête mal aux comparaisons. Il est aisé cependant de se rendre compte qu'elle propose un espace largement dépouillé de cet apparat solennel qui impose respect et vénération aux classes non cultivées. L'entrée gratuite sans contrôle ni formalité, le libre accès aux rayons, l'extension des heures d'ouverture (dimanches compris), la présence de documents audiovisuels (diapositives, films vidéo, méthodes d'apprentissage linguistique), tout concourt à retirer au livre son statut d'objet intouchable.

Mais s'il est possible que l'audiovisuel attire plus volontiers les couches non cultivées, celles-ci ne le considèrent pas nécessairement comme une étape vers les livres. L'évolution inverse tend même à se dessiner, puisque le pourcentage d'étudiants et de lycéens parmi les lecteurs s'est accru en cours d'année.

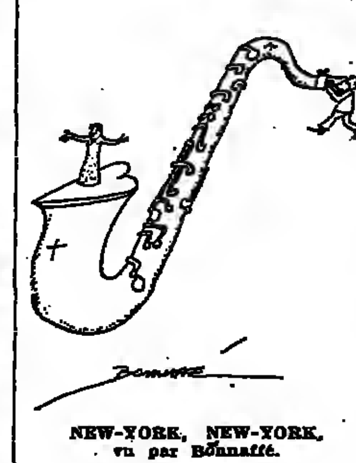
Au-delà de l' « effet Roissy »

Ce processus est d'ores et déjà nettement sensible au musée. Si au début la proportion des classes supérieures dans le public du Centre était deux fois moins forte et celle des classes moyennes deux fois plus forte que dans les autres musées, l'enquête suivante a fait apparaître, selon Pierre Bourdieu, une augmentation de la part des classes supérieures et une diminution de celle des classes moyennes. Autrement dit, les paramètres que Pierre Bourdieu appelle l'« effet d'événement » (lié au battage publicitaire des premières semaines) et l'« effet Roissy » (la curiosité suscitée par toute construction moderne de quelque importance) se sont un peu atténués, de sorte que « l'effet Beaubourg », c'est-à-dire l'effet propre d'un bâtiment désacralisé, a pu jouer d'une manière directe. On ne saurait encore en évaluer complètement l'action, qui est réelle, car il faut tenir compte des progrès de la scolarisation au cours des dix ou quinze dernières années, notamment dans les classes moyennes.

Le musée garde toutefois de nombreux traits classiques. Déjà le contraste entre l'animation parfois bruyante de la bibliothèque et le silence des salles de peinture suggère que l'état d'esprit qui règne dans celles-ci ne rompt pas avec la tradition. Les responsables du musée défendent le droit des amateurs à la « liberté de parcours » et refusent tout ce qui pourrait ressembler aux habituelles « visites-conférences ». La pédagogie, en dépit de l'accueil quotidien de groupes d'enfants et bientôt d'adultes, n'est apparemment pas leur principal souci. Il suffit de parcourir les salles — comme d'ailleurs celles du centre de création industrielle — pour s'en apercevoir. M. Jean Millier, président de Beaubourg, dont l'autorité s'exerce avec peine sur ces féodalités que sont les différentes directions, estime que le musée « n'est pas assez didactique » et qu'un effort doit être fait pour donner au spectateur désarmé les moyens de comprendre. L'idée d'une illumination spontanée en présence de l'œuvre, de cette « contemplation sans mots ni gestes » dont parle Pierre Bourdieu a la vie dure. Il est des morts qu'il faut tuer plusieurs fois.

THOMAS FERENCZI.

une sélection



NEW-YORK, NEW-YORK, vu par Bonnaffé.

cinéma

BARBEROUSSE
d'Akim Kurosawa

(Lire notre article page 9.)

L'ŒUF DU SERPENT
d'Ingmar Bergman

Ingmar Bergman a reconstitué le Berlin des années 20, ville de cauchemar où règnent la misère, la peur et l'humiliation. Autour de ces trois thèmes, le cinéaste décrit l'errance et la décomposition morale d'un couple de trapézistes. Au-delà de l'expressionnisme parfois pesant des scènes historiques, Bergman retrouve ses interrogations éternelles.

POURQUOI PAS !
de Coline Serreau

« Un film sur l'amour et la liberté », écrit Coline Serreau, pour présenter son premier long métrage de fiction. Un ménage à trois, avec un quatrième mousquetaire : l'équilibre rompu, les contrariétés du cœur, les caprices des sens. Des êtres passionnés et sincères souffrent comme chez Marivaux, se croyant libérés — ils vivent en 1977. Prix Georges-Sadoul.

LES TZIGANES MONTENT AU CIEL
d'Émile Lotianou

Etrange histoire d'amour d'un Tzigane voleur de chevaux et d'une fille peut-être un peu sorcière, dans la Moldavie de 1900. Du folklore à la tragédie, Emile Lotianou — lui-même d'origine moldave — a brossé la fresque lyrique d'un peuple errant, attaché à ses coutumes et à ses mœurs. Pour Svetlana Toma, tout le monde aura les yeux envoûtés de Grigori Grigoriou.

DIABOLO MENTHE
de Diane Kurys

Le premier film de Diane Kurys, vingt-huit ans, qui pour son coup d'essai a remporté le prix Delluc. L'histoire très classique d'un groupe de lycéennes en 1963. Fraîcheur et séduction des croquis, gravité secrète, émotion diffuse. A la nostalgie Diane Kurys a préféré la lucidité et sa jolie chronique prend parfois valeur de témoignage.

AUTANT EN EMPORTE LE VENT
de Victor Fleming

Nouvelle reprise du grand archétype romanesque d'Hollywood (1939), mais dans la vraie copie d'époque, retrouvée dans les archives de la M.G.M. et avec le technicolor d'origine. Le film avait été agrandi en format panoramique et tiré en métrocolor, puis abîmé dans une réédition en 70 mm. Voici l'incunable, dans toute sa beauté. Avec un quatuor d'acteurs qu'on ne remplacera jamais : Vivien Leigh, Clark Gable, Olivia de Havilland, Leslie Howard.

ROBIN DES BOIS
de William Keighley et Michaël Curtiz

La perfection d'un film d'aventures de 1938 où revit la légende du bandit bien-aimé de la forêt de Sherwood, imprégnée de l'idéalisme rooseveltien. Une histoire éternelle, magnifiquement interprétée par Errol Flynn en paladin de la liberté.

NEW-YORK, NEW-YORK
de Martin Scorsese

L'histoire d'un amour passionné sur toile de fond de comédie musicale au lendemain de la seconde guerre mondiale. Liza Minnelli, la fille de Judy Garland et de Vincente Minnelli, héritière de la grande tradition M.G.M. des années 40, confrontée à l'acteur favori de Martin Scorsese, Robert de Niro. L'ère d'avant la rock music recréée par un contemporain de la Guerre des étoiles.

MON ONCLE
de Jacques Tati

Monsieur Hulot s'amuse avec son jeune neveu et oppose, à la prétention et à l'agressivité du faux confort moderne, les charmes de la vie de l'individualisme. Il y a vingt ans, Tati fut le premier à s'attaquer, par le rire, aux défauts de ce qui allait être la société de consommation. Ses gags irrésistibles et sa philosophie prennent aujourd'hui une nouvelle dimension.

ET AUSSI : *Mon beau légionnaire*, de Marty Feldman (la légion étrangère joyeusement taillée en pièces) ; *Neuf mois*, de Marta Meszaros (la liberté d'une mère célibataire) ; *Repérages*, de Michel Soutter (un cinéaste, trois comédiennes, variations tchékhoviennes) ; *le Fond de l'air est rouge*, de Chris Marker (un voyage dans l'histoire proche) ; *l'Argent de la vieille*, de Luigi Comencini (les pauvres sont toujours perdants, bouffonnerie tragique) ; *Brancaleone s'en va-t-aux croisades*, de Mario Monicelli (satire irrésistible de l'héroïsme) ; *l'Ami américain*, de Wim Wenders (fantastique social et angoisse de notre temps) : *le Crabe-tambour*, de Pierre Schoendoerffer (superbe aventure maritime et méditation sur le sens de la vie) ; *Nous irons tous au paradis*, d'Yves Robert (la perfection du cinéma de boulevard) ; *la Guerre des étoiles*, de George Lucas (un western cosmique) ;

théâtre

L'ÉDEN CINÉMA
au Théâtre d'Orsay

La jeunesse de Marguerite Duras en Indochine, où sa mère avait demandé un poste d'institutrice : étude approfondie de l'amour maternel et de la malhonnêteté des fonctionnaires coloniaux. Le dialogue, admirable, est donné par des acteurs recueillis, dont Madeleine Renaud. Rare réussite publique (la salle est pleine) d'une œuvre de très haute dimension.

SOLNESS LE CONSTRUCTEUR
au Bio-Théâtre

La jeunesse d'Enrik Ibsen en Norvège. Incendies de la ville natale. Solitude de la mère qui aurait voulu être actrice. L'œuvre reste très proche de nous et fascinante, grâce à la mise en scène de Pierre Sala, apparentée au rêve, grâce à des décors magiques et à des acteurs inspirés et vrais.

DOM JUAN
à la Cartoucherie de Vincennes

Installés dans un théâtre du dix-huitième siècle entièrement reconstitué, les spectateurs assistent à une comédie bouffe dont l'allant, les farces, respectent, eux aussi, le style des bateleurs du temps de Molière. C'est du gros comique efficace, mais les décors, les lumières et les musiques créent aussi un climat d'illusion, de conte très étrange.

LE BATEAU POUR LIPAIA
à la Comédie des Champs-Elysées

Alexeï Arbouzov, l'un des dramaturges soviétiques actuels les plus populaires, a écrit cette pièce émouvante, jouée aujourd'hui dans toutes les grandes capitales, histoire d'amour de deux êtres plus jeunes — une ancienne actrice et un chirurgien. Edwige Feuillère et Guy Tréjean la jouent avec tact et un très grand talent.

PARADE
à Campagne-Première

Ceux qui ont choisi de vivre la nuit, de renverser le temps, renversent les lois qui nous régissent, et celles que l'on nomme « de la bienséance », pour rien, pour eux, parce qu'ils ne les supportent pas. Leur liberté, leur arrogante misère, fascine. Ils ont, pour chanter notre fascination, leur vie de mélodrame et de farce, la bande à Jean Bois le profanateur.

DAVID COPPERFIELD
Cartoucherie du Soleil

Ecartant les rideaux qui étouffent la musique de la mémoire, Jean-Claude Penchenal conduit les acteurs du Campagnol sur une scène familière, celle de notre enfance. Et nous voilà retrouvant avec eux le petit Anglais inventé par Dickens et qui nous appartient. Rires, émotion, et quelque chose encore de très aigu, de profond dans ces aventures cocasses, amères, tendres qui deviennent les nôtres.

musique

BUTOR ET POUSSEUR
à Strasbourg et Colmar

Les créations lyriques sont rares : celle que nous offre l'Atelier lyrique du Rhin de Pierre Barrat méritera sans aucun doute d'être vue. Ce Procès d'un jeune chien, *d'Henri Pousseur sur un texte de Pierre Barrat, est un hommage à Schoenberg (et à J.-S. Bach) et un « discours sur la musique contemporaine », sous la forme d'une parabole qui met en scène Moïse, Abraham et Noé (Strasbourg, les 5 et 7 janvier ; Colmar, les 18 et 19). A Colmar, cette œuvre prend place dans un mois très intéressant intitulé « Entre deux chaos : l'expressionnisme » avec expositions, concerts des Percussions de Strasbourg (le 6 et 7), conférences de Butor (le 9) et de Lionel Richard (le 12), musiques d'Aperghis, films de Watkins, Fassbinder, Herzog, Lommel, etc.*

MAHLER ET BRUCKNER
avec Christa Ludwig

Il y a vingt ans, Bruckner et Mahler étaient quasi inconnus en France ; ils vont cette semaine remplir trois fois le Théâtre des Champs-Elysées (le 5, à 20 h. 30 ; le 6, à 19 h. ; le 7, à 10 h.) avec l'Orchestre de Paris, dirigé par Barenboïm. Christa Ludwig chantera les poignants Kindertotenlieder, (Chants pour les enfants morts), *écrits par Mahler trois ans avant que lui-même perde sa fille aînée. L'ultime symphonie de Bruckner, la* Neuvième, *est dédiée à Dieu ; splendide et monumentale, inachevée, elle jaillit de la plus profonde conscience humaine affrontée à la mort.*

L'ORCHESTRE DE LILLE RAYONNE

Poursuivant son œuvre de décentralisation exemplaire, l'Orchestre de Lille, dirigé par Jean-Claude Casadesus, présente un admirable programme Mozart (Symphonie en ut K. 200, *deux superbes airs de concert par Isabel Garcisanz) et la* 4e Symphonie *de Mahler, celle qui nous décrit le paradis, dans quatre villes de sa région (Seclin, le 6 ; Berck, le 7 ; Lille, le 10 ; Valenciennes, le 11).*

ET AUSSI : Stravinsky, Ravel, par l'Orchestre philharmonique, dir. G. Amy, avec E. Heidsieck (Pleyel, le 5) ; *Werther* (Lyon, les 6, 10, 11, 13) ; hommage à Piatigorsky, par Ch. Walewska (Madeleine, le 6, 17 h.) ; Mozart, Prokofiev, Schumann, par l'Orchestre Colonne, dir. P. Dervaux, avec St. Bishop (Théâtre de Rouen, le 7 ; Châtelet, le 8, à 18 h. 30) ; Gérard Frémy, piano (Lyon, le 8 ; Nantua, le 10 ; Romans, le 11 ; Dieppe, le 14) ; Quatuor Talich (Radio-France, le 9) ; Jessye Norman et D. Baldwin, dans Schubert, Brahms et negro-spirituals (Théâtre de la Ville, du 10 au 14, à 18 h. 30) ; Bach, Poulenc, Roussel, par l'Orchestre philharmonique dir. M. Soustrot (Radio-France, le 10) ; Mozart, Beethoven, Bartok, par le Quatuor Vegh (Gaveau, le 11 janvier).

expositions

RUBENS ET SON SIÈCLE
au Grand Palais et au Louvre

Pour le quatrième centenaire du plus grand des peintres flamands, Rubens, son siècle et la France en deux expositions complémentaires. Celle du Grand Palais, où on n'a pas lésiné sur la quantité, fait le bilan des tableaux de Rubens (une quarantaine), de ses contemporains et de ses disciples, dans les collections publiques françaises — moins le Louvre. Celle du Louvre, un modèle de clarté, aborde le dix-septième flamand à travers les collections du musée et l'histoire du goût.

DIAGHILEV ET LES BALLETS RUSSES
au Centre culturel du Marais

Un nombre impressionnant de documents, des projets de décors, des costumes signés Gontcharova, Bakst, Picasso, Braque, Gris, Ernst, Matisse, Chirico... pour évoquer la plus belle des fêtes des années 1910 et 1920 : Diaghilev, ses musiciens, ses danseurs, ses chorégraphes et les peintres qu'il fit travailler au décor des Ballets russes.

SONIA ET ROBERT DELAUNAY
à la Bibliothèque nationale

Une exposition qui montre l'activité du couple Delaunay dans le domaine du livre, du spectacle, des arts décoratifs, en plus de cinq cents pièces provenant notamment de l'importante donation que Sonia Delaunay vient de faire à la B.N. Depuis la Prose du Transsibérien, *le premier « livre simultané » de Cendrars et Sonia (1913) et les robes-poèmes de Tzara, des projets de tissus, d'affiches, de décors et costumes, pour une fête de l'œil aux couleurs des Ballets russes.*

RÉTROSPECTIVE FRANÇOIS MORELLET
au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

La production répertoriée d'un marginal de l'art cinétique, à qui il arrive de flirter avec le minimal et le conceptuel ; qui, avec ses trames, ses grillages, ses réseaux de lignes, préfère se fier à des systèmes de réalisation d'œuvres mis en place par lui, ou encore au hasard, plutôt qu'au « choix arbitraire » de la subjectivité.

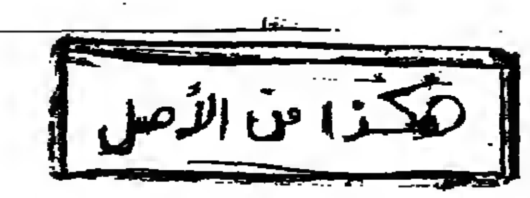
PEINTURE DE COUR AU JAPON DU XVIe SIÈCLE
Galerie Jeannette Ostier

Toute la poésie d'un petit monde clos où fermente un grand art, en une quarantaine de peintures, toutes rares, attachantes et de haute qualité.

ART PRÉCOLOMBIEN
au Petit Palais

En plus de cinq cents pièces venues de trois pays (Pérou, Panama et Costa-Rica) un festival de la « créativité » précolombienne, quand l'imagination s'exprime en terre cuite.

ET AUSSI : *Collections de Louis XIV*, à l'Orangerie (dessins, albums, manuscrits — tout l'horizon culturel d'une époque brillante) ; *La porcelaine de Vincennes*, au Grand Palais (Sèvres, avant Sèvres) ; *Nancy, architecture 1900*, à l'hôtel de Sully (la seule ville en France, avec Paris, à posséder un tel patrimoine art nouveau).

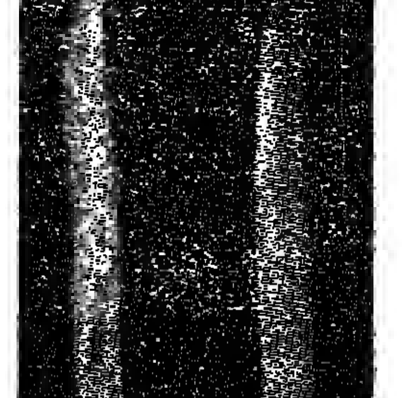


Martin Saint-Pierre, percussionniste argentin

« JE JOUE JUSQU'A LA LIMITE DE MES FORCES »

UN disque, deux faces, avec pour titres seulement, Ancestrales. Documents. *Martin Saint-Pierre vient d'enregistrer son premier disque en France au* Chant du monde. *Témoignage de son long travail sur l'Afrique et l'Amérique latine, recherche aussi. Des impulsions anxieuses, violentes, dominatrices que l'on connaît de lui et qui constituent la seconde face,* Ancestrales, *aux délires cosmogoniques qui l'habitent dans* Documents *(la première face), il y a la distance qui sépare le récit sociologique des paysages mythologiques, le contrôle de plus en plus affirmé — presque* sophistiqué *— d'un bongo et d'un bendir (1) devenu méconnaissable, multiple, proche du synthétiseur électrique...*

Martin Saint-Pierre est un des rares percussionnistes au monde à utiliser le bongo en instrument soliste — il se produira le 8 janvier à la salle Wagram dans le cadre du Troisième Festival des travailleurs immigrés, — peut-être parce qu'il est argentin ; il est aussi un des rares musiciens blancs à « battre » comme un Noir. Le bongo de Martin Saint-Pierre est la peau retournée de son moi intime, et son moi, c'est l'Afrique, c'est l'Amérique latine. A force d'en explorer la surface, d'en percuter la peau, de l'effleurer, de la caresser, de la gratter avec ses ongles, d'en chercher sans cesse les réactions enfouies et les ripostes possibles, il finit par lever de stupéfiantes visions. Documents *est une superposition d'enregistrements du même bendir frappé différemment : des vents, des tempêtes maritimes, soulèvent et exportent les sons comme dans des voilures. Repoussant la toile rôdante, quelqu'un — un cœur ? — bat au milieu de ces éléments contraires, avec acharnement, constance et une discrète précision.*



« Je suis un type violent mais réprimé. » Les tasses, les soucoupes sautent et tressautent sur la petite table ronde du café. Quand Martin Saint-Pierre cherche un mot, les doigts partent les premiers. Fureur sur le dessus et le dessous de la table, sur la caisse dont il évalue la résonance sourde, deux secondes, éclair d'acier, les mains sont ailleurs, sur le rectangle de peau tendue grand comme un cahier qu'il emporte toujours avec lui. Tapotement continu.

Les doigts de Martin Saint-Pierre sont le prolongement, offert à l'œil, d'une pulsation. C'est sans doute pour qu'elle ne lui monte pas à la tête, avec l'histoire de l'Amérique latine, qu'il doit déverser ainsi sur les objets de l'univers sa volonté d'existence, et de puissance. Martin Saint-Pierre est né dans un de ces villages d'Argentine (« Imaginez, l'église, la place, le café ! »), *comme les racontent les écrivains latino-américains, vie baroque, repliée sur elle-même, misère ancienne, cancans :* Las Flores. « Un besoin impérieux de me sortir de ce truc ! »

Le fou du village

« Je tapais, je tapais sur les petites choses *quotidiennes,* sur les boîtes, sur *les casseroles, je tapais n'importe où parce* que quelque chose éclatait *en* moi qu'il fallait que je transmette. » *Il découvre dans la durée sans temps des petits villages un monde sonore qui lui appartient, il joue* « sans cesse, sans savoir, anarchiquement », *dans l'incompréhension sinon l'hostilité de l'entourage.* « J'ai commencé à être le fou du village, et les problèmes se sont multipliés pour moi. »

« Je suis devenu maître d'école à dix-sept, dix-huit ans, *dit Martin Saint-Pierre.* Je ne connaissais pas Buenos-Aires, qui est à 180 kilomètres de Las Flores. Je suis arrivé à Villa-Gesell, la *plus européenne* des plages argentines en 1964, et pour la *première* fois j'ai pu *montrer mon* travail, ma vie, *moi-même.* » *Martin Saint-Pierre joue avec des groupes folkloriques dans des boîtes de nuit, des restaurants, des cabarets ; il va dans des bibliothèques et lit,* des *anthropologues surtout : Bastide, Ortiz, Ramos, Neto, Rossi... Six années d'intériorisation et de recherche qui l'amènent à découvrir l'importance des racines africaines dans la musique sud-américaine, même en Argentine. Pour Martin Saint-Pierre, toutes les danses argentines sont* « africaines » *sans le savoir, le tango, la zamba, le malembo, la milonga...*

Années décisives, elles ressemblent à un amour naissant (« J'étais amoureux de l'Afrique, je cherchais tous les faits qui montraient l'influence, l'élimination et la disparition des civilisations africaines en Amérique du Sud, je découvrais toutes les *nuances...* »). *Il travaille désormais à descendre et remonter le puits de ce fonds culturel, pour arriver peu à peu à cette « synthèse » dynamique qui est la caractéristique de tout son univers actuel ; cette sorte d'impulsion physique, constamment renouvelée, qui le jette sur un bongo dont il extrait comme par effraction un discours fait d'explosions contrôlées, où l'aléatoire, les brèches ouvertes, le petit rire fin, les tendresses, s'entrechoquent, où les visions oniriques succèdent aux invectives politiques, les rites initiatiques aux bruits des métaux, la forêt aux milliers, l'exaltation à l'hypnose.*

Instabilité d'une conscience déchirée, mais toujours active. Martin Saint-Pierre mène les peuples à leur éclosion, mais c'est un tiers-mondiste plutôt qu'un révolutionnaire. Son bongo est un défi aux cultures dominantes, défi incontrôlable.

En 1970, il présente à Buenos-Aires Otra cosa es con bongo, *première synthèse entre l'Afrique et l'Amérique latine, « métissage sonore » qui surprend la critique et lui ouvre les universités, les théâtres, un public. Mais en 1972 son disque* Oraciones del subdesarollado *(Prière du sous-développé, disque Cabal) est interdit à la radio. Martin Saint-Pierre voit le danger, rapide, de ne plus s'adresser qu'à une minorité d'intellectuels ; il quitte l'Argentine pour l'Espagne en 1973, il est à Paris l'année suivante.*

Les débuts sont difficiles. Comme presque tous les Latino-Américains qui arrivent à Paris, Martin Saint-Pierre s'installe dans un petit hôtel. Il y travaille quand il trouve un premier contact à l'O.R.T.F. (« Le matin, je servais les petits déjeuners ; le soir, je donnais *un* concert fou à la salle 104 ! »).

Aux racines de tous les pays

Les festivals politiques, les facultés, le Carré Thorigny, le Nouveau Carré, les « grandes expériences » de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc (c'est en Algérie qu'il reçoit, verdict suprême, l'hommage, l'enthousiasme des Guinéens), les tournées, le disque, Martin Saint-Pierre continue un travail sans concession, à cheval cette fois entre Paris, l'Afrique et l'Amérique latine. « Ici, il y a *un* grand problème de solitude, de communication, *dit-il,* je suis *un étranger.* Mais Paris permet de rencontrer des musiciens de toutes les *nationalités,* de se sortir d'un travail régional, de devenir plus universel. Je ne fais plus de folklore, je m'oriente vers la musique contemporaine. En Amérique latine, ce serait différent parce qu'il y a une exigence quotidienne. Mon bongo est un catalyseur, et je suis aujourd'hui *un* citadin. Je prends tous les métaux, les bruits d'oiseaux et les bruits de cette société mécanique, je puise aux sources, aux racines de tous les pays. »

Un cela loin de l'Amérique latine. Les tasses sautent, tressautent, martèlement ininterrompu, expulsion continue : « Je joue jusqu'à la limite de mes forces », *dit Martin Saint-Pierre. L'Amérique latine est un volcan dont la lave vient d'Afrique.*

CATHERINE HUMBLOT.

★ Le bongo qui est fait de deux tambours jumelés a pris naissance à Cuba par syncrétisme d'éléments africains et créoles. Le bendir est une sorte de tambourin dont le fil tendu sous la peau de chèvre assure les vibrations, il est d'origine berbère.

Expositions

CENTRE BEAUBOURG

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). — Informations téléphonées : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h. à 22 h. samedi et dimanche, de 10 h. à 22 h. (Entrée libre le dimanche.)

ANDRE KERTESZ. Photographies. Rétrospective.

ETIENNE - JULES MAREY (1830-1904). La photographie du mouvement. Jusqu'au 20 février.

ATELIERS D'AUJOURD'HUI : I. Theimer et Georges Jeanclos.

ATELIER BRANCUSI. — Sur la place.

Centre de création industrielle. LA VILLE ET L'ENFANT (cinquième étage). Entrée : 9 F (gratuite pour les moins de dix-huit ans). Jusqu'au 13 février.

LES MAINS REGARDENT. Exposition de l'atelier des enfants. Entrée libre. Jusqu'au 9 janvier.

BANDE DESSINEE ET VIE QUOTIDIENNE. Jusqu'au 30 janvier.

MONTAGNE ET SPORTS D'HIVER. Jusqu'au 20 février.

Bibliothèque

SIX PHOTOGRAPHES EN QUETE DE BANLIEUE. Descamps, Doisneau, Freire, Lattès, Le Querrec, Raimond-Dityvon. Jusqu'au 27 février.

VILLE EN IMAGES. Jusqu'au 16 janvier.

MUSEES

LE SIECLE DE RUBENS, dans les collections publiques françaises. — Grand Palais, entrée Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 9 F ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 13 mars. Pendant toute la durée de l'exposition, projection de films sur Rubens, salle 404.

PORCELAINES DE VINCENNES. Les origines de Sèvres. — Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Jusqu'au 16 janvier.

COLLECTIONS DE LOUIS XIV. Dessins, albums, manuscrits. — Orangerie des Tuileries (073-99-48). Sauf mardi, de 10 h. à 22 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 9 janvier.

LE DIX-SEPTIEME SIECLE FLAMAND AU LOUVRE. Histoire des collections. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'au 27 mars.

LA DESCENTE DE CROIX. Groupe sculpté italien du treizième siècle. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (voir ci-dessus). Jusqu'au 4 septembre.

L'ART PRECOLOMBIEN DE PANAMA ET DE COSTA-RICA. — LE PEROU PRECOLOMBIEN, DE CHAVIN AUX INCAS. — Petit Palais, avenue Winston - Churchill (265-99-21). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 9 F ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 12 février.

ESTAMPES BOUDDHIQUES JAPONAISES : XIIe-XVIIIe SIECLES. Les précurseurs de l'Ukiyô-e. — Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (522-23-31). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 janvier.

FRANÇOIS MORELLET. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 5 F ; gratuite le dimanche. Jusqu'à fin janvier.

ANNA-EVA BERGMAN. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 16 janvier.

PEINTRES CUBAINS CONTEMPORAINS. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 janvier.

VAGUEMENT VERT. — Exposition-atelier au musée des enfants du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 14, quai de New-York. Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 5 F ; gratuite pour les enfants. Jusqu'au 12 février.

JOUETS AMERICAINS DE LA PETITE ENFANCE : 1925-1975. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. Jusqu'au 16 janvier.

PHOTOLITHOGRAPHIES CONTEMPORAINES. Œuvres d'Adami, Baj, Fotoo, Glaser, Moore, etc. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 janvier.

ROBERT ET SONIA DELAUNAY. Recherches graphiques. — Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (salle Mansart) (266-62-62). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 29 janvier.

BRAYER. Cinquante ans d'art graphique. — Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Entrée : 4 F. Jusqu'au 15 janvier.

PORTRAITS PEU CONNUS DE PERSONNAGES CONNUS. — Bibliothèque nationale. Galerie de Louvois, 4, rue de Louvois. Jusqu'au 16 janvier.

NANCY ARCHITECTURE 1900. — Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (887-24-14). Sauf mardi, de 10 h. à 19 h. Jusqu'au 29 janvier.

LA GUERRE ET L'ENFANT. — Musée des deux guerres mondiales, hôtel des Invalides, cour d'honneur, corridor de Valenciennes. Sauf mardi de 10 h. à 17 h. ; dimanche, de 14 h. à 17 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 15 janvier.

JACQUES BIRR. Peintures et médailles. — Musée postal, 34, boulevard de Vaugirard. Du 6 au 15 janvier.

TISSAGE CONTEMPORAIN. — Hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (261-14-00). Sauf dimanche et lundi, de 13 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 janvier.

LES ARCHIVES DE FRANCE, MEMOIRE DE LA NATION. — HISTOIRE DES HALLES ET DU CHATELET. — Station les Halles-Châtelet du R.E.R. (salle forum), entrée par la station les Halles.

JOUETS FABRIQUES PAR DES ENFANTS D'AFRIQUE ET D'AILLEURS. — Institut national de recherche pédagogique, 29, rue d'Ulm (galerie Ferdinand-Buisson). Sauf sam., dim. et jours fériés, de 9 h. à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 février.

LE VITRAIL. Art et technique. — Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt (359-16-65). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

CENTRE CULTURELS

JOE PLASKETT. Le monde vu de ma fenêtre. — PIERRE GUIMOND. Photomontages. — EDITIONS D'ART ET EDITIONS ILLUSTREES. — Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). Tous les jours, de 9 h. à 19 h. Jusqu'au 15 janvier.

CIRQUE. BATELEUR. ATTRACTIONS. Affiches originales de l'époque 1880-1930. — Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 20 h. Jusqu'au 21 janvier.

1909-1929 : LES BALLETS RUSSES DE DIAGHILEV. — Centre culturel du Marais, 26 - 28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-53). De 12 h. 30 à 19 h. 30. Jusqu'au 17 mars.

CABINET DES DESSINS : Béjar, Charnay, Dulac, etc. — Institut audio-visuel, 40, rue de Berri (633-59-16). Sauf samedi et dimanche, de 9 h. à 19 h. Jusqu'au 10 janvier.

GALERIES

FEMMES, GRAPHISMES, TEXTES, MUSIQUES, ACTIONS. — Galerie N.R.A., 2, rue du Jour (508-13-55). Sauf dimanche et lundi, de 13 h. à 19 h. 30. Jusqu'au 14 janvier.

PEINTURES DE COUR DANS LE JAPON DU SEIZIEME SIECLE. — Galerie Janette-Ostier, 26, place des Vosges. Sauf dimanche et lundi, de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 15 janvier.

SUZANNE AU BAIN D'APRES LE TINTORET. Œuvres d'Acher, Cieslewicz, Flavio-Shiro, etc. — Galerie l'Œil-de-Bœuf, 58, rue Quincampoix (278-36-66). Sauf samedi et dimanche, de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 13 janvier.

CERAMIQUES, TAPIS, COLLAGES, SCULPTURES, LITHOGRAPHIES. Œuvres de Picasso, Cocteau, Calder, Derain, Miro, etc. — Galerie Lucie Weill, 6, rue Bonaparte. Jusqu'à fin janvier.

PARIS ET L'ESTAMPE. — Galerie Bretonnière, 8, rue Sainte-Rustique (254-83-29). Les jeudi, vendredi et samedi, de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

HAERES. Poème d'André Frénaud, illustré par Geneviève Asse. — Edition de l'Ermitage, 23, rue Henri-Barbusse (033-71-44). Jusqu'au 21 janvier.

LES OBELISQUES et œuvres de Berré, Dedivoca, Foppiani, Garcia-York, etc. — L'Œuf du Beaubourg, 53, rue Rambuteau (887-74-96). Sauf dimanche et lundi, de 11 h. à 19 h. Jusqu'au 28 janvier.

DESSIN : 77 petits formats : Adami, Arnal, Buri, Corneille, Cueco, etc. — Galerie Le Dessin, 43, rue de Verneuil (261-12-55). Jusqu'au 15 janvier.

AU-DELA DE L'IMAGE : Bertholle, Boumeester, S. Delaunay, Oroniers, Fagniez, etc. — Galerie Bellechasse internationale, 29 bis, boulevard de Sébastopol (278-01-91). Jusqu'à fin janvier.

ANNELI : aquarelles, pastels. — Galerie Yves-Brun, 7, rue de Budé (325-92-81). Sauf dimanche et lundi, de 15 h. à 20 h. Jusqu'au 22 janvier.

PAUL COLIN. — Galerie de Lucia, 8, rue Pierre-Lescot. Sauf dimanche, de 14 h. à 19 h. 30. Jusqu'au 20 janvier.

PIERRE COURTIN, Peintures, gouaches, gravures. — Les arts plastiques modernes, 41, rue de Seine (329-50-84). Jusqu'au 28 janvier.

VICTOR KOULBAK. Peintures et dessins. — Galerie E. de Causans, 25, rue de Seine (326-54-48). Jusqu'au 3 janvier.

ALAIN LEMOSSE. — Galerie Bandoin Lebon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 21 janvier.

RICHARD LINDNER. Peintures. — Galerie Maeght, 13, rue de Téhéran (522-13-19). — Aquarelles. — Galerie Maeght, 36, rue Treilhard. Jusqu'au 20 janvier.

RAYMOND MASSON. Sculptures et dessins. — Galerie Claude-Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 25 janvier.

BERNARD PAGES. — Galerie G. Piltzer, 38, rue des Blancs-Manteaux (278-74-23). Jusqu'au 14 janvier.

TITI PARANT. — Galerie Obliques, 58, rue de l'Hôtel-de-Ville (277-38-82). Jusqu'au 10 janvier.

PERAHIM. Œuvres inédites. — Galerie Lutèce, 45, rue Vivienne (236-11-07). Jusqu'au 13 janvier.

RONALD SEARLE. Lithographies 1975-1977. — Galerie Carmen-Cassé, 10, rue Malher (278-42-14). Jusqu'au 15 janvier.

JOSEF SUDEK. — Galerie Octies-de la Lange, 24, rue Beaubourg (278-22-72). Jusqu'au 19 janvier.

YVAN THEIS. — Galerie Jean-Leroy, 57, rue de Quincampoix (277-71-24). Sauf dimanche et lundi, de 11 h. à 12 h. 30 et de 14 h. 30 à 19 h. Jusqu'au 14 janvier.

EN BANLIEUE

CRETEIL. Les images d'Epinal de 1600 à nos jours. — Maison des arts et de la culture André-Malraux, place de l'Hôtel-de-Ville (899-90-50). Sauf lundi, de 12 h. à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

ORLY. Les relevés photogrammétriques d'architecture de l'inventaire général des monuments et richesses. — Jusqu'au 23 avril. (Renseignements au Palais de la découverte : 359-16-65).

PONTOISE. Cent vues d'optique et curiosités : De l'anamorphose à l'Op Art. — Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (464-01-52). Jusqu'au 29 janvier.

SAINT-DENIS. Lars Bo, estampes originales en couleurs monotypes, aquarelles. — Musée d'art et d'histoire, 6, place de la Légion-d'Honneur. Sauf mardi, de 10 h. à 18 h., dimanche, de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 25 janvier.

VILLEPARISIS. Travaux sur papier, objets 1977. Centre culturel municipal, place Henri-Barbusse (427-02-05). Jusqu'au 29 janvier.

EN PROVINCE

ANGOULEME. Troisième biennale internationale de la gravure. — Musée municipal. Jusqu'au 15 février.

ARLES. Manessier. — Maison Pablo-Neruda, 66, rue du 4-Septembre (96-38-76).

AUXERRE. Le feu, l'art et l'artisan. — Maison du Coche-d'Eau, 3, place du Coche-d'Eau. Jusqu'en mars 1978.

BESANÇON. Zoum Walter. — Musée des beaux-arts. Jusqu'au 28 février.

BOURGES. Tapo. — Maison de la culture. Jusqu'au 31 janvier.

CAEN. Morellet. — Atelier de recherche esthétique (ARET), 16, rue Vauquelin. Jusqu'au 10 janvier.

CHATEAUROUX. Courbet, suite... B.D. — Compositions dessinées d'André Fougeron. Bibliothèque municipale, maison de la culture.

CLERMONT - FERRAND. Habitat rural en basse Auvergne. — Musée Bargoin. Jusqu'au 3 avril.

DIJON. Ben Nicholson. — Anatomie d'un bâtiment : le Centre Georges-Pompidou. Galerie des Beaux-Arts. Jusqu'au 31 janvier.

LE CREUSOT. La représentation du travail : mines, forges, usines. — Château de la Verrerie (55-01-11). Jusqu'en février. Château de la Verrerie, deux siècles d'histoire. Exposition permanente.

LE HAVRE. Voyage aux îles Fortunées. — Musée des beaux-arts, boulevard J.-F.-Kennedy (42-33-97). Jusqu'au 22 janvier 1978. — La caricature populaire 1830-1913. — Prieuré de Graville, rue Elisée-Reclus. Jusqu'au 26 février 1978.

LE MANS. Sonia Delaunay. (Janvier). Nadar photographe, portraits d'artistes et de critiques (février). — Musée de Tessé, 2, avenue de Paderborn (85-22-001).

LOUVIERS. Marionnettes du monde, de C. et M. Violette. Musée. Jusqu'au 6 février.

MARSEILLE. Le monde étrusque. — Musée Borely (73-21-60). Jusqu'au 15 mars.

MENERBES. Manguin, dessins, aquarelles. Galerie Cance Manguin (72-31-81). Jusqu'au 15 janvier.

METZ. Bazaine. Tapisseries et aquarelles récentes. — Musées, 2, rue du Haut-Poirier (75-10-18). Jusqu'au 15 janvier.

NANTES. Bretagne 77. Musée des Beaux-Arts. Jusqu'au 9 janvier.

NEVERS. Michèle Blondel. Dessins, peintures. — Maison de la culture, quai Pierre-de-Coubertin.

NICE. Xe Biennale de Paris à Nice. Galerie des Ponchettes, 77, quai des Etats-Unis (88-53-10). Jusque fin janvier.

ORLEANS. Les nécropoles de Tavers. — La campagne de fouilles de 1974. — Hôtel Cabu. Jusqu'au 20 février.

ROUEN. Les jeux. — Musée des Beaux-Arts (71-28-40). Jusqu'au 31 janvier.

LES SABLES-D'OLONNE. Tissus coptes. Collection photographique du musée : la stéréophotographie. — Musée de l'abbaye Sainte-Croix. Jusqu'au 8 janvier.

SAINT - ETIENNE. L'homme et l'Euphrate. — Découvertes archéologiques récentes en Syrie. Musée d'art et d'industrie.

SOCHAUX. Les chemins de la marionnette. — Maison des arts et loisirs. Tous les jours, de 15 h. à 19 h. Jusqu'au 16 janvier.

SENLIS. Sculptures et tapisseries. — Maison du Fauconnier, 2, rue Ste-Geneviève. Sam et dim. de 11 h. à 19 h. Jusqu'au 29 janvier.

STRASBOURG. Maîtres européens de la gravure. Collections de l'université de Liège. Relais de Rohan. Jusqu'au 22 janvier. Images de Noël. Musée alsacien. Jusqu'au 5 février.

Concerts

MERCREDI 4 JANVIER

LUCERNAIRE (544-57-34), 19 h. : S. Davidson (Chansons françaises du XIVe à 1900) ; 20 h. 45 : M. Sartova et C. Debrus (Rachmaninov, Dvorak, Szymanowski, Tchaïkovski, Schubert).

JEUDI 5 JANVIER

LUCERNAIRE, 19 h. et 20 h. 45 : Voir le 4.

SALLE PLEYEL (227-88-73), 20 h. 30 : Nouvel orchestre philharmonique, dir. G. Amy (Stravinski, Ravel).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboïm (Mahler, Bruckner).

VENDREDI 6 JANVIER

LUCERNAIRE, 19 h. et 20 h. 45 : Voir le 4.

HOTEL HEROUET (278-62-60), 20 h. 15 : S. Escure (Bach).

RADIO - FRANCE (524-15-16), 20 h. 30 : R. Fiachot et H. Puig-Roget (Emmanuel, Koechlin, Adson, Pezel, Bancquart).

EGLISE SAINT - GERMAIN - DES - PRES, 21 h. : Ensemble polyphonique de France et Ensemble Josquin des prés, dir. C. Ravier Nortel : « Les Bergers de la Nuit »).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 : Voir le 5.

SAMEDI 7 JANVIER

THEATRE DE LA MADELEINE, 17 h. : C. Walevska et M. Imaz : Hommage à G. Piatigorsky (Gluck, Prokofiev, Chopin, Françaix).

CONCIERGERIE, 17 h. 30 : la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire (Vivaldi).

LUCERNAIRE, 19 h. et 20 h. 45 : Voir le 4.

HOTEL HEROUET, 20 h. 15 : Voir le 6.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 : Voir le 5.

DIMANCHE 8 JANVIER

THEATRE D'ORSAY (548-38-53), 10 h. 45 : M. Portal, E. Krivine et G. Pludermacher (Schumann, Bartok, Berg).

EGLISE DES INVALIDES, 16 h. : Ensemble vocal de Conflans-Ste-Honorine, dir. A. Mifiloud (Fauré, Bach, Haendel, Morcelto).

EGLISE DES BILLETTES, 17 h. : Ensemble 12, sol. : P. Bride (Vivaldi).

EGLISE REFORMEE D'AUTEUIL, 17 h. 45 : P. Jacquet (Bach, Buxtehude, Daquin).

CONCIERGERIE, 17 h. 30 : Voir le 7.

EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN, 17 h. 45 : R. des Graviers et A. Bedois (Vitali).

NOTRE-DAME-DE-PARIS, 17 h. 45 : B. Marx (Bach, Telemann, Reger, Messiaen).

EGLISE AMERICAINE, 18 h. : L. Durand et S. Soghoian (Piazzola, Ellington, Porter, Villa-Lobos).

LUCERNAIRE, 19 h. et 20 h. 45 : Voir le 4.

LUNDI 9 JANVIER

LUCERNAIRE, 19 h. : Voir le 4 ; 20 h. 45 : C. Whittfield et P. Sauvageot (Haydn, Beethoven, Fauré, Debussy, Poulenc).

RADIO - FRANCE, 20 h. 30 : Quatuor Talich (Schubert, Milhaud, Janacek).

MARDI 10 JANVIER

LUCERNAIRE, 19 h. : Voir le 4 ; 20 h. 45 : Voir le 9.

INSTITUT NEERLANDAIS, 20 h. 30 : H. Sparnaay et P. de Haas (Straesser, Hubert, Janssen, Termos, Schat, Raxach).

RADIO - FRANCE, 20 h. 30 : Nouvel orchestre philharmonique, dir. M. Soustrot (Bach, Poulenc, Roussel).

CITE INTERNATIONALE, 21 h. : Orchestre de chambre P. Kuentz (Albinoni, Bach, Roussel).

Variétés

Le music-hall

ANTOINE (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h. : Raymond Devos.

BOBINO (033-30-49) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim., à 18 h. : Zizi Jeanmaire.

ELYSEE-MONTMARTRE (606-38-79) (D.), 21 h. : Wertheimer (opéra-volant) (à partir du 3).

GYMNASE (770-16-15) (Mer., D. soir), 21 h., mat. dim., à 15 h. : Coluche.

LUCERNAIRE (544-57-34) (L.), 22 h. 15 : Pierre Dudan.

OLYMPIA (742-25-49), 21 h. : Dave (dernière le 8). A partir du 10 : Charles Aznavour.

PALAIS DES ARTS (272-62-98), jusqu'au 7, à 20 h. 45 : Bernard Haller. — A partir du 10 : Pierre Tisseraud, Francesca Solleville.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), jusqu'au 8, à 20 h. : Idir.

THEATRE MARIE-STUART (508-17-80) (D.), 19 h. 30 : les Frères Mecri ; 22 h. 30 : Rachid Bahri.

Les comédies musicales

THEATRE MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. sam. et dim., à 14 h. 30 : Valses de Vienne.

Les chansonniers

DIX HEURES (606-07-48), 22 h. : Le maire est démonté. Mat. Mer., à 15 h. 30.

DEUX ANES (606-10-26) (Mer.), 21 h. : Aux ânes citoyens (à partir du 7).

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. Dim., à 15 h. 30 : Ce soir, on actualise.

La danse

LUCERNAIRE - FORUM (544-57-34), dim. et L., à 21 h., sam. à 18 h. : Danse masquée de Bali (Djimat).

Jazz, pop', rock, folk

GOLF DROUOT (770-47-25), le 7, à 23 h. : Skryvania.

THEATRE MOUFFETARD (336-02-87), les 4, 5, 6 et 7, à 22 h. 30 : Steve Lacy.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), le 10, à 20 h. : Tete Montoliu.

RADIO-FRANCE (524-15-16), le 9, à 20 h. 30 : Big Band for Ever, avec Jean-Loup Longnon, Milkin University Jazz Band.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées

OPERA (073-95-26), relâche.

COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20), les 4, 5, 6, 7, 8, 11, à 20 h. 20 : Britannicus ; le 8, à 14 h. 30 : l'Impromptu de Versailles ; le Misanthrope ; les 0 et 10, à 20 h. 20 : Le roi se meurt ; le 11, à 14 h. 20 : les Acteurs de bonne foi ; On ne badine pas avec l'amour.

CHAILLOT (727-81-15) : relâche.

ODEON (325-70-32), les 10 et 11, à 20 h. 30 : l'Oncle Vania.

PETIT ODEON (325-70-32) (L.), 18 h. 30 : le Naufrage ; 21 h. 30 : le Visage d'Achtar.

T.E.P. (636-79-09) (J., D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. 18 h. : la Tragique Histoire d'Hamlet, prince de Danemark.

PETIT T.E.P. (O. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : Francis Lemarque.

Les salles municipales

CHATELET (233-40-00) (D., L.), 20 h. 30 ; mat. sam., 14 h. 20 ; dim., 14 h. 30 et 18 h. 30 : Volga ; le 8, à 18 h. 30 : Concert, dir. P. Dervaux (Mozart, Prokofiev, Schumann).

NOUVEAU CARRE (277-88-40) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., à 18 h. : Macbeth ; les 4, 7, 8 et 11, à 18 h. 30 : Cirque à l'ancienne ; le 7, à 17 h. 30 : Libre-parcours récital ; le 0, à 20 h. 30 : Arts et techniques du cinéma et de la télévision.

THEATRE DE LA VILLE (274-11-24), les 4, 5, 6, 7, à 18 h. 30 : Susana Rinaldi ; les 10 et 11, à 18 h. 30 : Jessye Norman ; les 10 et 11, à 30 h. 30 : Jacky Parady.

Les autres salles

AIRE LIBRE (322-70-78) (L.) 20 h. 20, mat. dim. à 16 h. : le Décret secret ; 22 h., mat. dim. à 16 h. : Pinok et Matho ; ven. à 18 h. 30 : Chansons de femmes ; sam. à 18 h. 30 : la Maison de l'inceste.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23) (D. soir, L.) 20 h. 45, mat. dim. à 18 h. et 16 h. 30 : Si t'es beau, t'es con.

ATELIER (606-49-24) (D. soir, L.) 21 h., mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30, except. le 8 à 21 h. : la Mouette (à partir du 7).

BIOTHEATRE (261-44-16) (D. soir, L.) 21 h., mat. dim. à 15 h. : Solness le constructeur.

BOUFFES DU NORD (280-28-04) à partir du 10, à 20 h. 30 : Ubu.

BOUFFES-PARISIENS (073-87-94) (L.) 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : le Petit Fils du Cheik.

CARTOUCHERIE DE VINCENNES, Théâtre de l'Aquarium (374-99-81) (mer., dim. soir) 20 h. 20, mat. dim. à 16 h. : les Clowns Macloma. Théâtre du Soleil (374-24-08) (mer., jeu., dim. soir) 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 15 h. 30 : David Copperfield. Théâtre de la Tempête (328-36-36) (mer., jeu., dim. soir) 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 15 h. 30 : Dom Juan.

CITE INTERNATIONALE (589-38-69), A la Resserre (D., L.) 21 h. : l'Entraînement du champion avant la course (à partir du 5).

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (359-37-03) (D. soir, L.) 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : le Bateau pour Lipaia (relâche except. le 4).

COMEDIE-CAUMARTIN (073-43-41) (J.) 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Boeing-Boeing (à partir du 8).

FONTAINE (874-74-40) (D. soir, Mar.) 21 h., mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Rendez-vous à Hollywood.

GAITE-MONTPARNASSE (633-16-18) (D. soir, L.) 21 h., mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Elles... Staffy, Pomme, Jane et Vivi.

HUCHETTE (326-38-99) (D.) 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.

IL TEATRINO (322-28-92) (D.) 20 h. 30 : Louise la Pétroleuse.

LA BRUYERE (874-76-99) (J.) 21 h., mat. dim. à 15 h. : la Rose et le Chou-fleur.

LUCERNAIRE (544-57-34), I (L.) 18 h 30 : la Belle Vie ; (D. soir, L.) 20 h 30, mat. dim. à 15 h. : les Ecrits de Laure ; 22 h. 30, mat. dim à 17 h. : les Entretiens avec le professeur Y. A. ; le 7 : Elise ; le 10 : les Jeux et les Gestes.

MADELEINE (265-07-09) (Mer., D. soir) 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 16 h. 30 : Peau de vache (à partir du 12).

MARIGNY (265-04-41) (J.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : Miam-Miam (à partir du 13).

MATHURINS (265-90-00) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. : La ville dont le prince est un enfant.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : les Vignes du seigneur.

MICHODIERE (742-95-88), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 20 (dernière) : Pauvre Assassin.

MOGADOR (285-28-80), le 10, à 14 h. 30 : les Précieuses ridicules. Le Médecin malgré lui.

MONTPARNASSE (326 89-90) (L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : Trois Lits pour huit.

MOUFFETARD (336-02-87) (D.), 20 h. 30 : le Fou et la Nonne (à partir du 6).

NOUVEAUTES (770-52-76) (J., D. soir), 21 h., mat. dim. à 15 h. 30 et 16 h. 30 : Apprends-moi Céline (à partir du 6).

ŒUVRE (874-42-52) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. et 18 h. : la Magouille.

ORSAY (548-38-53) I, les 5 et 6 à 20 h. 30 : l'Eden cinéma ; les 4 et 7 à 20 h. 30, le 8 à 15 h. : Harold et Maude. A partir du 10 à 20 h. 30 : le Rhinocéros. II (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 16 h. 20 : Albert Nobbs.

PALAIS-ROYAL (742-84-29) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : la Cage aux folles (rel. excep. les 4 et 5), le 0 à 20 h. 30 : Rencontres (les Valses de Paris).

PARIS-NORD (228-43-42) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : la Princesse de Clèves.

LA PENICHE (205-40-39) (D.), 20 h. 20 : le Psychopompe.

PLAISANCE (320-00-06) (D.), 20 h. 45 : Adieu Supermac.

PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. et 16 h. : Pas d'orchidées pour miss Blandish.

PRESENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : le Nouveau Locataire.

SAINT-GEORGES (878-63-47) (J. D. soir), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 16 h. 30 : Topaze.

THEATRE CAMPAGNE PREMIERE (322-75-93), 21 h. 30 : Par-delà les marronniers (à partir du 10).

THEATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h. 45 : Sylvie Joly.

THEATRE MARIE-STUART (508-17-80) (J., D., L.), 16 h. : Punk Rats, (D.), 21 h. : Elle, Elle et Elle.

THEATRE DU MARAIS (277-47-65) (D.), 20 h. 45 : Tueur sans gages.

THEATRE OBLIQUE (355-02-94) I (O.), 16 h. 30 : les Derniers Hommes ; II (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 18 h. : Blaise Pascal.

THEATRE DE PARIS (874-20-44) (D. soir, L.), 21 h., mat. sam. et dim. à 18 h. : Vive Henri IV.

THEATRE DES 400 COUPS (329-39-69) (D.), 20 h. 30 (+ V. et S. à 24 h.) : l'Autobus, 21 h. 30 : Qu'elle était verte ma salade, 22 h. 30 : J. Seiler.

THEATRE 347 (874-28-34) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : la Ménagerie de verre.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. et 18 h. : Ovni soit qui mal y pense.

TROGLODYTE (222-93-54), J. V. à 21 h. : l'Amythocrate ; sam. à 14 h. 30 et 21 h., dim. à 15 h. 30 : Gugozone.

VARIETES (233-09-92) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Fâfé de Broadway.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 21 h. : Seule dans la boîte ; 22 h. 15 : Youth.

AU COUPE-CHOU (272-01-73) (D.), 20 h. 30 : Néo-Cid 77 ; 22 h. : les Frères ennemis ; (D., L.), 23 h. 30 : les Mystères du confessionnal.

BLANCS-MANTEAUX (277-42-51) (D), 20 h. 30 : Bruno Garcin (dernière le 7) ; 20 h. 30 : Alex Métayer (à partir du 9) ; 21 h. 45 : Au niveau du chou ; 23 h. 15 : les Autruches.

LA BRETONNERIE (272-24-81) (D., L.), 20 h. 30 et 22 h. 15 : Dialogades ; le Certificat (jusqu'au 6) ; le 10 à 21 h. : C'est pour de rire.

CAFE D'EDGAR (326-13-68), (D), I : 20 h. 15 : Douby ; 21 h. 45 : Popeck ; II : 22 h. 30 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.

CAFE DE LA GARE (278-52-51), (L.), 20 h. : Plantons sous la suie ; (D., L.), 22 h. : Une pitoyable mascarade.

CAMPAGNE PREMIERE (322-75-93) (L.), I : 18 h. 30 : Sugar Plum ; II : 20 h. : la Matriarche ; 21 h. et dim. à 17 h. : Parade (J. Bois).

COUR DES MIRACLES (548-85-60) (O.), 20 h. 30 : Léonard ; 22 h. : Fromage ou dessert ; (D., L., Mar.), 23 h. 30 : Marianne Sergent (dern. le 7).

DIX-HEURES (606-07-48) (D., L.), 20 h. 15 : les Jumelles.

LE FANAL (233-91-17) (D., L.), 16 h. 30 : Béatrice Arnac ; (D.), 20 h. 45 : le Président.

LA MAMA DU MARAIS (272-08-51) (L.), 20 h. 45 : Il était la Belgique une fois.

LA MURISSERIE DE BANANES (508-11-67) (D., L.), 20 h. 30 : Mama Bea ; 22 h. 15 : Teca et Ricardo (jusqu'au 6).

PALAIS DES ARTS (272-62-98) (D., L.) 16 h. 30 : les Jeanne.

PETIT BAIN NOVOTEL (858-90-10) (D.), 21 h. : Valérie Bellet ; 22 h. 30 : Denis Wetterwald.

PETIT CASINO (278-38-50) (D.). 21 h. 15 : Du Dac au Dac ; 22 h. 30 : J.-C. Montella.

LE PLATEAU (271-71-00) (D., L.), 20 h. 30 : Rosine Pavey ; 22 h. : Green et Lejeune.

LE SELENITE (033-53-14) (Mar.), I : 20 h. : Huis Clos ; 21 h. : Grivoisons ; 22 h. : les Prunczozos ; II : 21 h. : les Bonnes ; 23 h. 30 : Megumi Satsu.

SPLENDID (887-33-82) (D. L.), 22 h 15 : Amours, coquillages et crustacés.

TOUT A LA JOIE (322-67-08) (L.), 20 h. 30 : Je vote pour moi ; 21 h. 30 : N'oublie pas que tu m'aimes.

VIEILLE GRILLE (707-60-93) (L.), I : 16 h. 30 : René Pentin (à partir du 5) ; 21 h. 45 : Soli-Loques ; II : 22 h. : Michel Cailleux, Rectangle blanc.

LA VEUVE PICHARD (278-67-03), (O., L.), 20 h. 30 : Renaud ; 22 h. : le Secret de Zonga.

Dans la région parisienne

AULNAY-SOUS-BOIS, Hôtel de ville (929-71-52), le 7 à 21 h. : Wallace Davenport et l'Original Jazz Band of R. Fonseque.

BEZONS, Théâtre (982-20-88) le 7 à 21 h. : la Fortune de Gaspard.

BOULOGNE-BILLANCOURT, T.B.B. (603-60-44), les 6, 6, 7 à 20 h. 30 ; le 6 à 15 h 30 : Célimane, le bien-aimé.

BRETIGNY, Théâtre Gérard-Philipe (084-38-68), le 10 à 20 h. 30 : B. Dangel, J. Lin, J.-L. Salmon, J.-L. Vincent.

COURBEVOIE, Maison pour tous (333-63-52), le 5 à 21 h. : Tiny Swingers ; le 7 à 21 h. : Chaotisme et Eternité (mime).

CRETEIL, MAC André-Malraux (899-94-50), le 7 à 20 h 30 : Archie Shepp ; le 8 à 16 h. : S. Molla et A. Okamoto.

ELANCOURT, Maison pour tous (062-82-81), le 4 à 14 h. : Rencontres chorales des Yvelines ; le 9 à 21 h. : la Duchesse de Langeais : Solange.

EVRY, Agora (077-93-50), le 8 à 18 h. : les Fourberies de Scapin.

GENNEVILLIERS, Théâtre (793-63-12), les 5, 6 et 7, à 20 h 45 ; le 6 à 17 h. : Tambours dans la nuit.

IVRY, Théâtre des quartiers (672-37-43), (J., D soir) 20 h 30, mat. dim. à 18 h. : les Burgraves (à partir du 8).

MARLY-LE-ROI, Maison Jean-Vilar (958-74-87) le 7 à 21 h. : Parole de femme.

NOGENT, Pavillon Baltard le 10 à 20 h 30 : Concert Lamoureux, dir. P. Condamin (Mozart, Schubert, Strauss).

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, Eglise (973-73-73), le 6 à 21 h. : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. E. Krivine (Bach).

LES ULIS, Gymnase (907-79-88), le 10 à 21 h. : les Mummenschanz.

LE VESINET, CAL (976-32-75), le 7 à 21 h. : les Mummenschanz.

VILLEPREUX, Théâtre du Val-de-Gally (462-49-97), le 7 à 21 h. : la Jeune Fille Violaine.

VINCENNES, Théâtre Daniel-Sorano (374-73-74), I. (D. soir), 21 h., mat. dim. à 18 h. : Blanche Aliceta. II. (D. soir, M.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : Roméo et Juliette.

Cinema

(*) Films interdits aux moins de treize ans.

(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 4 JANVIER. — 15 h. : King Kong, de M. C. Cooper et E. B. Schoedsack ; 18 h. 30 : l'Expédition du « Kon-Tiki », de T. Heyerdahl ; M. Ichac et J.-J. Languepin ; 20 h. 30 : Scarface, de H. Hawks ; 22 h. 30 : Une fille unique, de P. Nahoun. — Petite salle : Festival international du film de Lille. — 19 h. : le Centre Pompidou, de R. Rossellini ; le Château de sable, de C. Hoedeman ; David, de P. Driessen ; Ben Chavis ; les Dix de Wilmington, de J.-D. Simon ; Rêve, de P. Foldes ; le Poulet noir, de A. Lile ; 21 h. : la Casquette de Boudiony, de Pavlenko ; Une simple histoire, de J. Elek ; Cauchemar, de A. Marks.

JEUDI 5. — 15 h. : Nana, de J. Renoir ; 18 h. 30 : les Cousins, de C. Chabrol ; 20 h. 30 : l'Ange bleu, de J. von Sternberg ; 22 h. 30 : Sur la queue du tigre, de A. Kurosawa. — Petite salle : Festival international du film de Lille : 19 h. : Tago, de P. et G. Ekholm ; la Vie quotidienne, de P. Szulkin ; Phoenix, de P. Oligorovski ; The Doonesberry special, de J. et P. Hubley et G. Trudeau ; Timor, terre agressée, terre d'espoir ; Plus d'un million d'années, de D. Naden ; 21 h. : Histoire de gant, de E. Noyes ; 25 octobre, premier jour, de Norchtein ; Number our days, de L. Littman ; La gomme à effacer, de S. Terayama ; Dialogue, de O. Haddman ; Piaget, de C. Goretta.

VENDREDI 6 JANVIER. — 15 h. : Pierre le Grand, de P. Vladimir ; 18 h. 30 : Lumière d'été, de J. Grémillon ; 20 h. 30 : Au nom du père, de M. Bellochio ; 22 h. 30 : l'Ange ivre, de A. Kurosawa. — Petite salle : Festival international du film de Lille : 19 h. : le Passage à niveau, de J. Kucia ; Ces femmes du syndicat, de J. Reichert, J. Klein et M. Mogulescu ; Cube mon Cube, de G. Van Dijk ; Vie nomade, de M. Obenhaus ; 21 h. : Fracture, de P. et G. Brizzi ; le Vieux Chat, de J. Remenar ; Hors-jeu, de O. Schwizgebel ; le Blanc des yeux, de H. Colomer ; C'était un Québécois en Bretagne, madame, de P. Perrault.

SAMEDI 7 JANVIER. — 15 h. : Metropolis, de F. Lang ; 16 h. 30 : le Procès, de O. Welles ; 20 h. 20 : El Bruto, de L. Buñuel ; 22 h. 30 : Les salauds se portent bien, de A. Kurosawa. — Petite salle : Festival international du film de Lille : 19 h. : le Meurtre d'un œuf, de P. Driessen ; la Soufrière, de W. Herzog ; Tourbillon d'extase, de D. Pohl ; Di Cavalcanti, de Glauber Rocha ; Dear Marjory Boobs, de S. Godfrey ; Bernice change de coiffure, de J. Micklin Silver ; 21 h. : la Nichée, de G. Collin ; la Plage à distance, de K. Nakagawa ; Consolation, de H. Nassenstein ; Raison d'être, de Y. Dion.

DIMANCHE 8 JANVIER. — 15 h. : Limelight, de C. Chaplin ; 18 h. 30 : le Voyou, de C. Lelouch ; 20 h. 30 : l'Audience, de M. Ferreri ; 22 h. 30 : les Bas-fonds, de A. Kurosawa. — Petite salle : Festival international du film de Lille. — 10 h. : Oremus, de O. Hedman ; Dance ten, de D. Chase ; Boom, de C. Rye ; Clair-obscur, de P. Boehner ; Quand les femmes ont pris la colère, de S. Chappedelaine ; 21 h. : Auto-portrait, de N. Reus ; Strip cartoon, de C. Sharp ; En direct de, de S. Wilson ; Deal, de J. Schott et E. J. Vaughn.

LUNDI 9 JANVIER. — Relâche.

MARDI 10 JANVIER. — 15 h. : les Précieuses ridicules ; 16 h. 30 : la Vie d'un honnête homme, de S. Guitry ; 20 h. 30 : Electre, de M. Cacoyannis ; 22 h. 30 : Macbeth, de A. Kurosawa. — Petite salle : Festival international du film de Lille. — 19 h. : le Métayer, de T. Louhichi ; le Paysagiste, de J. Drouin ; Etat d'exception, de L. Nunez ; The white Laager, de P. Davis et B. Callaghan ; 21 h. : Le Caire ou la Cité des morts, de J. Saab ; Histoire de var, de Z. Nemec ; Comme il vous plaira, de Z. Huszarik ; In plain sight, de J. Aaron ; Agripino, de J. Lindqvist.

Les exclusivités

L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) (**) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).

L'ANIMAL (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Colisée, 8e (359-29-46), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), Fauvette, 13e (331-56-86), Ternes, 17e (380-10-41).

ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Marbeuf, 8e (225-47-10).

L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Monte-Carlo, 8e (225-09-83). — V.f. : Nations, 12e (343-04-67), Impérial, 2e (742-72-52), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

ARRETE TON CHAR... BIDASSE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Ermitage, 8e (359-15-71), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (539-52-43), Murat, 16e (288-99-75).

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It. v.o.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).

LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A., v.o.) : Normandie, 8e (359-41-16) en soirée. — V.F. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e en matinée, U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Napoléon, 17e (380-41-46).

LA BALLADE DE BRUNO (All., v.o.) (*) : Styx, 5e (633-08-40).

BIG GENERATION (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

BOBBY DEERFIELD (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

BRANCALEONE S'EN VA-T-AUX CROISADES (It., v.o.) : le Marais, 4e (278-47-86) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).

COURS APRES MOI, SHERIF (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Ciné-monde-Opéra, 9e (770-01-90) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

LE CRABE-TAMBOUR (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).

DEUX SUPER-FLICS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Mercury, 8e (225-75-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).

OIABOLO MENTHE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (033-35-40) (deux salles) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

L'ESPION QUI M'AIMAIT (A., v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LE FOND DE L'AIR EST ROUGE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic, 14e (542-67-42).

FORTINI-CANI (Fr., v. It.) : la Seine, 5e (325-95-99), (H. Sp.).

LA GUERRE DES ETOILES (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; le Paris, 8e (359-53-99) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

HARLAN COUNTY U.S.A. (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).

MON BEAU LEGIONNAIRE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Omnia, 2e (233-39-36) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

Les films nouveaux

BARBEROUSSE, film japonais d'Akira Kurosawa (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

LA PART DU FEU, film français d'Etienne Périer : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-10) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

L'EMPIRE DES FOURMIS GEANTES, film américain de B. Gordon (*) : (v.o.) Biarritz, 8e (723-69-23) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Les Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

UN VICE DE FAMILLE, film italien de M. Laurenti (**) : (v.f.) Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

MORT D'UN POURRI (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

NEUF MOIS (Hong., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

NOUS IRONS TOUS AU PARADIS (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Lord Byron, 8e (225-04-22) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Diderot, 12e (343-19-29) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

L'ŒUF DU SERPENT (A., v.o.) (**) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaîté-Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Lumière, 9e (770-84-64) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

ORCA (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Omnia, 2e (233-39-36) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (225-41-46) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Les Tourelles, 20e (636-51-98).

UN OURSIN DANS LA POCHE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

PADRE PADRONE (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

POURQUOI PAS ? (Fr.) (*) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnasse, 14e (326-22-17) ;

REPERAGES (Suis.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Athéna, 12e (343-07-48).

SECTION DE CHOCS (It., v.o.) (**) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).

LA SEPTIEME COMPAGNIE AU CLAIR DE LUNE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

SKATEBOARD (A., v.f.) : Haussmann, 8e (770-47-55) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LE THEATRE DES MATIERES (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33).

LES TZIGANES MONTENT AU CIEL (Sov., v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Studio Raspail, 14e (326-38-98).

UNE SALE HISTOIRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-16) ; Olympic, 14e (542-67-42) (H. Sp.).

UN MOMENT D'EGAREMENT (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LA VIE PARISIENNE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

Dans la région parisienne

YVELINES (78)

CHATOU, Louis-Jouvet (966-20-07) : le Crabe-Tambour : mar. 21 h. ; Car Wash (v.o.) : Olympia (966-11-53) : L'espion qui m'aimait.

CONFLANS-SAINTE-HONORINE, U.G.C. (072-60-96) : le 7e Compagnie au clair de lune ; l'Empire des fourmis géantes (*) ; Si ce n'est toi, c'est donc ton frère.

LA CELLE-SAINT-CLOUD, Elysées II (969-69-56) : New-York, New-York ; Section de chocs.

LE CHESNAY, Parly II (954-54-00) : Orca ; Nous irons tous au paradis ; la 7e Compagnie au clair de lune ; Diabolo menthe ; l'Empire des fourmis géantes (*).

LES MUREAUX, Club A et B (474-04-53) : Cours après moi shérif ; Mon beau légionnaire ; Ciné Y et Z (474-94-46) : la 7e Compagnie au clair de lune ; l'Empire des fourmis géantes (*).

LE VESINET, Médicis (966-18-15) : ven., sam., dim. : Annie Hall ; Cinécal (976-39-17) : Il était une fois dans l'Ouest.

ELANCOURT (062-81-84) : A : Arrête ton char bidasse ; lun., mar. : Network ; B : le Crabe-Tambour.

MANTES, Domino (092-04-05) : Mort d'un pourri ; Diabolo menthe ; Bernard et Bianca ; Normandie (477-02-35) : la Part du feu.

POISSY, U.G.C. (965-07-12) : Diabolo menthe ; la 7e Compagnie au clair de lune ; Arrête ton char bidasse ; Skateboard.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, C 2 L (963-04-06) : Bernard et Bianca ; la Part du feu ; Royal (963-09-72) : Deux super-flics ; sam. 17 h. : le Dernier des Géants ; sam. 24 h. : le Jardin des supplices.

MAULES, Etoiles (478-65-74) : ven., sam., dim. : l'Amour en herbe ; sam., dim. : Comme la lune (*).

VELIZY, Centre Commercial (946-24-26) : Mort d'un pourri ; Diabolo menthe ; Deux super-flics ; Bernard et Bianca.

VERSAILLES, Cyrano (950-58-56) : Bernard et Bianca ; Mort d'un pourri ; Mon beau légionnaire ; la Part du feu ; Deux super-flics ; Arrête ton char bidasse ; C2L (950-35-55) : Un moment d'égarement ; Club (950-17-96) : mer., dim., 14 h. 30 : Parade ; jeu., ven., 21 h. : le Diable probablement ; sam., 17 h., lun., 21 h. : le Journal d'Anne Frank ; sam., 21 h., dim., 17 h. : Un cadavre au dessert ; dim., mar., 21 h. : Cria Cuervos (v.o.).

ESSONNE (91)

BOUSSY-SAINT-ANTOINE, Buxy (900-50-82) : la Guerre des étoiles ; Nous irons tous au paradis ; Orca ; la Part du feu.

BURES-ORSAY, Ulis (907-54-14) : Orca ; Arrête ton char bidasse ; la Part du feu ; la 7e Compagnie au clair de lune.

EVRY, Gaumont (077-06-23) : Mort d'un pourri ; Diabolo menthe ; On oursin dans la poche ; la 7e Compagnie au clair de lune ; Un moment d'égarement.

GRIGNY, France (906-46-96) : Nous irons tous au paradis ; le Nuit des vers géants (**) ; Paris (905-79-60) : El macho.

PALAISEAU, Casino (014-26-60) : ven., sam., 20 h., dim., 14 h., 17 h. : Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine ; jeu., dim., 21 h. ; sam., 22 h. 30 : l'Enfer des Mandingos (*).

CORBEIL, Arcel (086-06-44) : Bernard et Bianca ; Arrête ton char bidasse ; Orca.

RIS-ORANGIS, Cinoche (906-72-72) : les Hommes du président ; Network ; les Chaînes ; le Prête-nom ; salle R.-Desnos : Morgan fou à lier.

SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS, Perray (016-07-36) : Arrête ton char bidasse ; Orca ; Nous irons tous au paradis ; Un moment d'égarement.

HAUTS-DE-SEINE (92)

ASNIERES, Tricycle (793-02-13) : Diabolo menthe ; Mort d'un pourri ; Un moment d'égarement.

BAGNEUX, Lux (664-02-43) : Bobby Deerfield.

BOULOGNE, Royal (605-06-47) : Nous irons tous au paradis.

GENNEVILLIERS, Maison pour tous (793-21-63) : mer., jeu., sam. 21 h., dim. 15 h. : Annie Hall ; ven., mar. 21 h. : les Orphelins (v.o.) ; Salle R.-Desnos : ven., 21 h. : Annie Hall ; sam., 21 h. : les Orphelins.

RUEIL, Artel (749-48-35) : Diabolo menthe ; Mort d'un pourri ; Studio (749-18-47) : la Vie devant soi ; l'Enfer des Mandingos (*) ; Si ce n'est toi c'est donc ton frère.

NEUILLY, Village (722-83-05) : Deux super-flics.

VAUCRESSON, Normandie (970-28-60) : Nous irons tous au paradis ; lun., 21 h. : Trois ans en Chine ; sam., dim., mar. : J.-A. Martin photographe.

SCEAUX, Trianon (561-20-52) : la Flûte à six schtroumpfs ; Trois ans en Chine ; la Vie devant soi.

SEINE-SAINT-DENIS (93)

AUBERVILLIERS, Studio (833-16-16) : les Enfants du placard ; Pour Clémence ; les Indiens sont encore loin.

AULNAY-SOUS-BOIS, Parinor (931-00-05) : Mort d'un pourri ; Bernard et Bianca ; Diabolo menthe ; la Part du feu. — Prado : Nous irons tous au paradis.

BAGNOLET, Cinhoche (360-01-02) : Repérages.

BOBIGNY, Centre commercial (830-69-70) : la Bataille de Midway ; Orca ; Arrête ton char, bidasse.

DRANCY, Trianon (284-00-10) : D.S. : la Toubib aux grandes manœuvres.

EPINAY, Epicentre (826-89-50) : Nous irons tous au paradis ; la Toubib aux cours du soir (*) ; la 7e Compagnie au clair de lune.

LE BOURGET, Aviatic (284-17-86) : Diabolo menthe ; Mort d'un pourri ; la 7e Compagnie au clair de lune.

LE RAINCY, Casino (627-11-88) : Mer., 17 h. : A l'est d'Eden ; Nous irons tous au paradis.

PANTIN, Carrefour (843-38-02) : Bernard et Bianca ; Deux super-flics ; Orca ; l'Empire des fourmis géantes (*) ; la Part du feu ; Arrête ton char, bidasse.

MONTREUIL, Méliès (858-45-33) : Arrête ton char, bidasse ; la Part du feu ; la Guerre des étoiles.

ROSNY, Artel (528-90-00) : la Guerre des étoiles ; Bernard et Bianca ; Orca ; Arrête ton char, bidasse ; Deux super-flics ; Mort d'un pourri.

SAINT-OUEN, Alhambra (254-02-27), Mer., J., D., 21 h. : le Dernier des géants ; mer., V, S, D. : Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine.

VINCENNES, Palace (328-22-56) : Marche pas sur mes lacets.

VAL-DE-MARNE (94)

CACHAN, Pléiade (253-13-58) : le Crabe-Tambour, Mar. : 1900 (2e partie).

CHAMPIGNY, Pathé (706-03-04) : Diabolo menthe ; l'Argent de la vieille ; Un moment d'égarement ; Mon beau légionnaire ; la 7e Compagnie au clair de lune.

CRETEIL, Artel (898-92-64) : Bernard et Bianca ; Orca ; la Guerre des Etoiles ; Arrête ton char, bidasse ; la Part du feu ; Deux super-flics.

LA VARENNE, Paramount (883-89-20) : Deux super-flics ; la Part du feu ; Bernard et Bianca.

JOINVILLE-LE-PONT, Royal (883-22-26) : le Crabe-Tambour.

LE PERREUX, Palais du Parc (324-17-04) : Bernard et Bianca.

MAISONS-ALFORT, Club (376-71-70) : le Toubib aux cours du soir (*) ; la Nuit des vers géants (**), la 7e Compagnie au clair de lune.

NOGENT-SUR-MARNE, Artel (871-01-52) : Arrête ton char, bidasse ; Deux super-flics ; Mort d'un pourri ; l'Empire des fourmis géantes (*). — Port : la Part du feu, York, New-York ; Section de chocs. York-New-York ; Section de chocs.

THIAIS, Belle-Epine (686-37-90) : Diabolo menthe ; Mort d'un pourri ; Un moment d'égarement ; la 7e Compagnie au clair de lune.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, Artel (389-08-54) : l'Empire des fourmis géantes (*) ; Skateboard ; Nous irons tous au paradis.

VAL-D'OISE (95)

ARGENTEUIL, Alpha (981-00-07) : la 7e Compagnie au clair de lune ; Nous irons tous au paradis ; Deux super-flics ; Mort d'un pourri ; Cours après moi, shérif ; l'Empire des fourmis géantes (*). — Gamma (98)-00-03) : Bernard et Bianca ; la Guerre des étoiles ; Arrête ton char, bidasse ; Mon beau légionnaire.

CERGY-PONTOISE, Bourvil (030-46-60) : Diabolo menthe ; la Part du feu ; Bernard et Bianca ; Arrête ton char, bidasse.

ENGHIEN, Français (417-00-44) : Arrête ton char, bidasse ; Un moment d'égarement ; Mort d'un pourri ; Deux super-flics ; la Part du feu. — Marly : Diabolo menthe. — Bollywood : Bernard et Bianca.

SAINT-GRATIEN, Olympics (989-21-89) : On achève bien les chevaux, Bobby Deerfield ; Nous irons tous au paradis.

SARCELLES, Flanades (990-14-33) : Orca ; Bernard et Bianca ; On moment d'égarement ; Arrête ton char, Bidasse ; l'Empire des fourmis géantes (*).

Les festivals

HITCHCOCK (v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90). Mer. : le Rideau déchiré ; J. : l'Etau ; V. : Psychose ; S., D. : Frenzy ; L. : la Mort aux trousses ; Mar. : Complot de famille.

M. DURAS : Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 30 : Baxter, Vera Baxter ; 12 h. 20 : India Song ; 16 h. et 20 h. : le Camion.

C. CHAPLIN (v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78), Mar., J. : les Temps modernes ; V. : Monsieur Verdoux ; Mer., S. : la Ruée vers l'or ; D. : le Kid ; L. : les Lumières de la ville. — Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07), Mer., L. : les Temps modernes ; J., D. : la Ruée vers l'or ; V. : Charlot soldat ; Pèlerin ; S. : le Kid ; Mar. : l'Emigrant.

COMBOISS MUSICALES U.S.A. (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50), Mer., J. : le Magicien d'Oz ; V., S. : Un Américain à Paris ; D., L., Mar. : Chantons sous la pluie.

LES GRANDS ACTEURS DU CINEMA ITALIEN (Totto, Citti, Testi, Gemma) (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), Mer., J. : Accattone ; V. : On vrai crime d'amour ; S. : Uccellacci e Uccellini ; D. : l'Héritage ; L. : les Sorcières ; Mar. : Ostia.

HOMMAGE A E. TAYLOR (v.o.) : Olympic, 14e, Mer., J. : Reflets dans un œil d'or ; V. : l'Oiseau bleu ; S. : Géant ; D. : Soudain, l'été dernier ; L., Mar. : la Vénus au vison.

J. DEMY : Action République, 11e, (805-51-33), mer., J. : Lola ; V., S., D. : les Demoiselles de Rochefort ; L., Mar. : le Joueur de flûte de Hamelin.

MEL BROOKS (v.o.), Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25), jours pairs : Frankenstein Jr. ; jours impairs : la Dernière Folie de Mel Brooks.

W. ALLEN (v.o.), Studio Logos, 5e (033-26-42), mer., D. : Woody et les robots ; J., L. : Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sexe ; V., Mar. : Guerre et Amour ; S. : Prends l'oseille et tire-toi.

CINEMA FANTASTIQUE (v.o.), Acacias, 17e (754-97-83), 13 h. 30 : l'Horrible Cas du docteur X ; 15 h. : l'Empire de la terreur ; 16 h. 30 : la Pluie du diable ; 18 h. : l'Abominable Docteur Phibes ; 19 h. 30 : le Retour de l'abominable docteur Phibes ; 21 h. : l'Abattoir humain ; 22 h. 30 : la Malédiction d'Arkham ; V. et S. à 0 h. : Théâtre de sang.

Cinéma

Les grandes reprises

ALICE DANS LES VILLES (All., v. am.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78). — V.f. : Denfert, 14e (033-00-11).
L'AUTRE (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40) (sf Mar.).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-47-19).
CABARET (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) (*) : La Pagode, 7e (705-12-15).
CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).
CHARLOT, GENTLEMAN VAGABOND (A., v.o.) : La Pagode, 7e (705-12-15).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16).
LA DERNIERE FOLIE DE MEL BROOKS (A., v.o./v.f. : Escurial, 13e (707-28-04). — V.f. : Les Tourelles, 20e (636-51-98). Sam. à 17 h.
EASY RIDER (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-47-19).
ENTRONS DANS LA DANSE (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
FAMILY LIFE (Angl., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LES FEUX DE LA RAMPE (Limelight) (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (531-44-58).
JOUR DE FETE (Fr.) : Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
LOVE STORY (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Actua Champo, 5e (033-51-60).
MAHLER (Ang., v.o.) : Dominique, 7e (705-04-55) (sf Mar.).
LES MARX BROTHERS AU GRAND MAGASIN (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. sp.
MONIKA (Suéd., v.o.) : Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
MON ONCLE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-19-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34).
MONTY PYTHON (Ang., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
MORE (A., v.o.) (**) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
ONE, TWO, THREE (A., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Hausmann, 9e (770-47-55).
PANIQUE A L'HOTEL (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99). H. sp.
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
TANT QU'IL Y AURA DES HOMMES (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (531-44-58).
LES VACANCES DE M. HULOT (Fr) : Grand Pavois, 15e (531-44-58).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Champollion, 5e (033-51-60).
WEMBLEY ROCK FESTIVAL (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
WOODSTOCK (A., v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13).

Les séances spéciales

LA CECILIA (Fr.), Olympic, 14e (542-67-42), à 18 h. (sf S. et D.)
DEUX OU TROIS CHOSES QUE JE SAIS D'ELLE (Fr.), Studio Galande, 5e (033-72-71), à 12 h. 15 (+ V. et S. à 24 h.)
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
JE, TU, IL, ELLE (Fr.), Le Seine, 5e (325-95-99), à 12 h. 15.
JULES ET JIM (Fr.), Olympic, 14e, à 18 h. (sf S. et D.).
LENNY (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MATA HARI (A., v.o.) : La Clef, 5e, à 12 h. et 24 h.
MEAN STREET (A., v.o.) : La Clef, 5e, à 12 h. et 24 h.
ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX (A., v.o.) : Olympic, 14e, à 18 h. (sf S. et D.).
TAKING OFF (A., v.o.) : Lucernaire, 6e, à 12 h. et 24 h.
UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Olympic, 14e, à 18 h. (sf S. et D.).

RADIO-TÉLÉVISION

AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

La IVe République démythifiée

Faire tenir en deux heures d'écran les douze années de l'histoire de la IVe République, une histoire mouvementée et contrastée, c'était une gageure. Et c'en était une autre que de demander à six spécialistes de cette époque, historiens et journalistes, de formuler en trois demi-heures leurs remarques, leurs souvenirs et leurs jugements.

Cette double gageure, Georgette Elgey, auteur avec Daniel Lander du film la IVe République (1), l'a tenue. Il ne pourrait évidemment être question, ni par l'image, ni dans le débat, d'être exhaustif, ou même d'aller au fond des choses. Du moins pouvait-on espérer, et c'est là que la télévision est irremplaçable, que quelques idées reçues seraient mises à mal, et corrigées quelques-unes des erreurs communément admises, pour avoir été trop répétées depuis vingt ans, sur la nature, les défauts et les réalisations, la chute, enfin, de ce régime. Cet espoir n'a pas été déçu.

D'entrée de jeu, les positions sont prises et chacun, dès lors, brodera sur le thème qu'il a choisi, développera l'explication qu'il donne, en réponse aux questions de Joseph Pasteur, sur les causes profondes de l'effondrement de la IVe en 1958. Jacques Fauvet privilégie, parmi des causes multiples, la défaillance et la cécité des classes dirigeantes françaises durant les guerres coloniales, d'Indochine d'abord, d'Algérie ensuite. Son analyse, son témoignage d'historien d'un régime qu'il a décrit après l'avoir vécu jour après jour comme journaliste politique, est complété plus que discuté par Georgette Elgey, auteur, elle aussi, d'une histoire de ce régime, qui met l'accent sur les mensonges, par omission surtout, des hommes politiques qui savent la vérité, mais qui ont peur de la dire au pays.

Un constat d'échec

A l'explication psychologique et pratique, deux des universitaires présents, François Dreyfus, professeur à l'université de Strasbourg, et Jacques Julliard, professeur à Vincennes, auteurs également d'ouvrages sur la IVe, préfèrent une description institutionnelle : la Constitution, disent-ils en substance, n'a pas été appliquée, elle a mal fonctionné, elle a même été parfois violée. De son côté, Alfred Grosser, professeur à l'Institut d'études politiques, qui a étudié particulièrement la politique étrangère de la IVe, ajoute à ce constat d'échec institutionnel l'absence de majorité, les clivages n'étant pas les mêmes entre les partis tantôt coalisés, tantôt opposés, sur l'attitude à l'égard du communisme, sur la décolonisation et sur la Communauté européenne de défense. Enfin, Jean Elleinstein, historien communiste qui dirige la publication d'une vaste histoire contemporaine, voit dans le constant divorce entre le pays, d'une part, les superstructures politiques — Assemblées, gouvernements, etc., — d'autre part, la faiblesse profonde, la cause essentielle du déphasage du régime et finalement de son effondrement.

En réponse aux questions des téléspectateurs ou bien lorsque la discussion porte sur l'éviction des communistes en 1947, sur l'échec de la Communauté européenne de défense, sur les réalisations économiques et sociales d'un régime dont le bilan, tous en conviennent, n'est nullement négligeable, pas aussi dérisoire qu'on l'assure depuis vingt ans, chacun renforce sa thèse, multiplie les arguments et les démonstrations. Par moments, on a l'impression que les participants ne parlent pas le même langage, et le fossé se creuse entre ceux qui s'expriment en témoins et ceux qui raisonnent en théoriciens de la science politique. De toute leçon, on est entre connaisseurs et loin de la passion que trahissent certaines des questions des téléspectateurs, transmises par Guy Darbois.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(1) Thomas Ferenczi en a rendu compte dans le *Monde* daté 1er-2 janvier, p. 11.

MERCREDI 4 JANVIER

CHAINE I : TF 1

18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Caméra au poing ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien... raconte ! ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Série : Au plaisir de Dieu (dernière partie : L'effritement) ; 22 h., L'événement : Spécial Jimmy Carter.

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Magazine d'actualité : Question de temps.

Deuxième volet du dossier nucléaire consacré au charbon, la bio-énergie, l'alcool et le vent.

21 h. 35, Alain Decaux raconte... Katyn.

Le massacre de plusieurs milliers d'officiers polonais, en mai 1940, doit-il être imputé aux Russes ou aux Allemands ?

22 h. 35, La parole à 18 ans (« Les vertes années »).

Les jeunes et la pollution.

23 h., Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Lutte ouvrière ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (Un film, un auteur) : BREVES VACANCES, de V. de Sica (1972), avec F. Bolkan, R. Salvatori, D. Quenaud.

Une femme, ouvrière dans une usine de Milan, va connaître les premières vacances de sa vie dans un sanatorium où elle soigne une maladie grave.

Un sujet de mélodrame et un certain retour de de Sica à l'inspiration « néo-réaliste ». Ce film est inédit en France.

22 h. 35, Ciné-regards, de J.-M. Perthuis et M. Hermen.

Un nouveau magazine consacré à l'actualité cinématographique. Les films récents et une enquête sur le cinéma à Rouen.

22 h. 20, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « le Mystérieux docteur Cornélius », de G. Lerouge, réal. A. Barroux ; 19 h. 25, La science en marche ;

20 h., La musique et les hommes : « Un rêve de Schubert », par B. Massin ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age, par P. Dupont.

FRANCE-MUSIQUE

19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Un petit train de plaisir ;

20 h. 30, Cordes pincées... Guy Robert, luthiste : « Quatre Pièces » (R. Ballard) « Prélude » et « les Pantalons » (N. Vallet) « Suite » (D. Gaultier), « Prélude » (Bocquet) « Folies d'Espagne » (J. Gallot)... Henriette Gromy-Chauffiac : « les Chinois » et « les Barricades mystérieuses » (Couperin), « Cinq Pièces » (Rameau), « la Forqueray » (Duphly)... Nageshwara Rao vina : Improvisations ; 22 h. 30, France-Musique la nuit ; 23 h., La dernière image.

JEUDI 5 JANVIER

CHAINE I : TF 1

12 h., L'Evangile en papier ; 12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Emissions régionales ; 13 h. 50, Objectif santé ; 18 h., A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Animaux : Caméra au poing ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien... raconte ! ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Feuilleton : La filière, de G. Perrault et J. Cosmos, réal. G.-A. Lefranc, avec Cl. Brosset, J. Belutin, A. Laurence, D. Brian.

21 h. 35, Magazine d'actualité (le forum de l'« Expansion »).

M. Raymond Barre, premier ministre, face aux chefs d'entreprise.

22 h. 40, Allons au cinéma.

23 h. 10, Journal.

CHAINE II : A 2

10 h., Visite en France du président Carter.

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Des lauriers pour Lila ; 14 h. 3, Aujourd'hui madame ; 15 h. 5, Série : Mannix ; 15 h. 55, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Fenêtre sur... ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 5, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 45, Jeu ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Série : Banlieue sud-est, d'après R. Fallet, réal. G. Grangier ; 22 h., Série documentaire : Légendaires, de Ph. Alfonsi, P. Dumayet et P. Pesnot (Le Morfondadi, réalisation M. Teulade).

Permanences des pratiques magiques dans nos campagnes.

22 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Présence socialiste ; 20 h., Jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : L'HOMME DES HAUTES PLAINES, de C. Eastwood (1973), avec C. Eastwood, V. Bloom, M. Hill, M. Ryan, S. Gierasch.

Un étranger arrive dans une petite ville de l'Ouest. Il doit protéger les habitants contre trois tueurs qui vont sortir de prison.

Clint Eastwood joue d'une façon très calculée l'ange exterminateur et se met en scène lui-même avec une parfaite mégalomanie.

22 h. 15, Journal.

22 h. 30, Un événement (l'année de l'Europe et de la mer : portrait d'une ville : Avignon).

FRANCE-CULTURE

13 h. 30, Renaissance des orgues de France ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « le Spectre du gris », de Nicole Ward-Jouve ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture : les lignes de démarcation ; Berlin, par F. Malettra ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 32, Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Mystérieux Docteur Cornélius », de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

20 h., Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos : « Sous le soleil de Satan » et « Histoire de Mouchette », adapt. M. Manoll, avec H. Poirier, G. Franck, V. Billetdoux, réal. G. Godebert ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : New-York-Moyen Age.

FRANCE-MUSIQUE

13 h. 15, Stéréo service ; 14 h., Divertimento : Suppé, Bonneau, Gottschalk ; 14 h. 30, Prélude ; 15 h. 32, Musique française... « Ballets » : L. Aubert, P. Hasquenoph, M. Constant ; 17 h., Postlude ; 18 h. 2, Musiques magazine ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Un petit train de plaisir ;

20 h. 30, Musique de chambre... L'Ensemble Pupitre 14, dir. E. Rosenfeld : « Quintette en mi bémol majeur pour vents et piano » (Mozart), « Variations pour contrebasse » (Bottesini), « Intendo pour percussions et guitare » (X. Benguerel), « Sonate pour flûte, alto et harpe » (Debussy), « Pièces pour violoncelle et piano » (Webern), « Sextuor pour cordes, piano et clarinette », création (A. Tansman) ; 22 h. 30, France-Musique la nuit ; 23 h., Actualité de la musique traditionnelle.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 4 JANVIER

— *M. Edmond Maire*, secrétaire général de la C.F.D.T., participe à l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 15.

— *M. Michel d'Ornano*, ministre de la culture et de l'environnement, est interrogé au cours du journal d'Antenne 2, à 20 heures.

JEUDI 5 JANVIER

— *M. Robert Fabre*, président du Mouvement des radicaux de gauche, est l'invité du « Petit Déjeuner » politique de France-Inter, à 7 heures.

— Le magazine « R.M.-C. Choc » est consacré à la visite du président Jimmy Carter en France, sur R.M.-C. à 13 h. 20.

CARNET

Naissances

— M. François Babou et Mme, née Christine Surre,
sont heureux d'annoncer l'arrivée dans leur foyer de
Astrid,
née le 22 juin 1977.
47, rue Bonaparte, 75006 Paris.

— Yves Dramais et Elisabeth, née Stoupan,
sont heureux de faire part de la naissance de
Guillaume.
Oxford, le 10 décembre 1977.
Kymba, Moreton Road,
Buckingham, Bucks.

— M. Jean-François Schick et Mme, née Christiane-Isabelle Schwed, partagent avec Alexandra la joie d'annoncer la naissance de
Stéphane,
le 30 décembre 1977.
75, rue de l'Assomption,
75116 Paris.

Fiançailles

— Le duc et la duchesse de Polignac
sont heureux de faire part des fiançailles de leur fille, la
princesse Marie-Hélène de Polignac
avec
M. Jean-François Bartholoni.

— M. et Mme Alain Bartholoni
sont heureux de faire part des fiançailles de leur fils,
Jean-François Bartholoni,
avec la
princesse Marie-Hélène de Polignac.

Décès

Maurice BOITEL

Nous apprenons le décès, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, de
Me Maurice BOITEL.

[Avocat honoraire au barreau de Paris, Maurice Boitel y fut inscrit de 1920 à 1970. Sa silhouette imposante était bien connue au palais de justice, où sa science était réputée infaillible en matière de droit social. Ayant adhéré au parti communiste après le congrès de Tours de 1920, il fut l'un des avocats attitrés de la C.G.T. En 1939, il fut l'un des défenseurs des députés communistes. A la libération, il a participé activement, dans l'entourage d'Ambroise Croizat, ministre du travail communiste, à l'élaboration des lois sociales de l'époque. Depuis son retrait du barreau, il collaborait à « Droit ouvrier », revue juridique de la C.G.T.]

— Les familles Bonan, Nataf, Nisard, Tubiana, Fargeon, parentes et alliées,
ont l'immense douleur de faire part du décès de leur très chère et regrettée tante et grand-tante,
Mme Inès BONAN,
officier des Palmes académiques,
auteur-éditeur,
institutrice en retraite,
survenu le 2 janvier, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.
Les obsèques auront lieu le jeudi 5 janvier 1978, à 10 h. 30, au cimetière parisien de Bagneux.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
139, avenue Joffre,
Epinay-sur-Seine.

— Aix-en-Provence.
Le professeur et Mme Marel, leurs enfants et petits-enfants,
L'abbé Georges Bry,
M. et Mme Raymond Viale, leurs enfants et petits-enfants,
Le professeur et Mme Henri Payan, leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Georges Brocard et leurs filles,
M. André Bry, magistrat, et Mme, leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Madeleine Bry,
Mme Jean Fabre,
Les familles Adrien, Fabre et Girardon,
ont la douleur de faire part de la mort de
Mme Joseph BRY,
survenue le 30 décembre 1977.
Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Mme Carlo Cambilargiu et ses filles,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Carlo CAMBILARGIU,
leur époux et père,
survenu le 28 décembre 1977, à Paris.
Le service religieux a été célébré le lundi 2 janvier 1978 en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle.
L'inhumation a eu lieu au cimetière de Bagneux-Parisien dans le caveau de famille.
15, rue Bargue, 75015 Paris.

— Nous avons le regret d'annoncer le décès de
Mme Geneviève-Julie CARDON,
survenu le 30 décembre 1977, dans sa quatre-vingt-huitième année.
61, rue des Epinettes,
75017 Paris.

— M. André Labat,
Mlle Isabelle Labat,
Mme Eugène Labat,
Mme Charles Andreani,
Me Henri Aviat,
M. et Mme Georges Yanitch,
M. Yves Aviat,
ses neveux, nièces, parents, alliés,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de
Mme André LABAT,
née Blanche Aviat,
survenu à Paris le 17 décembre 1977, munie des sacrements de l'Eglise.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale en Bretagne.
Une messe sera célébrée le mardi 10 janvier, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris (16e).
Le présent avis tient lieu de faire-part.
Selon la volonté de la défunte, ni fleurs ni couronnes.
fleurs ni couronnes.
Landebaëron (Côtes-du-Nord).

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Robert MALLET-STEVENS,
née Andrée Leon,
survenu à son domicile le 2 janvier 1978 à l'âge de quatre-vingt-six ans.
Les obsèques auront lieu le vendredi 6 janvier 1978, à 10 h. 45, au cimetière du Montparnasse, où l'on se réunira (entrée principale boulevard Edgar-Quinet).
De la part de :
Mme Lise Guggenheim, sa fille,
M. et Mme Jean Gilbert, ses petits-enfants,
Marie, Valentine et Laurent, ses arrière-petits-enfants.
Cet avis tient lieu de faire-part.
34 bis, rue de Longchamp,
92 Neuilly.
4, avenue Georges-Mandel,
75116 Paris.

— Mme André Marcorelles,
Le capitaine André Marcorelles et Mme,
M. Christian Marcorelles,
Mme veuve Etienne Marcorelles,
ont la douleur de faire part du décès de
M. André MARCORELLES,
H.E.C. 1928,
ancien chef des services financiers de la C.N.E.
Les obsèques ont eu lieu au cimetière d'Auribeau-sur-Siagne 06810, le jeudi 22 décembre 1977 dans la plus stricte intimité familiale et amicale.

— Mme Fernand Marnet,
M. et Mme Jean-Fernand Marnet,
M. et Mme Philippe Marnet,
Thierry, Olivier, Denise, Jean-Nicolas, Pierre, André et Jacques,
ont la douleur de faire part du décès de
Fernand MARNET,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
directeur honoraire de la fabrication des billets de banque
de l'Algérie et de la Tunisie,
lieutenant-colonel honoraire d'artillerie antiaérienne,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
rappelé à Dieu dans sa quatre-vingt-unième année le 26 décembre 1977 à Igny (Essonne).
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Saint-Pierre d'Igny.
Une messe sera dite à son intention, à 11 heures, le samedi 7 janvier 1978 à Notre-Dame de Paris, sa paroisse, en la chapelle du Saint-Sacrement.
9, rue de la Boucherie, Paris (5e).
1, square Beethoven,
Fontenay-le-Fleury (Yvelines).
4, allée Jacques-Cartier,
Igny (Essonne).

— Mme Pierre Mazaud,
M. et Mme Henri Mazaud,
M. Philippe Mazaud,
M. et Mme Marc Mazaud et leurs enfants,
Mme Henri Vauleon,
Le docteur et Mme Pluchard et leurs enfants,
L'intendant militaire et Mme Robert Taureau et leurs enfants,
Mlle A. Fort,
Les familles Levallois, Blondel, Rouvelou, Leroy, Marion, Antoniotti et les familles Pays,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre MAZAUD,
croix de guerre 1914-1918,
médaille militaire,
croix de l'Yser,
vice-président
de l'Amicale des anciens combattants du septième arrondissement de Paris,
survenu le 3 janvier 1978.
Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, le vendredi 6 janvier 1978, à 13 h. 45.
81, rue du Bac, 75007 Paris.

— Mme Gerald Mignot,
Wanda et Daniel, ses enfants,
Paul, Sophia et Katell, ses petits-enfants,
Mme Albert Vulliez,
M. et Mme Pierre Laparra et leur fils William,
M. et Mme Jules-Pagès Laparra,
Mme Raymond Laporte,
Mme Ariane Borel et ses enfants,
M. et Mme Jean Larue,
Et tous ceux qui l'ont aimé,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Gerald MIGNOT,
survenu le 28 décembre 1977.
L'inhumation a eu lieu à Bordeaux dans la plus stricte intimité, lundi 2 janvier 1978.
« Aimer un être c'est dire toi tu ne mourras pas. »
3, rue de la Cité-Universitaire,
75014 Paris.

— Mme Jacques Monceaux, son épouse,
M. et Mme Pierre Monceaux,
M. et Mme Jacques Mathieu,
ses enfants,
Ses quatorze petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, survenu à Sceaux (92) le 28 décembre 1977, de
M. Jacques MONCEAUX,
ingénieur I.C.P.,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux dans l'intimité familiale.
24, avenue Fontenelle, 92330 Sceaux.
48, rue des Coudrais, 92330 Sceaux.

— Le docteur B. Rettori, chirurgien des hôpitaux de Paris, et Mme,
Christian et Didier Rettori,
Le docteur E. Meignan, née Rettori, et le docteur G. Meignan,
Le docteur M. Meignan et le docteur S. Meignan, née Debray,
Loraine et Antonin Meignan,
ont la douleur d'annoncer la mort de
Mme Gilda RETTORI,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,
survenue le 27 décembre 1977, dans sa quatre-vingt-septième année.
Selon le désir de la défunte les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église Sainte-Marie-aux-Fleurs, à Saint-Maur.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Emile Haddad et leurs enfants,
M. et Mme Armand Dana et leurs enfants,
Le docteur et Mme Gérard Temam et leurs enfants,
Les familles Temam, Dana, Jarmon, Sitbon, Taïeb et Pérez,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Félix TEMAM,
contrôleur principal
de la trésorerie générale (Tunis),
retraité,
leur père, grand-père, frère et beau-frère.
La levée du corps aura lieu le jeudi 5 janvier, à 11 heures précises, à l'hôpital Chenevier, rue Juliette-Savar, à Créteil (Val-de-Marne) pour le cimetière intercommunal de Valenton.
Prières d'usage le samedi 7 janvier, à 15 h. 30, au Centre communautaire à Paris, 19, boulevard Poissonnière (3e étage).

— M. Maurice Trémolières et ses enfants,
Mme Jean Trémolières et ses enfants,
M. et Mme René Masson et leurs enfants,
Le professeur et Mme Jacques Loéper et leurs enfants,
Mlle Jacqueline Loéper,
M. et Mme Marcel Bedu et leurs enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de
Mme veuve Raoul TRÉMOLIÈRES,
née Germaine Maire,
leur mère, grand-mère, tante et grand-tante, survenu le 2 janvier 1978 dans sa quatre-vingt-douzième année.
Les obsèques auront lieu en l'église de Gonsans (Doubs) le 5 janvier, à 14 h. 30.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Mme le docteur Ch. Zucman,
Les docteurs J. et E. Zucman et leurs enfants,
Les docteurs J. et M. Sebaoun et leurs enfants,
Les docteurs J. et D. Lubetzki et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Itzio Sloïm ZUCMAN,
croix de guerre 1939-1945,
survenu le 30 décembre 1977.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 3 janvier 1978 au cimetière de Gennevilliers.
32, rue Dareau, 75014 Paris.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de remercier chacun de ses amis, de ses collègues, de ses collaborateurs et de ses étudiants qui lui ont fait part de leur affection à l'occasion du décès du
professeur André BLANC,
son épouse leur exprime ici sa reconnaissance pour l'aide morale qu'ils lui ont apportée.

Anniversaires

— Pour le quatrième anniversaire du décès accidentel de
M. André LUCHREAU,
ingénieur des arts et manufactures,
chevalier de la Légion d'honneur,
son souvenir est rappelé à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de
Pierre HAMELIN,
une messe sera célébrée par le Père Bernard Hamelin samedi 7 janvier 1978, à 11 heures, chapelle haute de Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, boulevard Jean-Mermoz.

Visites et conférences

JEUDI 5 JANVIER

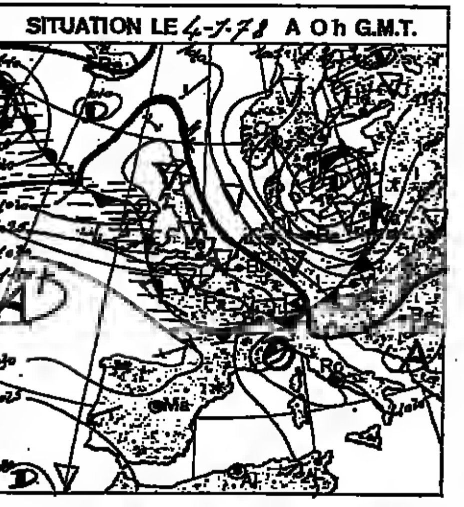
VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., entrée de l'exposition, Grand Palais, Mme Bachelier : « La naissance à Vincennes de la porcelaine de Sèvres » (entrées limitées).
15 h., 113, rue de Provence, Mme Hulot : « Paris 1900 ».
15 h., 25, boulevard des Capucines, Mme Zujovic : « Trésors du musée Cognac-Jay ».
20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thibaut : « Les bâtisseurs des cathédrales » (Caisse nationale des monuments historiques).
14 h. 30, 7, rue des Réservoirs à Versailles, M. de Monclin : « L'art statuaire du château de Versailles ».
14 h., 62, rue Saint-Antoine : « Exposition Nancy 1900 » (l'Art pour tous).
15 h., métro Mabillon : « Les jardins de Saint-Germain-des-Prés » (A travers Paris).
15 h., 77, rue de Varenne : « Rodin dans l'hôtel Biron » (Mme Hagar).
CONFERENCES — 19 h. 30, 26, rue Bergère, Mme Marcelle Manigaud : « Qu'est-ce que le destin ? : en sommes-nous les esclaves ou les maîtres ? » (l'Homme et la Connaissance).
14 h. 30, 107, rue de Rivoli : « Le mobilier Louis XV : menuiserie ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

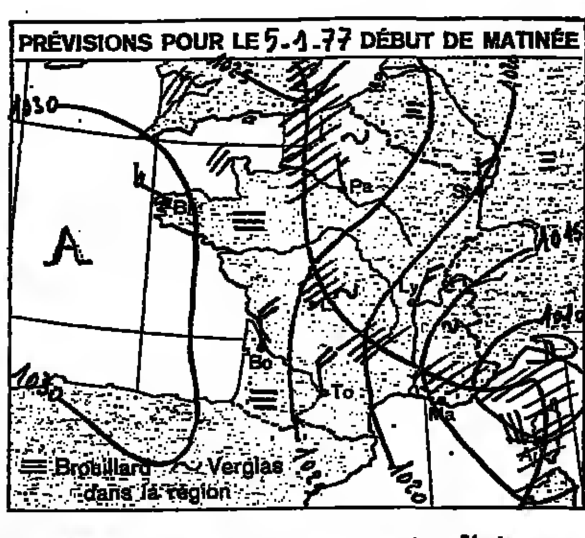
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4-1-78 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 5-1-78 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ averses orages ▶ Sens de la marche des fronts
Front chaud ▲▲ Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 4 janvier à 6 heure et le jeudi 5 janvier à 24 heures:

L'air plus frais qui a pénétré sur le nord et l'est de la France persistera encore jeudi matin, puis sera lentement remplacé dans la journée par les masses d'air maritime établies sur le reste du pays.

Jeudi matin, le temps sera encore assez frais le matin de la Flandre et de l'Alsace au Centre-Est et au nord des Alpes, avec des formations brumeuses parfois givrantes.

Sur le reste de la France, le temps relativement doux sera également brumeux et souvent très nuageux. A la limite entre ces deux types de temps, on notera quelques précipitations, tandis que des pluies temporairement un peu plus marquées affecteront le sud des Alpes, le Sud-Est et la Corse (neige vers 1 200-1 500 mètres). Dans la journée, le temps, plus doux, s'étendra lentement à nos régions du Nord, du Nord-Est et du Centre-Est, accompagné de quelques chutes de pluie ou de neige, et le verglas sera à craindre, en particulier sur les hauteurs. En revanche, les pluies du sud-est s'éloigneront vers l'Italie, et des éclaircies pourront se développer. Dans l'air maritime qui se maintiendra sur nos autres régions, le temps restera assez nuageux, mais des éclaircies se développeront dans l'Ouest et le Sud-Ouest.

Mercredi 4 janvier, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 024,6 millibars, soit 768,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Ajaccio, 13 et 5 degrés ; Biarritz, 11 et 5 ; Bordeaux, 9 et 5 ; Brest, 11 et 8 ; Caen, 10 et 3 ; Cherbourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand, 8 et 3 ; Dijon, 6 et 2 ; Grenoble, 6 et 3 ; Lille, 8 et 2 ; Lyon, 6 et 4 ; Marseille, 12 et 7 ; Nancy, 7 et 3 ; Nantes, 10 et 4 ; Nice, 14 et 5 ; Paris-Le Bourget, 8 et 2 ; Pau, 10 et 2 ; Perpignan, 15 et 6 ; Rennes, 10 et 5 ; Strasbourg, 7 et 2 ; Tours, 8 et 4 ; Toulouse, 6 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 4 ; Amsterdam, 8 et 4 ; Athènes, 7 et 3 ; Berlin, 5 et 0 ; Bonn, 5 et 3 ; Bruxelles, 6 et 3 ; îles Canaries, 21 et 15 ; Copenhague, 4 et —1 ; Genève, 6 et 2 ; Lisbonne, 16 et 12 ; Londres, 9 et 2 ; Madrid, 14 et —1 ; Moscou, 2 et 0 ; Nairobi, 24 (max.) ; New-York, 1 et —7 ; Palma-de-Majorque, 17 et 2 ; Rome, 13 et 7 ; Stockholm, 2 et —3 ; Téhéran, 10 et 1.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 962

HORIZONTALEMENT

I. Jeu de physionomie. — II. Court souvent après les faisans ; Témoigne d'un enfantin dépit. — III. Inspira Horace Vernet ; Symbole. — IV. Bienheureux ; Générateur d'amertume. — V. Direction ; Joue un rôle protecteur. — VI. Demi-mal ; Souvent entendu par Jeanne d'Arc à Domrémy ; Abréviation. — VII. Rivière ; Arrivée à bon port. — VIII. Pronom ; Le sort de César. — IX. Désinence verbale ; Pour qui l'obéissance est un vain mot. — X. Temps de méditation ; Sourd sans prétention. — XI. Font des plis dans une manche ; Poussent dans certains champs.

VERTICALEMENT

1. C'est affaire de veine. — 2. Ce n'est pas un jeu d'enfant ; Accompliras une tâche d'électricien. — 3. Attend maints joueurs. — 4. Assure aux vedettes un rôle prépondérant ; Dont rien ne vient altérer la totale quiétude. — 5. Marche forcément mal s'il est boiteux ; Ignore la grande presse. — 6. Roman ; Sans confusion possible. — 7. Duc ou chevalier. — 8. N'est jamais à l'abri d'un coup de froid ; Temps. — 9. Point dure ; Etait consulté lors d'affaires sérieuses.

Solution du problème n° 1 961

Horizontalement

I. Village. — II. Rouge ; Mat. — III. Uvéite. — IV. Nouées ; Er. — V. Gi ! Tarn. — VI. Ase ; Série. — VII. Léar ; Réel. — VIII. Eau ; Pan. — IX. Misère ! — X. Axées ; Us. — XI. Trente.

Verticalement

1. Fringale ; Au. — 2. Oiseaux. — 3. Vu ; Eau ; Et. — 4. Igue ; Mer. — 5. Lève ; Pise. — 6. Esteras. — 7. Ami ! Arène. — 8. Gâterie ; Rue. — 9. Eternelles.

GUY BROUTY.

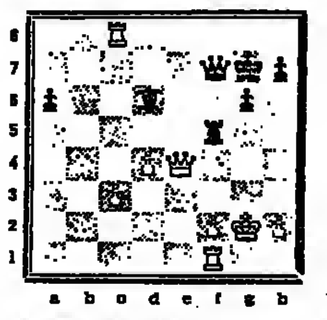
ÉCHECS

LA QUATRIÈME VICTOIRE DE SPASSKY

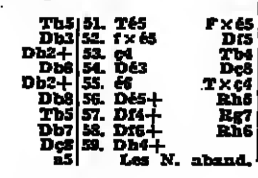
La quatorzième partie du Tournoi des candidats au championnat du monde a été reprise, mardi à Belgrade, dans une position favorable à Boris Spassky (cf. *le Monde* du 4 janvier). Victor Kortchnoï a abandonné, en effet, au cinquante-neuvième coup.

La première moitié de cette compétition, prévue en vingt parties, laissait présager une facile victoire de Kortchnoï. Les quatre points successivement marqués par son adversaire remettent tout en question, et la fin de cette rencontre, qui désignera l'adversaire d'Anatole Karpov, actuel tenant du titre de champion du monde, sera suivie avec un vif intérêt par tous les échéphiles. Une nouvelle victoire et Spassky, actuellement mené par 7,5 points à 6,5, égalise.

TOURNOI DES CANDIDATS
Quatorzième partie



Blancs (SPASSKY) : Rg2, Dé4, Tç8, Tf1, ç3, d4, f2, h2.
Noirs (KORTCHNOI) : Rg7, Df7, Tf5, Fd6, a6, g6, b7.



41. f4	Tb5	51. Té5	F×é5
42. Té8	Db3	52. f×é5	Df5
43. Té6	Db2+	53. ç4	Tb4
44. Dé2	Db8	54. Dé3	Dç8
45. Oé4	Db2+	55. é6	T×ç4
46. Dé2	Db8	56. Dé5+	Rh6
47. Té4	Tb5	57. Df4+	Rg7
48. Tf2	Db7	58. Df6+	Rh6
49. Df3	Dç2	59. Dh4+	
50. h3	a5		Les N. aband.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
115 F 210 F 305 F 400 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE
205 F 390 F 575 F 760 F

ETRANGER (par messageries)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE
143 F 265 F 388 F 510 F

II. — TUNISIE
180 F 340 F 500 F 660 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Journal officiel

Sont parus au *Journal officiel* du 4 janvier 1978 :

DES DECRETS

● Portant modification du livre IV des communes (partie réglementaire).

● Relatif aux options offertes aux exploitants agricoles en matière de bénéfice réel, à la détermination de leur revenu imposable et aux déclarations et documents qu'ils doivent produire.

● Portant application des dispositions de l'article 8 du décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne.

Aide sociale

● *La section de Paris et d'Ile-de-France* de la Confédération générale des aveugles, sourds, grands infirmes et personnes âgées organise à partir du 4 janvier une permanence sociale pour les handicapés et personnes du troisième âge, tous les mercredis de 15 heures à 18 heures, 7, rue Mayet, à Paris (6e). Elle invite les personnes valides à venir prêter leur concours pour des lectures sur bandes magnétiques. Tous les samedis, de 15 heures à 18 heures également et dans le même local, aura lieu une réunion amicale et de loisirs. L'entrée est gratuite.

PRESSE

« LES ÉCHOS » REPARAITRONT JEUDI

Les journalistes des *Echos*, réunis mardi 3 janvier en assemblée générale, ont décidé de reprendre le travail. Leur communiqué précise : « *Après trois jours de grève de la rédaction, la direction des* Echos *a accepté de surseoir au licenciement du secrétaire général de la rédaction, cause du conflit. Ce sursis a été consenti jusqu'à l'issue des procédures judiciaires engagées.* »

La direction s'oppose, en contrepartie, à la présence du « *secrétaire général à son poste de travail pendant toute cette période. L'assemblée générale de la rédaction prend acte de cette position de la direction et décide de reprendre le travail avec participation du secrétaire général, qui assurera normalement ses fonctions habituelles* ».

Le quotidien ne reparaîtra cependant que jeudi matin 5 janvier.

● *L'assemblée générale de la société éditrice de l'hebdomadaire « V.S.D. »*, dont le directeur est M. Maurice Siégel — ancien directeur général d'Europe 1 — s'est réunie le 22 décembre. Les résultats du premier trimestre étant bénéficiaires, l'assemblée a approuvé le plan financier des trois prochains mois.

Selon les responsables de *V.S.D.*, la diffusion de l'hebdomadaire lancé le 9 septembre 1977 oscille entre 190 000 et 220 000 exemplaires.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILEB	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



cana

ANCENIS - 30 kms de Nantes

VAL DE LOIRE

La CANA est une entreprise agro-alimentaire installée dans le VAL DE LOIRE. Elle emploie 1650 salariés (ées) et contribua au développement de toute une région. Ses dirigeants accordent autant d'attention aux aspects humains qu'aux problèmes techniques et économiques.

Nous recherchons

juriste (H. ou F.)

Droit des Affaires - 100.000 F. maxi

La personne retenue disposera d'au moins d'une formation *Licence en Droit Privé et Droit des Affaires de préférence.* Ella présentera une première expérience en cabinet d'affaires ou au sein d'une entreprise.
La prise de fonction est prévue courant 78 et après quelques mois la cadre retenu prendra en cherga la responsabilité complète de la section juridique.

psychologue

100.000 F. maxi

Disposant d'une première expérience en formation ou en mise *en place du personnel pour lui proposer une ectivité de gestion en ressources humaines* (recrutement, suivi, mutation, promotion) au sein d'une Direction du Personnel offrant une réelle autonomie ainsi qu'un travail en équipe.

Adressez votre C.V. détaillé manuscrit, une photographie et vos prétentions à CANA, B.P. 102, 44150 ANCENIS.

Import. entreprise cciala rech.
JURISTE
Niv. : maîtr. en droit, avec, si possib. *une format. complémentaire.* La connaiss. d'une langue étrangère serait appréciée

En tant que collaborateur direct du chef de serv. juridiq., il sera particulièrement chargé des études juridiques dans le domaine commercial, fiscal et social et aura également la charge de la documentation juridique.
Lieu de travail : MULHOUSE

Adres. C.V. à l'Alsace, HAVAS PUBLICITE, 68200 MULHOUSE, sous chiffre n° 754.843.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour
GRANDE VILLE OU SUD-OUEST

CHEF D'ÉQUIPE EXPLOITATION ORDINATEUR

Trois à cinq ans d'expérience dans cette qualification sur Iris 80.

Disponible immédiatement.

Nationalité française exigée.
Ecrire avec C.V. détaillé, prétent. et photo sous n° 41.696, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Sté de Construction à NANCY recherche

2 CONDUCTEURS de TRAVX

confirmés, tous corps d'état 26 ans minimum
Etude de prix projets coordination et surv. chantier.
Formation souhaitée :
Ecole des conducteurs de trav. de TOULOUSE.
Adr. candidat. et C.V. man. et prét. à n° 8.186, « le Monde » *Publicité, 5, rue des Italiens* 75427 Paris-9e, qui transmettra

---

Institution Saint-Joseph, 74200 THONON, tél. (50) 71-00-13, ch PROFESSEUR D'ANGLAIS tic. 2e cycle, rentrée janvier.



TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS
offre à

DES DEBUTANTS

des postes

• D'INGENIEURS DE FABRICATION
(métallurgie des semi-conducteurs)
réf. SC 1.78-451

qui :
- se sentent aptes à assumer de réelles responsabilités en production
- ont une formation de généraliste (Centrale, Arts et Métiers, etc...) doublée de connaissances et d'un intérêt pour la mécanique et la physico-chimie.

Anglais apprécié.

• D'INGENIEURS EN ORGANISATION
réf. SC 1.78-452

motivés par tout ce qui touche aux études de rentabilité (réduction des coûts, analyse de situation, investissements etc...).

Da forte personnalité ces candidats auront un esprit d'analyse très poussé. Anglais apprécié.

Postes à pourvoir à Villeneuve-Loubet.



Ecrire avec C.V., photo, prétent. et date de disponibilité à Madame LE GUET
T.I.F. - Boite Postale 5
06270 VILLENEUVE LOUBET
Tél. 93.20.01.01

Société SEIMA
SIGNALISATION AUTOMOBILE
Usine d'HIRSON (02)
recherche

ADJOINT AU CHEF DU CONTROLE

Capable prendre en main contrôle fabrication.
Expérience 5 à 10 ans poste similaire.
Autorité naturelle.

Bonnes connaissances :
— découpe emboutissage,
— traitements de surfaces,
— peinture,
— injection plastique,
— montages séries sur chaines de petits matériels.

Envoyer C.V. et prétentions à Chef du Personnel SEIMA, 2, place Carnot, 02500 HIRSON

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

Financement des ventes à crédit, recrute pour son siège grande métropole Nord

UN ORGANISATEUR

Adjoint du responsable organisation informatique, il se verra confier — après une période de formations — des missions.
d'ANALYSE, DE FORMATION, DE CONTROLE.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, IUT GESTION...), il sera surtout un homme de communication (apte au *dialogue à tous niveaux*) et d'imagination (recherche et mise en œuvre de solutions nouvelles).

Les candidatures de débutants seront examinées. Une première expérience de l'organisation en milieu tertiaire sera toutefois un atout.

Poste très ouvert et formateur. La rémunération proposée dès le terme de la période de formation ne sera pas inférieure à 50.000 F.

Ecrire sous le n° 8.286 à « le *Monde* » Publicité, 5, rue des Italiens, — 75427 PARIS (9e).

Animateurs diplômés, qualifiés SKI, recrutés pour CHAMONIX, 11 au 18 février, 26 février au *4 mars, 2 au 12 avril,* 13 au 22 avril. — Ecrire B. P. 159, 19012 TULLE CEDEX.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES : 296-15-01

ENTREPRISE BATIMENT rech. INGENIEUR E.T.P., C.H.EC., A.M., pour bureau d'études et d'exécution.
Expérience appréciée.
Env. C.V., photo, à J.-C. Savoie, rue A.-Fresnel, B.P. 113, 37170 Chambray-lès-Tours.

POUR RENFORCER SON ÉQUIPE MARKETING

IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN
(100 KM EST PARIS)
recherche

CHEF DE PRODUIT

Ayant l'expérience des produits de grande consommation.

LE CANDIDAT SE VERRA CONFIER :
- la gestion d'une ligne de produits leaders.
- la mise sur le marché de nouveaux produits.

Responsable du mix de sa gamme, il possédera une bonne connaissance des études marketing et un sens du terrain
Pratique de l'allemand souhaitée.

Envoyer C.V. manuscrit et photo récente à : HAVAS 51100 REIMS, n° 7.330, qui transmettra.

---

offres premier emploi

INSEGE
propose à

40 JEUNES DEMANDEURS DE PREMIER EMPLOI

(moins de 25 ans, 3 ans min. d'études sup.)
UN STAGE REMUNERE

Durée :
Cycle de 5 mois dont stage en entreprises.

Objectifs :
- Connaissance pratique de l'entreprise ;
- Entraînement à la recherche d'emploi ;
- Contacts avec entreprises ;
- Orientation personnelle.

CYCLE AGREE
REMUNERATION ASSUREE PAR L'ETAT
Env. lettre motivée et C.V. à n° 8210, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9e)

GROUPE insep

UNIVERSITÉ PARIS-II
offre un stage :

GESTION DES ENTREPRISES
destiné aux jeunes sans emploi ; rémunéré à 90 % du SMIC.

Public : jeunes de 18 à 25 ans.
Niveau : bac ou équivalent.
Objectif : connaissance de l'entreprise et de ses différents services en vue d'un premier emploi.
Durée : 2 mois. Début : 13 janvier 1978.

Inscriptions : CFP-Paris 2, 12, place du Panthéon. 75005 Paris. 329-21-40, poste 445 ou 538.

Vous êtes disponible.
Vous avez une forte personnalité, *une grande facilité d'adaptation et le goût des contacts humains.* Vous avez moins de 25 ans et un niveau Bac + 2 ans d'études supérieures.

REALISEZ VOS AMBITIONS faites une carrière commerciale

cergic

(groupe E.S.S.E.C.) vous permet, grâce à une formation supérieure pratique, spécialisée, de faire de vous celui que les entreprises recherchent.
Deux spécialisations :
— Responsable d'unité de distribution ;
— Vendeur, *négociateur* de contrats.
5 mois d'enseignement intensif dont 2 mois de stage d'application en entreprise (assuré).
Rémunérat. : 90 % du S.M.I.C.
Début des cours : 16 janv. 78.
Inscriptions dès ce jour au 285-41-77.

---

offres premier emploi

Le Monde met chaque jour à la disposition de ses lecteurs cette rubrique dans les pages d'Annonces classées :

OFFRES PREMIER EMPLOI

afin de regrouper les *propositions uniquement* destinées aux jeunes à la recherche d'un *premier emploi.*

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » *de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du* « *Monde Publicité* » *ou d'une agence.*



emplois internationaux

BANK OF AMERICA
Succursale de ZURICH

Implantés à Zurich depuis 1967 en tant que succursale de la plus importante Banque Américaine, dont le réseau couvre le monde entier, nous recherchons :

un cadre financier expérimenté

qui sera responsable du suivi des comptes sociétés et de promouvoir l'éventail complet de nos services *bancaires sur un plan international auprès d'une* clientèle potentielle en Suisse. Le candidat devra être de nationalité suisse, posséder une large expérience du secteur bancaire et la capacité de diriger ce service dans le futur. Il devra faire preuve de créativité, être énergique et posséder une excellente maîtrise de l'Allemand, de l'Anglais et du Français de préférence. Nous offrons une excellente possibilité de carrière à un homme de 30 à 40 ans.
Veuillez faire parvenir votre candidature à :
BANK OF AMERICA NT & S A
Service du Personnel P.O Box 974
8022 ZURICH - SUISSE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour

OUTRE-MER

TECHNICIENS-ÉLECTRONICIENS
de nationalité française

Pour maintenance systèmes incluant mini-calculateurs.

Un à trois ans d'expérience et pratique anglais exigés.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 41.590, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Offre d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens pour l'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) ds revue spécialisée.
Doc. A.L.E. (E.),
B.P. 422-09 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour

OUTRE-MER

PROGRAMMEURS SCIENTIFIQUES
TEMPS REEL

— D.U.T. informatique ;
— *Trois à cinq ans d'expérience.*

Nationalité française exigée.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 41.693, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger, par répertoire hebdomadaire. Ecrire OUTRE-MER MUTATIONS, B.P. 141-09 Paris.

L'UNE DES PLUS GRANDES ENTREPRISES

D'AFRIQUE NOIRE
FRANCOPHONE
exerçant des activités commerciales et industrielles dans plusieurs pays
recherche

DEUX CHEFS COMPTABLES

Titulaires du D.E.C.S. complet et ayant acquis une solide expérience de leur métier, de préférence dans une affaire similaire installée dans la même zone géographique.
Age souhaité : 25 ans minimum

Les situations offertes comportent des possibilités d'accession à des postes supérieurs et, dès le départ, seront de bon niveau, tant en ce qui concerne le salaire que les avantages annexes, prévoyance en particulier.

Envoyer C.V. détaillé sous référence n° 6.353, à L. T. P., 31, boulevard de Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS CEDEX 02.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour

OUTRE-MER

UN INGÉNIEUR OU CADRE
MAINTENANCE
SYSTEME MITRA 15

— 28 ans minimum ;
— *Un à trois ans d'expérience.*

Nationalité française exigée.

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et photo sous n° 41.684, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE DE

COSMÉTIQUES
recherche

DESSINATEUR

Expérience professionnelle souhaitée.

PARFUMERIE, COSMETIQUES ou PHARMACIE

Le candidat devra :
— effectuer des Etudes de carton, verrerie, mat. plastiques pour la conception des produits.
— Connaissances en Art Graphique appréciées. Salaire intéressant pour candidat de valeur.

Lieu de travail : Orléans.
Avantages sociaux importants - Cadre de travail agréable.

Ecrire avec C.V., photo récente et prétentions, sous le numéro T 002.063 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue *Réaumur* - 75002 PARIS.



recherche
pour son réseau de concessionnaires

CONSEILLERS DE GESTION

POUR REGION :
— MARSEILLE
— PARIS
— ROUEN

FORMATION : Sciences Eco., ESSEC, SUP. de CO., similaire.
- Bonne connaissance de la comptabilité.
- *Expérience professionnelle* dans la fonction automobile souhaitée.

CANDIDATURES DE DEBUTANTS ACCEPTEES

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à MERCEDES-BENZ France - B.P. n° 100
78150 LE CHESNAY

LABORATOIRE DE COSMETOLOGIE EN EXPANSION recherche

UN PHARMACIEN

- *avec formation cosmétologie pour assurer la responsabilité des laboratoires de contrôle et la formulation,*
- *ayant au maximum 2 ans d'expérience ou même débutant,*
- *région normande.*

Adr.C.V. manuscrit et photo ss référ. 4130/J MINET Publicité 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra.

---

offres d'emploi

steria

pour la conception et l'animation de
STAGES DE FORMATION comportant des MOYENS AUDIO-VISUELS
recherche des

ingénieurs

- ayant au moins 2 ans d'expérience de conception et de réalisation en informatique.
- attirés par les méthodes actives de formation et d'adaptation permanente *aux besoins spécifiques des* entreprises.

Certains de ces postes peuvent comporter des interventions à l'étranger.

Prière d'adresser C.V. *et prétentions à:*
steria 26, ave.de l'Europe
78140 VELIZY VILLACOUBLAY



SODEXHO

Spécialiste de la Restauration de Collectivités
n° 2 sur le Marché Français
32 % d'expansion annuelle
recrute immédiatement pour
BOIS-D'ARCY (78)

Son CHEF DES SERVICES COMPTABLES FRANCE

Il dépend du Directeur des services
COMPTABILITÉ - FISCALITÉ - AUDIT GROUPE

Il est responsable de la Comptabilité générale et budgétaire siège, de la coordination des comptables des Etablissements et filiales français.

Il a autorité directe sur 10 personnes, et fonctionnelle sur 50 personnes.
Traitement comptable sur ordinateur.
Agé de 30 ans minimum, de formation supérieure + DECS ou expertise comptable.

Expérience de 5 à 7 ans
Anglais indispensable + 2e langue souhaitée.
Voyages en France.

L'expansion de la Société confère au poste un caractère très évolutif.

Envoyer lettre man., C.V., photo et prétent., à SODEXHO - Direction du Personnel
3, avenue Newton - 78390 BOIS-D'ARCY.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

SERI
RENAULT ENGINEERING

recherche un

responsable d'affaires export

HAUT NIVEAU

Il sera chargé de coordonner et concrétiser les affaires d'ingénierie à l'exportation, dans le domaine de la mécanique et de la transformation des métaux.

La candidat recherché est un ingénieur commercial de formation MÉCANIQUE (A.M., Centrale ...) ayant 5 à 10 ans de pratique industrielle comme Directeur d'une unité de fabrication.

La maitrise parfaite de la langue anglaise est indispensable pour ce poste pour lequel une rémunération attrayante est prévue.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé précisant prétentions, photo (retournée) au :



Service du Personnel
SERI
B.P. 19
2, Av. du Vieil Étang
78390 - BOIS D'ARCY

RADIALL

recherche

ASSISTANT du Contrôleur de Gestion

Diplômé d'une école de commerce.
Vous avez une expérience de 2 à 3 ans
Soit en contrôle des Gestions
Soit en informatique des Gestions.
Vous serez chargé aux liaisons avec le service informatique.
— De réorganiser l'ensemble des travaux administratifs de nos services commerciaux.
— D'assister le contrôleur de Gestion dans la mise en place des Procédures de Gestions et l'établissement des tableaux de bord.

Envoyer C.V. photo et Prétentions
101, rue Ph. Hoffmann
93116 ROSNY-SOUS-BOIS

Nous sommes la filiale française (40 pers.) d'une Société Multinationale. Le Groupe fabrique des lignes de produits hydrauliques et mécaniques destinés aux grosses Industries - secteur Public et Privé -

Nous créons le poste de

secrétaire général

Directement rattaché au PDG, il sera le relai de la politique générale de l'Entreprise.

Missions :

- assurer la gestion administrative du personnel et les relations sociales,
- coordonner les problèmes juridiques et financiers, notamment les contrats avec les concessionnaires,
- affiner les procédures de gestion industrielle et commerciale (achats et négociations avec les sous-traitants),
- participer à l'élaboration et à l'exploitation du budget de fonctionnement.

Il préparera les dossiers de la D.G. destinés à l'arbitrage des décisions du Staff et interviendra au préconisateur au niveau de l'organisation et des options générales de l'entreprise.

Nous souhaitons engager un homme jeune, de formation supérieure - ESSEC, HEC, Business School - de personnalité souple et performante et parlant ALLEMAND.

Le poste est situé en BANLIEUE EST de Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V. en précisant votre niveau de rémunération, sous réf. 21-12-M à

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPG 105, av. Victor Hugo - 75116 Paris

ORGANISATION PROFESSIONNELLE APPAREILS MÉNAGERS PARIS
recherche
pour son service technique et de normalisation

DEBUTANT(E)
INGÉNIEUR
en formation universitaire scientifique
— Anglais courant.
— Disponible immédiatement.

Adresser C.V. et photo sous le nº T 02084 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur. — PARIS-2e.

Entreprise de moyenne importance en expansion rapide, filiale d'un groupe de renommée mondiale du secteur des télécommunications, recherche d'urgence pour la proche banlieue ouest, son futur

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- Le candidat idéal aura 30 ans minimum. Il possédera une solide formation comptable et financière et sera parfaitement à jour dans tous les domaines économiques, juridiques, sociaux et humains de la vie d'une entreprise de dimensions moyennes. Sa connaissance de l'Allemand la créditera d'un atout supplémentaire.
- Son sens des réalités et son esprit d'équipe lui permettront de promouvoir ses idées tant auprès de ses collaborateurs et collègues que du comité de Direction dont il pourra - ses preuves faites - devenir membre à part entière sous l'autorité du Directeur Général.
- Si ce poste - difficile, certes, mais pouvant apporter de grandes satisfactions - vous attire et si vous croyez correspondre au profil de notre candidat idéal, nous vous remercions de faire parvenir votre offre avec C.V. manuscrit détaillé, photo et indication de votre rémunération actuelle sous réf. no 4639 à SPERAR 12, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX qui transmettra - Discrétion garantie

---

etap

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS 8.000 PERSONNES - SECTEUR EN DÉVELOPPEMENT RECHERCHE POUR PLUSIEURS DE SES FILIALES (1.000 PERSONNES)

DIRECTEUR DU MARKETING

RESPONSABLE DEVANT LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il créera et dirigera un service central chargé d'un ensemble d'études et de réalisations concrètes visant à l'amélioration et à la promotion des produits et services du groupe.

Ce poste peut convenir à un candidat :
- HEC ou équivalent,
- ayant une très solide expérience du marketing à un niveau de direction acquise dans une entreprise,
- ayant à la fois des qualités d'homme d'études et d'un homme de « terrain » et de contact.

Poste : LILLE.

Ecrire sous référence FR 280 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAISE RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT ESTAMPAGE

INGÉNIEUR AM (OU ÉCOLE ÉQUIVALENTE) CONFIRMÉ

Ce poste convient à candidat ayant 3 à 5 ans d'expérience industrielle en services techniques de fabrication, lui ayant permis d'acquérir de bonnes connaissances métallurgiques.

Il sera rattaché au directeur de l'usine et, après formation, il se verra confier des responsabilités importantes dans les domaines travaux neufs, entretien, outillage.

SITUATION INTÉRESSANTE ET AVENIR POUR CANDIDAT AYANT QUALITÉS D'ANIMATEUR.

Poste : ville CENTRE FRANCE.

Ecrire sous référence IU 283 AM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS 6.000 PERSONNES - RENFORCE SES ÉQUIPES DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT ET RECHERCHE

DIRECTEUR DE FILIALE

Diplômé Grande Ecole, ayant l'expérience des négociations (grands clients, collectivités locales...) et de la gestion industrielle.

Il sera chargé de monter et de diriger une nouvelle filiale.

Poste intéressant pour candidat ayant les qualités d'un chef d'entreprise.

Ordre de grandeur de rémunération :

150.000 F

Résidence grande ville province.

Ecrire sous référence XM 266 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE COMMERCIALISATION ET FABRICATION DE MATÉRIELS AGRICOLES (PLUS DE 100 MILLIONS DE C.A.) PARIS

RECHERCHE POUR ACCESSION RAPIDE A POSTE DE

DIRECTEUR TECHNIQUE INGÉNIEUR DIPLOMÉ

CE CADRE (35 ANS MINIMUM) AURA LA RESPONSABILITÉ :
- des études,
- de la fabrication (en sous-traitance),
- du service après-vente et des pièces détachées.

Ce poste, immédiatement évolutif, intéresse un candidat connaissant le machinisme agricole ou un domaine très voisin, ayant assumé des responsabilités techniques et de production, témoignant de réelles qualités d'animateur de personnel, d'organisateur et de gestionnaire.

Rémunération largement négociable pour candidat ayant réel esprit d'entreprise.

Ecrire sous référence JV 284 AM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée

etap

Institut formation rech. assistant(e) mi-temps, niv. D.E.A., spécialiste questions internationales, libre immédiat, expér. d'enseignement souhaitée. Env. C.V. : I.I.A.P., 2, avenue de l'Observatoire, PARIS-6e.

EXPERT COMPTABLE
rech. ASSISTANT
CONTROLEUR N. 3
Libre rapidement. Envoyer C.V. et prétentions à CECAGE, 5, rue Friedel, Paris-20.

Centre hospitalier Courbevoie, 30, rue Kilford (92), recrute INFIRMIERS (RES) D.E. de jour et de nuit. Tél. : 788-82-55.

I.F.E.R.P. recherche
PROFESSEURS D'ANGLAIS
expérimentés à temps partiel (langue maternelle anglaise néces.). Carte de travail exigée si non ressortissant de la C.E.E. Env. C.V. et photo (ne pas tél.) I.F.E.R.P., Berkeley Building, 19 à 29, r. Capitaine-Guynemer 92081 Paris-La Défense. Céd. 19.

ORGANISME DE SEJOURS pour JEUNES à l'étranger dynamique et en pleine expansion, recherche

CORRESPONDANTS
parmi membres de l'enseignem. ou personnes en relation avec les Etablissements scolaires.

Pour assurer la diffusion de ses programmes dans PARIS et toutes régions.

— Activité indépendante
— Conditions de rémunération intéressantes.

POUR TT RENSEIGNEMENT écrire ou tél. à
OFACIL 19, rue Turgot, 75009 PARIS
TEL. 878-55-41

NOUS RECRUTONS
MÉCANOGRAPHE AIDE-COMPTABLE
expérimenté pour comptabilité clients. Libre immédiatement. Pour rend.-vs 357-92-00, poste 40.

SOCIÉTÉ IMPORTANTE
FABRIQUANT ACCESSOIRES
SIGNALISATION AUTOMOBILE
4.000 personnes - 6 usines

recherche pour son
LABORATOIRE DE CORBEIL (91)

INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

Expérience souhaitée : 2 années en service études.

Envoyer C.V. et prétentions sous le nº 42.282, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er)

DANS LE CADRE DU RECRUTEMENT SUR TITRES ORGANISE PAR L'ADMINISTRATION DES PTT LA DIRECTION DES AFFAIRES INDUSTRIELLES et INTERNATIONALES
recherche

DIPLOMES D'ECOLES D'INGENIEURS et D'ECOLES SUPERIEURES de COMMERCE

Age : 30 ans au plus
Libérés des obligations militaires

POSTES A POURVOIR :

1) Ingénieur électronicien ou informaticien, très bonne connaissance de l'anglais et d'une autre langue pour coordonner opérations coopération technique et promotion exportation industrie télécommunications (réf A)

2) Diplômé d'études commerciales (ESCP - HEC JF-DEA ou DESS Marketing de Grenoble II) ou Licence de Sciences économiques plus : ESCAE - ESSC Angers - EDHEC du Nord, IC Nancy, IEECS Strasbourg ISG - IEP de Paris (Section économique et financière) pour préparer et suivre l'expérimentation des nouveaux services des télécommunications; connaissance méthodes de sondage et tests produits nouveaux souhaitée. (réf B)

Adresser avant le 31 Janvier 1978, C.V. détaillé et photo en précisant la réf du poste sous numéro 6358 à LTP
31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

IMPORTANTE SOCIETE recherche pour sa jeune DIVISION MEDICALE (création depuis 2 ans) 50 % C.A. à l'exportation

RESPONSABLE COMMERCIAL

Ayant si possible connaissances anglais-allemand
SITUATION MOTIVANTE pour élément de valeur

Adr. C.V., photo et prétentions, sous nº 0417, P.M.P., 69, rue de Provence, 75009 Paris

---

IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Libérés service national
Nationalité française

— Diplômés ENST - ESE ou ENSI pour étude et mise au point circuits transistorisés.
— Diplômés ECP pour domaine physique électronique hyperfréquence.

Adr. C.V., photo (retournée), à nº 42.631, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris 1er.

Société de documentation technique recherche

A. T. P. et INGÉNIEUR
EN ELECTRONIQUE
pour rédaction notices techniques. — Ecrire à S. E. D., 6, rue du Docteur-Gosselin, 94230 CACHAN.

Organisme national de formation des adultes et des jeunes, en croissance rapide, nous souhaitons confier à

ingénieur (homme ou femme)

des responsabilités :
- d'ETUDE : faire comprendre les bases scientifiques des matériels utilisés par la profession. Etudier, concevoir, mettre en place les programmes nécessaires.
- de FORMATION : participer à des actions de perfectionnement de formateurs.

De formation ingénieur, il (elle) a une première expérience de deux à trois ans de l'entreprise et, de préférence, une pratique de formation d'adultes.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous référence 756M à notre Conseil

centor
DEPARTEMENT EMPLOI
13bis, rue Henri-Monnier
75009 PARIS

Important Etablissement Financier recherche pour son service Systèmes et traitement de l'information

INGÉNIEUR MÉTHODES

- Il assure la conception et la mise en œuvre des implantations machines, postes, sections avec études et plan de réalisation du trafic des documents et des circuits d'information interne ;
- Il coordonne les travaux (électriques, climatiques, téléphone, etc.), et veille à leur bonne réalisation ;
- Il recherche et propose tous matériels et mobiliers concernant l'amélioration des conditions de travail ;
- Il fait face aux problèmes de sécurité (hommes, machines, locaux).

Formation technique + O.S.T. avec expérience minimum quatre ans.
Décentralisation proche banlieue Ouest fin 78
Envoyer C.V., photo et prétentions sous nº 3.047 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

SOCIETE INSTRUMENTS OPTIQUE et APPAREILS COMMANDES HYDRAULIQUES TECHNIQUE AVANCEE — 1.500 personnes dont 120 ingénieurs, leader en France dans sa branche présente sur marché mondial,

recherche

UN INGENIEUR DEBUTANT

(ou ayant une petite expérience professionnelle en mécanique) AM - ICAM - ECAM ou assimilé

ADJOINT CHEF BUREAU D'ETUDES à PARIS

Problèmes variés dans des techniques de pointe, liaisons avec les clients, les services techniques de l'Etat, les usines de fabrication, etc...

Adresser CV à M. SEREY, SOPELEM 102, rue Chaptal 92306 LEVALLOIS PERRET

SOCIÉTÉ IMPORTANTE
FABRIQUANT ACCESSOIRES
SIGNALISATION AUTOMOBILE
4.000 personnes - 6 usines

recherche pour son
BUREAU d'ETUDES de CORBEIL

CHEFS DE SECTION
Responsables études produits

Ces postes conviendraient à DESSINATEURS formation BTS, ayant expérience petits appareillages domaine électromécanique, électro-ménager, appareils de mesure, etc.

Envoyer C.V. et prétentions nº 42.284, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er).

TELECOMMUNICATIONS PARIS ET PROVINCE
Les P.T.T. recrutent sur titres

diplômés d'écoles d'ingénieurs

ou titulaires d'une maitrise d'informatique ou de télécommunications.

Pour études et réalisations techniques, organisation, informatique, formation.

Dans les services d'exploitation, de Direction, d'enseignement ou de recherches.

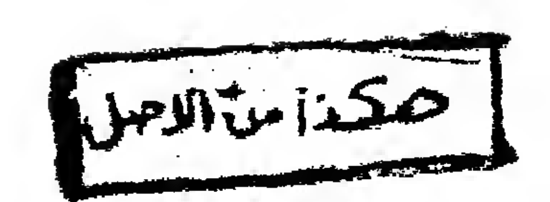
diplômés d'études commerciales

ESCP — HEC JF — DEA ou DESS (marketing) de Grenoble II, ou LICENCE de SCIENCES ECONOMIQUES +:ESCAE — ESSC Angers — EDHEC du Nord — IC Nancy — IEECS Strasbourg — ISG — IEP de Paris (section économique et financière).

Pour études et actions commerciales.
Dans les services d'exploitation et de Direction.

ADRESSEZ VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 31 JANVIER 1978

Renseignements et inscriptions dans les Directions des Télécommunications au chef-lieu de la région de résidence



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILEB	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL
recherche un

DOCTEUR VETERINAIRE
ou
INGENIEUR AGRONOME

afin de lui confier, à l'échelon national, le poste de

DIRECTEUR ADJOINT
DIVISION VETERINAIRE

Ce rôle, essentiellement technico-commercial, exige une expérience marketing dans le domaine vétérinaire et la parfaite connaissance des productions animales françaises. Les candidats qui ont exercé pendant au moins 5 ans une fonction similaire et possèdent bien la langue anglaise, sont invités à adresser leur candidature (lettre man. + CV dét., photo et prétentions) sous référence 14281 à SNPM-PA - 100 Avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cédex, qui transmettra.

ROCHE

ROCHE BIOELECTRONIQUE
SERVICE ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNATIONALE
recherche
pour assurer dans le monde entier l'installation et la maintenance d'équipements d'analyse biologique automatisés

JEUNE INGENIEUR ou ATP ELECTRONICIEN

L'anglais est indispensable.
Le poste basé à VELIZY-VILLACOUBLAY suppose des déplacements très fréquents en France et à l'étranger.
Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée à ROCHE BIOELECTRONIQUE Service du Personnel 16-18, avenue de l'Europe 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

Société Nettoyage Industriel d'importance nationale
recherche

RESPONSABLE PROSPECTION-DÉVELOPPEMENT

Paris et région parisienne
Bonne culture générale. Connaissance bâtiment et relations Administrations appréciées.
Ecrire sous n° 41.846 – CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

CONTROLE ET EXPERTISE
recrute
pour travaux de surveillance et gestion

D.E.G.S. CONFIRMÉS

intéressés par évolution de stages pour contacts P.M.E.
Envoyer curriculum vitae et prétentions, 8, rue Charles-Pathé, 94300 VINCENNES.

IMPORTANTE SOCIETE TELECOMMUNICATIONS REGION PARISIENNE (60 kms de Paris)
recherche

un ingénieur débutant

- Il participera à l'étude de sous ensembles électroniques ;
- il sera chargé de la conception et de l'étude des outillages de test.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ISEN, ISEP ou ESEO et ayant de bonnes connaissances en micro-processeurs.
Envoyer C.V., photo et prétentions à No 42388 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FABRIQUANT ET DISTRIBUANT DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR UN MARCHÉ EN PLEINE EXPANSION
PROPOSE UN POSTE DE

CADRE COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à un JEUNE CADRE dynamique :
— diplômé d'une école supérieure de commerce ;
— ayant une pratique de la vente depuis plusieurs années et désirant avoir une expérience administrative à l'intérieur d'un bureau d'études et de statistiques commerciales.
Le goût et l'aptitude aux contacts, le maniement aisé des chiffres (pourcentages) sont des qualités essentielles dans ce poste.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 713.915 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

RADIALL
recherche

RESPONSABLE INFORMATIQUE
sur motériel IBM

3 ans d'expérience minimum en analyse pour :
— Mise en œuvre d'écrans pour services commerciaux, comptables et personnel
— Encadrement d'une équipe d'analyse programmation
— Assister les services informatique des autres établissements.

Envoyer C.V., photo et prétentions
101, rue Ph.-Hoffmann, 93116 ROSNY-SOUS-BOIS.

IMPORTANT GROUPE PÉTROLIER
recherche
Jeune Ingénieur

Géophysicien

— Diplômé Grande Ecole, dégagé O.M. ;
— Apte à l'expatriation dans le cadre du développement de carrière.
— Affecté en banlieue Ouest de Paris, cet ingénieur serait chargé d'études techniques et de travaux de recherche en géophysique.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions sous le n° 42.803 à : CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris 1er, qui transmettra.

Le service APPROVISIONNEMENT et GESTION d'un établissement financier national recherche

RESPONSABLE STOCKS ET ARCHIVES

pour en assurer le fonctionnement et le développement.
Responsabilité hiérarchique sur 25 personnes
Expérience en gestion de stocks et micrographie d'au moins 5 années nécessaire. Formation supérieure appréciée.
Décentralisation proche banlieue Ouest fin 1978.
Ecr. avec C.V., photo, salaire, prét. sous le n° 3.138 à : COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

GROUPE PRIVÉ D'ASSURANCES
recherche

PROGRAMMEURS ANALYSTES

possédant une ou deux années de pratique du COBOL et du Télétraitement. Postes pouvant évoluer ultérieurement pour des candidats titulaires d'un D.U.T. ou équivalent.
Faire acte de candidature sous référ. 5.072 M à : Jean PORRACCHIA.

CARRIERES INFORMATIQUE
conseil en recrutement
149, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION DE GROSSES CHAUDIERES DE CENTRALES ET D'EQUIPEMENT NUCLEAIRES
recherche
Pour ses chantiers FRANCE et ETRANGER

UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ

— Ayant l'expérience du montage des chaudières et des tuyauteries.
— Anglais ou allemand ou espagnol indispensable.
Adr. C.V., prétent., sous référ. 1.129 M à SWEERTS, B.P. 269 - 75424 Paris cedex 09, qui transmettra.

ORGANISME PUBLIC PARIS
recherche
pour son Service Informatique

ANALYSTE D'APPLICATION
de formation supérieure (maîtrise)
Libre rapidement

Affecté à un groupe d'études, il participera, dans un premier temps, à la mise en œuvre d'applications comptables.
Nationalité française - Libéré O.M.
Avantages sociaux
Ecrire avec C.V., prét. et photo sous le n° 42.772 à : CONTESSE P., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE
recherche pour son
Service FORMATION à PARIS

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE

chargée de l'« intendance » des actions de Formation
Ce poste exige :
— Autorité et sens de l'organisation (elle devra coordonner l'activité de cinq secrétaires) ;
— Esprit d'initiative ;
— Sens des contacts.
Adr. C.V. détaillé, photo et prét. sous n° 42.024 à CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

SOCIETE D'ELECTRONIQUE
en pleine expansion — Employant 250 personnes
recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
Ingénieurs Grandes Ecoles

— Solide expérience technique dans le domaine des Télécommunications.
— Rompu aux contacts avec l'Administration.
Envoyer curriculum vitae détaillé à O.G.P. - N° 540, 25, rue Cavendish, 75019 PARIS, qui transmettra.

ETABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL
rech. pour la mise en place de ses outils de gestion comptabilité générale, analytique et budgétaire :

INGÉNIEUR INFORMATICIEN CONFIRMÉ

— formation Ingénieur
— 5 ans expérience de la conception et réalisation de projets comptables.
Lieu de travail Paris.
Fin 78, décentralisation proche banlieue Ouest.
Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 3021 COFAP, 40, rue de Chabrol 75010 Paris, qui tr.

Chaîne succursaliste non alimentaire recherche

CADRE COMMERCIAL
Libre de suite

Connaissant l'entraînement des hommes et ayant d'excellentes notions de gestion.
Chez nous, vous organiserez votre travail vous-même.
Il doit simplement être fait et bien fait.
Vous pourrez vous prendre des initiatives car vous serez le seul responsable d'une région géographique.
Si vous êtes passionné par le contact humain.
Si vous avez quelques notions comptables.
Prenez contact avec nous.
Votre futur patron est prêt à vous expliquer ce qu'il attend de vous et ce que vous pouvez attendre de nous.
Envoyez votre C.V. à Régie Presse n° 719.007 m, 85 bis, Rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Importante Société du Secteur électrique, électronique et mécanique
recherche
COLLABORATEUR (NIVEAU V)

ÉLECTRONICIEN-INFORMATICIEN
BTS - DUT

— Pour développement et réalisation de systèmes.
— Conception modulaire sur Hard Logiciel.
— Expérience micro-informatique indispensable.
— Anglais souhaité.
Adr. C.V. + prétentions + photo, sous n° 4.579, à
SPERAR PUBLICITE 12, rue Jean - Jaurès 92807 Puteaux qui transm.

Importante Société recherche :
JEUNE TITULAIRE
MAITRISE INFORMATIQUE
pour son département
INFORMATIQUE GESTION
Ecr. av. C.V. et prétent. sous réf. 4.667, SPERAR, 12, r. Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX, qui tr.

Société recrute pour service développement amélioration procédés de fabrication :
INGÉNIEUR
Grande Ecole, ayant expérience industrielle, bonne compétence dans domaines :
PHYSIQUE :
Hautes températures, optique, cristallographie ;
MECANIQUE :
Equipement de haute technicité fonctionnant dans ambiances très dures.
Possibilité d'évolution pour candidat minimum 26 ans, dynamique, ayant goût des contacts, connaissance anglais indispensable.
Lieu de travail : Loiret, Seine et Marne-Sud.
Ecr. n° 3.530, Publicités Réun., 112, bd Voltaire. - 75011 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES EN TELE-INFORMATIQUE
recrute
pour banlieue sud
UN INGÉNIEUR SYSTÈME
(environ 2 ans d'expérience)
UN ANALYSTE SYSTÈME
La connaissance des systèmes CONTROL DATA - SCDPE 3.4 ou NOS/BE sera appréciée.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence DCY/7.123 à P. LICHAU S.A., Boîte Postale 220, 75063 Paris Cédex 02, qui transmettra.

RÉDACTEUR CONTENTIEUX
Libre immédiatement pour Etablissements Financiers, BTP quartier Champs-Elysées
Bon Juriste dynamique
— niveau Licence en Droit ;
— exp. procéd. comm., réalisat. de gages, droit des faillites, etc.
Adresser C.V. avec photo et prétentions à M. J. KRUM, 128, rue La Boétie, PARIS (8e).

Expert Comptable
80 km Ouest de Paris recherche
COLLABORATEUR
expérimenté pour commissariats aux comptes. Ecr. avec C.V. et prét., n° T 2025 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

GROUPE FIDUCIAIRE
recherche
POUR SON DEPT ORGANISAT.
JEUNE ANALYSTE
pour
TRAVAUX D'ORGANISATION, ELABORATION DE CAHIER DES CHARGES et contrôle de mise en place.
— NIVEAU I.U.T.
— 3 ans expér. minim. comme ANALYSTE PROGRAMMEUR sur ordinateur de bureau et mini ordinateur.
— BONNES CONN. COMPT. APPRECIEES.
Env. C.V. manuscrit et prét. à F.T., 5, r. de Prony, 75017 Paris.

STE EXPERTISE COMPTABLE Banlieue Ouest recherche
COMPTABLE H. ou F.
B.T.S., B.P., D.E.C.S. ou équiv., expér. cabinet, libre rapidem., sér. référ. Ecrire avec C.V. à SETECY, 9 bis, rue Gambetta, 78800 HOUILLES.

Importante Société recherche
JEUNE E.S.C.
pour ses SERVICES COMPTAB.
Ecr. avec C.V. et prétent. sous réf. 4.664, SPERAR, 12, rue J.-Jaurès, 92807 PUTEAUX, q.t.

Filiale Française d'un important groupe européen de transports
recherche
pour son siège situé dans le 8e
ADJOINT AU CHEF COMPTABLE
— Format. théorique équivalente au B.T.S. et expér. professionnelle de 5 ans minimum.
— Anglais souhaité.
Le titulaire sera chargé des balances et prévisions mensuelles, bilans trimestriels, déclarations fiscales en étroite collaboration avec le Chef Comptable.
Rémunération : 90.000 F minim.
Env. C.V. à n° 5.946 PUBLIFOP 100, rue de Richelieu, 75002 PARIS, qui transmettra.

Importante Société Accumulateurs électriques
recherche
INGÉNIEUR
DEBUTANT
physicien ou chimiste ayant une bonne connaissance des matériaux. Env. C.V., photo et prétent. à 22.320 B BLEU, 17, r. Lebel, 94300 VINCENNES.

NOUS RECRUTONS
COMPTABLE MÉCANOGRAPHE
qualifié, 5 ans expér. pour comptabilité générale, paye, fournisseurs. Poste à responsabilités. Libre immédiatement. Tél. pr R.-Vs 357-92-00, p. 40.

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE BANLIEUE SUD, rech. pour SERVICE TECHNIQUE DEVELOPPEMENT
DESSINATEURS PROJETEURS
Expérience professionnelle souhaitée (parfumerie, cosmétiques ou pharmacie)
Devront assurer le suivi de la conception technique des produits et s'intégrer dans une équipe de travail très dynamique.
Nombreux avantages sociaux, cadre de travail agréable
Ecr. avec C.V. et prét. à 42.223, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er.

SERVICE SOCIAL PRIVE, banl. Ouest Paris, rech. URGENT
ASSISTANTE SOCIALE
Tél. pour rendez-vous : 204-08-76

Centre hospitalier Courbevoie, 30, rue Kilford (92), recrute INFIRMIERS(RES) D.E. de jour et de nuit.
Tél. : 788-82-55.

Importante Société recherche
JEUNE E.S.C.
pour ses SERV. COMPTABLES
Ecr. av. C.V. et prétent. sous réf. 4.664, SPERAR, 12, r. Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX, qui tr.

secrétaires

Urgent - SECRETAIRE STENO-DACTYLO, connaissance anglais. Téléphone : 265-63-37 ou 38.

Président importante société commerce international
recherche
SECRÉTAIRE
— Rapide ;
— Sténodactylo ;
— Très bon anglais.
Ecrire avec C.V. Etablissements A. ARNAUD S.A., 68, avenue Génér.-Michel-Bizot, 75012 Paris.

Important organisme professionnel quartier Opéra
recherche
une SECRETAIRE STENODACTYLO qualifiée pour emploi temporaire de longue durée. S'ad. à M. LEBAS, 6, Chaussée-d'Antin, 3e étage, PARIS-9e.

demandes d'emploi

CADRE HOMME, 28 ans
SERIEUSES REFERENCES ACHATS ET DISTRIBUTION - 2 ans 1/2 HYPER-MARCHES (Bazar/saisonnier) - 3 ans DIRECTEUR MOYENNE SURFACE (Alimentation),
cherche
SITUATION A RESPONSABILITES
Libre 15 janvier 1978
Ecrire sous le n° T 02071 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur. — 75002 PARIS.

J.F. lic. droit, titul. du CAPA, 3 a. expér. éducatrice au trib. d'enfts Paris, ch. contrat de collaboration. Ecr. Ch. Pacaud, 125, bd de Sébastopol, Paris-2e. Tél. 236-63-93, après 19 heures.

J.F., 22 a., lic. angl., connaiss. dactylo, ch. 1er emploi. Ecr. à CALVET, 11, r. de Migneaux, 91370 VERRIERES-le-BUISSON

J.H., 26 a., lic. droit privé, maîtrise droit privé, ch. 1er emploi, étud. toutes propositions. BENAZECH, 9 bis, rue du Cdt-Pilot, 92200 NEUILLY.

MEDECIN, nation. polonaise, marié à une Française habitant Paris, parl. franç., polon., russe, ch. poste ds l'industrie médic. ou pharmac. travaillant avec les pays de l'Est. Ecr. à n° T 02.111 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Traductrice ang. all. ch. poste sect. social, scient., méd., labo. ph. Cappon, 36, r. Cévennes-15e.

J.H., 29 a., licence lettres, maîtrise diplôme E.H.S.S., doctorat linguistique, expérience, enseignement, animation, édition, documentation, cherche poste. Ecr. à T 02.106 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

H., 34 a., bon niv. gén., chef de service, professionnel des régimes de retraites (AGIRC, ARRCO, S.S.) et de prévoyance ch. emploi à respons. Capacité s'adapter facilement. Lieu de travail :
PARIS ou PROVINCE.
Ecr. à 2.727, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H., lic. lettres, aimant enseign., ch. secrétariat ou éduc. mil. soc. normaux, handicapés. 259-24-86.

J.F., 24 ans, BTS trilingue, angl. courant, cherche emploi. Ecr. à 2.123, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Resp. Serv. Export désire créer ou animer sté similaire dans P.M.E. Sérieuses références. - Ecr. à 79.456 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Chaudronnier, 35 ans, marié, 2 enfants, 8 ans d'expérience en AFRIQUE DU SUD, cherche contrat pour 1978 pays anglophones. Ecrire M. DA SILVA Daniel, chez M. VAN CELST, 48, rue du Chevel, 63100 MONTFERRAND.

Journaliste presse professionn. accepte ttes proposit. relat. pub. Ecr. à 2.107, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

COURTIER
en marchandises rech. situation Ecrire sous n° 79.449 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDECIN Homme 30 ans,
solide expér. travail d'équipe, ch. Centre de santé, Maison médicale ou municipale motivés pour pratique globale, éducation sanitaire et travail social. Ecr. n° 8.280, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris 9e.

J.F., 30 ans BILINGUE AMERICAIN-FRANÇAIS cherche place
Archiviste-Documentaliste
dans Presse, Publicité, Spectacle, etc.
Ecr. à 40.630 CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

INGÉNIEUR 35 ANS
4 ans expérience HARD-SOFT micro-processeur INTEL, rech. P.M.E. banlieue Sud.
Ecr. à T 02.104 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

INGÉNIEUR CHIMISTE
TECHNICO-COMMERCIAL
Plus. années expér. au plan internat. Spécialisé dans color. et produits chim. pour cuir, papier, plastique et peinture, serait intéressé par ttes proposit., holdings, trusts et stés intern. pour représentation en Algérie. Ecr. à 2.721, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

FISCALISTE
H., 35 a., Dr en Droit, 10 a. exp. cab. intern., tril. franç.-ang.-ital., étud. ttes prop. Paris. Ecr. à 2.124, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

TELEXISTE EXPÉRIMENTÉE
ch. poste stable Paris. Salaire 3.300 F. Disponible immédiatement. Téléphoner ce jour mercredi 4 et jeudi 5 janvier : 285-43-85.

ECONOMISTE, 35 ans
licence Eco., 10 ans exp. Coopé., min. trav., études financières, ch. poste chargé d'études dans fonction publique, secteur public ou para-public. Province ou DOM-TOM. Libre de suite. Ecr. n° 8.279, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

cours et leçons

MATH. Rattrapage par Professeur expérimenté Tél. 278-77-71

traductions

Demande

TRADUCTRICE spécialité Electronique ANGLAIS, ch. travaux à dom. Ecr. n° T 002090 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

travail à domicile

Demande

Recherche tous travaux dactylo à dom. (thèses rapports stage, etc.) 340-20-73 mat. ou apr. 18 h.

autos-vente

8 à 11 C.V.

Vends 504 GL Oies. T.O. mars 77 Sable, intér. moka, 13.000 km. Disponible. - Tél. au 361-43-40.

Vends SIMCA 1308 GT, juill. 77, 9.000 km. Prix : 26.000 F. Tél. : 946-15-93 - 946-96-08, poste 35-29.

+ de 16 C.V.

Concess. G.M. vend Chevrolet Caprice, véhicule de direction, peu roulé. - Tél. (85) 46-47-67.

motos

Urgt. Part. vd HONDA CB 125, état impecc., 1.400 km., 3.500 F à débattre. Tél. : 430-19-03.

VOIR NOTRE IMMOBILIER PAGE SUIVANTE

Le Monde

régions

A PROPOS DE...

LES POLITIQUES ANTI-POLLUTION

Une Europe de l'eau ?

L'agence de l'eau Artois-Picardie vient de réaliser une étude comparative des législations relatives à la lutte contre la pollution des eaux en France, en Belgique, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne.

Les résultats présentés sous forme d'une plaquette et d'un montage audio-visuel seront, au cours de l'an prochain, portés à la connaissance des élus, industriels et fonctionnaires, qui, à travers l'Hexagone, sont intéressés par le sujet.

C'est la première fois depuis 1964, c'est-à-dire depuis l'adoption par le Parlement d'une loi-cadre sur l'eau, que la France songe à regarder ce qu'ont fait ses voisins européens dans le même domaine. La comparaison est instructive. Les ministres de l'environnement ont souvent présenté notre système d'agence financière de bassin comme « une réalisation que l'étranger nous envie ». Ils devront désormais se montrer plus modestes.

A nos six agences de bassin correspondent en Belgique trois sociétés de bassin, aux Pays-Bas vingt agences régionales et en Angleterre neuf « water authorities ». Mais nos agences ne sont que des mutuelles financières : elles collectent de l'argent et le redistribuent aux communes et aux usines qui veulent bien s'équiper de stations d'épuration. C'est la politique du coup par coup.

Les organismes britanniques et néerlandais similaires réalisent eux-mêmes les travaux selon un plan d'ensemble. Ce sont de véritables gestionnaires des eaux. Résultat : alors que nos voisins ont des législations plus récentes que la nôtre, leur taux d'épuration des effluents urbains est deux fois plus élevé. Il est clair que la France, déjà équipée de six mille stations d'épuration, doit à présent organiser leur entretien et planifier la construction des suivantes.

Autre enseignement de l'étude comparative : les redevances pour pollution payées par les industriels sont partout inférieures au coût d'épuration. D'où leur peu d'empressement à traiter les effluents. Ce phénomène est particulièrement accusé chez nous. Les redevances sont actuellement de 6 à 10 F par unité de pollution ; pour exercer leur pouvoir de dissuasion, elles devraient être portées à 15 et même à 20 F.

Même si le système français était amélioré, il resterait encore très différent de ceux de nos voisins. Les disparités existant entre les quatre pays étudiés, qu'elles concernent les lois, les normes de rejet, les responsabilités des agences ou les modalités de financement, sont très importantes. L'Europe de l'eau n'existe pas. Pourtant la Lys, l'Escaut, la Sambre, la Meuse, la Moselle et le Rhin se moquent des frontières. Quant à la mer, elle est à tout le monde.

La plupart des législations nationales concernant l'eau ont été adoptées, depuis la signature du traité de Rome, il y a vingt ans. Ignorant la géographie et les lois élémentaires de la nature chacun a légiféré sans consulter ses voisins. L'occasion a été manquée.

MARC AMBROISE-RENDU.

Ile-de-France

NE LAISSONS PAS L'ÉTAT ORGANISER LA FAILLITE DE LA DÉFENSE déclare la C.G.T.

« *Il faut tout faire pour éviter l'immense gâchis qui se prépare à la Défense.* » Tel est le cri d'alarme lancé par l'Union syndicale de la construction C.G.T. des Hauts-de-Seine, qui vient de rappeler au cours d'une conférence de presse le « *désastreux bilan* » de l'opération lancée il y a vingt ans ; *14 480 places de parking inemployées*, 500 000 mètres carrés de bureaux construits, selon le syndicat C.G.T. (un tiers seulement des prévisions) dont un grand nombre sont à moitié vides (tour Fiat), voire totalement déserts (tour Manhattan), 2 000 chambres d'hôtels et 5 000 logements qui attendent toujours d'être construits (et dont le retard compromet évidemment le succès du centre commercial), des passerelles piétonnes en cul-de-sac et l'autoroute A 14 toujours en panne...

« *Pourtant*, affirme l'Union syndicale, *les besoins existent : 22 000 familles demandent des logements pour le seul département des Hauts-de-Seine.* » Besoins d'emploi également : « *1 000 ouvriers seulement au lieu des 4 000 prévus travaillent sur les chantiers de la Défense ; les entreprises ne demandent qu'à se remettre à l'ouvrage* ».

« *Nous ne devons pas laisser l'État organiser la faillite de l'EPAD*, conclut la C.G.T. *Ce chantier a coûté trop cher en capitaux comme en hommes (120 morts depuis 1958) pour être aujourd'hui laissé à l'abandon.* »

● *Contre le projet de barrage de Naussac.* — Les comités de défense de la vallée de Naussac appellent, dans un communiqué publié mardi, à manifester, samedi 7 janvier, à Langogne (Lozère), contre le projet de barrage réservoir de Naussac, à l'occasion d'une réunion organisée à la mairie en présence de représentants des organismes responsables des travaux.

Quatre-vingts associations dans l'Essonne

Les vigilants du cadre de vie

La multiplication des associations soucieuses d'environnement et de protection de la nature touche particulièrement la région parisienne. Constituées pour la plupart à partir de préoccupations ponctuelles, à l'échelon d'une ville ou d'un quartier, elles ont un caractère éphémère qui nuit à leur efficacité. En outre, elles se sentent désarmées dès lors que le problème qui les intéresse doit être abordé à un niveau plus élevé.

C'est pour pallier à tous ces inconvénients qu'a été créée, en 1973, l'Union départementale des associations de défense de la nature de l'Essonne (UDANE). Cette fédération a trouvé un terrain d'action privilégié dans un département hier encore essentiellement rural, et qui a connu une véritable explosion démographique (actuellement près d'un million d'habitants contre six cent soixante-treize mille en 1968) et une urbanisation ravageuse. « *La fédération est d'abord un système d'alerte*, explique son président, M. André Holleaux. *Elle constitue, en certains cas, un contre-pouvoir, mais elle joue aussi un rôle d'assistance auprès de ses membres.* »

L'UDANE regroupe environ quatre-vingts associations, qui peuvent, en cas de besoin, avoir recours à elle afin de lancer des actions en commun. Que ce soit contre la réalisation de la rocade A-87, pour la protection du domaine du château de Chamarande, contre un projet d'aménagement trop ambitieux de base de loisirs à Draveil, etc., l'UDANE n'a pas ménagé sa peine. Mais ce qui est plus important encore, c'est qu'elle s'est imposée aux yeux de l'administration et des responsables politiques comme un interlocuteur à part entière. « *Aujourd'hui*, considère M. Holleaux, *l'administration a besoin des associations. Elles jouent un rôle supplétif. Elles sont indispensables pour suivre les affaires sur le terrain.* »

Le fait que nombre de responsables d'associations de l'Essonne appartiennent à la fonction publique ne peut que favoriser cette conciliation. Largement représentée au sein de la commission départementale des sites où elle semble pouvoir jouer un rôle déterminant, l'UDANE avait établi avec M. Paul Cousserand, un préfet qui vient juste de quitter l'Essonne, des rapports privilégiés. « *C'est un homme qui nous disait la vérité* », dit de lui M. Holleaux. De même, la collaboration avec le conseil général, dont le président est M. Robert Lakota (P.C.), s'établit grâce à une commission mixte élus-associations chargée des problèmes d'environnement.

« Nous n'avons pas vraiment confiance »

« *Les instruments de dialogue ont été créés*, dit M. Holleaux. *Seulement, nous n'avons pas vraiment confiance. Parce que nous avons le sentiment qu'il n'y a pas d'unité du pouvoir, que les administrations, par exemple, ont des avis différents.* » Cela signifie que lorsqu'un projet est ouvertement discuté, il peut y en avoir un autre mis discrètement en application. Ainsi, autour des zones naturelles d'équilibre (Z.N.E.), M. Holleaux distingue « *une sorte de brouillard derrière lequel il y a autre chose qui se passe* ».

L'UDANE entend donc renforcer sa vigilance et assurer à ses cadres une meilleure formation. Quant aux élections législatives, l'Union, qui se veut fermement « apolitique », les aborde avec sérénité. Lors de sa dernière assemblée, il a été décidé que, « *comme pour les élections municipales de 1977, l'UDANE publiera, au début de la campagne, un court manifeste pour rappeler ses objectifs et exprimer sa sympathie aux candidats écologistes* ».

STÉPHANE BUGAT.

CHARGES TROP LOURDES DANS LE 13e ARRONDISSEMENT DE PARIS

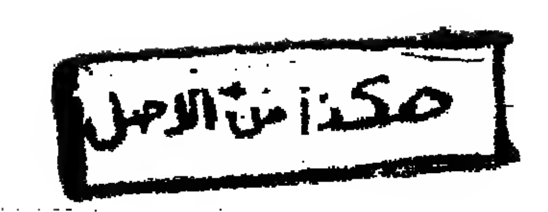
M. Daniel Benassaya, conseiller de Paris (P.S.), proteste, dans une lettre qu'il vient d'adresser au maire de la capitale, contre ce qu'il considère comme des « *pratiques indues* » qui pèsent sur neuf cents logements situés entre les rues de la Santé, de la Glacière et le boulevard Auguste-Blanqui, dans le treizième arrondissement.

Selon M. Benassaya, le cabinet de gérance, qui agit pour le compte de la Caisse d'épargne de Paris, propriétaire des neuf cents logements, impose des charges abusives aux locataires. « *Il s'avère*, selon le conseiller, *que les sommes réclamées sont sans commune mesure avec le service rendu et celles qui sont normalement demandées ailleurs pour les appartements sociaux.* »

M. Benassaya se plaint, en outre, du fait que les locataires sont soumis « *à un règlement intérieur d'une dureté telle qu'on peut se demander si le gérant et son gardien-chef ne confondent pas logement et prison* ». Enfin, le conseiller de Paris se fait l'écho d'une intention que l'on prête à la Caisse d'épargne de vendre ces logements, qui sont « *un patrimoine immobilier réalisé avec l'aide de l'État et de la Ville de Paris* ».

● *La vente aux enchères du domaine du château de Chamarande* (Essonne), dont le montant global est estimé à 14 millions de francs, a été effectuée pièce par pièce : ainsi, deux terrains boisés de 86 et 25 hectares ont été adjugés à des acquéreurs privés (*le Monde* du 13 décembre).

Pour éviter la dilapidation de l'ensemble, le conseil général a décidé le « *principe de l'acquisition de ces deux lots* » et s'est porté surenchérisseur, afin qu'ait lieu une nouvelle vente aux enchères. Des démarches pressantes ont aussi été entreprises auprès des instances régionales et des ministères intéressés pour obtenir des « *subventions maximales* ».



Le Monde

économie

LA CRISE DU TEXTILE

DÉPOT DE BILAN CHEZ LOTHAR'S

LA RÉVOLTE DES SURPIQUEUSES

« Merci, patron, pour tes étrennes : deux cent quarante-six licenciés ! » C'est l'inscription que l'on peut lire à l'entrée de l'usine de confection Lothar's, boulevard Ney à Paris (18e), occupée depuis le 27 décembre par ses salariés, en majorité de jeunes ouvrières portugaises. Pour l'instant toutefois, personne n'a été avisé d'un quelconque projet de licenciement. Mais la société Lothar's dépose son bilan... et intente une action en référé pour demander l'évacuation des locaux.

Les ateliers sont clairs et gais, d'un modernisme peu courant. Jusqu'à ces dernières semaines, tout allait bien pour cette entreprise quasi familiale fondée en 1970 par deux frères, Lothar et Wolfgang Mauch, le premier mannequin, le second industriel, tous deux Allemands. Les ouvrières dissimulent mal, du reste, une certaine admiration pour Wolfgang Mauch, jeune P.-D.G. dynamique de l'entreprise, qui avait su s'assurer la confiance de son personnel, et de bons rapports avec la section C.G.T. créée il y a quatre ans.

Au départ, la société Lothar's n'était qu'une teinturerie artisanale installée à La Garenne-Colombes, dans la banlieue nord. Sa spécialité : le bleu jeannette. Puis, des « jeans » délavés, qui commençaient à faire fureur, la société est passée au « sportswear », au prêt-à-porter « décontracté », confectionné dans une seconde usine, à Clichy. Les ensembles de ski plus coûteux, les salopettes en duvet de canard et coton imperméabilisé, ont côtoyé les jupes sahariennes et les pantalons-tubes en velours léger dans les boutiques Lothar's du quartier Latin, des Champs-Elysées ou de Saint-Tropez, ou encore dans les succursales de Londres, Munich, Bruxelles, Genève, New-York, et — dernière en date, ouverte l'été dernier — Los Angeles.

Dans le même temps, le capital initial de 500 000 francs monte à 2 millions de francs, et l'effectif des salariés — quelques dizaines au début — passe à plus de deux cents. Il y a un an, la société, dont les bureaux sont situés près de l'Opéra, a transféré son unité de production, avec cent quarante ouvriers et ouvrières, dans un nouvel immeuble, à la porte d'Aubervilliers.

Brusquement, en décembre dernier, les délégués du comité d'entreprise sont convoqués à une réunion du conseil d'administration. On leur annonce brièvement le dépôt de bilan pour cessation de paiement aux fournisseurs. Depuis deux mois, la direction ne versait plus les cotisations sociales. « Ce sont là, nous déclare M. Lacroix, directeur de la société et collaborateur direct du P.-D.G., les retombées de la crise du textile en particulier. »

Au comité d'entreprise, la direction explique que le transfert de l'usine de Clichy dans un cadre moderne, boulevard Ney, « effectué pour procurer au personnel de meilleures conditions d'hygiène et de sécurité », a représenté un investissement de 2 500 000 francs, « qui n'était pas prévisible », et dont la moitié a dû être amortie par les fonds propres de la société. Celle-ci comptait sur des secours bancaires : elle n'a pu obtenir que deux prêts de 700 000 francs chacun.

La belle ouvrage

On invoque aussi les intempéries — en 1977, les vêtements d'été se sont moins vendus, — l'augmentation des stocks du fait de la crise, et aussi « le changement d'attitude du personnel », une baisse de la productivité et « l'indiscipline » au moment des congés. Aux immigrés — 80 % du personnel — on reproche de prendre, comme ils en ont le droit, des vacances un peu plus longues, alors que l'entreprise ferme au mois d'août. Aux ouvrières, on impute particulièrement leur absentéisme et une sombre histoire de « parlotes » aux toilettes.

Le syndicat C.G.T. rétorque que l'entreprise est viable et qu'elle dispose d'un carnet de commandes important ; que de 1975 à 1976 le chiffre d'affaires a augmenté de 33 %, passant de 17 495 000 F à 23 384 000 F ; que dans la même période, les ventes en gros ont progressé de 54 % en France et de 81 % à l'étranger. « Ce dépôt de bilan, se demandent les syndicalistes, n'est-ce pas plutôt une faillite provoquée, qui permettrait d'obtenir de nouveaux prêts et peut-être de licencier le personnel, peu à peu remplacé par des sous-traitants travaillant notamment à domicile ? » Une demi-douzaine de ces sous-traitants prennent une part importante des commandes. L'un d'eux, la société Stylco, fournit actuellement deux mille pièces par mois. Quant à l'accumulation des stocks, ajoute la C.G.T., on ne peut pas à la fois s'en plaindre et reprocher au personnel une baisse de production.

« La production, parlons-en ! déclare une jeune ouvrière surpiqueuse. Connaissez-vous nos salaires ? 2 100 F net, avec cinq ans d'ancienneté, comme c'est mon cas, plus des primes de rendement de 100 F ou 200 F à la tête du client. On travaille pour une bouchée de pain, mais les modèles fabriqués deviennent de plus en plus compliqués. A la chaîne, on nous impose une cadence de vingt-cinq minutes pour un ensemble chemise-pantalon avec coutures intérieures et poches appliquées. Il faudrait au moins quarante minutes pour faire de la belle ouvrage. »

Révolte de jeunes filles en fleur contre des technocrates « inhumains » ? Le conflit va plus loin aux yeux des syndicalistes, qui soulignent qu'ils entendent d'abord « préserver l'emploi des travailleurs ». Depuis le 9 décembre, ces derniers n'ont touché aucun salaire, bien qu'ils aient assuré la production jusqu'au 26 décembre. Quant à la prime annuelle (1 000 francs), elle ne sera accordée, déclare la direction, que si l'usine tourne. Cependant, l'occupation des ateliers a été votée par 93 voix contre 28, sur 127 ouvriers et ouvrières présents. Une pétition du personnel, adressée à la commission paritaire, réclame des négociations pour de meilleurs salaires (à partir de 2 300 francs) et la garantie de l'emploi.

On serait tenté d'évoquer des précédents : non pas Lip, bien sûr — on en est loin, — mais les chemisières de Cerizay, dans les Deux-Sèvres, ou les cousettes de la CIP, à Haine-la-Bassée, dans le Pas-de-Calais. En fait, cette occupation vise seulement à conserver le stock de marchandises « afin de le remettre intact entre les mains d'un syndic ». En attendant, des vêtements d'une valeur globale de près de 5 millions de francs, et 15 000 kilos de rouleaux de coton, s'entassent sur leurs tréteaux immaculés, dans la plus belle usine textile de la région parisienne.

JEAN BENOIT.

LES PRINCIPAUX FABRICANTS JAPONAIS DE FIBRES CHIMIQUES SE REGROUPENT

La crise du textile ne sévit pas qu'en Europe. Elle frappe très durement aussi le Japon. Plutôt que d'agir en ordre dispersé et de s'épuiser en efforts coûteux, les huit plus grands fabricants nippons de fibres chimiques (Toray, Teijin, Asahi Chemical, Kanebo, Unitika, Kuraray, Towo Boseki, Mitsubishi Rayon) ont décidé de se regrouper pour ne plus former que quatre ensemble. Toray fusionnera donc avec Kuraray, Teijin avec Unitika, Asahi Chemical avec Kanebo et Towo Boseki avec Mitsubishi Rayon. Seule la firme Toyo Rayon a décidé de rester indépendante. Ces opérations de regroupement auront lieu durant le premier semestre de 1978, dès que le Parlement aura donné son accord. Elles devraient déboucher sur la suppression de 10 000 emplois environ sur les 95 000 que procurent les huit entreprises.

En même temps, l'on prévoit que la production de fibres chimiques des quatre nouveaux groupes sera globalement réduite de 20 %. Avec la hausse des charges salariales, l'industrie textile japonaise souffre beaucoup de la vive concurrence exercée sur les marchés internationaux par les pays en voie de développement, favorisés, comme la Corée du Sud, par le faible coût de la main-d'œuvre. Déjà de sévères réductions de production (environ 20 %) avaient été opérées en 1977. Mais avec le renchérissement continu du yen vis-à-vis du dollar, les fabricants nippons n'ont pas réussi à rester compétitifs et beaucoup ont déjà éprouvé l'an passé de lourdes pertes. A l'issue du premier semestre de l'exercice s'achevant le 31 mars prochain, le déficit de Teijin s'élevait déjà à 2 441 millions de yens (10,2 millions de dollars) et celui de Toray à 1 274 millions de yens (5,3 millions de dollars). Dès lors des mesures d'urgence s'imposaient.

A. D.

Les applications nouvelles de l'électronique

Des cloches... aux aéroports

« Vienne la nuit, sonne l'heure. » Quand les douze coups annonçant la nouvelle année ont sonné aux trente-six mille clochers de France et de Navarre, la « fée électricité » y était pour beaucoup. Bien que la mutation technologique soit relativement récente dans ce secteur.

En 1940, 5 % des clochers seulement étaient électrifiés. L'entretien et la modernisation des horloges d'église était encore une affaire paroissiale. Mais, devant l'importance de la charge financière supportée par les communautés chrétiennes, le relais fut pris après la guerre par les communes. En trente-deux ans, le taux d'électrification a été porté à 95 %. C'est un marché qui représente bon an mal an 20 millions de francs et que se partagent une multitude de petits artisans, mais que contrôle encore à 50 % la société Bodet S.A. de Trémentines (Maine-et-Loire). Un marché presque entièrement de remplacement désormais, qui ne permet plus de faire vivre son homme... même après l'avènement du quartz (où le progrès va-t-il se nicher...), et encore moins les deux cent cinquante personnes qu'emploie M. Pierre Bodet, P.-D.G. propriétaire de l'entreprise familiale créée en 1869.

Depuis plus de dix ans, cet Angevin têtu et combatif s'est donc ingénié à élargir la gamme de ses activités : il s'est tour à tour intéressé aux horloges pointeuses, au chronométrage et au marquage sportif. Ce dernier marché lui procure 3 millions de recettes annuelles, mais il est malheureusement trop étroit pour assurer l'avenir. L'idée est alors venue à Pierre Bodet de se lancer dans l'affichage numérique de l'heure (horloges à chiffres sautants pour gares et aéroports, etc.). Le pari était audacieux et l'entreprise hardie, s'agissant de s'insérer dans un créneau entièrement occupé par l'Italien Solari, dont Bodet avait été le distributeur. Avec l'aide de l'Etat, mais aussi à coups d'investissements propres (5 millions de francs depuis 1970), la société, après avoir décroché un premier prix au concours de l'innovation en 1974, a réussi à produire des appareils mettant en œuvre les techniques les plus avancées de l'électronique horlogère. Elle est ainsi la seule au monde à fabriquer des horloges à volets indiquant les secondes et un modèle fonctionnant à piles.

Démarrée en 1975, la production atteint 1 500 pièces par mois — l'objectif est d'arriver à 2 000 — pour un chiffre d'affaires annuel de 6 millions de francs. Dès 1972, les brevets avaient été déposés en France, en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne, en Italie, en Suisse, aux Etats-Unis et au Canada, en prévision d'un éventuel développement à l'étranger. Sage précaution puisque les prévisions ont été largement dépassées : Bodet S.A. exporte aujourd'hui 80 % de sa production (marquage en treize langues) et travaille pour Siemens, Télétunken, et, bien sûr, la S.N.C.F.

Une jolie performance, que la société a payée de ses bénéfices. En 1977, ses comptes seront juste équilibrés, pour un chiffre d'affaires global de 30 millions de francs, en hausse de 20 % (45 % pour les pendules à volets). Qu'importe ! M. Pierre Bodet, maintenant aidé de son fils aîné et d'un jeune directeur commercial, entend mordre sur la clientèle semi-particulière (bureaux, magasins, boutiques, etc.), à laquelle s'adressent notamment les modèles à piles. Prochaines étapes : l'équipement des villes au moyen d'horloges candélabres et le lancement, dans les autobus, de machines automatiques destinées au passage des messages publicitaires. Bodet S.A. songe aussi à se lancer dans la fabrication de panneaux d'affichage pour les gares et aéroports (heures d'arrivées et de départs), un marché également tenu par Solari et sur lequel le Suisse Autophon pointe le nez. Il lui faut, pour réussir, comprimer ses prix de revient, dans lesquels le coût de la main-d'œuvre entre en moyenne pour 50 % (70 % dans certains cas). L'emploi extensif des procédés de l'électronique à quartz, moins gourmands en personnel, devrait le lui permettre.

Impératives pour assurer l'avenir, ces extensions d'activité le sont aussi pour maintenir l'emploi. S'il n'atteint pas ses objectifs, Pierre Bodet, qui se refuse à licencier, devra probablement reconvertir à la micromécanique, autre corde à son arc, une partie de son personnel.

ANDRÉ DESSOT.

● *Les prix des matières premières importées par la France* sont pratiquement restés stables en novembre, l'indice officiel se situant à 293,5 contre 293,9 en octobre. Fin novembre, l'indice s'établissait exactement au niveau d'octobre : 293,9. Les prix des matières premières alimentaires ont légèrement augmenté (+ 1,3 %) pour s'inscrire à 453, alors que ceux des matières premières industrielles diminuaient de 1,9 %, pour se situer à 201,5.

AGRICULTURE

La réduction de la dépendance en protéines : deux choix pour la France

Le Conseil supérieur d'orientation, de production et de gestion des marchés agricoles doit examiner, ce mercredi 4 janvier, deux rapports sur les moyens de réduire la dépendance de la France en protéines destinées à l'alimentation animale, qui devaient être initialement présentés le 17 novembre dernier. Le premier, « ambitieux », rédigé par M. Poly, directeur scientifique de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), prévoit d'ici à 1981 une diminution de 30 % de la consommation de tourteaux importés (le Monde du *18 novembre). Le second, « réaliste », est l'œuvre de M. Auberger, directeur de la production et des échanges au ministère de l'agriculture.*

La France importe 80 % de protéines — soit quelque 3 millions de tonnes de soja, d'arachide, de lin, de colza et de tournesol — nécessaires à son élevage. La facture est lourde : 2,6 milliards de francs par an. Sans pour autant donner toutes les garanties d'approvisionnement aux producteurs. Après l'embargo sur les exportations, mis en 1973 par les Etats-Unis, premier fournisseur mondial, la C.E.E. a tenté timidement de stimuler la production de protéines végétales, notamment de soja et de lin. De son côté, le gouvernement français a adopté un programme d'action prioritaire pour le VIIe Plan, qui prévoit un financement de 97 millions de francs pour la mise au point de variétés de plantes protéigineuses adaptées aux conditions nationales de climat et de production, ainsi que pour l'amélioration des capacités de stockage. En dépit de ces mesures, la dépendance en protéines pourrait s'aggraver et atteindre 86 % en 1982 au rythme actuel de développement de la consommation. C'est pourquoi le ministre de l'agriculture, M. Pierre Mehaignerie, a demandé d'une part à l'INRA, d'autre part à la direction de la production et des échanges, de réfléchir à ce problème.

Rappelons que M. Poly, directeur scientifique de l'INRA, a proposé de diminuer la consommation de tourteaux importés de 30 % d'ici 1981 puis de 50 % en 1985 grâce à « une politique résolument volontariste » qui permettrait de remplacer le modèle alimentaire américain basé sur le couple « maïs-soja » par une filière nationale « céréales-protéines ». Dans ce but, M. Poly envisage la création d'une agence des économies de protéines — sur le modèle de l'agence des économies d'énergie — qui aurait pour objectif de plafonner le volume des importations, d'éviter les gaspillages, de contrôler l'emploi des protéines et de proposer des technologies nouvelles.

Le directeur de la production et des échanges, M. Auberger, estime de son côté que « dans le cadre des contraintes économiques actuelles la France serait capable [de ramener son déficit] de 80 % en 1977 à 76 % en 1982 ». M. Auberger table pour cela sur un développement de la production nationale de luzerne (+ 35 000 tonnes d'équivalent tourteaux de soja), de pois et de féveroles (+ 35 000 tonnes), de colza (+ 75 000 tonnes) ainsi que sur des actions d'économie : dans l'alimentation des ruminants (215 000 tonnes économisées grâce à l'usage d'azote non protéique, au tonnage des tourteaux et à l'ensilage de l'herbe) et dans les rations des porcs et des volailles (165 000 tonnes, grâce à l'emploi de lysine de lactosérum et de déchets d'abattoirs) auxquelles viendraient s'ajouter un contrôle de la qualité des matières premières (100 000 tonnes de protéines économisées) et une amélioration sanitaire et génétique du cheptel (50 000 tonnes économisées).

« L'ensemble de ces suggestions, a précisé M. Auberger, conduirait de la part de l'Etat à un effort financier supplémentaire de 110 millions de francs jusqu'en 1982. » Le directeur de la production a complété cette « hypothèse réaliste » par une « hypothèse théorique » qui permettrait « en s'affranchissant des contraintes économiques d'assurer 47 % de l'approvisionnement national ». Il en irait ainsi par exemple « si une réglementation communautaire réellement incitative pouvait être mise en place ».

D'ores et déjà, ces projets ont provoqué des réactions chez les fabricants d'aliments du bétail — gros importateurs de soja — qui jugent le premier « autoritaire » et le second « réaliste ». C'est dire que le lobby du soja n'est pas resté insensible au fait que la France cherche à réduire sensiblement sa dépendance en protéines et qu'entre deux « maux », il choisit le moindre. Dans le même temps, les Etats-Unis, qui ont la haute main sur le marché mondial, ont pris l'affaire au sérieux : cent cinquante chercheurs viennent d'être affectés spécialement à la sélection de nouvelles variétés « plus performantes » de soja.

ALAIN GIRAUDO.

AUTOMOBILE

● *Chrysler.* — La division nord-américaine de Chrysler a fabriqué 1 056 106 véhicules en 1977, soit 7,2 % de moins qu'en 1976, vient d'annoncer le constructeur de Detroit. En décembre, la production a été inférieure de 22,4 % à ce qu'elle était douze mois auparavant. — *(Reuter.)*

● *Assurances automobiles.* — Le Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.) indique que le calcul de la puissance fiscale des véhicules effectué par le service des mines à compter du 1er janvier n'aura, en général, aucune incidence sur les tarifs d'assurances automobiles, car la plupart des compagnies ne tiennent pas compte de la puissance fiscale, mais des performances réelles des véhicules.

CONJONCTURE

Relance de l'activité ou relance de la crise ?

(Suite de la première page.)

Les estimations relatives à l'évolution des échanges, dont le rôle est encore si déterminant pour l'activité du monde occidental, illustrent ce propos : du temps où les règles du GATT instituant le libre-échange étaient généralement respectées, la croissance plus ou moins rapide du commerce international était, certes, difficile à anticiper (on se trompait régulièrement, le plus souvent par défaut), mais, enfin, on pouvait sans grands risques se permettre d'extrapoler les tendances du passé. Il n'en va plus de même aujourd'hui, puisque on ne peut plus exclure une brusque aggravation du protectionnisme, c'est-à-dire un brutal changement des règles du jeu, ou plutôt leur abandon. *Comment* estimer, avec des chiffres, l'effet d'un réarmement tarifaire (sous forme de droits compensateurs) ou contingentaire ? D'ores et déjà, la simple perspective d'une fragmentation du marché mondial exerce très certainement une influence déprimante sur la propension à investir.

Dans d'autres domaines aussi importants que celui-là, la possibilité, pour ne pas dire la probabilité, de voir la machine se détraquer un peu plus fait courir à l'activité économique des risques *plus grands* que ceux qui ressortent d'une simple analyse des résultats des enquêtes — déjà peu réconfortantes — menées auprès des chefs d'entreprise ou de ceux tournis par les « modèles ». *Comment* évaluer, par exemple, le dommage que causerait à l'économie une crise financière (banques mises en difficulté, soudaine élévation du taux d'intérêt, etc.) que pourraient engendrer par exemple une nouvelle chute du dollar ?

Comment ne pas s'étonner que personne n'ait fait le rapprochement entre, d'une part, le formidable contraction (d'environ un tiers) qui se produisit pendant l'été de 1974 sur les marchés des eurodevises à la suite du krach de la petite Herstatt Bank de Cologne et, d'autre part, le déclenchement à peu près simultané dans tous les pays — à la fin de septembre et au début d'octobre — de la récession ? Celle-ci se préparait de toute évidence depuis beaucoup plus longtemps. Un économiste américain a écrit (ce dont nombre de ses confrères *refusent* de tenir compte) que les conditions et la plus ou moins grande sévérité d'une dépression se déterminent pendant la période de prospérité qui la précède.

La vigueur avec laquelle ont crû les revenus salariaux dans tous les grands pays industrialisés de 1968 à 1973 (ce qui devait conduire à une diminution considérable de la profitabilité des entreprises) ; la nouvelle et formidable impulsion que l'inflation (déjà à l'œuvre depuis au moins 1965) devait recevoir de l'explosion du système monétaire international sous la poussée du flot de dollars engendrâ par le *déficit* américain, tout cela ne pouvait pas ne pas déboucher sur une crise.

Son ampleur et sa durée sont à la mesure des distorsions que l'économie mondiale a subies pendant les années de marche *forcée*. Elle est en creux ce qu'était en plein l'expansion de plus en plus inflationniste, qui a connu son paroxysme avec le « boom » des années 1972 et 1973 : c'est alors qu'on vit les prix des principales matières premières (cuivre, zinc, laine, etc.) multipliés, selon les cas, par deux, par trois ou même par quatre. Et cela, on a tendance à l'oublier, avant les décisions *prises* par l'OPEP en matière de pétrole.

L'invention du mot « stagflation », appliqué à un phénomène prétendument nouveau, a fait perdre de vue l'essentiel : à savoir que la croissance déréglée du crédit, à quoi se ramène en dernière analyse l'inflation, a nécessairement comme dénouement son contraire, à savoir la contraction du crédit — dont les suites de l'affaire Herstatt n'étaient qu'une manifestation parmi d'autres, — puisque l'autre face de l'hypertrophie du crédit est un alourdissement de moins en moins supportable des dettes.

C'est pourquoi la déflation, pour l'appeler par son nom, est inséparable de l'inflation. Le mot a si mauvaise consonance qu'on en arrive à croire qu'il ne correspond plus à rien. *C'est* une illusion. La baisse de la devise américaine, depuis sa première dévaluation en 1971, entraîne une dépréciation des créances libellées en dollars. Ce qui équivaut à une déflation (qui allège d'autant les dettes en eurodollars...). De même, au stade des demi-produits (acier, par exemple) ou encore dans le secteur de l'immobilier — la chute catastrophique des Real Estates dans les pays anglo-saxons, — a-t-on assisté à de véritables effondrements de prix dignes des crises du passé. On oublie trop que la grande dépression des années 30 avait été précédée, elle aussi, dans le pays où elle avait pris naissance, aux Etats-Unis, par une gigantesque inflation de crédits finançant la spéculation boursière à Wall Street et celle sur les terrains de Floride, si bien décrite par John Kenneth Galbraith.

Ce qui fait l'originalité de la présente crise est que l'inflation ne s'est pas arrêtée d'un seul coup. Elle continue à se développer même après le déclenchement du processus déflationniste que tous ceux qui ont une vie professionnelle peuvent, de leur poste d'observation, voir à l'œuvre. Chaque entreprise, qui cherche à réduire ses charges en cessant d'embaucher (ou en licenciant) et en réduisant au minimum ses investissements, en est l'agent efficace. Celles qui ne sont pas contraintes, peu ou prou, de pratiquer cette politique sont de plus en plus rares.

Implicitement, les experts de l'O.C.D.E. admettent une analyse de ce type en *affirmant*, dans leur récent rapport semestriel, « *le caractère essentiellement conjoncturel* » des difficultés actuelles. Mais ils ne vont pas assez loin à notre sens. A la question qu'on se pose de toutes parts : pourquoi le système n'est-il plus capable de remplir l'une des deux fonctions qu'on exigeait à bon droit de lui, à savoir assurer à peu près un emploi à tous ceux qui en cherchent un ? (l'autre fonction étant de nourrir la population et de lui donner un niveau de vie aussi élevé que le permet le progrès technologique). Il convient de répondre : parce que ses gestionnaires ont fini, à force de le mal gérer, par en détendre les ressorts jusqu'à la limite du supportable. Le président Carter et ses interlocuteurs étrangers sont-ils aujourd'hui plus avisés ? Seront-ils capables de redresser la situation ?

Des difficultés

On dispose, pour se faire une idée de l'état d'esprit dans lequel les dirigeants du monde occidental — et surtout les dirigeants américains — abordent la périlleuse année 1978, du rapport déjà cité de l'O.C.D.E. Sur plusieurs points de grande importance, ce document fait écho aux préoccupations exprimées par Washington. Les recommandations qu'il contient risquent d'être, au cours des prochains mois, prises très au sérieux. On a des raisons, tout aussi... sérieuses, de s'en inquiéter.

Relevons rapidement l'argument qui a pourtant une grande importance : l'extraordinaire fragilité des données sur lesquelles les experts du château de la Muette appuient leur « stratégie », destinée en premier lieu à infléchir la ligne de conduite des pays à balance des paiements excédentaire et monnaie forte, Allemagne fédérale et Japon. Ne craignez pas, leur dit-on, d'augmenter vos dépenses publiques et vos déficits budgétaires, même s'ils sont déjà considérables (ce qui est le cas) ; faute de stimuler la demande intérieure de vos économies respectives par ce moyen, vous verrez chez vous l'activité se ralentir encore plus dangereusement, ce qui aggravera les difficultés des autres pays.

Les auteurs de cette suggestion sont pourtant obligés de confesser le caractère « rudimentaire » des « *méthodes... de mesure de l'incidence des variations budgétaires... qui sont très loin d'offrir des indicateurs précis* de *l'impact du budget* » sur l'activité. Dans la section spéciale consacrée à « *l'endettement du secteur public et [à] son financement* », section qui a été ajoutée au rapport à l'intention des Allemands, des Japonais et des Suisses, pour les inviter à se débarrasser de leurs « tabous », l'embarras, disons même la confusion des idées, est poussée à son comble. On y admet bien que « *l'augmentation des déficits* budgétaires, *et partant de la dette publique*, constitue un *réel sujet de préoccupation* » : mais c'est pour écrire aussitôt que « *les niveaux actuels des besoins de financement et d'endettement publics ne paraissent pas* — d'un point de vue *strictement* économique — *devoir s'opposer à la mise en œuvre de politiques budgétaires propres à soutenir l'emploi* dans *les plus grands* pays de *l'O.C.D.E.* ».

Le membre de phrase, « *d'un point de vue strictement économique* », mérite qu'on s'y arrête : c'est le talon d'Achille de ce beau raisonnement. Dans le monde réel, il n'y a pas, d'un côté, les phénomènes « strictement économiques » et, de l'autre, les phénomènes monétaires et financiers. Les deux sont inextricablement liés. Et même si le déficit n'est pas directement financé par des avances de la Banque centrale — procédé trop voyant pour être employé dans les pays évolués, — il a presque nécessairement des incidences inflationnistes. Cela, même les experts de l'O.C.D.E. doivent explicitement le reconnaître. Qu'il ne s'agisse pas seulement d'une discussion théorique, la présentation du nouveau budget nippon en apporte la preuve : pour la première fois, le gouvernement de Tokyo prévoit un déficit supérieur à 30 % du total des dépenses !

La dichotomie entre l'économique et le financier, d'où découle l'incapacité à proposer une politique globale intégrant toutes les données (organiser à *la fois* la lutte contre l'inflation et le chômage), éclate dans le satisfecit donné par l'O.C.D.E. à l'administration Carter pour les résultats qu'elle a obtenus en matière d'expansion économique. Voilà clairement désigné le nouveau bon élève de la classe. Lui seul a suivi la voie tracée par les experts, sans se laisser détourner par de vaines considérations sur le déséquilibre budgétaire.

Cependant, ce n'est pas céder à l'anti-américanisme vulgaire que de se demander si la politique menée à Washington n'a pas eu aussi pour effet d'aggraver les tendances déflationnistes dans le reste du monde. Malgré le « conservatisme » reproché à M. Arthur Burns, qui lui a valu l'hostilité de la Maison Blanche, le Système de réserve fédéral s'est montré très accommodant. Il a freiné, depuis avril dernier, la hausse des taux d'intérêt pour ne pas compromettre une croissance toujours prête à s'essouffler. Il en est résulté une chute du dollar qui s'est traduite par une nouvelle appréciation du deutschemark et du yen, propre à plonger dans la récession, déficit ou pas, les économies allemande et japonaise.

Que la R.F.A. et le Japon suivent l'exemple américain ! Tel est le conseil que leur donnent tant le président Carter et ses collaborateurs que les experts de l'O.C.D.E. Ce que signifie en réalité cette injonction est plus grave encore que le reste : les économistes du château de la Muette estiment pour 1978 à 7 % environ la hausse moyenne des prix dans la zone industrialisée d'économie libérale (dix-neuf *pays* de l'Europe de l'Ouest, Etats-Unis, Canada, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande). Tout se passe comme si on s'accommodait de l'idée qu'une inflation de cet ordre est compatible avec le fonctionnement d'une économie capitaliste. Or c'est très improbable. Le capitalisme, si les mots veulent dire quelque chose, suppose pour son développement l'existence d'un marché actif des capitaux à long terme qui, lui-même, exige la stabilité des grandes monnaies et, en particulier, du dollar.

Quand on ne sait pas donner une explication à un phénomène, on fait appel à des mots magiques. La confiance en est un, dont usaient et abusaient naguère les politiciens de droite. On le retrouve aujourd'hui sous la plume de nos analystes (il est au moins cité six fois dans le rapport de l'O.C.D.E.) : si les chefs d'entreprise n'embauchent plus et investissent encore moins, c'est parce qu'ils auraient perdu la « confiance ». C'est évident, mais à quoi sert-il de le dire si l'on n'essaye pas de comprendre pourquoi ?

On découvrirait peut-être alors que, à recommander des solutions dont la mise en œuvre provoquera des tensions supplémentaires dans l'appareil financier du capitalisme, on relance, à terme plus ou moins rapproché, la crise économique et le chômage qui l'accompagne inévitablement.

PAUL FABRA.

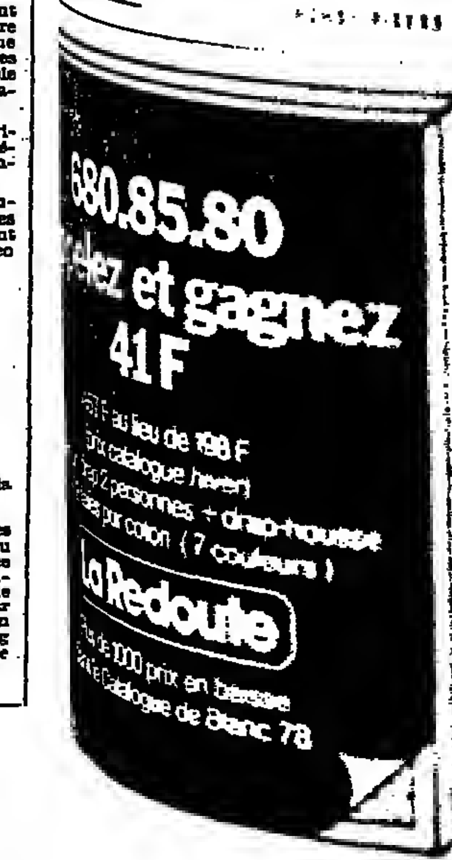
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

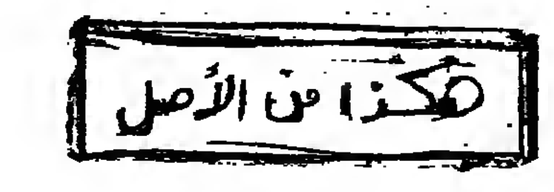
	COURS DU JOUR + Bas	+ Haut	UN MOIS Rep. + ou Dép. —		DEUX MOIS Rep. + ou Dép. —		SIX MOIS Rep. + ou Dép. —	
$ E.U.	4,6150	4,6300	+ 95	+ 125	+ 185	+ 215	+ 560	+ 640
$ can. ...	4,2250	4,2330	+ 85	+ 125	+ 170	+ 215	+ 560	+ 650
Yen (100).	1,9478	1,9570	+ 130	+ 170	+ 260	+ 300	+ 710	+ 790
D. M.	2,2410	2,240	+ 120	+ 150	+ 245	+ 275	+ 800	+ 860
Florin ...	2,0720	2,0760	+ 55	+ 80	+ 120	+ 150	+ 420	+ 470
F. B. (100)	14,3300	14,3500	— 160	+ 110	— 150	+ 120	— 150	+ 350
F. S.	2,4130	2,4170	+ 170	+ 200	+ 335	+ 375	+1050	+1150
L. (1 000).	5,3550	5,3650	— 600	— 400	— 930	— 700	—2300	—1500
£	9,1570	9,1770	+ 220	+ 310	+ 460	+ 550	+1430	+1590

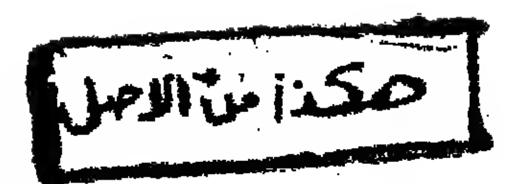
TAUX DES EURO-MONNAIES

D. M.	3 1/8	3 5/8	2 1/2	3	2 1/2	3	2 3/4	3 1/4
$ E.U.	19 1/2	20	6 1/2	7	6 3/4	7 1/4	7 1/4	7 3/4
Florin ...	5 1/4	5 3/4	5 3/8	5 7/8	5 3/8	5 7/8	5 5/8	6 1/8
F. B.	16	15	10	11	10	11	10	11
F. S.	— 1/4	+ 1/4	1/4	3/4	1/2	1	1 1/8	1 5/8
L. (1 000).	15	20	19	22	18 1/4	20 1/4	17 1/4	19 1/4
£	6 1/2	7	6 1/8	6 5/8	6 1/4	6 3/4	6 5/8	7 1/8
Fr. franç.	11 3/4	12 1/4	12 1/2	13	13 1/2	14	13 7/8	14 5/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.







TRANSPORTS

RÉVOLUTION SUR LES ROUTES ANGLAISES

Le kilomètre franchit la Manche

De notre correspondant

Londres. — M. Rodgers, ministre des transports, confirmera prochainement aux Communes l'intention du gouvernement de procéder à la « métrication » routière, c'est-à-dire de mesurer désormais les vitesses et les distances en kilomètres et non plus en miles. Néanmoins, la décision n'interviendra qu'à l'issue d'une longue consultation avec les administrations et les autorités intéressées, ainsi qu'avec les organisations et clubs représentant les divers usagers de la route.

Aucune date limite n'a été fixée pour la mise en application des mesures qui seront soumises probablement en 1979 pour approbation à la Communauté européenne, mais, compte tenu du délai nécessaire à l'élaboration d'une législation et à son approbation par les Communes, les milieux officiels prévoient que le changement prendra environ cinq ans. En d'autres termes, la conversion en kilomètres, dont le coût est grossièrement évalué à 10 millions de livres, ne sera totalement accomplie qu'à la fin de 1984 ou en 1985.

Ce passage au système métrique ne soulèvera pas de difficultés majeures pour ce qui concerne l'équipement des automobiles, puisque les compteurs des nouvelles voitures indiquent les vitesses à la fois en miles (mph) et en kilomètres (kph). Pour les modèles plus anciens, un voyant sera tout simplement collé sur le compteur.

Les capacités se mesurent déjà en unités «continentales»: l'huile de moteur est maintenant vendue en litres ; il est légal de vendre l'essence au litre, encore que la plupart des stations continuent de la distribuer au gallon. D'autre part, à partir du mois prochain, la pression des pneus sera mesurée, non plus en livres par pouce carré (lds), mais en bars.

Mais la conversion des vitesses limites et l'adaptation de la signalisation routière posent des problèmes plus délicats. Dans les agglomérations, la vitesse limite de 30 mph, soit 48 kph, sera fixée à 50 kph ; celle de 40 mph imposée sur certaines routes sera « arrondie » 65 kph (au lieu de 64, et celle de 60 mph, en vigueur sur les grandes routes, sera établie à 100 kph au lieu de 96 kph.

Pour ce qui concerne les autoroutes, le ministère de l'énergie n'est pas d'accord avec les clubs automobiles, qui souhaiteraient que la vitese limite, actuellement de 70 mph — soit 112 kph, — soit relevée à 120 kph. Pour des raisons financières — économiser le carburant, — le ministère insiste pour que la vitesse limite sur les autoroutes soit fixée à 110 km/h., ou même 100 km/h.

Le changement de la signalisation, qui concerne environ deux cent quatre-vingt mille panneaux, pose des problèmes d'ordre financier. Les panneaux indicateurs des vitesses limites seront changés simplement en fixant un voyant en plastique donnant la vitesse en kilomètres. L'opération sur les autoroutes et les routes nationales sera prise en charge par le ministère des transports. Les changements des panneaux de signalisation concernant aussi bien les vitesses limites que les distances entre les agglimérations seront à la charge des autorités locales.

Conduite à gauche

Conscient que ces modifications ne seront pas populaires, le gouvernement n'a pas voulu précipite les choses. Il a pris soin d'indiquer que la conversion au kilomètre aura lieu progressivement, après consultation de toutes les organisations intéressées. Les premières réactions des journaux révèlent les réserves, et parfois même l'hostilité, du public à l'égard de décisions inspirées — « dictées », disent certains — par les « eurocrates » de Bruxelles.

Le *Times*, soulignant que le public est attaché à ses unités de mesure, estime que le plus grand avantage du changement sera simplement « *de diminuer les difficultés des visiteurs étrangers...* ». Dans le *Daily Mail*, l'écrivain Auberon Waugh estime qu'il s'agit d'une « *pure folie... qui créera du ressentiment contre l'idée européenne* ». Le *Daily Express* déplore l'abandon du mile après celui de la pinte, de l'acre et de la « tou » anglaise, et il conclut lugubrement : « *Le pire est encore à venir.* »

A en juger par ces réactions, il semble impossible que les Britanniques puissent, un jour, abandonner la conduite à gauche : d'une part, pour des raisons financières, étant donné le coût élevé de la modification du profil des routes, mais plus encore peut-être pour des raisons psychologiques. L'abandon de la conduite à gauche serait ressenti comme une capitulation et une atteinte à l'indépendance nationale.

HENRI PIERRE.



CONCORDE : QUARANTE-QUATRE MILLE PASSAGERS EN 1977

Les quatre Concorde d'Air France ont transporté, en 1977, quelque 43 900 passagers à destination ou en provenence de Rio-de-Janeiro, Caracas, Washington et New-York. Le coefficient de remplissage global s'élève pour l'année à 50,36 % : 62,5 % sur Rio et 64,9 % sur New-York.

Les avions supersoniques ont été nettement mieux remplis au départ de Paris (60,5 %) qu'à destination de Paris (46,9 %). Le vol vers Caracas reste le moins utilisé avec un taux d'occupation moyen de 38,5 % à l'aller et de 46,2 % au retour.

De son côté, British Airways a décidé d'assurer, à partir de cette semaine, six vols hebdomadaires en Concorde sur la ligne Londres - New - York. La compagnie britannique avait commencé d'exploiter cette liaison, le 22 novembre dernier, à raison de deux fréquences hebdomadaires, qu'au mois de décembre elle avait porté à quatre. Depuis le début de sa mise en service entre Londres et New-York, le coefficient de remplissage de l'avion supersonique a dépassé 90%.

● *Tarifs préférentiels vers la Réunion. — « Le nombre des tarifs préférentiels et l'importance des réductions consenties entre la métropole et la Réunion font que, en pratique, les tarifs de base n'ont plus qu'une simple valeur de référence »*, indique M. Fernand Icart, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, dans une *réponse écrite parue au Journal officiel* du 31 décembre. 83 % des passagers transportés par Air *France en 1976 sur cette ligne ont* bénéficié de réductions de 40 % à 60 % par rapport aux tarifs de base. « *Le nombre de ces passagers devrait franchir, en 1978, le seuil des cent mille*, précise le ministre, *ce qui semble indiquer que la grille tarifaire actuelle est relativement bien adaptée aux usagers de cette relation.* »

● *Les aéroports de la région parisienne : + 8 % en 1977.* — Les aéroports de la région parisienne ont été empruntés par 22 millions de passagers en 1977, soit une progression de 8 % par rapport à l'année précédente. Le nombre des mouvements d'avions (279 000 environ) ne s'est accru que de 1,4 %, mais des appareils de plus forte capacité ont été mis en service. Le trafic de fret a augmenté de 11,2 % (455 000 tonnes).



SOCIAL

A l'E.G.F.

• Augmentation des salaires de 2 %
• Nouvelles actions revendicatives C.G.T.-C.F.D.T.

Les dirigeants syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. de l'E.G.F. devaient faire connaître, dans la soirée de mercredi 4 janvier, les modalités de l'action qu'ils veulent poursuivre pour obtenir de nouvelles discussions de salaires. Les deux fédérations étaient convenues de ce rendez-vous à l'issue de la série de débrayages intermittents qu'elles avaient organisés entre le 1er et le 16 décembre.

Par ailleurs, l'ensemble des fédérations doivent se réunir le 5 janvier pour ratifier l'augmentation de 2 % à compter du 1er janvier dont le principe a été arrêté fin décembre par la direction et les syndicats signataires de l'accord salarial pour 1977. Ces 2 % se composent de 1 % au titre de 1977, en attendant l'apurement définitif des comptes de l'exercice qui vient de s'écouler et, d'autre part, de 1 % au titre de l'évolution des salaires pour 1978.

Une autre mesure majore le salaire de base de 1,5 %, sans augmenter cependant la rémunération du personnel. Il s'agit en effet de l'intégration d'une fraction de la prime de productivité dans le salaire, ce qui a pour résultat d'augmenter proportionnellement un des éléments de calcul des retraites. La formulation de ces diverses mesures ne semble pas encore définitive.

Ces majorations du traitement sont peu susceptibles de désarmer la C.G.T. et la C.F.D.T. Du moins montrent-elles le parti que les syndicats signataires ont pu tirer de l'accord salarial.

Pour sa part, M. Cambus, délégué général de l'UNCM (Union nationale cadres et maîtrise), en tire les conclusions que voici (1) :

« *Pour un ouvrier débutant, le salaire brut annuel a progressé en un an de 3 100 francs ; pour un technicien supérieur débutant, de 4 200 francs ; pour un cadre débutant, de 5 900 francs.*

» *Dans la perspective d'une hausse des prix de 9,6 % en moyenne, il est évident que notre politique de concertation apporte aux cent vingt-sept mille salariés d'E.D.F.-G.D.F. une amélioration de leur pouvoir d'achat au moins égale à 0,7 %, avec un effort plus particulier pour les salaires les plus bas.*

» *En face de ce succès, les partisans de la politique du pire, de la grève à outrance, n'ont rien obtenu, mais — et ils ne s'en vantent pas ! — ont fait perdre aux quelque cinquante mille agents qui les ont suivis des journées dont le montant total s'échelonne de 550 francs pour les jeunes ouvriers à plus de 1 000 francs pour les cadres.* »

(1) M. Cambus a exprimé ces appréciations dans une lettre qu'il nous a adressée pour répondre à une information publiée dans le *Monde* daté 18-19 décembre 1977 rapportant les propos des syndicalistes non signataires de l'accord, qui déclarent « *laisser la direction discuter avec les domestiques* ».

INITIATIVE INTÉRESSANTE EN MATIÈRE D'ASSURANCE-CHOMAGE

Une initiative intéressante en matière d'assurance-chômage vient d'être prise par le Crédit industriel et gazier (CREG), appartenant au groupe Thomson-Brandt et spécialisé dans les prêts à l'achat de matériel électroménager. Cet établissement propose aux emprunteurs de contracter une assurance qui prendra en charge leurs mensualités de remboursement en cas de chômage. Le coût de la prime s'élève à un peu moins de 1 % du montant de crédit, avec des tranches dégressives ; de sorte que la prime atteint environ 20 francs pour un crédit de 2 500 F sur une durée de quatorze mois.

Cette assurance, offerte en option, s'ajoute à une assurance « arrêt de travail-décès », qui est contractée par 85 % environ des emprunteurs à un taux moyen de 1 %. A titre d'information, rappelons que, pour un taux de base de 18,80 %, le coût final d'un crédit à la consommation s'établit aux environs de 21 % pour une durée supérieure à douze mois, et à davantage si la durée est inférieure, en raison des frais de dossier. La nouvelle assurance prendra en charge les échéances pendant douze mois avec une franchise de deux mois.

Cette initiative, la seule en son genre à l'heure actuelle, mais qui sera sans doute imitée dans les deux ans qui viennent, est destinée davantage à donner toute sécurité aux emprunteurs qui pourraient éventuellement se trouver privés d'emploi. Paradoxalement, les établissements de crédit à la consommation ont relevé très peu de défaillances parmi leurs emprunteurs pour cause de chômage, bien qu'il ne soit pas toujours facile de faire le départ entre les causes réelles de défaut de paiement.

SANTÉ

SÉCURITÉ SOCIALE

Augmentation des prix de la visite médicale et de la journée d'hospitalisation privée

Une partie des honoraires médicaux est augmentée à partir du 1er janvier 1978 en application d'un accord entre les caisses d'assurance-maladie et les syndicats médicaux (*le Monde* du 2 août 1977). Le prix de la consultation reste inchangé (34 F pour l'omnipraticien, 51 F pour le spécialiste) mais celui de la visite passe de 47 F à 49 F pour les omnipraticiens, de 64 F à 66 F pour les spécialistes, de 94 F à 97 F pour les neuro-psychiatres. Le forfait d'accouchement est également majoré : 500 F au lieu de 475 F.

Les pouvoirs publics viennent de faire connaître le pourcentage de hausse qu'ils accordent, pour 1978, aux établissements d'hospitalisation privés : 9,30 %, applicable au 1er février 1978. « *Pour tenir compte de la situation des différents secteurs de l'hospitalisation privée* », précise le ministère de la santé et de la Sécurité sociale dans un communiqué ; les prix de journée pourront en outre être majorés de 6,50 F pour la maternité, 6 F pour la médecine, la chirurgie et la psychiatrie, et de 3 F pour les maisons de convalescence. D'autre part, les forfaits de salle d'opération sont majorés de 3 %, ceux de salle de travail (en province seulement) de plus de 20 %. La procédure de dérogation, enfin, sera assouplie.

La Fédération des établissements d'hospitalisation privée, majoritaire dans la profession, et qui demandait, rappelons-le, une majoration de 15,50 %, estime que « *les tracasseries auront duré jusqu'au bout* » mais que « *c'est grâce à son action que cette majoration dépassera (au total) les 12 % pour le plus grand nombre des établissements* ».

A l'Union hospitalière privée on estime que « *le gouvernement vient de montrer, pour la première fois depuis longtemps, qu'il attachait de l'importance à la survie du secteur hospitalier privé et au maintien de sa coexistence avec les hôpitaux publics* ».

Rappelons enfin qu'aux termes d'un arrêté paru au *Journal officiel* du mardi 3 janvier, les cliniques privées feront désormais l'objet d'un classement (médecine, chirurgie, maternité, psychiatrie, repos-convalescence), ce qui permettra, d'ici deux ans, d'ajuster la tarification sur la qualité du service rendu.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OCÉANIC

Succès de l'O.P.A.

L'offre publique d'achat lancée le 15 novembre 1977 par le Crédit Industriel et Commercial, pour le compte de International Telephone and Telegraph Corporation, sur les actions Océanic a rencontré un vif succès puisque 138 714 titres ont été présentés.

La participation du Groupe I.T.T. se trouve ainsi portée de 67,54 % à 98,18 % du capital d'Océanic.

BIS S.A.

Centrale internationale des services

BIS S.A. vient de prendre une participation à hauteur de 85 % du capital de la Société commerciale de recouvrement litigieux et d'informations économiques (S.C.R.L.) dont le siège social est à Lyon : 17, rue de la République.

Créée en 1893, S.C.R.I. France S.A. est spécialisée dans la prévention et le traitement des impayés à travers deux grands secteurs d'activités : les informations économiques, le recouvrement des impayés. S.C.R.L. a réalisé en 1976 un chiffre d'affaires de 50 millions de francs H.T.

BIS S.A. qui contrôle BIS France, première entreprise française de travail temporaire et qui en 1976 avait pris une participation majoritaire chez Pigier S.A., première entreprise française d'enseignement privé, élargit encore la gamme des services rendus à l'entreprise en faisant l'acquisition de la majorité absolue de la première entreprise française d'informations économiques et de recouvrement des créances.

BIS S.A. poursuit sa politique de diversification annoncée dès 1973 et dans le même temps renforce sa position de société holding.

CARREFOUR

Chiffre d'affaires 1977 : + 20 %

Le chiffre d'affaires de la Société Carrefour et des magasins qu'elle contrôle à plus de 60 % s'est élevé à 8,963 milliards de francs en 1977 contre 7,469 milliards en 1976, soit une progression de 20 %.

Au mois de décembre 1977 les ventes ont atteint 1,097 milliard de francs contre 972 millions l'année précédente (+ 12,8 %).

SOCIÉTÉ BIC

Le conseil d'administration de la société Bic, réuni le 30 décembre 1977, usant de l'autorisation qui lui avait été conférée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 31 mai 1977, a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 60 000 000 de francs, le portant de 180 000 000 de francs à 240 000 000 de francs.

En conséquence, il sera émis 600 000 actions nouvelles attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour trois actions anciennes.

Ces 600 000 actions nouvelles gratuites porteront jouissance à compter du 1er janvier 1977. Les formalités matérielles d'attribution débuteront courant mars 1978.

La B.N.P. « INTERCONTINENTALE » vient d'ouvrir un bureau de représentation à SANAA (République du Yémen).

Ce bureau a pour mission de promouvoir et de développer les relations commerciales et financières entre la République arabe du Yémen et la France, ainsi qu'avec les pays dans lesquels le groupe de la B.N.P. est présent.

Cette création vient renforcer la présence du groupe B.N.P. au Moyen-Orient. Rappelons que la B.N.P. « I » dispose d'une succursale importante à Beyrouth (Liban), que la B.N.P. a un bureau de représentation également à Beyrouth, une succursale à Manama (Bahrein) et qu'elle vient de créer au Caire, en association avec la Banque du Caire, la Banque du Caire et de Paris, S.A.E.

Le bureau de représentation de Sanaa est installé : porte du Marché-Central ; place Eloloffi -AL -QU'AA. Boîte postale 2147. Téléphone 4068. Telex 375 B.N.P. INT. SANAA.

Son directeur est M. Mohamed Omar Alhabshi.

ÉTRANGER

CHILI

● *Le Chili maintiendra le rythme actuel de sa production de cuivre*, vient de déclarer le ministre des mines, M. Enrique Valenzuela. Le ministre a indiqué que cette décision avait pour but d'accroître au maximum les réserves de change du Chili afin de payer la dette extérieure du pays, qui dépasse 4 milliards de dollars, selon les chiffres officiels. Le Chili produit annuellement plus de 800 000 tonnes de cuivre (1 million de tonnes en 1975).

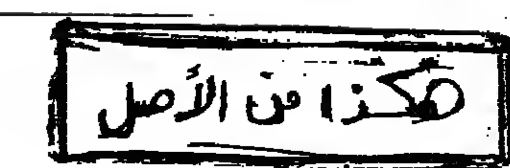
On apprend d'autre part que la compagnie américaine Exxon va racheter 87 % du capital d'une mine de cuivre chilienne, la Compania Minera Dispotada de la Condes SA. — *(A.F.P.)*

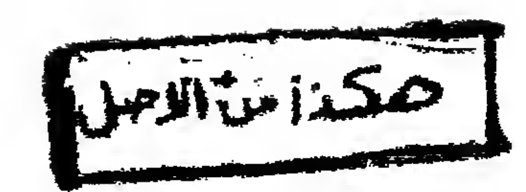
JAPON

● *Le nombre des chômeurs au Japon* s'est élevé en novembre à 1,03 million de personnes, en hausse de trente mille personnes par rapport à octobre, et de soixante mille par rapport à novembre 1976, indique le cabinet du premier ministre.

Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, s'établit à 2 % de la population active, en données officielles. — *(A.F.P.)*

(Avis financier des sociétés)





LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
3 JANVIER

Forte hausse de l'or
Baisse des actions

Le fait marquant de la première séance de l'année à la Bourse de Paris, a été sans conteste possible, la nouvelle et forte hausse de l'or, liée à la chute continue du dollar sur les marchés des changes. Tandis qu'à Londres, l'once de métal a monté de 2,2 %, à Paris, le napoléon s'est inscrit à son plus haut niveau depuis août 1975, cotant 259,80 francs, après 259,90 F, contre 254,50 F à la veille du week-end. De son côté, le lingot a progressé de 350 F, atteignant 26 345 F, contre 25 995 F. Parallèlement, l'activité s'est accélérée, le volume des transactions passant de 6,62 millions de francs à 11,36 millions de francs. A noter également, la hausse du 7 % 1973 dont le cours a de nouveau battu tous ses records et naturellement des mines d'or.

A l'inverse, le marché des actions a fait preuve d'une singulière apathie, les cotations ayant été expédiées au pas de charge, tant les ordres ont fait défaut. Les cours se sont repliés sur un large front, une valeur sur deux enregistrant une baisse égale ou très supérieure à 1 %. Ainsi des titres comme Sacilor, J. Lefebvre et Alspi ont accusé des pertes s'échelonnant de 6 % à 8 %.

Aucun compartiment n'a échappé au mouvement de baisse, les plus durement touchés étant l'alimentation, le matériel électrique et le bâtiment. En repli de 0,8 % à l'ouverture, l'indicateur instantané a terminé la séance en recul de 1,4 %.

Les remous monétaires sont certes en grande partie à l'origine de cet alourdissement dont la signification demeure pourtant très limitée eu égard à l'extrême faiblesse des affaires. « Plus la date des élections législatives se rapprochera, plus il en sera ainsi », confiait un professionnel désabusé. Ajoutons que les rumeurs selon lesquelles le président de la République s'apprêterait à déterrer le projet de taxation sur les plus-values boursières n'ont rien arrangé.

LONDRES

La reprise amorcée mardi vers la clôture se poursuit mercredi matin sur le marché de Londres, où l'indice des industrielles gagne encore 3,2 points, à 485,8. Progrès des fonds d'Etat, mais tassement des pétroles (Shell, BP). Vive hausse des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) 172 50 contre 169 20

VALEURS	CLOTURE 3/1	COURS 4/1
Beecham	672	678
British Petroleum	842	834
Courtaulds	116	116
De Beers	295	296
Imperial Chemical	351	353
Rio Tinto Zinc Corp.	188	190
Shell	525	522
Vickers	175	177
War Loan 3 1/2 %	37 1/8	37 1/4
*West Driefontein	25 3/6	26 7/6
*Western Holdings	20 1/2	22 7/8

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	30 déc.	3 janv.
Valeurs françaises	88,8	98,1*
Valeurs étrangères	98,5	101 *

* Base 100 : fin 1977.

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	59,9	59,0

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 8 ... %

NOUVELLES DES SOCIETES

CARREFOUR. — Le chiffre d'affaires de la société et des magasins qu'elle contrôle à plus de 60 % s'est élevé à 8,96 milliards de francs en 1977 contre 7,46 milliards en 1976, soit une progression de 20 %.

BIC. — Attribution gratuite d'une action nouvelle pour trois anciennes au cours du mois de mars. Le capital passera de 180 millions à 240 millions de francs.

BERLIET-SAVIEM. — Comme nous l'avions annoncé dans « le Monde » du 31 décembre 1977, ces deux titres seront radiés de la cote officielle le 24 janvier 1978. Jusqu'à cette date, Renault, qui détient plus de 99 % du capital des deux entreprises, s'est engagé à maintenir leurs cours sur le marché.

CHLORURE DE VINYLE DE FOS. — Cette société, dont le capital est réparti entre Shell Chimie (60 %) et Produits chimiques Ugine-Kuhlmann (40 %), va entreprendre la construction d'une unité de chlorure de vinyle monomère de 200 000 tonnes par an, extensible à 300 000 tonnes.

NEW-YORK

Brusque repli

Le New York Stock Exchange a rouvert ses portes mardi après trois jours de chômage. Triste début d'année, puisque la première séance s'est soldée par une forte baisse des valeurs industrielles, l'indice Dow Jones abandonnant 13,43 points pour s'établir à 817,74.

Assez rapide lors des premières heures de transactions, le rythme des échanges s'est peu à peu ralenti, le volume total atteignant finalement 17,72 millions de titres, contre 23,56 millions à la fin de la semaine dernière.

Sur 1 868 valeurs traitées, 1 061 ont fléchi, 410 ont progressé, tandis que 397 restaient inchangées.

La nouvelle chute du dollar sur les marchés des changes a constitué le principal élément baissier pour le Big Board. Mais les opérateurs ont été aussi défavorablement influencés par l'annonce d'une très faible progression (0,1 %) des mises en chantier en novembre 1977 par rapport à celles enregistrées un mois plus tôt (+1,1 %). Les craintes d'une reprise l'inflation cette année ont fait le reste. A noter, au surplus, que les fonds mutuels ne sont guère intervenus pour absorber les dégagements bénéficiaires, qui se sont poursuivis après la récente période de hausse.

Indices Dow Jones : transports, 215,77 (—1,41) ; services publics, 110,98 (—0,30).

VALEURS	COURS 30 12	COURS 3/1
Alcoa	40 5/8	45 7/8
A.T.T.	60 1/2	60
Boeing	28 1/2	27 3/8
Chase Manhattan Bank	28 7/8	28 1/2
Du Pont de Nemours	128 3/8	116 1/2
Eastman Kodak	51 1/4	50 ...
Exxon	40 ...	47 3/8
Ford	45 3/4	44 3/8
General Electric	48 3/4	48 3/4
General Foods	21 1/2	61 1/8
General Motors	62 3/4	61 1/2
Goodyear	17 1/4	17 0/8
I.B.M.	273 ..	208 3/4
I.T.T.	01 3/4	61 6/8
Kennecott	22 1/4	22 ..
Mobil Oil	63 1/2	62 7/8
Pfizer	27 3/8	27 1/4
Schlumberger	72 3/4	71 0/4
Texaco	27 6/8	27 1/2
U.A.L. Inc.	20 7/8	20 5/8
Union Carbide	41 1/8	40 0/8
U.S. Steel	31 1/2	31 0/8
Westinghouse	18 1/8	16 ..
Xerox	46 0/4	45 3/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	30/12	4/1
1 dollar (en yens)	239 15	237 ..

BOURSE DE PARIS - 3 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	35 ..	0 781
5 %	50 30	4 616
5 % 1920-1980	..	4 816
5 % amort. 45-54	66 10	1 282
4 1/4 % 1963	102 90	2 068
4 1/4-4 3/4 % 63	91 70	1 286
Emp. N. Eq. 5185	106 ...	1 271
Emp. N. Eq.6%66	104 50	1 582
Emp. N. Eq.6%67	99 .	3 567
Emp. 7 % 1973	283 60	5 778
Emp. 6,80 % 77	108 78	6 304
E.D.F. 6 1 1960	.	4 078
— 5 % 1960	... ..	4 411

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	...	508
E.D.F. parts 1959	..	484 50
Ch. France 0 %	149	149 ..
Abeille I.G.A.R.D.	..	497
Abeille (Vie)	...	202
A.G.F. (Sté Cent.)	378	368
Ass. Gr. Paris-Vie	1358	1400
Concorde	222	324
Epargne France	268	268
Financ. Victoire	180	C172 85
Fonc. T.I.A.R.D.	85 50	85 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France I.A.R.D.	174	175
France (La)	344	343
GAN (Sté) Centr.	625	622
Protectrice A.I.R.	258	251
U.A.P.	550	549
Alsacien. Banque	365	365
Banque Hervet	248	140
Bque Hypoth. Eur	229	229
Bque Nat. Paris	370	370
(Li) B. Scand. Dup	..	89
Banque Worms	144	148 60
C.G.I.B.	56 10	58 50
Cofica	.	95 ..
C.A.M.E.	38 70	33 10
Crediltel	104	103
Créd. Gén. Indust	149	165 ..
Cr. Ind. Als.-Lor.	130	130
(M.) Crédit Mod.	50	50
Electro-Banque	140	138
Eurobail	105	108
Financière Sofal	251	251
Fr. Cr. et B. (Cie)	44	45 70
France-Bail	197	197
Hydro-Energie	17 50	17
Immobail B.T.P.	C140 40	139 80
Immobanque	195	190
Immofice	152	150
Interbail	164 80	163
Laffitte-Bail	113	110

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
675	4,5 % 1973	671 80	674 50	674 50	676
1920	C.N.E. 3 %	1927 80	1927 50	1927	1927
195	E.L. Lefebvre	213	198 60	197 50	194 70
60	Esso S.A.F.	64	64 50	64 93	65 00
120	Olida-Caby	120 60	120 20	120 20	117 80
91	Opfi-Paribas	82	77 60	77 50	70 20
226	Tél. Ericsson	218	210	213	212
69	Terres Roug.	60	60 60	80 50	81 80
306	Gen. Motors	295	290 30	299 30	295
14 50	Goldfields	14 80	15 30	15 60	18 30

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/1	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 795	4 652	4 720
Allemagne (100 DM)	232 850	223 380	221 500
Belgique (100 F.)	14 290	14 280	14 075
Pays-Bas (100 fl.)	207 400	206 950	205
Danemark (100 krd)	81 420	80 940	80 500
Suède (100 krs)	100 740	100 520	100
Norvège (100 k.)	91 250	91 850	91 250
Grande-Bretagne (£ 1)	8 875	8 854	8 800
Italie (1 000 lires)	5 473	5 368	5 500
Suisse (100 fr.)	235 750	230 350	233
Autriche (100 sch.)	31 140	31 184	31 150
Espagne (100 pes.)	6 320	5 779	5 550
Portugal (100 esc.)	11 820	11 790	11 890
Canada ($ can. 1)	4 351	4 282	4 305

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/1
Or fin (kilo en barre)	25950	26250
Or fin (kilo en lingot)	25996	26345
Pièce française (20 fr.)	254 50	259 80
Pièce française (10 fr.)	224 90	224 90
Pièce suisse (20 fr.)	225 70	231
Union latine (20 fr.)	222 40	225
Souveraine	241 50	245
Pièce de 20 dollars	1128	1154
Pièce de 10 dollars	635 20	650
Pièce de 5 dollars	382	
Pièce de 50 pesos	1058	1078
Pièce de 10 florins	239	243 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

AU CONSEIL DES MINISTRES

Un programme écologique pour cinq ans

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, devait présenter au conseil des ministres de ce mercredi 4 janvier le projet de charte de la qualité de la vie que le président de la République lui avait demandé de préparer.

Il s'agit d'une sorte de plan quinquennal qui doit prendre le relais du programme de défense de l'environnement que M. Giscard d'Estaing avait proposé lors de la campagne pour les élections présidentielles. On estime à l'Elysée que ce programme a été « *intégralement mis en œuvre* » et qu'il faut donc aller plus loin.

Le président de la République avait tenu à annoncer lui-même, lors d'un conseil des ministres en juillet 1977, la mise à l'étude de la charte. Puis, le 13 octobre, il en avait tracé les grandes orientations devant les représentants d'associations qu'il recevait ce jour-là.

Le document qui servira en quelque sorte de programme « écologique » pour les prochaines élections indique en premier lieu les objectifs visés : offrir aux Français un cadre de vie plus naturel, un milieu de vie plus fraternel, des rythmes de vie plus libres. La réalisation de ces aspirations devrait contribuer, dans l'esprit du président, à « *réduire les inégalités écologiques* ».

Concrètement, la charte comportera trois séries de dispositions :

● AMELIORER LE CADRE DE VIE. — Un plan pluriannuel sera mis au point pour sauvegarder l'eau, l'air et les espaces naturels. Il sera assorti d'un calendrier de réalisations. Est prévu en particulier le doublement en cinq ans de la superficie des parcs et réserves naturels.

Dans les villes va être lancé un plan de cinq ans de lutte contre les nuisances : le bruit sera particulièrement combattu par l'insonorisation des logements sociaux. L'augmentation des crédits consacrés aux espaces verts permettra de créer un plus grand nombre de parcs et de jardins. A Paris, par exemple, l'Elysée souhaite que la plus grande partie du terrain des anciens abattoirs de La Villette soit aménagée en parc pour l'agrément des habitants d'alentour.

Au chapitre des transports, les crédits de l'Etat jusqu'ici consacrés à l'extension des rues et à la construction des rocades et pénétrantes seront progressivement réduits et affectés, en partie, aux transports collectifs, aux voies piétonnes et aux pistes cyclables.

● REDUIRE LES INEGALITES ECOLOGIQUES. — En matière de logement, toutes les familles qui le souhaitent auront la possibilité d'être propriétaires de leur maison ou de leur appartement. Les aides à l'achat de logements neufs ou anciens seront accrues.

On va se préoccuper des loisirs, c'est-à-dire des week-ends et des vacances des Français. L'effort portera d'abord sur l'étalement des vacances et sur le tourisme social.

Pour stopper l'hémorragie qui vide les campagnes, les conditions de vie en milieu rural vont être améliorées. On s'efforcera d'encourager concurremment plusieurs activités : agriculture, artisanat, tourisme. Des ressources minimum — le SMIC communal — seront garanties aux petites collectivités locales.

● FAVORISER LA PARTICIPATION. — Selon une volonté constamment réaffirmée par M. Giscard d'Estaing, les associations doivent devenir « *un rouage normal de la démocratie* ». Il faut qu'elles puissent gérer davantage d'équipements et participer plus activement aux services publics. Pour cela, la charte prévoit que des locaux leur seront fournis, qu'elles seront encouragées à avoir un maximum de permanents et qu'elles pourront plus facilement faire des emprunts.

● *Installation du Conseil national de la protection de la nature.* — M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a installé, mardi 3 janvier, le Conseil national de la protection de la nature, chargé de donner des avis sur les conditions d'application de la loi sur la protection de nature pour ce qui concerne la faune et la flore.

Quatre fonctionnaires des ministères de l'agriculture de l'équipement, de l'intérieur, de la culture et de l'environnement, siègent au sein de ce conseil aux côtés de représentants des « utilisateurs » du milieu naturel : forestiers, agriculteurs, Touring Club, Office national de la chasse, notamment. Sept places sont réservées, parmi les vingt-huit membres du conseil, à des représentants d'associations nationales et régionales de protection de la nature.

M. GILLARD PRÉFET DE VENDÉE

Le conseil des ministres a nommé M. Michel Gillard, sous-préfet de Montmorency (Val-d'Oise), préfet de Vendée, en remplacement de Jean-Baptiste Prot, décédé le 26 décembre 1977.

[Né le 4 septembre 1929 à Neuville-lès-Dieppe (Seine-Maritime), M. Michel Gillard a été, à sa sortie de l'ENA, en 1958, nommé attaché au cabinet du ministre-résident en Algérie. Puis il a occupé successivement les postes de sous-préfet de Florac (1960), secrétaire général de la SAOURA (Algérie, 1962), directeur de cabinet du préfet du Pas-de-Calais (1963), sous-préfet de Calais (1967), adjoint au secrétaire général de la mission interministérielle pour l'environnement (1972), conseiller technique au cabinet du ministre chargé des réformes administratives (1973), puis sous-préfet de Montmorency (1974). M. Gillard est chevalier de la Légion d'honneur.]

Des centrales nucléaires françaises pour la Chine ?

Parmi les industriels qui accompagneront M. Barre en Chine, du 18 au 25 janvier, deux au moins, les présidents de Framatome (filiale du Creusot-Loire) et d'Alsthom-Atlantique, MM. Boulin et Loygue, seront particulièrement attentifs. Il devrait, en effet, être longuement question de nucléaire à Pékin.

Déjà en 1974 les Chinois avaient manifesté leur intérêt pour la filière française graphite-gaz — pourtant abandonnée en 1969. Mais cela n'avait pas eu de suite. Ces derniers mois, plusieurs visiteurs de la République populaire ont fait savoir à Paris que dans le cadre de la nouvelle politique économique, la Chine envisageait de lancer un programme nucléaire afin de réserver pour partie pétrole et charbon à l'exportation et en obtenir ainsi les devises nécessaires à son commerce avec l'Occident. « *Pour des raisons politiques* » — Paris et Pékin ont eu, dans le domaine nucléaire militaire, une attitude analogue d'indépendance à l'égard des deux « Grands » — l'aide extérieure indispensable à la mise en train de ce programme a été demandée à la France. (Mais la firme ouest-allemande K.W.U., filiale de Siemens, a elle aussi été approchée.) Il ne s'agit, certes, que de contacts préliminaires : nul ne sait ni l'importance ni le rythme de développement du programme nucléaire chinois. Mais la visite de M. Barre à Pékin devrait apporter des précisions sur l'intérêt de ce marché.

L'exportation en Chine de centrales qui sont pour quatre ans encore sous licence Westinghouse nécessitera l'accord de cette société, mais surtout celui du COCOM, comité de coordination chargé du contrôle des exportations stratégiques vers les pays du bloc socialiste, organisme créé en 1950 où se retrouvent les pays membres de l'alliance atlantique et le Japon. Autant dire que ces exportations dépendent totalement du bon vouloir des Etats-Unis.

Mais pourquoi s'y opposeraient-ils ? La Chine présente en effet un cas particulier pour des Américains soucieux de non-prolifération. Avec vingt et une explosions nucléaires les Chinois ont montré leur capacité militaire. Et ils maîtrisent les techniques de l'enrichissement de l'uranium — ils étudient actuellement, comme les Français, un procédé d'enrichissement au laser — comme celles du retraitement. S'il s'agit simplement de construire des centrales nucléaires pour aider un pays à technologie avancée, mais dont la capacité industrielle est faible, le COCOM devrait donc donner le feu vert sous réserve de certains contrôles.

En revanche, la construction d'usines de retraitement (les Chinois n'y ont nullement fait allusion) se heurterait très vraisemblablement à un veto américain.

En fait, il est vraisemblable que les pressions les plus fortes viendront de Moscou. L'U.R.S.S. tirera-t-elle argument de l'excellence de sa coopération avec la France dans le domaine nucléaire (en octobre 1977, celle-ci a été étendue au retraitement des combustibles ainsi qu'aux réacteurs destinés au chauffage) pour tenter d'empêcher que ne se développent ces relations franco-chinoises ?

La commande par la Chine de centrales serait pourtant bienvenue pour l'industrie nucléaire française dont les négociations commerciales sont presque inexistantes actuellement. Malgré un accord de principe signé en août 1976 à Séoul par M. Barre, alors ministre du commerce extérieur, sur l'achat par la Corée du Sud de deux réacteurs nucléaires, Framatome a, depuis quelques jours, la certitude que ce contrat sera confié à Westinghouse. La révision de la politique française sur les exportations d'usines de retraitement et l'annulation, en décembre 1976, de la livraison à Séoul d'une telle usine a quelque peu affecté les relations des deux pays. De surcroît, Allemands et Américains se sont partagés, pour l'heure, le marché espagnol et la proposition du chah d'Iran d'échanger quatre centrales nucléaires contre du pétrole, si elle est actuellement étudiée à Paris, ne suscite pas que de l'enthousiasme. Dans la mesure où le seul marché français ne saurait assurer le plan de charge de Framatome — on comptait sur l'exportation de deux réacteurs par an — on comprend l'attention portée par les industriels français au marché chinois.

BRUNO DETHOMAS.

MORT DE L'ÉCRIVAIN OUEST-ALLEMAND FRIEDRICH BEISSNER

Nous apprenons la mort de l'écrivain ouest-allemand Friedrich Beissner, survenue le 29 décembre 1977, à Tuebingen.

[Agé de soixante-treize ans, membre de l'académie de Heidelberg depuis 1972, Beissner était un spécialiste de l'œuvre de Kafka et de Hölderlin. Il avait consacré à l'œuvre de ce dernier une étude en quatorze volumes.]

Le numéro du « Monde » daté 4 janvier 1978 a été tiré à 516 375 exemplaires.

PAS DE GRÈVE A RADIO-FRANCE

Un accord devrait intervenir prochainement à Radio-France sur la réactualisation des conventions collectives : les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont, en effet, décidé de ne pas mettre en application le préavis de grève déposé pour ce mercredi 4 janvier. Les techniciens de la société ont déposé néanmoins un nouveau préavis pour le 8 janvier.

NOUVELLES BRÈVES

● *Michelin : faible participation des ouvriers* des usines de Clermont-Ferrand au meeting qu'a organisé la C.G.T. ce mercredi matin 4 janvier. Environ deux cents personnes seulement ont participé à cette réunion, à l'issue de laquelle une délégation s'est rendue à la préfecture. Mardi, des représentants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont été reçus à la direction départementale du travail ; celle-ci a indiqué qu'elle interviendra, à nouveau, auprès de la direction Michelin pour obtenir la reprise du dialogue.

● *Pour diffamation envers M. Jean-Marie Le Pen*, président du Front national, la 17e chambre correctionnelle de Paris a condamné, le 3 janvier, M. Claude Perdriel, directeur du *Matin de Paris*, à 1 500 F d'amende et à 5 000 F de dommages et intérêts. Un article publié le 21 mars 1977 dans ce journal présentait M. Le Pen comme l'organisateur d'une manifestation violente d'extrême droite qui s'était déroulée la veille à l'encontre des forces policières gardant l'agence de l'Aeroflot, établie sur les Champs-Elysées. M. Le Pen a contesté le fait, dont M. Perdriel n'a pu rapporter la preuve.

PLUS DE MILLE EMPLOIS MENACÉS DANS UNE ENTREPRISE TEXTILE DE ROUEN

(De notre correspondant.)

Rouen. — Installée à Déville-lès-Rouen (Seine-Maritime) depuis trente ans, l'entreprise Aunay-Fortier, qui emploie mille cent salariés, dont près de mille femmes, après s'être située aux premières places de la confection française, connaît aujourd'hui de graves difficultés. Malgré le dépôt de bilan intervenu le 16 décembre dernier à la suite de « *graves difficultés financières* », les responsables de la C.G.T., qui font valoir l'existence d'un carnet de commandes supérieur de 10 % à celui de 1976 et la qualité du matériel moderne dont dispose l'usine, estiment que les pouvoirs publics détiennent la possibilité de maintenir l'entreprise en vie. Audience a été demandée à M. Rufenacht, secrétaire d'Etat à l'industrie.

En Italie

UN CADRE DE FIAT EST TUÉ DANS UN ATTENTAT

Rome (A.F.P.). — Un cadre de l'usine Fiat de Piedimonte-San-Germano, près de Cassino, à 60 kilomètres de Rome, a été tué le 4 janvier au matin au cours d'un attentat. L'un de ses collègues de travail a été grièvement blessé.

Les deux hommes ont été atteints par plusieurs coups de pistolet au moment où ils s'apprêtaient à rejoindre leur travail en voiture.

C'est le premier attentat de l'année en Italie. Les deux victimes étaient d'anciens carabiniers et responsables de la sécurité.

En chute sur toutes les places

Le dollar ne vaut plus que 4,61 francs

Nouvelle hausse de l'or

Alors que M. Jimmy Carter devait arriver à Paris, la baisse du dollar a pris sur tous les marchés des proportions inquiétantes. A Zurich et à Francfort, tous les records de baisse sont enfoncés. Mercredi matin la devise américaine était cotée 2,0553 deutschemarks et 1,91 franc suisse. La chute à Zurich a été encore plus rapide qu'à Francfort, si bien que la monnaie helvétique se renchérit vis-à-vis de toutes monnaies, y compris de la monnaie allemande.

A Paris, le dollar, qui était coté aux alentours de 4,65 la veille, est tombé à 4,6150 francs. Comme au cours des précédentes phases de baisse de la devise américaine, on constate que son déclin est plus lent que sur les places des pays à monnaies forte, si bien qu'exprimés en francs français, le DM et le franc suisse atteignent des niveaux records : respectivement 2,2457 F et 2,42 F !

Parmi les devises poussées à la hausse figure désormais en bonne place la livre sterling qui, à 1,9850 dollar, se rapproche du niveau où elle se trouvait (un peu au-dessus de 2 dollars) à la veille de sa chute du 4 mars 1976. Depuis que la Banque d'Angleterre laisse la livre flotter librement, c'est-à-dire depuis le 31 octobre dernier, la hausse vis-à-vis du dollar dépasse 10,5 %.

Simultanément, le cours de l'or fait un nouveau bon en avant. Au début de la matinée, il était coté à Londres 172,62 dollars l'once (31,10 grammes) contre 169,20 dollars mardi après-midi.

En deux jours, les taux d'intérêt à court terme sur le dollar auront augmenté d'un petit quart de point, l'argent au jour le jour valant, à New-York, désormais 7 %. C'est aussi depuis le 25 novembre le taux minimum de la Banque d'Angleterre (« minimum lending rate »), mais on pense que celle-ci pourrait vendredi l'abaisser. A Paris, le taux au jour le jour était, mercredi matin à 9 %, soit une baisse de 1/8 % par rapport à la veille. A Zurich, le taux d'intérêt était pratiquement égal à 0 %, mais, paradoxalement le loyer de l'argent est remonté en Allemagne à 3 1/4 % à cause de dispositions antispéculatives prises le 15 décembre dernier, et qui obligent les banques à financer des réserves obligatoires supplémentaires.

Un porte-parole du ministère des finances de la République fédérale d'Allemagne a formellement démenti que le gouvernement fédéral envisageait de rétablir le « Bardepot », institué au printemps de 1972 et supprimé deux ans après. Il obligeait les entreprises empruntant à l'étranger à déposer sans rémunération une proportion donnée des fonds recueillis auprès de la Bundesbank. Cette disposition avait pour but de décourager l'afflux des capitaux en Allemagne.

Nulle part les banques centrales ne sont intervenues sur le marché. La chute du dollar s'est produite mardi en fin d'après-midi et les cours semblaient se stabiliser à leur niveau le plus bas dans la matinée de mercredi. Depuis Noël, les commentateurs insistent sur le fait que les transactions ne portent que sur des montants faibles, certains en tirant la conclusion que les mouvements constatés sur les marchés ne sont peut-être pas très significatifs. Mais les mouvements en question se produisent toujours dans le même sens et l'on peut assez facilement retourner l'argument en faisant remarquer qu'au fur et à mesure que le dollar s'affaiblit le nombre des opérateurs disposés à prendre de nouveaux risques à la baisse ne peut que diminuer. — P. F.

UN NUMÉRO SPÉCIAL DE « DOSSIERS ET DOCUMENTS » SUR « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer, sous forme d'un numéro spécial de « Dossiers et Documents », une brochure de trente-six pages consacrée à la description du journal et de son organisation.

Elle contient essentiellement l'analyse du fonctionnement des différents services de la rédaction ; elle traite, en outre, de l'historique et des structures de la S.A.R.L. « le Monde », de la diffusion, de la publicité, de la gestion et de la fabrication.

Cette brochure n'est pas mise en vente dans les kiosques. Elle est disponible à nos bureaux et par correspondance, pour le prix de 3 francs.



A B C D E F G



